



**UHURU, UJAMAA AZIMIO, MWONGOZO:
Contribution a t'analyse de la pensée politique de
JULIUS KAMBARAGE NYERERE**

Buhendwa Mirhim Eluga Essy

► **To cite this version:**

Buhendwa Mirhim Eluga Essy. UHURU, UJAMAA AZIMIO, MWONGOZO: Contribution a t'analyse de la pensée politique de JULIUS KAMBARAGE NYERERE. Science politique. UNIVERSITE DE RENNES I FACULTE DES SCIENCES JURIDIQUES ETUDES POLITIQUES, 1993. Français. <tel-01266631>

HAL Id: tel-01266631

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/tel-01266631>

Submitted on 3 Feb 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UHURU, UJAMAA
AZIMIO, MWONGOZO

Contribution à l'analyse de la pensée politique de
JULIUS KAMBARAGE NYERERE

Thèse pour le doctorat en Sciences Politiques
Présentée et soutenue publiquement par
BUHENDWA E MIRHIM ELUGA ESSY.

Directeur des Recherches :
Monsieur Jacques LE GOFF

JURY :

- Jacques LE GOFF
Université de Rennes I
- Jacques CAILLOSSE
Université de Rennes I
- Daniel BOURMAUD
Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
- Joseph FONTAINE
Université de Rennes I

Année Universitaire 1992-1993
Rennes le 12.03.1993

IFRA



No. d'inventaire

IFRA005031

Date 17/04/2001

Cote TZ/BUH T 320.01

UHURU, UJAMAA
AZIMIO, MWONGOZO

Contribution à l'analyse de la pensée politique de
JULIUS KAMBARAGE NYERERE

Thèse pour le doctorat en Sciences Politiques
Présentée et soutenue publiquement par
BUHENDWA E MIRHIM ELUGA ESSY

Directeur des Recherches :
Monsieur Jacques LE GOFF

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

JURY :

- Jacques LE GOFF
Université de Rennes I
- Jacques CAILLOSSE
Université de Rennes I
- Daniel BOURMAUD
Institut d'Etudes Politiques de Bordeaux
- Joseph FONTAINE
Université de Rennes I


	IFRA
No. d'inventaire	7717
Date	19-4-93
Cote	BUH T

Année Universitaire 1992-1993
Rennes le 12.03.1993

La rédaction de cette thèse n'aurait
probablement pas été achevée sans le financement de
mon dernier travail de terrain en Tanzanie accordé
par le CREDU-NAIROBI.

Mes sincères remerciements à toute la direction du
CREDU et à tout son personnel.

BUHENDWA Essy Eluga

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized loop on the left and a vertical stroke on the right, with the initials 'E. Eluga' written in the center.

**Majambo ya binadamu yana kujaa na kupwa,
 Yakidakwa yamejaa huongoza ushindini ;
 Yakipuuzwa, safari yote ya maisha yao
 Hubakia katika maji mafu na madhilifu.
 Sisi sasa twaelea katika maji makuu ;
 Twapaswa kuyatumia yangali yakitufaa,
 Ama sivyo tutakosa yote tul'oazimia⁽¹⁾ .**

Il y a dans les affaires humaines une marée montante ;
 qu'on la saisisse au passage, elle mène à la fortune ;
 qu'on la manque, tout le voyage de la vie s'épuise dans
 les bas-fonds et dans les détresses. Telle est la pleine
 mer sur laquelle nous flottons en ce moment ; et il nous
 faut suivre le courant tandis qu'il nous sert, ou ruiner
 notre expédition.⁽²⁾

(1) Shakespeare, Jules César, Traduction de Julius NYERERE : "Juliasi Kaizari, Oxford University Press, Dar, 1963, p 77-78).

(2) Shakespeare, Jules César, Acte IV, Scène II, Traduction de François Victor Hugo.

REMERCIEMENTS

Les écrits qui suivent sont l'aboutissement d'un long cheminement à travers d'inextricables difficultés où je me serais, à coup sûr, immergé sans le concours de nombreux maîtres et amis. Les remarques et admonestations de mes maîtres Pierre Ferrière, Ngoma Ngambu, Kalala Tshibangu, André Guichaoua, Yves Goussault, Jacques Le Goff m'ont permis de rassembler, de bric et de broc, le fil d'ariane indispensable pour cheminer à travers les dédales de la recherche.

Vous êtes nombreux, vous qui, à des titres divers, avez entrepris non seulement de m'aider mais de me sauver. Je vous remercie du plus profond de mon cœur vous qui, pêle mêle, avez nom MAYEGE ADEO KANANGA, MUGANZA SONGOLE, MUTOKA WITANGILA, AMISI KALUGUTO, MUTSCHE-KATUNGA SHARU, KAVUNJA MANENO, KAVUNJA MAJALIWA, SHABABI MAWAZO, MUHINDUKA DI-KURUBA, RWASHA CISHIBANJI, NKONJI KAHAKWA, MUTAMBALA MONI, KAHONGO HONGO BITISHO, KYALUMBA WABIWA, KALINGA Amissa, BAGAYAMUKWE Claude, KAGORO MAYUTO, KATIMBO Cishambo, BULABULA BASSYMBA, KADARI MWENE KABYANA... et tutti quanti.

Depuis mon arrivée en France et le début de cette réflexion sur NYERERE, l'Ujamaa, le socialisme africain, j'ai eu de nombreuses occasions de joutes oratoires et d'escalades verbales avec beaucoup d'amis. Je pense particulièrement à Serge NEDELEC, Bertrand de VILLENEUVE, Ngameni Njineh, Clément Mener, Loïc ABOLLIVIER, Anne GUENNEGUES, Pierre Yves UNGURAN, Christine GUIVARCH, Sylvie MALGORN, Catherine RIOU, SAILLOUR (Maurice, Jean Bapt, Jean Paul, Louise, Roland), Pascal BONNEL, Marie Cécile BOURGEOIS et "Maman", "Jipounet", "Véronique", Christian et "on. que GRALL, Iyamuremye Alphonse et Annie, Silas Habonimana, Jean Ntezahorirwa, Bujaba Isaac...

Mais quand je m'imagine que cette thèse est la consécration d'un parcours intellectuel sinueux fait d'abnégation et que j'ai souvent pensé abandonner, je revois

particulièrement ma mère MAGEGA MWA MUHAYA et feu mon père BUHENDWA KAHESI dont je garde l'image d'un homme intègre ayant su allier à la perfection sens du devoir et du travail bien fait et amour paternel. Je pense aussi à mes oncles BASIRWA KAHESI, LUBUNGO KAHESI et BYAMUNGU Kabi Amani sans l'inestimable concours financier desquels le Petit Séminaire de MUNGOMBE, le Collège ALFAJIRI et l'Université de KINSHASA ne m'auraient jamais été accessibles.

Je me dois de remercier Yves, Anne Marie, Noëlle, Geneviève, Nolwenn, Guenvaël et Hervé GUILLOU qui avec mon fils CHAKA et ma fille NEEMA m'ont particulièrement soutenu et secouru matériellement et affectivement.

Que LANCON Muriel trouve ici l'expression de ma profonde gratitude, elle qui, patiemment, a exécuté tout le travail de frappe et de correction non seulement de cette thèse de Science Politique mais aussi de celles de Sociologie du Développement (Paris Sorbonne) ⁽¹⁾ et du Diplôme d'Etudes Approfondies de Science Politique (Rennes I) ⁽²⁾. PROFICIAT !

Enfin je pense à ces nombreux amis d'un soir, rencontrés au hasard autour d'une "kieri" à Bujumbura ou d'une "bia" à Dar, Mwanza, Kigoma, Namana et dont les avis et la "sociologie spontanée" m'ont beaucoup servi dans la compréhension de NYERERE, de la TANZANIE, de l'UJAMAA, du PANAFRICANISME, de la NEGRITUDE...

Wote pokeeni shukrani zangu za dhati. Nawatakieni kila la heri...

Asanteni !

 (1) Buhendwa Eluga Essy, Les Politiques Agraires et les Répercussions du Volontarisme politique en Tanzanie, Dissertation en vue du DHERS, Paris I Panthéon Sorbonne, Avril 1992.

(2) Buhendwa Eluga Essy, Nyerere et l'Ujamaa : la quête d'identité et de dignité, Mémoire de DEA d'Etudes Politiques, Université de Rennes I, 1990.

AVERTISSEMENT

Souvent, seules figurent au bas des pages,
les références des citations extraites
d'ouvrages ou de périodiques non répertoriés
dans la Bibliographie sélective placée à la
fin de ce travail.

Par commodité, les références insérées
dans le texte renvoient à ladite bibliographie
sélective. Le premier chiffre indique
l'ouvrage ou le périodique, le second,
s'il y a lieu, les pages ou la livraison.

MERCI

TABLE DES MATIERES

* REMERCIEMENTS	p 2
* AVERTISSEMENT	p 4
* PLAN	p 5
* INTRODUCTION	p 8
* PREMIERE PARTIE :	
AUTOUR DES "INDEPENDANCES DU DRAPEAU" :	
LES PARENTES IDEOLOGIQUES DE L'UJAMAA.....	p 34
Chapitre I : Frantz Fanon et l'Indépendance comme Déconnexion	p 39
Chapitre II : Kwame Nkrumah et l'Indépendance comme prodrome vers l'idéal panafricaniste	p 52
A - NKRUMAH : l'idéal et le réel	p 53
B - Le rêve NKRUMAH : le Panafricanisme introuvable	p 60
C - NKRUMAH : la chute finale	p 65
Chapitre III : AMILCAR CABRAL et l'Indépendance comme synthèse provisoire	p 69
A - Le langage de la mobilisation : Unité et Lutte	p 72
B - La synthèse provisoire.....	p 81
* DEUXIEME PARTIE :	
UJAMAA : LES MEANDRES DE LA PRAXIS.....	p 88
Chapitre IV : Ujamaa Vijijini	
A - Le Community Development	p 100
B - RUVUMA Development Association	p 103
C - Des Settlement Schemes à la Villagisation	p 104

Chapitre V : ELIMU YA KUJITEGEMEA p 118

A - Les politiques allemande et britannique d'Education p 121

B - Le Savoir à la portée du peuple..... p 123

Chapitre VI : La Doctrine NYERERE sur la Succession d'Etat..... p 134

A - Définition de la notion de Succession d'Etat p 138

1 - Théories traditionnelles des droits et des obligations à l'issue de la Succession d'Etat p 138

2 - Théories traditionnelles de non-continuité des obligations à l'issue de la Succession d'Etat p 141

3 - Théories modernes de continuité des droits et des obligations..... p 143

B - La Succession d'Etat selon Julius NYERERE p 145

Chapitre VII : Une voie africaine du socialisme :

Entre NKRUMAH, SENGHOR et CABRAL p 151

A - Les deux principales sources : Panafricanisme et négritude p 155

1 - La Négritude p 157

2 - Le Panafricanisme..... p 159

B - Le Panafricanisme en Afrique Orientale et Australe p 167

Chapitre VIII: NYERERE, SENGHOR :

Socialisme Africain, Négritude ou Servitude ?..... p 183

*** TROISIEME PARTIE :**

NYERERE ET L'ETAT : CONSOLIDATION DE L'INFRASTRUCTURE INSTITUTIONNELLE ET DE LA SUPERSTRUCTURE IDEOLOGIQUE..... p 200

Chapitre IX : L'Etat, la Langue et la Culture..... p 202

Chapitre X : CHAMA, SERIKALI, BUNGE :**La dialectique des intérêts et des rivalités p 219****A - La dialectique des intérêts et des rivalités p 221****B - Le remodelage spacio-temporel des institutions et des moeurs politiques p 228****Chapitre XI : L'Actualité de Julius NYERERE..... p 248****A - Le système tripartite de gouvernement p 251****B - Une diplomatie non-conformiste..... p 259****C - L'actualité de la pensée et de la pratique politiques
de Julius NYERERE p 262****Conclusion p 284***** Liste des principaux sigles p 291***** Liste des plans et cartes p 293***** Liste des annexes..... p 295***** Bibliographie p 383**

INTRODUCTION

"Ujamaa ni Imani"⁽¹⁾, apophthème devenu aphorisme, énonce les limites, les contours et, parfois, les apories où se sont développées la pensée et la pratique politiques de JULIUS KAMBARAGE NYERERE. Saisi au vol, au cours de ces nombreuses retransmissions des discours du MWALIMU un soir de Décembre 1982, ce maxime énoncé en peu de mots, m'est resté en mémoire et résume assez bien les arguments que je peux apporter quant au choix de mon objet de recherche.

Dans ce vaste champ des Sciences de l'homme et de la société où, une fois les bornes dépassées, il n'y a plus de limite, il m'est vite apparu nécessaire de préciser quel langage, quelle méthode ou, mieux, quelle problématique convient pour saisir l'archaïque dans le moderne, la crise dans le permanent, le désordre dans l'organisation, la liberté dans la domination. Il fallait que je puisse travailler sur un thème, un homme, une aire géographique sans tomber dans la "théologie du Socialisme", l'analyse psychanalytique et/ou la description biographique ou encore moins dans l'Economisme spécialisé sur la Tanzanie au plan régional et continental.

Saisir les éléments socio-culturels déterminants dans la formulation et l'élaboration de l'Ujamaa m'a amené à utiliser plusieurs langages et plusieurs méthodes d'investigation : observer, enregistrer, présenter des phénomènes en apparence uniques et particuliers dans leur contexte général et sous leur angle universel. Passer du particulier au global, de l'observation localisée à la formulation des règles générales m'a conduit à collectionner récits, descriptions, analyses, figures et photographies. D'où la création, souvent ex nihilo, d'un tissu dense des interactions personnelles d'où éclot, inmanquablement, l'imagination sociologique, pour paraphraser MILLS WRIGHT.

⁽¹⁾Le SOCIALISME est une attitude d'esprit

Avant d'énoncer l'objet de ce travail, il convient de dissiper, d'entrée de jeu, un certain nombre de possibles malentendus. Ce travail ne dresse pas un bilan de ce qu'on a souvent baptisé "Expérience Tanzanienne", "Espoir du Socialisme Africain", "modèle du socialisme spécifique en Afrique". Il ne vient pas ajouter une pièce au dossier constitué pour juger de l'état de l'Etat tanzanien" (socialiste, pas socialiste, en transition vers le socialisme, néo-colonie tenue par la collusion d'intérêts entre bourgeoisie bureaucratico-administrative et la haute finance des multinationales, de la Banque Mondiale et le FMI..)

La réalité de la Tanzanie est particulièrement complexe et la personnalité de Julius NYERERE souvent imprévisible qu'on se doit d'analyser l'interaction de cet homme et de ce pays qu'en ayant toujours à l'esprit que les changements intervenus ne furent ni contingents, ni conjoncturels mais résultèrent de l'essai d'application d'un projet visant à restaurer et à assurer une relative égalité entre les hommes, en préservant un certain équilibre entre l'urgence du développement économique et la nécessité d'une identité culturelle.

Modèle ou, plus précisément, canevas, esquisse, maquette d'un possible développement et d'une organisation socio-politique, l'Ujamaa vise la restauration des valeurs, us et coutumes de la société traditionnelle mais en les intégrant aux aspirations actuelles rendues nécessaires par des facteurs endogènes et exogènes, par les contradictions qu'exige la modernité.

Dans cette introduction, je me propose de résumer la signification de l'Ujamaa, sa relation avec le SOCIALISME Scientifique et enfin, ses principes de base. L'application concrète de ces principes et leur impact sur la réalité quotidienne des tanzaniens seront examinés tout au long de cette thèse.

A- UJAMAA : BREVE HISTORIQUE ET DEFINITION

Sous la conduite de Julius Kambarage NYERERE, le territoire sous mandat britannique, le TANGANYIKA, accède à l'Indépendance le 9 décembre 1961. Auparavant, NYERERE avait, le 7 juillet 1954, transformé une organisation culturelle -la T.A.A (Tanganyika African Association) en parti politique -La TANU (Tanganyika African National Union).

Avec l'Indépendance, pour NYERERE, il s'agit de sauvegarder une identité menacée en l'enrichissant d'apports extérieurs mais sans perdre sa dignité et sans fouler aux pieds les valeurs telles que l'Egalité, la Démocratie et le compter sur soi (self-reliance, kujitegemea).

La TANU, principal mouvement militant pour l'Indépendance, l'autodétermination, à l'instigation de NYERERE, se proposait d'atteindre ses buts sans violence. Et c'est ainsi que l'Indépendance a été acquise sans versement de sang si bien que d'aucuns disent que cette Indépendance a été plutôt octroyée que conquise.

Cependant, tout juste après l'accession à l'Indépendance, NYERERE démissionne de son poste de Premier Ministre pour réfléchir sur les nouveaux objectifs à fixer à ce mouvement qui avait besoin de restructuration et de remobilisation. C'est ainsi qu'il écrit entre janvier et novembre 1962, entre autres, UJAMAA : THE BASIS OF AFRICAN SOCIALISM. Pendant ce temps, RASHID MFAUME KAWAWA, son successeur au poste de Premier Ministre, "africanise" les principaux emplois administratifs, lance les programmes de modernisation agricole et industrielle, veille à opérer des réformes sociales sur base d'égalitarisme.

En décembre 1962, le Tanganyika devient une République et renonce au "modèle westminstérien" d'administration. Devant la lente "africanisation" et l'arlésienne que sont les fameux fruits de l'Indépendance (matunda ya Uhuru), les syndicats grognent d'autant plus que sous la conduite du libéral ERNEST VASEY, Ministre des Finances, le plan intérimaire

(1962-1964) n'annonce pas un changement radical de politique économique susceptible de calmer les inquiétudes des "Africanisationnistes" et des "Nationalistes".

Brouillé avec l'Allemagne Fédérale, les Etats-Unis et la Grande Bretagne, le Tanganyika -devenue entre temps Tanzanie à partir du 26 avril 1964- ne peut trouver les moyens financiers nécessaires pour mener à terme son premier plan quinquennal 1964-1969. Le pays se radicalise et adopte en février 1967, la "DECLARATION D'ARUSHA" qui reprend et complète les principes énoncés en 1962 dans "Ujamaa the basis of african socialism".

Le mot Ujamaa, entré dans le lexique politique en 1962, va s'adjoindre KUJITEGEMEA (compter sur soi) pour former le couple UJAMAA NA KUJITEGEMEA. Nyerere réaffirme sa volonté de voir s'ériger une société intégrant ses valeurs du passé et s'inspirant de ces valeurs pour la définition et le choix des politiques nouvelles.

Ujamaa signifie "ce qui a trait à la famille étendue", les relations qui lient les gens du même sang. Dans l'Afrique précoloniale, ces relations sont de partage, d'entraide et de coopération. Ces relations impliquent des obligations telles que travailler ensemble (kufanya kazi pamoja), le devoir de redistribuer et l'impossibilité d'accumuler des biens à des fins personnelles et ostentatoires. L'ordre nouveau que la TANU se propose d'instaurer devra provenir de la réaffirmation et de l'actualisation de ces obligations :

"La communauté était une unité au sein de laquelle les biens étaient partagés sans que cela ne donne lieu à de trop grandes inégalités. C'est fondamentalement cela que nous voulons signifier lorsque nous disons que la société africaine traditionnelle était une société socialiste. Et quand nous disons que la Tanzanie veut construire un "Socialisme africain", nous affirmons que nous avons l'intention d'adopter la même attitude dans les conditions nouvelles d'un Etat-Nation qui a de plus en plus recours à des techniques modernes de production économique". (88 : 198-199)

Dès le départ, le socialisme selon Julius NYERERE proclame haut et fort son attachement aux valeurs qui gouvernaient la société traditionnelle. Défini comme étant essentiellement une attitude d'esprit, l'Ujamaa se veut être une certaine idée de l'égalitarisme, un processus volontariste gradué et essentiellement pragmatique.

a- L'ujamaa est une attitude d'esprit

Par cet aphorisme, NYERERE montre un pragmatisme doctrinal. Il veut prouver le mouvement en marchant car par lui la voie socialiste ou, mieux, les politiques économiques et sociales qu'il entend initier devront s'inspirer d'un certain état d'esprit, d'un certain idéal, d'une mentalité et traduiront l'aspiration vers une communauté dont les piliers seront la justice, la fraternité et l'entraide mutuelle.

Avec cet aphorisme à la fortune singulière, NYERERE rejoint la définition de Clement ATTLEE ⁽¹⁾ pour qui le

"Socialisme c'est avant tout une façon de penser,
une façon d'agir, une façon de vivre".

⁽¹⁾Ancien Premier Ministre de Grande Bretagne, de 1945 à 1951. Il convient de rapprocher cette définition du Socialisme comme étant une attitude d'esprit à celle de SENGHOR, de TSIRANANA, de MODIBO KEITA.

§-Pour SENGHOR, le SOCIALISME est la méthode qui met les recherches et les techniques - politiques, économiques, sociales et culturelles- au service de la socialisation panhumaine, de la civilisation de l'Universel ; c'est l'humanisme des temps contemporains (in Voies Africaines du Socialisme, Journées Africaines, Louvain 1963, Cahiers documents pour l'action, Bibliothèque de l'Etoile, p 82).

§-Le Malgache TS'ANANA considère que le "Socialisme n'est pas tellement une doctrine qu'un esprit, un esprit d'aide aux petits, un esprit d'entraide entre tous, blancs, noirs ou jaunes (Interview du 17 janvier 1961).

§-MODIBO KEITA, quant à lui, pense que le "Socialisme qu'on le veuille ou non, quelles que soient les nuances, selon les réalités des pays, selon les tempéraments des peuples, c'est la meilleure expression de l'humanisme et de la fraternité des hommes". (Discours après son investiture le 13 mai 1964 in l'Essor (255) du 26 mai 1964).

Devant l'imprécision doctrinale que reflète l'imprécision de la définition de son socialisme, NYERERE trouve dans la société traditionnelle l'archétype qu'il faut, mutans mutandis, réaliser.

D'après NYERERE, l'Ujamaa est une attitude d'esprit qui doit permettre aux habitants d'une entité donnée de veiller chacun au bien-être collectif.

L'Ujamaa s'oppose à toute accumulation des biens pour des fins égoïstes ou d'exploitation. D'autre part, il s'oppose aussi à un socialisme doctrinaire, collectiviste dont la philosophie qui le sous-tend est celle de la lutte des classes.

b- L'Ujamaa est une certaine idée d'égalitarisme.

En fustigeant les richesses ostentatoires, NYERERE précise :

"Dans nos sociétés africaines traditionnelles, nous étions des individus au sein des communautés. Nous prenions soin de notre communauté et notre communauté prenait soin de nous. Nous n'avions ni le besoin ni l'envie d'exploiter nos compagnons. Et, en rejetant l'état d'esprit capitaliste que le colonialisme a introduit en Afrique, nous devons aussi rejeter les méthodes capitalistes qui l'accompagnent. L'une de celles-ci est la propriété individuelle de la terre" (79 : 6-7)

L'idée d'égalité fustige les richesses ostentatoires et l'appropriation privée des richesses indispensables à la communauté. L'Etat veillera à ce qu'il ne puisse favoriser l'émergence d'une poignée d'hommes ou de femmes dont le but principal est d'assouvir leur soif d'argent, de satisfaire leur désir de puissance et de prestige. Il ne faut pas que l'Etat devienne un instrument d'humiliation et de domination d'une poignée de citoyens (riches, lettrés) à l'encontre de la majorité.

c- L'Ujamaa est un processus volontariste et gradué

Refusant d'emblée la "lutte des classes", comme condition nécessaire et sine qua non de l'émergence et de l'implantation d'une société socialiste, NYERERE, dans son moralisme fabien, pense que la Tanzanie deviendra socialiste par des réformes à petite touche et non par la violence révolutionnaire.

Annoncé en 1962, le socialisme ne commencera à s'appliquer que dans la foulée de la Déclaration d'Arusha en 1967. Et cela seulement après la brouille avec la Grande Bretagne, l'Allemagne et les Etats-Unis entre 1964 et 1965 et après la visite en Chine de Julius NYERERE. On peut donc dire que le processus volontariste et gradué obéit plutôt à des facteurs externes tout à fait indépendants du calendrier établi par NYERERE.

Quoi qu'il en soit, il apparaît clairement que NYERERE a choisi la NON VIOLENCE pour les revendications pour l'accession à l'Indépendance et qu'il estime que ce sera l'arme adéquate pour l'émancipation politico-économique et les transformations que cela implique.

d- L'Ujamaa est essentiellement pragmatique.

Comme la plupart d'autres doctrines se réclamant du Socialisme, l'Ujamaa a souffert d'abord de l'imprécision des définitions, de la difficulté d'établir des critères et du caractère chancelant des options fondamentales. Déjà Gustave Le Bon, parlant de l'Europe, notait jadis

"à quel point l'imprécision des doctrines socialistes est un des éléments de leur succès"(1)

(1) Cité dans Esprits, numéro de mai 1956

De son côté, le philosophe J. Lacroix croit pouvoir affirmer :

"Le Socialisme n'est pas vraiment un système mais un ensemble de désirs confus et de sentiments puissants qui se mêlent à des analyses économiques et à des opinions politiques"⁽¹⁾

L'Ujamaa que veut construire NYERERE à partir de l'original achétypal qu'est la Société traditionnelle africaine et précoloniale, se veut être une philosophie, une attitude, mais pas un système, pas une synthèse bouclée. L'Ujamaa n'est pas une pensée architecturale, il ne constitue pas un de ces systèmes achevés qui, au lieu de comprendre le réel et de le commenter, se commentent eux-mêmes en une scolastique quelque peu narcissique.

L'Ujamaa de NYERERE n'est pas de ces pensées sûres de soi, condescendantes, qui font étalage de leurs concepts comme un nouveau riche fait étalage de son luxe. C'est une pensée de service et non de domination. L'Ujamaa ne cherche pas à convaincre mais à éduquer, à former la liberté créatrice.

B- LES PRINCIPES DE BASE DE L'UJAMAA

A son retour de l'Université d'Edimburg en 1951, et après son élection à la tête de la TAA (Tanganyika African Association), NYERERE, fusionnant aspirations fabiennes et morale chrétienne, se propose de transformer l'association culturelle qu'il dirige en Parti Politique. La TANU naissante se propose de faire accéder le pays à l'Indépendance dans la non-violence sur le credo d'égalité, de démocratie et de compter sur soi (self-reliance).

⁽¹⁾ Lacroix J, Socialism ? Ed du Livre Français, Paris 1945, p 22.

Dans la pensée et la pratique politique de NYERERE, ce sont ces trois thèmes (Egalité, Démocratie, Compter sur soi) qui semblent dominants.

a- l'Egalité

Le premier de ces trois principes guidant la pensée et l'action de NYERERE est, sans doute, l'Egalité. C'est pour cela que le credo-slogan de la TANU est, dès le début, AFRIKA NI MOJA, BINADAMU WOTE NI SAWA (L'Afrique est UNE, tous les humains sont égaux).

C'est d'ailleurs à partir de cette conviction selon laquelle tous les humains sont égaux qu'il dit que le colonialisme est une négation de cette égalité, et que le colonialisme est tout simplement du racisme.

C'est donc un coup dur à la dignité doublé d'une humiliation pour des Africains que d'être gouvernés par d'autres. C'est ainsi qu'en 1959, NYERERE peut déclarer :

"Notre lutte a été, est et sera toujours une lutte pour les droits de l'homme. Comme question de principe, nous sommes opposés à l'idée qu'un pays puisse s'occuper des affaires d'un autre à l'encontre de la volonté des peuples de cet autre pays... Notre position est basée sur le fait que nous croyons en l'égalité de tous les êtres humains, en leurs droits et obligations en tant qu'êtres humains, et nous croyons aussi en l'égalité de tous les citoyens, dans leurs droits et obligations, en tant que citoyens"(86 : 75)

Ces affirmations reviennent en leitmotiv dans tous les écrits et discours de NYERERE contre le colonialisme qu'il assimile, ni plus ni moins tout simplement au racisme.

Cette déclaration ne s'adresse pas seulement aux Européens mais aussi à tous les Africains qui pensaient qu'après l'Indépendance, il fallait "bouter" dehors tout simplement les Indiens et les Européens en dehors de toute autre référence aux droits de l'homme ou à l'éthique. C'est ainsi qu'en 1959, il ne pouvait pas être plus clair quand il déclarait :

"Maintenant, nous gagnons la sympathie du monde extérieur avec le thème des Droits de l'Homme. Nous disons au monde que nous sommes en train de lutter pour nos droits en raison de notre qualité d'êtres humains. Nous avons gagné la sympathie des amis de partout... Allons-nous leur tourner le dos demain quand nous aurons accédé à l'Indépendance et dire "au diable" ces stupides Droits de l'Homme, nous les utilisons comme simple ruse pour extorquer de la sympathie aux naïfs"(86-70)

NYERERE a démontré son plus sincère attachement à la notion de l'Egalité des Etres humains lors des débats concernant l'acquisition ou la perte⁽¹⁾ de la nationalité au Tanganyika. C'est à ce moment que NYERERE, contrairement à la base du mouvement, a milité énergiquement contre toute sorte de discrimination. Pour lui et son gouvernement, la citoyenneté confère des droits et des obligations à quiconque quelle que soit sa couleur de peau, à condition d'être loyal à l'égard de la nation. C'est pourquoi le credo de la TANU et, actuellement, du CHAMA CHA MAPINDUZI affirme explicitement , considérant que la TANU croit :

⁽¹⁾ Lire à ce propos le "Tanganyika national Assembly Official Report, 36th session, vol I, cols 334-335, 18 octobre 1960.

- a- à l'égalité entre tous les êtres humains.
- b- au droit qu'a tout être humain à la dignité et au respect,
- c- au droit de tout citoyen puisqu'il est membre à part entière de la nation, de participer aux affaires publiques, que ce soit au niveau local, régional ou national
- d- au droit de tout citoyen à s'exprimer librement, à se déplacer selon sa volonté, à choisir sa croyance religieuse et à s'associer dans les conditions définis par loi.
- e- au droit de toute personne à recevoir de la société protection pour sa vie et pour sa propriété ; celle-ci étant détenue selon les conditions établies par la loi.
- f- au droit de toute personne à une juste rétribution de son travail.
- g- à une possession collective de toutes les ressources naturelles du pays ; celles-ci appartenant à tous pour être transmises à tous.
- h- au fait que, pour assurer la justice dans l'économie, l'Etat doit contrôler d'une manière effective les principaux moyens de production.
- i- au fait qu'il incombe à l'Etat d'intervenir activement dans la vie économique de la nation de manière à assurer le bien-être de tous les citoyens, d'empêcher l'exploitation d'une personne par une autre ou d'un groupe

par un autre, et l'accumulation des richesses
dans une mesure incompatible avec l'existence
d'une société sans classe"(104 : 198-199)

Ce concept d'égalité, comporte trois dimensions dans la pensée de NYERERE.

La première dimension est l'**Egalité sociale** qui considère tout être humain comme le parfait égal, en droit et en obligations à tout autre être humain.

Accepter le principe de l'Egalité sociale implique l'acceptation de la non-discrimination parmi les membres d'une société pour des raisons d'appartenance ou de croyance religieuses, d'aspect physique, de sexe, de couleur, de capacité intellectuelle. Les différences naturelles et normales qui existent au sein de la société, ou les inégalités inévitables qui peuvent apparaître doivent être rectifiées pour servir l'Egalité.

Derrière l'idée d'égalité sociale se profile celle de dignité. C'est pour cela que NYERERE rappelle, presque à la cantonnade, que

"le développement des peuples ne découle du développement économique que si ce dernier se réalise sur la base de l'égalité et de la dignité de tous les intéressés. Et l'on ne peut conférer la dignité humaine à l'homme en usant de bonté à son égard. Qui plus est, elle peut être détruite par la bonté émanant d'une action charitable. Car la dignité humaine implique égalité et liberté, ainsi que des relations de respect mutuel entre les hommes. De plus, elle dépend de la responsabilité et de la participation consciente à la vie de la société dans laquelle ils évoluent et travaillent"(87-218)

L'idée d'égalité sociale avec son corollaire la dignité confirme, dans les dires et les écrits de NYERERE, sa croyance en cette vérité de base selon laquelle la dignité humaine n'existe pas dans l'ignorance, la maladie et la pauvreté.

La deuxième dimension du concept d'Egalité est celle de l'**Egalité économique**. Pour NYERERE, l'égalité économique n'a rien à voir avec la stricte égalité mathématique dans la possession des biens ou l'accession aux ressources que seule réaliserait l'utopique société sans classe. L'égalité économique signifie qu'il doit y avoir une certaine proportion raisonnable dans l'accès aux ressources et la possession des revenus. Il faut à tout prix réduire les écarts entre les revenus par une intervention volontariste des services de l'Etat.

C'est en réduisant au minimum possible l'exploitation de l'homme par l'homme, c'est en fustigeant la domination et en partageant les fruits du travail de tous les citoyens qu'on a des chances de réaliser l'égalité économique qui, avec l'égalité sociale à laquelle elle est liée, permet aux hommes et aux femmes d'une société d'avoir un sentiment de dignité et de responsabilité.

La troisième et dernière dimension du concept d'Egalité est celle de l'**Egalité politique**. Elle postule que tous les membres de la société aient le droit de participer aux décisions qui concernent les modes de désignation des dirigeants et aux choix des politiques à mener. L'Egalité politique est intimement liée à l'égalité sociale et à l'égalité économique. Il est question de donner un sentiment aux membres d'une société et en l'occurrence de la société tanzanienne dont l'Ujamaa doit cimenter les fondations, de participer aux affaires qui concernent leur quotidien et leur devenir. Il s'agit, en définitive, de donner une identité et une dignité aux membres de la société et c'est pour cela que le concept polysémique d'égalité est à rapprocher de celle de Démocratie.

b- La démocratie

C'est lors de son "éclipse politique" entre janvier et décembre 1962 que NYERERE a brisé sa conception de la Démocratie en situant le concept et en examinant les aspects idéologiques et ses conséquences pratiques :

"On parle beaucoup de la Démocratie comme si elle était quelque chose d'inconnu de l'africain, quelque chose qu'il faut, par conséquent, lui apprendre. Vous rencontrerez des gens qui vous posent la question suivante : "La Démocratie peut-elle continuer d'exister dans une Afrique devenue indépendante ?" Au début de notre lutte pour libérer le continent du joug colonial, la question que posaient nos critiques était ceci : "Ces africains peuvent-ils seulement se gouverner eux-mêmes ?". On ne pose plus cette question aujourd'hui, car elle est manifestement trop ridicule..."(85-29)

Constatant que ceux qui donnent des leçons de Démocratie (1) ne sont pas réellement de vrais démocrates car on ne peut pas être démocrate et colonisateur en même temps, NYERERE pense que la Démocratie n'est pas à inventer dans une Afrique qui l'a toujours pratiquée. Ce qu'il faut faire, pense-t-il, c'est de créer des institutions qui ne soient pas calquées sur le modèle "westminstérien" mais qui s'inspire des usages démocratiques en vigueur en Afrique précoloniale. Il faut absolument se démarquer des

 (1) Pour plus d'informations sur la position de NYERERE à l'égard de la Démocratie, lire :

- "One party Government" Spearhead 1 (November 1961) p 7-10,
- "Africa's bid for Democracy", African and colonial world VIII, 3, (July 1960) p 70-74.
- "Africa's place in the World", Symposium on Africa, Wellesley 1960, p 153-154.
- "Will Democracy work in Africa ?" Africa report V, 2 february 1960, p 4-5.
- "Democracy in Africa", Tribune, London, June 1960.
- "the Entrenchment of Privilege", Africa South 11, 2 (January-March 1958).

tenants du parlementarisme occidental qui insistent pour savoir si les débats, au cours d'une assemblée, sont structurés pour SOUTENIR la motion ou pour s'y opposer. C'est ainsi qu'il rappelle que :

"Ceux dont les concepts politiques se sont formés grâce à la tradition parlementaire occidentale sont tellement habitués maintenant au système bipartite qu'ils ne peuvent plus concevoir de démocratie sous une autre forme. Il ne sert à rien de leur dire que lorsqu'un groupe de cent personnes se sont réunies et, ont, en toute égalité, discuté jusqu'à se mettre d'accord sur l'endroit où il faut creuser un puits par exemple, ou jusqu'à convenir qu'il leur faut construire une nouvelle école, ces gens ont pratiqué la démocratie (car "jusqu'à ce qu'ils soient d'accord" implique que l'on a exprimé des opinions divergentes et fourni des arguments opposés avant de parvenir à un accord" (85 : 30)

Dès les premières heures de l'Indépendance, ce qui tient à coeur NYERERE, c'est de donner un sens nouveau et un contenu inédit au concept "Démocratie". Il faut quitter cette acception occidentale, anglo-saxonne de la "Démocratie du Football" où les partis politiques ont une histoire différente de l'histoire africaine et qui, par conséquent, ont des moeurs et pratiques politiques différentes.

C'est à la recherche d'un "signifié" nouveau à ce "signifiant" polyphonique que s'attèle d'abord NYERERE. Il faut des formes et un sens qui soient en accord avec une société en train de se chercher une voie nouvelle de développement et balancée entre la

mémoire du passé et les espérances d'un avenir incertain qu'est la société tanganyikaise de 1961.

NYERERE pense que la société démocratique idéale doit être une communauté, pas trop grande, solidement intégrée, partageant une même histoire, aspirant aux mêmes objectifs et recherchant une autonomie dans la prise des décisions qui concernent son administration. Au sein d'une telle communauté la Démocratie implique qu'il y ait discussion. Il faut dès lors, chercher un "habillage institutionnel" adéquat permettant l'avènement et la pérennité d'une telle communauté. Et pour cela, il faut se "dévêtir" le plus tôt possible de l'encombrant "prêt-à-porter institutionnel" qu'était le modèle westminstérien.

La société démocratique que NYERERE appelle de tous ses voeux devra comporter les caractéristiques ci-après :

- 1- être une communauté solidement intégrée où les divisions sont "digérées", "phagocitées" par les membres privilégiant la palabre au détriment des oppositions automatiques et institutionnalisées.
- 2- former un "mouvement national" organisé autour d'un idéal commun venu se greffer à l'idéal qu'était l'UHURU dans les années antérieures à l'Indépendance.
- 3- constituer une Assemblée Nationale souveraine où les membres devront être périodiquement et librement élus par les citoyens.

Dans la pensée de NYERERE, au vu des caractéristiques de cette société démocratique dont il prépare les conditions d'avènement, on voit apparaître les germes du PARTI UNIQUE.

C'est qu'il croit, à tort ou à raison, que seul un PARTI UNIQUE permettant la franche discussion en son sein, peut parvenir à canaliser les aspirations diverses et adverses des membres de la communauté. Et cela d'autant plus que les décisions à prendre devront

être douloureuses ou décevantes pour le peuple soucieux de "cueillir" et d'engranger rapidement les très attendus "MATUNDA YA UHURU". (fruits de l'indépendance)

Plaidant pour la Démocratie mais au sein d'un parti unique, NYERERE sait qu'il rompt avec les habitudes et traditions démocratiques occidentales :

"L'existence du système bipartite dans les vieilles démocraties s'explique mieux par l'histoire de ces pays. Mais il faut remonter si loin dans l'histoire pour en retrouver l'origine et beaucoup de gens ont presque oublié quelle était cette origine. On en est venu à prendre un usage courant pour un système philosophique, et le poids de cette habitude est tel qu'elle constitue aussi un blocage psychologique qui empêche maintenant les gens de réfléchir davantage... En d'autres termes, les partis de nos amis des vieilles démocraties en dehors du continent africain sont des regroupements factionnels. Sont également des regroupements factionnels, tous les partis qui, en Afrique, veulent imiter les partis politiques des vieilles démocraties. De nos jours, ces partis ne se servent plus des critères de noblesse de sang ou de la richesse pour recruter leurs membres ; mais il y en a qui se servent à la place d'un critère non moins discriminatoire, l'Aristocratie intellectuelle... Mais les partis qui ne recrutent qu'au sein d'une aristocratie, quelle qu'elle soit, n'ont jamais été et n'ont jamais prétendu devenir des partis nationaux. Ils ne sont que des factions qui cherchent à dominer le reste de la société au nom d'une prétendue supériorité qu'ils revendiquent. Peu importe si c'est par la couleur de son sang ou par la coloration de ses idées que quelqu'un est habilité à devenir membre du groupe... Ce que je veux dire c'est que cette sorte de pré-selection au sein d'une clique fermée aux autres, ou au sein d'un comité du parti, n'est pas du tout des élections entendues au sens démocratique du choix libre du peuple". (85)

Cette longue citation renferme le florilège nécessaire à la défense et à l'illustration de l'impérieuse nécessité du parti unique pour une communauté tout fraîche émoulue du joug colonial, tout dernièrement éclos des fers de l'oppression.

Pendant plus de deux décennies, le PARTI UNIQUE dont NYERERE est un des principaux théoriciens -et à mon sens le plus sincère et le plus convainquant- a été le modèle d'organisation politique en Afrique. On en connaît maintenant les limites et les aberrations mais l'argument qui a présidé à son adoption demeure. La "vague démocratique" qui déferle sur les autres pays africains n'a pas encore ébranlé les convictions de NYERERE et la Tanzanie semble être l'un des rares pays où un débat ouvert, constructif et calme s'est ouvert pour la transition au multipartisme sans récrimination ni animosité particulière.⁽¹⁾

L'aspiration à l'idéal démocratique dans une communauté restreinte, où les discussions ne débouchent pas sur des oppositions factices et des débordements, a constamment guidé NYERERE dans la confection des habits neufs de la République tanzanienne. Le Parti Unique est né en 1965 et cliniquement mort en 1992.

Conçu comme unificateur, le Parti Unique permettait, selon NYERERE, de travailler ensemble sans dispersion des efforts. Un parti unique englobant des mouvances internes diverses au sein d'une certaine cohésion permettait d'éloigner la peur d'un multipartisme qui épouserait les contours des grandes religions, tribus, ethnies, couches sociales en présence. Cela alimenterait intarissablement la source des affrontements.

La démocratie selon NYERERE, ne pouvait mieux s'exprimer qu'au sein des "Villages Ujamaa" suivant les modèles des "SELF-HELP" et des traditions séculaires des terroirs. La Déclaration d'Arusha et spécialement UJAMAA VIJIJINI et ELIMU YA KUJITEGEMEA, tracent le premier tronçon qui mène vers la réalisation de cette société dont rêve NYERERE. La Décentralisation de 1972 et la coercitive villagisation de 1973 ont permis la mise en place des

⁽¹⁾ Lire dans les annexes placées à la fin de ce travail, les considérations actuelles de NYERERE sur la Démocratie, le Multipartisme et l'Idéologie du CCM.

"villages Ujamaa" où des hommes et des femmes décident des problèmes qui les concernent directement et des solutions à y apporter.

Aux principes de base que sont l'Égalité, la Démocratie, il faut ajouter celui du KUJITEGEMEA (self reliance) pour comprendre le sens et la portée de l'UJAMAA.

C- KUJITEGEMEA

Après l'accession au pays à l'Indépendance, il fallait rapidement, mettre en place des politiques publiques permettant un développement rapide assis sur une croissance continue grâce aux investissements privés et à l'aide étrangère.

C'est ce point de vue qui persiste jusqu'à la Déclaration d'Arusha en 1967. Après Arusha, la stratégie change et il est désormais question d'élaborer des politiques de développement basées plutôt sur le "compter sur soi" que sur l'espoir d'une immanquable aide extérieure. Il apparaît désormais que, pour vaincre les trois ennemies (ignorance, pauvreté, maladie), il vaut mieux mobiliser les ressources matérielles et mentales disponibles à l'intérieur du pays que recourir aux "Experts" (développeurs) et à la "manne financière" des pays riches. La "Déclaration d'Arusha" est explicite sur ce point car elle affirme, expressis verbis, qu'il ne faut pas compter sur l'argent pour amener le développement :

"Il est stupide de s'en rapporter à l'argent
comme instrument principal du développement
alors que nous ne savons que trop bien que
notre pays est pauvre. Il est aussi stupide, et
en réalité plus stupide encore, de nous imaginer
que nous en venons avec notre pauvreté plutôt
grâce à l'aide financière de l'étranger que grâce
à nos propres ressources financières.... Il n'y a
aucun pays au monde qui soit disposé à nous
accorder des dons et des prêts ou à installer

des industries au point de nous mettre en mesure
d'atteindre tous nos objectifs en matière de dévelop-
pement" (104 : 207)

NYERERE est fermement convaincu que les choix à opérer à propos du développement doivent être largement discutés et partagés à la base. C'est ainsi qu'après avoir compris les enjeux en présence, après avoir examiné le bien-fondé d'une politique, ses tenants et ses aboutissants que l'on peut faire comprendre que l'Ujamaa est une sorte d'éthique sociale dynamique faisant une large place à un humanisme personnaliste et qu'il dérive avant tout de la conjugaison des inclinations individuelles.

Né de l'engagement anticolonial, porteur de valeurs nationalistes, d'abord, égalitaristes ensuite, développé dans les années soixante sur la base de l'affirmation presque incantatoire d'une identité nationale et d'une certaine dignité, l'Ujamaa repose sur les principes d'Égalité, de démocratie et du KUJITEGEMEA (compter sur soi).

Le KUJITEGEMEA se traduit par la préférence donnée à l'effort des hommes sur les effets de l'argent en vue de construire une société d'hommes libres et responsables. Il faut, à tout prix, éviter de s'en remettre à d'autres pour fournir l'argent du développement car cela revient à leur remettre le pouvoir de décision.

Ujamaa ou mieux, à partir de 1967, Ujamaa na KUJITEGEMEA est la vision nyérérienne - le rêve de NYERERE- d'une société socialiste, communautaire arc-boutée sur les traditions millénaires de l'Afrique et ses idéaux, ses principes d'égalité, de démocratie et de "compter sur soi".

On ne saurait comprendre l'oeuvre et l'action de NYERERE sans faire référence à sa foi chrétienne. C'est pourquoi, l'Ujamaa est tout autant une politique qu'une philosophie teintée, à forte dose, de Chrétienté.

Indubitablement, la pensée politique de NYERERE est celle d'un chrétien. Sa conviction frappe tous ceux qui l'approchent : la pratique du don de soi, le renoncement, la frugalité, l'humilité avec une générosité toute franciscaine.

On ne peut cependant pas dire que NYERERE ait cherché à mettre la politique sous la dépendance directe de l'Evangile. Dans sa lutte contre les structures de chrétienté léguées par le passé, et sa recherche d'un christianisme plus libre, plus pauvre, NYERERE se montre très soucieux de désolidariser le spirituel et le politique. Le but qu'il semble s'être fixé n'est pas d'imposer à la postérité une oeuvre définitive, mais de se mettre au service de la vérité dans tous les combats que lui impose la conjoncture. S'il a lutté avec pugnacité pour dissocier le spirituel d'avec le politique, c'est pour échapper à la tentation, assez fréquente, d'identifier le spirituel avec le réactionnaire, le fervent avec l'intégriste.

C'est dans la vocation "pédagogique" qui lui est propre -en cherchant à donner à ses concitoyens le moyen de prendre lucidement leurs responsabilités- que NYERERE trouve sa pleine efficacité et exerce l'influence la plus durable. De même que sa philosophie s'enracine dans le Christianisme, sans être pour autant réservée aux Chrétiens, il élabore parallèlement une vision politique qui est chrétienne par son inspiration fondamentale. Il élabore une politique fondée sur le respect de la personne, sur un engagement de la vie personnelle et sur un humanisme qui donne à l'homme des possibilités surabondantes de développement. Son option est en faveur d'un socialisme humaniste qui appelle des actions créatrices et, par voie de conséquence, révolutionnaires.

Dans son premier mouvement, l'oeuvre de Julius Kambarage NYERERE, s'est élaborée en révolte contre les injustices et les désordres de son temps. Son originalité est de s'opposer non pas à des concepts, à des théories, mais à un système économique, politique et social. La pensée politique de NYERERE, de ce fait, n'est pas -on ne le répètera jamais assez- une architecture conceptuelle intemporelle ou éternelle. Elle est fondée et enracinée dans son époque, dans notre époque. Son **projet** économique et politique -son Ujamaa- dresse d'abord le bilan de la société après toutes les affres et les humiliations du Colonialisme. Son projet semble naître bien plutôt d'un sursaut de générosité devant les misères et les injustices, devant le désordre établi. C'est ainsi que c'est dans un dialogue

permanent qu'on voit, à ses débuts dans l'action, s'enchevêtrer la critique d'un état de fait et la recherche des solutions neuves.

NYERERE s'en prend avant tout à l'organisation économique de la société, aux scandales et aux injustices qu'engendrent le Capitalisme et le Colonialisme.

Issu des réflexions des Physiocrates et des Utilitaristes anglais du 19e siècle, le système capitaliste -on le sait trop bien- repose fondamentalement sur le principe métaphysique de l'optimisme libéral selon lequel, laissées à elles-mêmes, les libertés humaines établissent spontanément l'harmonie. Tel est le dogme incontesté qui sert de base au système de la libre entreprise et à tous ses abus. NYERERE s'insurge contre lui, car fervent lecteur de John STUART MILL, il sait que ce dogme du libéralisme économique inspire les principes moteurs du Capitalisme qui sont, entre autres, le primat de la production, le primat de l'argent, le primat du profit, et en conséquence, l'écrasement des humbles.

NYERERE s'insurge contre le primat de production ou "productivisme" car il signifie que ce n'est pas l'économie qui est au service de l'homme, c'est l'homme qui est au service de l'économie. Ici, on ne règle pas la production sur la consommation et celle-ci sur une éthique des besoins de la vie humaine, mais la consommation et, à travers elle, l'éthique des besoins de la vie sur une production effrénée.

Dans le productivisme, l'économie devient un système clos, avec son jeu propre, et, l'homme doit y soumettre son mode et ses principes même de la vie. Dès lors, il n'y a plus de choses, de besoins, de marchandises mais seulement un marché, il n'y a plus de valeurs aimées, mais seulement des prix.

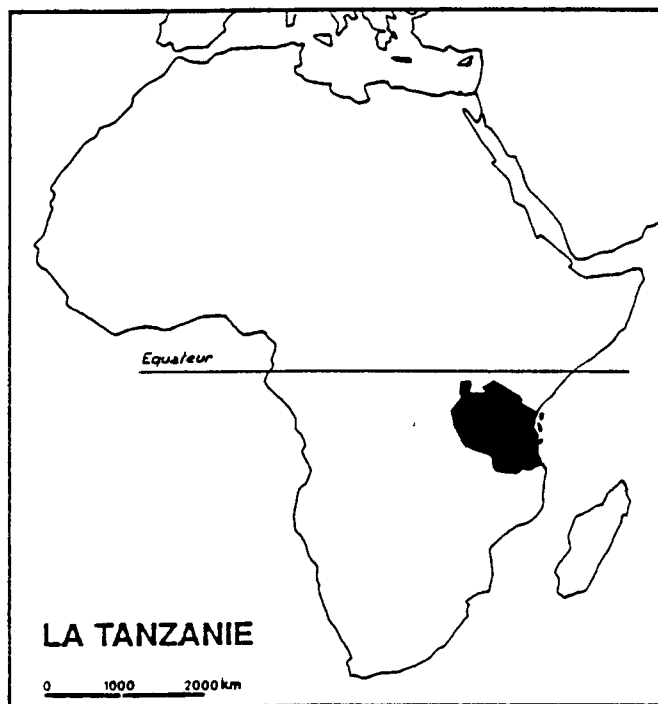
Le capitalisme, aux yeux de NYERERE, représente une subversion totale de l'ordre économique car il crée la civilisation de la consommation, ou mieux, la civilisation de la production car il voile à l'homme les buts de son travail et en fait un simple producteur et un simple consommateur. En lui créant des besoins artificiels, on piétine sa dignité de

personne, on le traite comme un moyen et non comme une fin (le but c'est l'homme, répète inlassablement NYERERE).

Le primat de l'argent et celui du profit transposent le problème sur un autre registre car ils signifient que ce n'est pas l'argent qui est au service de l'économie et du travail, c'est l'économie et le travail qui sont au service de l'argent. C'est ainsi que le profit d'argent devient, dans la société capitaliste, le mobile dominant de la vie.

NYERERE s'en prend au "cogito bourgeois" du "Je paie, donc je suis" que le capitalisme secrète. Le cogito bourgeois est essentiellement un esprit de possession : possession d'argent, de réputation, de vertu -et de volonté de maintenir cette possession par tous les moyens. C'est pourquoi, le bourgeois est un homme possédé par ce qu'il possède.

"Ujamaa na Kujitegemea", le credo, la profession de foi socialiste de NYERERE est né de sa révolte devant le désordre établi, de sa volonté d'une révolution des institutions et des coeurs qui rende justice aux écrasés. Il se propose, comme projet politique, de concilier des structures démocratiques et une vigoureuse transformation économique et politique. Rebuté par une démocratie malade de l'argent et un socialisme malade de l'Etat, NYERERE dénonce l'hypocrisie de la pseudo-démocratie bourgeoise et se trouve constamment à la recherche d'une démocratie organique et totale qui régisse tous les domaines de l'activité humaine.

LA TANZANIE EN AFRIQUE

Carte réalisée par Gilles Couix
Atelier de Dessin Cartographie
Département d'Histoire-Géographie
Université de Bretagne Occidentale
Octobre 1991

**"Tunasema kwamba binadamu ameumbwa
kwa mfano wa Mungu. Mimi nakataa kumfikiria
Mungu aliye fukara, mjinga, mshirikina, mwoga,
dhalili, ambayo ndiyo hali ya walio wengi kati ya
wale aliowaumba kwa mfano wake mwenyewe.
Binadamu wenyewe ni waumbaji,
hujitengenezea hali zao za maisha, lakini tulivyo
hivi sasa tu viumbe, tena si viumbe wa Mungu,
bali wa binadamu wenzetu" (1)**

J. K. NYERERE (80 : 95)

(1) On dit que l'homme a été créé à l'image de Dieu.
Or je refuse d'imaginer un dieu pauvre, ignorant,
superstitieux, timoré et misérable ce qui est le sort de
la majorité de ceux qu'il a créés à son image. Les
hommes se font leurs propres créateurs de leurs
conditions de vie ; mais actuellement, nous sommes
des êtres créés non par Dieu mais par nos semblables.

PREMIERE PARTIE

**LES "INDEPENDANCES DU
DRAPEAU" ET LES PARENTES
IDEOLOGIQUES DE L'UJAMAA**

L'accession de nombreux pays africains à l'Indépendance entre 1955 (Conférence de Bandoeng) et 1965 (Conférence d'Alger) est la conséquence directe des changements intervenus dans l'environnement international.

En effet, à partir de 1945 survient une nouvelle donnée. Le colonialisme ne va plus de soi et il se voit contesté de différentes façons par les Etats-Unis, la Grande Bretagne sous la "Primature" de Winston CHURCHILL, l'Union Soviétique, et les pays asiatiques. Ces derniers, dès 1945, exigent et obtiennent l'Indépendance avant 1950. Ils jouent parfois après un rôle précurseur qui annonce aux puissances que la colonisation ne saurait être éternelle et qu'il faudrait un jour en venir aux compromis. C'est pourquoi dans la grande majorité des cas, du moins jusqu'en 1960, les partis politiques naissants ne recourent pas à la violence pour obtenir la totale émancipation.

La revendication des indépendances obéissait, outre à la personnalité politique des leaders ou aux moeurs politiques du colonisateur, à des idéologies différentes. Il y a une grande différence dans la nature des revendications entre les nationalistes francophones et anglophones à cause, essentiellement, des modèles de participation politique différents que propose le colonisateur. La France, propose, ou mieux, impose la théorie coloniale d'ASSIMILATION et croit dur comme fer que les sujets coloniaux s'intégreront sans hésitation à la nation française déjà existante. C'est ainsi que lors de la conférence de BRAZZAVILLE, le breton René PLEVEN, commissaire aux Colonies, peut déclarer :

"Dans la Grande France, il n'y a ni peuple
à affranchir, ni discrimination raciale à
abolir. Il y a des populations qui se sentent
française et veulent prendre, et à qui la France
veut donner, une part de plus en plus grande
dans la vie et les institutions démocratiques de
la communauté française. Il y a des populations

que nous attendons conduire, d'étapes en étapes, à une personnalité plus complète, à l'affranchissement politique, mais qui n'entendent connaître d'autre indépendance que l'indépendance de la France" (1)

A la différence de la France, dès le départ, la Grande Bretagne, estime que les africains doivent construire leurs propres communautés sur le continent africain.

La conséquence pratique de ces deux attitudes est que les leaders nationalistes des territoires français (AOF, AEF) pourront se faire élire DEPUTES (Lamine GUEYE, SENGHOR) et devenir même MINISTRE (Houphouet BOIGNY) en métropole alors que leurs collègues anglophones n'ont strictement rien à faire à Londres. C'est une différence essentielle entre les deux catégories de leaders nationalistes car l'Indépendance n'aura pas la même signification pour un SENGHOR (francophone), un NYERERE ou un NKRUMAH (anglophones), un Amilcar CABRAL (lusophone) et un Frantz FANON (francophone antillais). Ces leaders n'ont pas tout à fait le même horizon et cela explique les différences de styles et d'alliances. Les députés africains francophones isolés au sein de l'Assemblée Nationale ne s'entendent qu'avec les seuls véritables anti-coloniaux parmi les partis représentés au Parlement, les COMMUNISTES. Par voie de conséquence, les idées marxistes circuleront plus facilement dans les colonies françaises que dans les colonies anglaises. En effet, les Etudiants africains regroupés au sein de la FEANF (Fédération des Etudiants d'Afrique Noire en France) repercuteront l'idéal et l'analyse marxistes. C'est à la FEANF que germent et éclosent les idées d'un CHEIKH ANTA DIOP, d'un MAJHEMOUT DIOP.

(1) Ernest MILCENT, L'AOF en scène, Bibliothèque de l'Homme d'action, Paris 1958, p23

Dès lors, on voit que les leaders africains se distingueront aussi par leurs différences dans leurs références idéologiques. Peu d'entre eux construisent des théories originales et la plupart empruntent leurs armes idéologiques aux colonisateurs. C'est ainsi que Thomas HODGKIN (1) estime qu'avant 1956, il n'y ni un MAZZINI, ni un GANDHI, ni un SUN YAT SEN africain. On peut estimer, à juste titre, que cette affirmation péremptoire de Thomas HODGKIN oublie tout le mouvement de la Négritude où SENGHOR s'exprime déjà en 1939 dans un recueil collectif "L'Homme de couleur". Par ailleurs les WHOLE SOYINKA, Kwame NKRUMAH, Julius NYERERE n'ont pas encore publié l'essentiel de leur oeuvre.

Outre les divergences idéologiques, les leaders africains sont en désaccord complet sur le cadre géographique qu'il conviendra de donner aux indépendances à venir. C'est ainsi que certains partent des dimensions spatio-temporelles de l'ETHNIE pour créer des partis politiques, d'autres font l'impasse sur les découpages territoriaux existants et pensent déjà à l'Afrique Continentale comme unique cadre de référence géographique lors des revendications de l'Indépendance. Cependant, pour trouver une solution à mi-chemin tout le monde s'accorde, dans un premier temps sur la doctrine selon laquelle les territoires coloniaux existants doivent être le cadre minimal pour les nouvelles nations africaines.

Ce que NYERERE appellera les "INDEPENDANCES DU DRAPEAU" (UHURU WA BENDERA) est perçu différemment selon que les leaders nationalistes sont anglophones, francophones ou lusophones, selon qu'ils sont frais éclos d'un petit séminaire ou d'un grand séminaire, selon qu'ils sont récemment émoulus d'une Université, selon qu'ils ont épousé l'idéologie du colonisateur et selon la délimitation territoriale du cadre où s'appliquera l'Indépendance qu'ils demandent.

(1) HODGKIN Thomas, Nationalism in Colonial Africa, Frederick Muller, London, 1956.

Cette première partie examinera l'Indépendance selon les perceptions des leaders ou, mieux, selon le contenu qu'ils donnent à ce mot. Ainsi j'examinerai la pensée d'un Frantz FANON et l'Indépendance comme Déconnexion (Chapitre I), l'analyse de Kwame NKRUMAH et l'Indépendance comme prodrome vers l'idéal panafricaniste (Chapitre II), et enfin les idées d'un Amilcar CABRAL, pour qui l'Indépendance est perçue comme Synthèse provisoire (Chapitre III) C'est, à ces différentes visions de l'Indépendance que s'apparente l'Ujamaa annoncée en 1962, commencée en 1967 (Déclaration d'Arusha) et qui a, depuis, cheminé entre le "Carybde" de l'idéalisme politique et le "Scylla" du réalisme économique, et des contraintes impérialistes et des contradictions d'une Bourgeoisie naissante préoccupée beaucoup plus à asseoir son hégémonie qu'à poser les solides fondations et à fixer les bornes et les limites. Car, comme on le verra tout au long des années qui ont suivi l'Indépendance, et la mise en pratique du crédo développementaliste, quand les bornes sont dépassées il n'y a plus de limite.

CHAPITRE I :

FRANTZ FANON ET L'INDEPENDANCE COMME DECONNEXION

"La véritable libération n'est pas cette pseudo-indépendance où les ministres à responsabilité limitée voisinent avec une économie dominée par le pacte colonial. La libération est la mise à mort du système colonial, depuis la prééminence de la langue de l'opresseur et la "départementalisation" jusqu'à l'union douanière qui maintient en réalité l'ancien colonisé dans les mailles de la culture, de la mode et des images du colonialiste" (1)

(1) Frantz FANON, "Décolonisation et Indépendance" in El Moudjahid, n°22 du 16 avril 1958

Exposer brièvement la conception fanonienne de l'Indépendance exige de commencer par tracer toute la trajectoire de la pensée et de l'action de Frantz FANON. Mais tel n'est pas l'objet de ces quelques mots sur l'auteur de "Peau Noire, Masques Blancs". Je m'efforcerai de montrer comment la conception fanonienne de l'Indépendance ne se comprend que dans ce contexte dramatique où l'impossibilité de négocier pacifiquement l'indépendance a transformé, entre l'Algérie et la France, la lutte politique en conflit armé.

La pensée qui guidera l'action de Frantz FANON naît de cette conscience aiguë d'appartenir à une communauté dominée, d'être "l'homme dominé" (1). Le premier moment dans son cheminement est de s'engager pleinement dans une lutte de reconnaissance en affirmant, erga omnes, que la différence était une impérieuse nécessité. Il se propose de mettre au grand jour "la grande erreur blanche" qui consiste à nier l'évidence, à refondre ce qui ne peut l'être, à ne pas admettre que le noir est ce qu'il est. Etant donné que la grande erreur blanche a pour corollaire la honte d'être noir, FANON s'emploie activement à redorer le blason terni de l'identité nègre en prônant un "retour aux sources". Dans cette tâtonnante quête d'identité et au milieu de plusieurs contradictions, FANON finit par se rendre compte du fait que l'identité raciale ne peut se définir que par une commune altérité par rapport aux autres, aux mêmes "autres" : les Blancs. A partir de là, advient une préoccupation incessante chez FANON ; peu à peu, la catégorie "race" s'efface devant l'exigence de l'expression individuelle.

Cette "odyssée d'une conscience dominée" que sont l'oeuvre et la pensée de Frantz FANON commence par une quête d'identité exigeant un retour aux sources et chemine à travers les contradictions liées à la définition de l'identité raciale et de la personnalité individuelle. Peu à peu la catégorie "race" cède la place à un humanisme qui fait de l'homme le moyen-terme entre l'INDIVIDU et l'Humanité toute

(1) Albert Memmi, L'Homme dominé, Petite Bibliothèque Payot, Paris, 1973.

entière. FANON reprend presque l'analyse senghorienne du "**rendez-vous du donner et du recevoir**" et annonce la fin du racisme, la rencontre et la reconnaissance mutuelle des peuples et des cultures. Une fois exclu l'avilissant statut colonial, FANON pense que le relativisme culturel qui surviendra, débouchera sur l'Universalisme.

L'oeuvre et la pensée de FANON semblent être passées par trois instances dialectiques :

1°- Le Noir s'aperçoit de son oppression et dénonce la domination blanche.

2°- Le Noir n'est pas le seul dominé, d'où l'Universalisme qui le pousse à passer de la catégorie RACE à celle d'INDIVIDU, de l'identification raciale à l'identification au colonisé.

3°- Le passage de l'arme critique à la critique par les armes où, pour paraphraser MARX, il cesse d'interpréter le monde et vaque à sa transformation.

FANON passe ainsi de l'attitude du spectateur engagé, adopte un comportement de "supporter" passionné avant de descendre sur le terrain en choisissant son camp et en jouant la partie du côté algérien contre la France.

En 1952, quand il publie "Peau Noire, Masques Blancs" il est ce spectateur engagé. Il vient d'achever ses études de Psychiâtrie et se refuse aux compromissions qui le guettent si il veut s'aménager une "brillante carrière". Au lieu de vivre une vie aseptisée au milieu des lambris et des dorures, le jeune psychiatre antillais se refuse de faire son métier comme tous ses collègues et n'accepte pas de devenir ce psychiatre discipliné occupant la place ou le numéro prévu pour lui dans un système. Il refuse de devenir petit-bourgeois. FANON dénonce déjà le système où toutes les prémisses ont été posées et où le praticien psychiatre, numéro un tel, n'a plus qu'à tirer les conclusions.

Entre 1953 et 1956, Frantz FANON travaille à l'hôpital psychiatrique de BLIDA en Algérie. Il s'y emploie à une critique du système universitaire où la théorie universitaire précède la critique, et, surtout, où la pratique est sommée de se courber aux règles

de fer, aux lois d'airain, en usage à l'Université telles que TOUT SYMPTOME SUPPOSE UNE LÉSION (1). C'est en ce moment que FANON aiguise, à toute fin utile, son arme critique. Il veut briser la continuité du déjà-vu, du déjà-connu qui guide la réflexion des médecins psychiatres confrontés aux problèmes des Nord-Africains. La pensée médicale d'alors, empruntant le chemin du Syllogisme postule qu'on va du SYMPTOME à la LÉSION (Majeure) que les malades nord-africains ne présentent souvent aucune lésion organique (Mineure) et que donc ces Nord-Africains sont des malades imaginaires, des simulateurs, des farceurs, des pseudo-malades. (conclusion)

Pendant son séjour à l'hôpital psychiatrique de BLIDA-JOINVILLE et au milieu de diverses controverses et contradictions, FANON qui sent inlassablement les remords tambouriner à l'huis de sa conscience, arrive à tirer quelques conclusions et synthèses provisoires. Désormais, il admet le caractère global du système de domination qu'il combat, et en aperçoit la dimension historique avant de se résoudre à la nécessité d'une lutte totale contre la globalité du système. Il se décide à ne plus mener un combat individuel, une guérilla verbale ou scripturale dans quelques réunions ou publications. Il rejoint les victimes du système, les "damnés de la terre" pour lutter avec eux. Mettant fin aux hésitations, atermoiements, délais et procrastinations, Monsieur le Docteur Frantz FANON, médecin-chef de service à l'hôpital psychiatrique de BLIDA, adresse à Monsieur le Ministre résident, gouverneur de l'Algérie sa lettre de démission:

"... Aucune morale professionnelle, aucune solidarité de classe, aucun désir de laver le linge en famille ne prévaut ici... Depuis de longs mois, ma conscience est le siège de débats impardonnables. Et leur conclusion est la volonté

 (1) Lire à ce propos, Frantz FANON, "Le SYNDROME NORD-AFRICAIN" in Pour la Révolution Africaine, FM Petite collection Maspéro, Paris, 1978, p 9.

de ne pas désespérer de l'homme, c'est-à-dire de moi-même. Ma décision est de ne pas assurer une responsabilité coûte que coûte, sous le prétexte fallacieux, qu'il n'y a rien d'autre à faire. Pour toutes ces raisons, j'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous demander de bien vouloir accepter ma démission et de mettre fin à ma mission en Algérie avec l'assurance de ma considération distinguée" (1)

Cette demande de "mettre fin à sa mission en Algérie" survient au moment où, probablement, la police politique française commence non seulement à accumuler des preuves irréfutables des accointances de FANON avec les leaders du FLN mais aussi au moment où il sent qu'il ne peut pas soutenir deux engagements qui s'excluent : la volonté de faire exploser la STRUCTURE (infrastructure économique et superstructure juridico-idéologique pour reprendre la topique marxiste chère à ALTHUSSER) et le respect d'une certaine morale professionnelle.

En 1956, FANON estime que "les intentions maîtresses de l'existence personnelle s'accommodent mal des atteintes permanentes aux valeurs les plus banales" (2) et décide de passer de l'arme critique à la critique par les armes.

Il décide de passer de l'activité théorique individuelle à la praxis collective et ayant déjà décidé de vivre pour le peuple algérien, il choisit maintenant de mourir pour lui, à moins que ce ne soit de vivre et puis de mourir avec lui et pour lui. En passant de l'arme critique à la critique par les armes, FANON n'opère pas un abandon de la théorie pour la pratique ni ne se limite à une synthèse entre les deux.

(1) Frantz FANON, Lettre au Ministre-résident, Pour la Révolution africaine, op. cit, p 52-53

(2) Frantz FANON, Lette au Ministre-résident, Pour la Révolution africaine, op. cit, p52

FANON entreprend un combat intellectuel qui le pousse à réfuter l'assertion chère à MENDES FRANCE "L'Algérie c'est la France" et à réajuster la notion de la lutte des classes dans une situation coloniale :

"A ce niveau, la réflexion nous permet de découvrir une particularité importante du fait colonial algérien. Au sein d'une nation, il est classique et banal d'identifier deux forces antagonistes : la classe ouvrière et le capitalisme bourgeois. En pays colonial, cette distinction se révèle totalement inadéquate. Ce qui définit la situation coloniale c'est bien plutôt le caractère indifférencié que présente la domination étrangère. La situation coloniale c'est d'abord une conquête militaire continuée et renforcée par une administration civile et policière. En Algérie, comme dans toute colonie, l'opresseur étranger s'oppose à l'autochtone comme limite de sa dignité et se définit comme contestation irréductible de l'existence nationale (1).

Le statut de l'étranger, du conquérant, du Français en Algérie est un statut d'opresseur. Le Français en Algérie ne peut être neutre ou innocent. Tout français en Algérie opprime, méprise, domine. La Gauche française, qui ne peut rester indifférente et imperméable à ses propres fantasmes, adopte en Algérie, dans la période antérieure à la guerre de libération, des positions paradoxales"

 (1) Frantz FANON, Les Intellectuels et les démocrates français devant la Révolution algérienne in EL MOUDJAHID du 1er décembre 1957 reproduit dans "Pour la Révolution Africaine, op. cit, p 72.

Pour FANON, fustiger l'impérialisme français passe nécessairement par une reformulation des hypothèses concernant la notion de lutte des classes. La réalité de l'impérialisme sort du cadre étroit de la lutte des classes. Du coup, l'opposition n'est plus entre "BOURGEOIS" et "PROLETAIRE" mais, plutôt, entre "ETRANGER" et "AUTOCHTONE", entre "CONQUERANT" et "CONQUIS".

L'affirmation mendésienne selon laquelle l'ALGERIE C'EST LA FRANCE constitue le paradigme de la négation d'un peuple par un autre et surtout pose les prémisses dangereuses du refus du droit d'un peuple à l'existence, à l'autodétermination -terme qui connaîtra, par la suite, une singulière fortune.

Pour FANON, la guerre qui survient en Algérie, comme celle survenue en Indochine, oppose deux peuples. Tout fiers et forts de leur passé d'étudiants ou de travailleurs en France, les dirigeants du FLN doivent se rendre à l'évidence que même leurs collègues ou condisciples militants dans des partis de gauche ne pensent pas remettre en cause le fameux "apoptème" de MENDES que reprendront Guy MOLLET et François MITTERRAND. Les dirigeants du FLN ne pensent pas à une alliance de classe car dans ces conditions, la guerre n'oppose pas deux classes mais elle est la continuation de l'impérialisme, de la domination et de l'oppression coloniales.

Pour les besoins de l'analyse, ce qui est intéressant dans l'attitude de Frantz FANON et des critiques acerbes portées à la Gauche française c'est la dénonciation des intellectuels français qui, fermés sur eux-mêmes, emmurés dans leurs certitudes, encoconnés dans leurs évidences, ne parviennent pas à informer le "peuple réel" des enjeux de la question algérienne. La Gauche française, ambiguë et frileuse, dans ses rares moments de lueur anti-colonialiste pose des conditions et marchandise son soutien à la révolution algérienne. C'est ainsi qu'elle exige du FLN l'abandon de son aspiration à la négation de la liberté de choix. Sa solidarité est assortie de restrictions qui font dire à Frantz FANON :

"La gauche non-communiste... nous demande de lui garantir que jamais l'Algérie ne sombrera dans le bloc communiste ou dans le bloc dit neutraliste... Le parti communiste... ne peut appuyer que certains mouvements de libération car quel intérêt représenterait pour eux l'irruption de l'impérialisme américain en Algérie. Ici encore des garanties nous sont demandées, on veut nous arracher des promesses. On réclame des assurances" (1)

En demandant qu'on mette fin à sa mission à l'hôpital psychiatrique de BLIDA et en fustigeant le frileux engagement de l'intelligentsia française auprès de la cause algérienne, Frantz FANON qui allie désormais l'arme critique et la critique par les armes, est membre actif du FLN. Il a compris qu'il ne faut pas attendre quoi que ce soit d'une alliance de classe, que justifierait le thème de la lutte des classes, entre les colonisés et les prolétaires de la métropole. Il conseille aux Algériens de se tourner vers les COLONISES d'hier et d'aujourd'hui partout au monde. C'est ainsi qu'il représente le FLN au GHANA, chez l'OSSAGYEFO Kwame NKRUMAH, chantre du Panafricanisme.

Avec Frantz FANON représentant le FLN à ACCRA, la révolution algérienne se rattache durablement au devenir continental. Le Panafricanisme intègre désormais la NEGRITUDE et l'ARABITE. Incantatoire, prêché du bout des lèvres et la main sur le coeur, le Panafricanisme doit désormais se manifester sur les champs de bataille.

(1) Frantz FANON, Les intellectuels et les démocrates français devant la Révolution algérienne, op. cit, p 81-82.

L'évolution de la pensée de Frantz FANON, ses prises de position théorique, tactique ou stratégique dans ses exhortations à combattre pour une INDEPENDANCE réelle prennent un tournant décisif quand, au contact de Kwame NKRUMAH et à sa fascination devant l'attitude du Sekou TOURE, il se pénètre réellement des réalités de l'Afrique noire anglophone et francophone. Il se met à fustiger les exemples des "collaborateurs" du Colonisateur que sont tous ces Houphouët BOIGNY, Léopold SEDAR SENGHOR et leurs épigones qui, par un honteux sado-masochisme participent à la puissance qui les écrase et incarnent, de ce fait, l'idée mythologique du fameux "heautontimoroumenos" (1).

C'est dans un texte paru dans EL MOUDJAHID N°27 du 22 juillet 1957 et intitulé "VERITES PREMIERES A PROPOS DU PROBLEME COLONIAL" que FANON livre la quintessence de sa pensée sur le problème colonial et sur le contenu et la forme des indépendances à revendiquer. FANON met à jour les contradictions et les objectifs implicites de la fameuse "MISSION CIVILISATRICE" du colonisateur et remarque qu'à son départ il se garde bien de s'assurer deux avantages : les "Droits" de l'ancien occupant et les zones d'influence. Le colonisateur entend bien maintenir le carcan de l'oppression économique par un contrôle étroit des concessions alliant expropriation et exploitation des travailleurs. Frantz FANON résume l'oeuvre civilisatrice, évangélique ou culturelle en ces termes :

"Les véritables droits de l'occupant furent
alors parfaitement identifiés. Minorité issue
de la métropole, missions universitaires,
assistance publique, amitié affirmée et réaffirmée,
sont passés au second plan. De toute évidence,
l'important devenait les droits réels que l'occupant
entendait arracher au peuple, comme prix d'un

(1) bourreau de soi-même

morceau d'indépendance. L'acceptation d'une souveraineté nominale et le refus absolu d'une indépendance réelle, telle est la réaction-type des nations colonialistes à l'égard de leurs anciennes colonies. Le Néo-Colonialisme est imprégné par quelques idées qui, à la fois, font sa force en préparant sa nécessaire décadence." (1)

L'Algérie, et plus tard la Guinée et le Ghana constituent les "territoires-guide" car leurs leaders ne sont pas de "yes men" des "bénédictins". Sekou TOURE et Kwame NKRUMAH sont intransigeants et veulent que leurs pays se préoccupent d'abord du recul de la faim et se consacrer à la promotion de l'homme en lui fournissant, à moindres frais, le pain et la paix.

Le séjour de FANON à ACCRA, sa fascination pour Sekou TOURE, Kwame NKRUMAH et tous les autres jeunes leaders tels que Patrice LUMUMBA, Jomo KENYATTA, Tom MBOYA, Julius NYERERE, Ruben Um Nyobe, font évoluer sa pensée politique de l'HUMANISME PLANETAIRE vers une radicalisation qui la fait confiner avec l'apologie du terrorisme, si on peut appeler terrorisme l'intention résolue de répondre violemment à la violence. Pour utiliser une antithèse, on peut dire qu'avec la publication de son livre "Les damnés de la terre", FANON prône un "HUMANISME VIOLENT". Sans avoir à discuter longuement sur l'humanisme ou sur la violence au regard des idées contenues dans "Peau noire, masques blancs" et dans "Les damnés de la terre", on peut dire que l'Humanisme de FANON est, intrinsèquement, un humanisme de récusation, un humanisme protestataire, contestataire et polémique. Son humanisme recuse, refuse tous les sous-entendus de la notion de "MISSION CIVILISATRICE". L'humanisme de FANON rejette les idéaux du christianisme missionnaire et au lieu d'impêtrer la charité, il exige la justice. C'est ainsi qu'il déclare :

(1) Frantz FANON, Vérités premières à propos du problème colonial, op. cit p 124.

"Quittons cette Europe qui n'en finit pas de parler de l'homme tout en le massacrant partout où elle le rencontre, à tous les coins de ses propres rues, à tous les coins du monde. Voilà des siècles que l'Europe a stoppé la progression des autres hommes et les a asservis à ses desseins et à sa gloire ; des siècles qu'au nom d'une prétendue "aventure spirituelle", elle étouffe la quasi-totalité de l'humanité" (1)

L'Humanisme fanonien est donc un humanisme dans et par la violence. Pour les pays colonisés pour lesquels il est destiné, il doit permettre de libérer l'homme de toutes les injustices et spécialement de "l'oppression absolue" qui atteint toutes les dimensions d'un être, l'image qu'il a de lui-même, l'image que les autres ont de lui, ses diverses insertions dans la cité, son avenir historique. La démarche fanonienne, à travers tous les méandres de son évolution vise l'anéantissement de cette "agression fondamentale", cette "oppression absolue" par une "révolte absolue". La révolte absolue est, pour lui, celle qui, n'ayant plus rien à sauvegarder, n'est plus arrêtée par rien. Ni par la peur de mourir ni, peut-être plus grave encore, par les valeurs communes avec l'opresseur.

La révolte absolue que prône FANON, c'est la guerre, la découverte de la violence et de la crainte qu'elle inspire. Une telle révolte se paie cher mais un peuple à qui on a tout pris, y compris, le sentiment de sa propre valeur fera absolument tout et n'importe quoi pour le retrouver. Cependant, dans la pensée fanonienne, la révolte absolue c'est aussi la guerre immorale ou, plus précisément, la guerre "amorable", au nom de la seule valeur qui subsiste : la liberté. C'est pourquoi c'est une guerre sans principe, puisque les principes ont trop souvent et trop longtemps servi à mystifier et à

(1) Frantz FANON, Les Damnés de la terre, Ed. Maspéro, Paris 1968, p 157.

écraser l'opprimé. Etant donné que rien n'était plus possible dans la servitude, tout le redevient dans la révolte. Même le pire, même le plus infâme. Il faut un cataclysme et après pourront se faire les revendications des valeurs nouvelles.

Complexe et empruntant plusieurs détours, la pensée de FANON telle qu'on peut l'interpréter sommairement à partir de "Peau noire, masques blancs", des "Damnés de la terre" et ses nombreux articles parus dans EL MOUDJAHID, peut se résumer en quelques points :

1°- La violence du colonisé est une "légitime défense" car elle est la négation de la négation de l'humanité du colonisé, de l'opprimé.

2°- La violence du colonisé est une "révolte absolue" contre cette pieuvre multiple qu'est l'oppression. L'injure, l'injustice, l'humiliation et l'insécurité sont insupportables. FANON estime que la violence est la "praxis absolue" parce que l'oppression coloniale est une "violence à l'état de nature".

3°- Après le cataclysme consécutif à la "praxis absolue", il faudra canaliser le mouvement vers la volonté claire de la libération effective des opprimés. La violence aboutit à l'Indépendance qui, en tant que "déconnexion" avec les valeurs de l'opresseur colonial, prépare la libération effective des opprimés.

Frantz FANON, qui s'éteindra quelques mois avant l'Indépendance de l'Algérie, mais après avoir vu poindre à l'horizon l'ombre du début de l'esquisse de la libération continentale, a contribué d'abord à forger et à fournir les armes pour lutter contre la VIOLENCE SYMBOLIQUE. Il est passé de l'arme critique à la critique par les armes pour

"mettre l'Afrique en branle, collaborer
à son organisation, à son regroupement,
derrière des principes révolutionnaires.
Participer au mouvement ordonné d'un continent...
La première base de départ, le premier socle était
représenté par la GUINEE. Puis le MALI décidé à tout,
fervent et brutal, cohérent et singulièrement acéré,

étendait la tête de pont et ouvrait de précieuses perspectives. A l'Est, Lumumba piétinait. Le CONGO qui constituait la deuxième plage de débarquement des idées révolutionnaires, se trouvait pris dans un lacs pénible de contradictions stériles. Il fallait encore attendre avant d'investir efficacement les citadelles colonialistes qui s'appellent ANGOLA, MOZAMBIQUE, KENYA, UNION SUD-AFRICAINE... Travail difficile. Heureusement, dans chaque coin, des bras nous font signe, des voix nous répondent, des mains nous empoignent. Ça colle."⁽¹⁾

En conjuguant Humanisme et Violence, et en passant de l'arme critique à la critique par les armes, FANON a contribué à donner un contenu au mot magique de la fin des années cinquante et du début des années soixante où se posaient tour à tour et en même temps les questions de la construction de l'Unité Africaine et celles de cueillir au plus vite les fruits de l'Indépendance (Matunda ya uhuru). Son séjour à ACCRA, ses fréquentations avec les Felix MOUMIE, Ruben Van NYOBE, ainsi que son admiration pour Sekou TOURE, Kwame NKRUMAH, Patrice LUMUMBA font de cet enfant des Antilles adopté par les algériens, un des grands chantres du PANAFRICANISME. Pour lui, comme pour Kwame NKRUMAH, l'Indépendance est cette "hypostase" précieuse dans la dialectique ascendante vers la libération et l'unité du continent noir.

(1) Frantz FANON, Cette Afrique à venir, in Pour la Révolution africaine, op. cit p 176.

CHAPITRE II

KWAME NKRUMAH ET L'INDEPENDANCE COMME PRODROME VERS L'IDEAL PANAFRICANISTE

Appelé Panafricanisme chez les anglo-saxons ou Unité africaine chez les francophones, l'idéal panafricaniste a été l'une des utopies les plus sincèrement partagées par les Pères de l'Indépendance dans chacun des territoires qui voulaient voir la fin de l'oppression coloniale et l'avènement d'une ère nouvelle restaurant l'identité et la dignité bafouées pour jeter les bases d'une société nouvelle.

Sur le continent noir, l'idéal panafricaniste ou l'acte de foi en l'unité de l'Afrique fut un moment incontournable car jusqu'à ce jour, cet idéal dont la réalisation est sans cesse remise aux calendes grecques, n'a jamais été remis en question dans son principe d'objectif de l'ère post-coloniale.

kwame NKRUMAH, l'OSSAGYEFO, est certainement l'homme politique africain dont le nom s'attache le plus à cet idéal. La seule idée de NKRUMAH, sa marotte, son idée fixe, son obsession, fut la création des ETATS-UNIS D'AFRIQUE.

Je me limiterai dans ce chapitre à l'analyse de la vision nkrumahienne de l'Afrique des lendemains de l'Indépendance. Il s'agit tout simplement ici de rappeler les idées-force qui ont guidé l'action et la passion de KWAME NKRUMAH sans devoir m'attarder sur la genèse du Panafricanisme (1)

1- NKRUMAH : L'IDEAL ET LE REEL

Avec les différents "congrès panafricains" l'idéal panafricaniste s'est construit en passant, ex nihilo, d'un rêve, d'une chimère à une quasi-réalité.

Point n'est besoin de rappeler ici les controverses et les divergences entre les DUBOIS, MARCUS SARVEY, HENRY SYLVESTER, BLAISE DIAGNE et tous les autres tenants du "BACK TO AFRICA".

Il faut cependant rappeler que si c'est le député sénégalais BLASSE DIAGNE qui avait obtenu de CLEMENCEAU le lancement des Congrès panafricains à Paris,

(1) Je reviendrai, dans la 2ème partie de ce travail sur le Panafricanisme : sa genèse et son application en Afrique Centrale et Orientale.

c'est surtout les anglophones (Jomo KENYATTA, Kwame NKRUMAH, DANQUAH, Wallace JOHNSON) qui s'y investissent le plus.

Avec le cinquième congrès, tenu en deux sessions (mars et octobre 1945) émerge Kwame NKRUMAH. C'est ainsi qu'il a pu déclarer :

"Bien que cette conférence fut la cinquième en date, elle se distingue des quatre précédentes du point de vue résonance, optique et idéologique. Tandis que celles-là étaient soutenues plus particulièrement par des intellectuels de la classe moyenne et par des réformistes de la bourgeoisie, le cinquième congrès panafricain réunissait des ouvriers, des syndicalistes, des cultivateurs, des représentants des coopératives, des étudiants africains et d'autres étudiants de couleur. Comme la plupart des participants au congrès étaient des africains, l'idéologie fut le nationalisme africain contre le colonialisme, le racisme et l'impérialisme en Afrique - et le congrès adopte le socialisme marxiste comme philosophie..."(1)

Devenu Secrétaire Général du comité de travail dont W.E.B Du Bois était Président, Kwame NKRUMAH, secrétaire de la section ouest-africaine du mouvement, s'installe à Londres. Il n'y restera pas longtemps car au Gold Coast (Ghana actuel) se crée un parti, le "United Gold Coast Convention" qui a besoin du

(1) NKRUMAH, GHANA, autobiographie de Kwame NKRUMAH, Présence Africaine, Paris 1960, p 66.

prestige dont est auréolé NKRUMAH pour mener à bien ses revendications pour l'indépendance et l'émancipation. Pour NKRUMAH, le programme est simple : faire de la Gold Coast le point de départ de la lutte pour l'indépendance politique du Continent, préalable à l'unité, à l'intégration continentale. Freedom first, others after...

Pour l'accession à l'indépendance, NKRUMAH dispose d'un parti bien décidé à conquérir l'autonomie, le "self-government in the shortest possible time". Le tournant décisif dans cette lutte pour l'émancipation est à dater du 28 février 1948 quand, à la suite des émeutes survenues à ACCRA, NKRUMAH est arrêté et incarcéré. A sa sortie de prison, il fonde son propre parti le "CONVENTION PEOPLE'S PARTY (CPP)" plus radical que le parti précédent. Le slogan est SELF-GOVERNMENT NOW.

Avec ses slogans et ses méthodes marqués au coin du radicalisme et de l'intransigeance, NKRUMAH se heurte à la volonté déterminée des autorités coloniales anglaises de ne céder sur aucun point. Par ailleurs, avec le déclenchement de la POSITIVE ACTION (ensemble des manifestations non violentes : campagnes de presse, marches spectaculaires, boycotts) KWAME NKRUMAH se retrouve en prison. A cela il faut ajouter le fait que les populations auxquelles les messages de la "positive action" sont adressés semblent résignés à leur sort.

C'est seulement aux élections générales de 1951 que le CPP gagne 35 des 38 sièges. NKRUMAH sort de prison en 1952 pour former le premier SELF-GOVERNMENT qui, comme on le verra dans d'autres colonies ou territoires sous mandat britannique, est loin d'être l'INDEPENDANCE TOTALE.

De retour de la Conférence de BANDOENG en avril 1955, NKRUMAH fustige le fait que le self-government n'a que trop duré et déclare que le pays est prêt à accéder à l'indépendance totale.

C'est seulement deux ans après que le "Gold Coast" rejetant ce nom d'emprunt, accédera à l'Indépendance sous le nom de GHANA.

Pour NKRUMAH, l'Indépendance était un moyen et non un aboutissement, pas une fin en soi. L'Indépendance hors de la logique de l'intégration continentale n'avait aucun sens. Et du coup, le Ghana, premier pays indépendant d'Afrique noire, se

propose et se prépare à être la locomotive du Panafricanisme. C'est ainsi qu'immédiatement après l'Indépendance, ACCRA devient le centre d'un incroyable chassé-croisé des rencontres panafricaines.

Dans ces rencontres, des chefs des Etats Indépendants, des représentants des mouvements de libération, des leaders des partis politiques, des membres des organisations des femmes africaines, discutent autour de quelques points de choix fondamentaux . Parmi les choix fondamentaux que propose NKRUMAH et autour desquels d'âpres discussions et de houleux débats ont tourné, on peut retenir les suivants :

- 1°- La rupture avec les ensembles extra-continentaux et renoncement implicite au statut de DOMINION.
- 2°- Le renoncement de chaque entité territoriale indépendante à la souveraineté.
- 3°- L'esquisse d'un embryon de l'Etat continental.

Tous ces points -on s'en doute- ont été à l'origine de nombreuses controverses. On retient surtout la confrontation NKRUMAH-SENGHOR sur le point de rupture avec tous les ensembles extra-continentaux et NKRUMAH-NYERERE sur la question d'examiner les voies et les moyens d'une esquisse d'un embryon de l'Etat continental à partir des "regroupements régionaux"..

En effet, Kwame NKRUMAH, dès l'accession du GHANA à l'Indépendance, propose à ses pairs francophones et anglophones de se détacher, de se défaire d'une quelconque adhésion à tout ensemble extra-continental. Le GHANA a accédé à l'Indépendance avec le statut de DOMINION du Commonwealth, le GHANA y renonce sitôt l'indépendance acquise de peur d'en arriver à transformer l'indépendance en un pacte colonial rajeuni. Eu égard aux aspirations continentalistes que nourrissait le leader ghanéen et la considération de l'idée qu'il se faisait de l'indépendance, NKRUMAH préféra détacher la République du GHANA de la couronne britannique. C'est ainsi qu'à l'instar du GHANA, tous les autres territoires anglophones renonceront au statut de DOMINION. Et c'est sur ce point justement que

NKRUMAH entre en conflit avec les francophones (sauf, évidemment avec Sekou TOURE).

Après l'échec de la fameuse communauté franco-africaine dont l'histoire retient le NON retentissant de SEKOU TOURE, beaucoup de pays africains francophones cherchèrent à être associés au Marché commun. C'est ainsi que NKRUMAH prit pour cible de ses violentes diatribes, Léopold Sedar SENGHOR. Sous prétexte qu'en augmentant le nombre d'états associés au Marché commun, chaque état recevrait moins d'aides et qu'en recevant moins d'aides, l'Unité africaine se consoliderait, Léopold Sedar SENGHOR se vit rétorquer que si l'Unité africaine est faisable, point n'est besoin de passer par les fourches caudines d'une association au Marché commun pour la réaliser.

En suggérant le renoncement à la souveraineté et le passage rapide à l'ébauche d'un Etat continental, NKRUMAH veut que chaque état inscrive dans sa Constitution sa disponibilité à disparaître. Seuls le MALI, la GUINEE, l'EGYPTE et la TUNISIE adoptent ce principe car les autres, en l'occurrence, ceux désireux d'appartenir à des ensembles à caractère régional -PAFMECA et PAFMECSA (1)- renoncent à ce principe.

Pour NKRUMAH, la seule façon d'éviter que la balkanisation ne s'inscrive dans la permanence, était de procéder directement à la construction de l'unité au lendemain de l'accession de chaque pays à l'indépendance.

C'est ainsi que pour réaliser les "Etats-Unis d'Afrique", une année après l'Indépendance du GHANA et quelques mois après celle de la GUINEE, les deux Etats fusionnent sous l'appellation de "UNION OF AFRICAN STATES" (UAS). Avec l'élargissement de l'UAS au LIBERIA, cet embryon de base prend le nom de "COMMUNITY OF INDEPENDANT AFRICAN STATES" (CIAS). Mais très vite, la base de cet édifice commence à montrer des fissures. En effet, jaloux de son indépendance, le

(1) Ce point fait l'objet d'un développement plus étoffé dans la 2ème partie de ce travail.

LIBERIA propose le principe qui deviendra célèbre : LA NON-INGERENCE DANS LES AFFAIRES INTERNES DE CHAQUE ETAT. Ce principe est la négation dialectique du principe de l'ABANDON DE SOUVERAINETE cher à NKRUMAH. Evidemment, devant des contradictions aussi aiguës la communauté se séparera.

Devant l'effilochement de ce tissu communautaire, NKRUMAH ne désespère pas. Après avoir fait les yeux doux au MALI de Modibo KEITA, ce noyau des Etats-Unis d'Afrique s'allie au MAROC, à l'EGYPTE, à la LIBYE et au FLN algérien pour former le GROUPE DE CASABLANCA en 1961. Tous les autres territoires hostiles au principe de l'abandon de la souveraineté, ou peu attirés par les thèses de NKRUMAH s'agissant de la marche à suivre, se regroupèrent pour former le "GROUPE DE MONROVIA".

Avec les deux blocs en présence, et en divergence, le rêve unitaire peu à peu s'envole. Le Groupe de MONROVIA s'attache aux principes de l'AUTONOMIE DE CHAQUE ETAT et à l'INSTANGIBILITE DES TERRITOIRES LEGUES PAR LA COLONISATION alors que le Groupe de CASABLANCA épouse et poursuit les thèses de NKRUMAH même si c'est du bout des lèvres et la main sur le coeur.

La réunion d' ADDIS ABEBA, en mai 1963, pour fonder l'Organisation de l'Unité Africaine, voit les thèses de NKRUMAH et du groupe de CASABLANCA mise en minorité. Le mythe NKRUMAH amorce la pente du déclin, son aura commence à pâlir et, surtout, le rêve de l'intégration continentale est envoyé à la semaine des quatre jeudis.

Au-delà des contradictions inhérentes à tout groupe et indépendamment de diverses pressions extérieures, le projet de NKRUMAH était déjà clair lors du Congrès de MANCHESTER en 1945, lorsqu'il déclarait :

"La lutte pour le pouvoir politique des
peuples colonisés et opprimés était le
premier pas, et la condition nécessaire

de leur totale émancipation, sociale, économique et politique" (1)

La principale conviction de NKRUMAH, sa "marotte" pour ainsi dire, était que l'intégration économique et sociale ne pouvait être possible qu'après l'intégration politique, c'est-à-dire, après la suppression des frontières artificielles laissées par la colonisation. Il appelait, volontiers, ces frontières, les "reliques du colonialisme". NKRUMAH pressentait qu'à l'accession de chaque entité territoriale à l'indépendance, vite apparaîtraient des conflits d'intérêts opposant les bourgeoisies nationales naissantes ou déjà constituées, diverses factions, diverses obédiences religieuses, diverses catégories, diverses stratégies, diverses chapelles idéologiques.

NKRUMAH étaye toutes ses thèses en disant qu'à l'accession de son pays à l'indépendance, une myriade de petits partis séparatistes s'étaient formés et exploitaient sans scrupule les sentiments d'appartenance à telle tribu ou à telle religion. La Presse étrangère en était arrivée même à dire que le GHANA était l'exemple effrayant d'une indépendance prématurée et bâclée dans sa préparation.

Pour conjurer le danger de la désintégration de l'Etat nouvellement indépendant, NKRUMAH ne croyait pas à la répression comme au temps de la colonie mais plutôt en une sorte de "dissolution" de l'Etat dans un grand ensemble continental. Pour lui, la priorité des priorités est l'intégration politique qui, seule, anéantirait le spectre de l'ATOMISATION.

(1) Kwame NKRUMAH, *Towards colonial freedom*, cité par COLIN LEGUM, *Panfricanism*, 2e éd., New-York, 1965, p 155.
C'est dans "*Towards colonial freedom*" (1947) que NKRUMAH développe brillamment sa théorie de l'indépendance.

Tout le projet politique de NKRUMAH consiste en une sorte de dialectique descendante où, à partir de la construction de l'unité par le haut, on verrait se déclencher une intégration sociale et économique. D'où la nécessité d'institutions centrales. Il convient d'examiner maintenant le projet de NKRUMAH.

2- LE REVE NKRUMAH : LE PANAFRICANISME INTROUVABLE.

"Go to the people. Live among them.

Learn from them. Love them. Serve them.

Plan with them. Start with what they know.

Build on what they have" (1)

Le projet politique de NKRUMAH, tel qu'il apparaît dans ses deux principaux ouvrages -Le CONSCIENCISME (2) et AFRICA MUST UNITE- semble être une mise en place hâtive et effective d'une bureaucratie pour l'intégration continentale. Accordant un rôle-clef aux institutions centrales appelées à produire, ex nihilo, l'unité des gouvernements, Kwame NKRUMAH entend déposséder les gouvernements locaux de certains pouvoirs. C'est ainsi qu'il s'empresse de faire adopter -au besoin en les adaptant- quatre grandes institutions :

1°- Une DIPLOMATIE COMMUNE pour éviter de représentations séparées et pour permettre à l'Afrique de parler d'une seule voix. Ici NKRUMAH fait remarquer que de la soixantaine d'Etats indépendants que devrait compter l'Afrique indépendante, aucun n'était en mesure d'être représenté dans tous les états africains, sans parler des états extra-africains.

(1) NKRUMAH K., *Africa must unite*, Panat, London 1963, p55.

(2) NKRUMAH K., *Le Consciencisme, philosophie et idéologie pour la décolonisation et le développement*, trad. L. Jospin, Payot, Paris 1964.

2°- Un BUREAU CONTINENTAL DE PLANIFICATION ECONOMIQUE. Pour NKRUMAH, aucun autre continent ne réunit autant de ressources du sol que le continent africain. Or, la balkanisation empêche que ces ressources puissent profiter aux africains. Et NKRUMAH de citer l'Amérique Latine comme anti-modèle. Il propose un marché commun africain et un développement auto-centré pour que les richesses soient exploitées d'abord au profit des africains.

3°- Un COMMANDEMENT MILITAIRE UNIFIE assurant une DEFENSE COMMUNE. Cela permettrait d'entretenir une seule armée efficace et seule susceptible de résister contre les menées subversives perpétrées par l'Impérialisme et le Néo-Colonialisme. L'exemple du CONGO Belge (actuel Zaïre) où Lumumba n'a pas pu défendre la souveraineté de son pays prouve que seule une armée continentale à commandement unifié peut faire pièce à toute agression dirigée de l'extérieur du continent.

4°- Un PARLEMENT continental à deux chambres :

- Une chambre basse où la représentation de chaque pays serait proportionnelle au nombre de ses habitants.
- une chambre haute où chaque état associé serait représenté sans autre considération.

Il est aisé de remarquer, d'ores et déjà, à partir de ce survol rapide de la pensée de NKRUMAH que son rêve, s'il doit s'accomplir, nécessite une forte bureaucratisation. L'intégration continentale, la réalisation de l'unité devait se faire par le haut en déposant les gouvernements locaux de certains pouvoirs.

En parcourant ce que Yves BENOT (12 : 104) appelle les "sinuosités de la voie ghanéenne", on remarque que NKRUMAH entend généraliser sa propre expérience politique. En l'absence d'un front uni pour mettre en place la politique poursuivie, il propose d'utiliser les positions de pouvoir déjà acquises pour progresser, réaliser des réformes. Il exhorte d'ériger en règle la succession de deux phases : l'action positive et l'action tactique.

L'intégration continentale, pas plus que l'indépendance, n'est pas pour NKRUMAH une fin en soi. Elle doit servir à assurer le bonheur au peuple, à assurer une vie heureuse pour tous. Il insiste sur le fait que l'unité africaine peut aisément se réaliser car il y a absence de haine raciale, de tout esprit de revanche ou de chauvinisme dans toutes les aspirations nationales.

Rendant compte du développement constitutionnel, administratif, social et économique du GHANA, il propose un schéma réactualisé d'analyse, le CONSCIENCISME. Il abandonne la réalisation de l'unité africaine par le haut et envisager d'y parvenir par le bas. Désormais, c'est par un rassemblement des multitudes polychromiques qui composent l'africanité que se fera l'unité africaine. L'africanité est pensée comme une totalité socio-historique à reconstituer.

C'est, indiscutablement, dans le Consciencisme, qu'il faut chercher le meilleur de la pensée de NKRUMAH. Il y est beaucoup plus à l'aise et semble avoir émigré du "mythe continentaliste" vers la théorie appuyée sur une pédagogie persuasive. NKRUMAH élabore ici, une théorie de l'action comme pour perpétuer le rêve. Le Consciencisme est une prise en charge de l'avenir, un avenir où l'idée de l'unité survit à la faillite de sa réalisation.

Après toutes les tentatives de regroupements (union avec la GUINEE, le LIBERIA; formation du Groupe de CASABLANCA), NKRUMAH constate l'échec de l'unité dans les faits et entreprend un travail qui l'amène à réfléchir sur les affres du passé. Il en arrive à la conclusion que, dans l'ère précoloniale, le mur de l'unité était déjà lézardé:

"La société africaine comprend une fraction
fidèle à notre genre de vie traditionnelle,
une fraction représentant la présence en
Afrique de la tradition musulmane, et enfin
une fraction trahissant l'infiltration de la
tradition chrétienne et de la culture de l'Europe
occidentale, dont les véhicules sont le colonia-

lisme et le néo-colonialisme. Ces trois fractions sont animées par des idéologies rivales. Mais, comme la société implique une certaine unité dynamique, il faut produire une idéologie qui, sincèrement soucieuse du bien de tous, prenne la place des idéologies rivales..." (1)

Des trois fractions qu'énumère NKRUMAH, on sent sourdre une nette sympathie pour la fraction traditionnelle alors que s'il est neutre à l'égard de la fraction musulmane, il se montre carrément hostile à l'égard de la fraction euro-chrétienne. Sur un ton qui rappelle le "Ujamaa, the basis of african socialism" de NYERERE en 1962, NKRUMAH décrit, en termes idylliques, la société traditionnelle en ces termes :

"Le visage traditionnel de l'Afrique implique une attitude sociale envers l'homme... qui ne peut être qualifiée que de socialiste. Ceci parce qu'en Afrique, l'homme est considéré avant tout comme un être spirituel, doué au départ d'une certaine dignité, intégrité et valeur intérieure. Cette théorie est agréablement opposée à l'idée chrétienne du péché originel et de la déchéance de l'homme" (2)

(1) NKRUMAH K., *Le Consciencisme*, op. cit p 106.

(2) NKRUMAH K., *Le Consciencisme*, op. cit p 107.

Par cette idéalisation de la société africaine traditionnelle, NKRUMAH cherche à "diaboliser" la fraction euro-chrétienne car

"pour réussir, l'administration coloniale eut besoin de cadres africains, qui, ayant droit à un certain minimum d'instruction européenne, furent contaminés par l'idéal européen, qu'ils acceptèrent tacitement comme valable pour la société africaine... Ils acquirent un certain prestige, auquel le développement harmonieux de leur propre société ne leur donnait pas droit" (1)

Tout en montrant tout le mal qu'il pense de cette "fraction euro-chrétienne" et tout en la vouant aux gémonies, NKRUMAH soutient que le bon choix serait une sommation harmonieuse de ces trois fractions :

"Il faut créer une harmonie nouvelle permettant la coexistence de l'Afrique traditionnelle, de l'Afrique musulmane, et de l'Afrique euro-chrétienne ; une telle coexistence serait en accord avec les principes de l'humanisme originel sur quoi repose la société africaine... Il faut donc une idéologie nouvelle capable de se cristalliser en une philosophie, mais n'abandonnant pas les principes humanistes de l'Afrique. Cette position philosophique surgira de la crise

(1) NKRUMAH K., Le Consciencisme, op. cit p 109.

de conscience africaine confrontée aux trois courants de la société africaine actuelle. Je me propose d'appeler cette position CONSCIENCISME" (1)

C'est donc à partir de l'idée d'une Afrique en crise d'identité qu'émerge le CONSCIENCISME. Il suppose la volonté clairement affichée d'assembler et de coller les morceaux d'une société qui accède à l'indépendance mais privée de mémoire et sans espérance, sans rêve.

Le Consciencisme doit restaurer et protéger durablement les traits principaux de la personnalité africaine : le communalisme, l'humanisme, l'égalité, l'harmonie. Et ce sont ces traits qu'il faut, non pas opposer mais amalgamer aux apports des "jihadis arabo-islamiques" et des "croisades euro-chrétiennes" pour, dans un avenir proche, réaliser l'intégration continentale que l'accession en ordre dispersé à l'indépendance n'a pas réalisée.

3- NKRUMAH : LA CHUTE FINALE.

Un coup d'état en 1966 a mis fin au rêve et au mythe NKRUMAH. En même temps s'évanouissait l'espoir de l'intégration continentale à court terme. Tout en voyant dans ce coup d'état, la perte d'un maillon décisif dans la chaîne de lutte contre l'Apartheid en Afrique du sud et les autres discriminations en Rhodésie (Zimbabwe actuel), au Mozambique et en Angola, NYERERE ne peut s'empêcher de dire :

(1) NKRUMAH K., Le Consciencisme, op. cit p 109.

"He made the mistake of allowing corruption
and it has overwhelmed him"(1).

Mais c'est à la Conférence des chefs d'Etat au Caire juste après la Révolution à Zanzibar et la mutinerie au Tanganyika, Uganda et Kenya (1964) que NYERERE répondant à NKRUMAH sur l'humiliante attitude qui l'avait conduit à faire appel à un "agent impérialiste", avait marqué sa divergence avec NKRUMAH sur la construction de l'Unité continentale. C'est ainsi qu'il a pu lui déclarer :

"I am becoming increasingly convinced that
we are divided between those who genui-
nely want continental government and
patiently work for its development, and
those who simply use the phrase "Union
government" for the purpose of propaganda.
Some people are willing to use their great talent
to wreck any chance of unity on our continent,
as long as some stupid historian can record that
they wanted unity at a time when nobody else did" (2)

Sur le plan de l'analyse pratique et usant d'une extraordinaire volonté de synthèse et de conciliation, NKRUMAH a fait du GHANA qui était, incontestablement, le berceau de l'idée continentaliste ou, à tout le moins, un territoire-guide -pour utiliser ce terme fanonien- la pointe la plus avancée du projet panafricaniste. Etat-pilote, état-modèle, le GHANA était pour NKRUMAH la "propédeutique" incontournable pour

(1) NYERERE cité par William Edgett Smith in "NYERERE OF TANZANIA" (105 : 159).

(2) NYERERE J.K., cité par William Edgett Smith in "NYERERE OF TANZANIA" (105 : 129-130).

la réalisation du rêve de l'intégration continentale. C'est pourquoi au GHANA, la suppression des chefferies traditionnelles était appelée à servir d'exemple à l'abolition pure et simple des frontières héritées de la colonisation. Pour récupérer les ressources de l'Afrique et les remettre aux Africains, NKRUMAH a procédé aux grands travaux du barrage de la VOLTA et du port de TEMA, au plan septennal de rachat des mines et de la multiplication des fermes d'Etat. Le but est toujours le même : faire du GHANA la "maquette" de l'Afrique idéale.

Défait dans l'action, réfugié dans la pensée avant de vivre sa pensée dans l'exil -il mourra en exil à Bucarest en 1972- kwame NKRUMAH comprenait déjà, en 1966, qu'une

"société africaine idyllique et sans classe
(dans laquelle il n'y avait ni riches ni pauvres)
jouisse de la sérénité des drogues, est certainement
une simplification facile ; il n'y a plus aucune
preuve historique ni même anthropologique
qu'une telle société ait jamais existé. Je crains
que la réalité de la société africaine n'ait été
un tant soit peu plus sordide" (1)

Misant sur l'idéal panafricaniste comme d'autres misent sur un seul cheval, accrochant la vie sur le seul rêve panafricaniste comme d'autres accrochent un navire sur une seule ancre, NKRUMAH sans avoir inventé l'idée africaine, sans avoir été le seul à vouloir que l'idée s'incarne dans l'événement et l'histoire du monde, a le mérite d'avoir été le seul à proposer de façon concrète une issue pour sortir l'idée panafricaniste du vague des aspirations sentimentales et du brouillard épais, doux et lénifiant où elle flotte encore à ce jour.

(1) Kwame NKRUMAH cité par Paulin HOUNTONDI in "sur la philosophie africaine, Maspéro, Paris, 1977, p 207.

Depuis le "TOWARDS Colonial Freedom" en passant par l'AUTOBIOGRAPHY, AFRICA MUST UNITE, CONSCIENCISM et le Handbook of Revolutionary warfare (Manuel de la guerre révolutionnaire), NKRUMAH allie ou alterne l'action (la praxis) et la théorie. Peu à peu, il a acquis la conviction que l'unité de l'Afrique ne peut se réaliser que par la coordination des mouvements alliés de libération. C'est pourquoi il propose, entre autres, :

- 1°- La mise sur pied d'un PARTI REVOLUTIONNAIRE POPULAIRE PANAFRICAIN (All African People's Revolutionary Party).
- 2°- La création d'une Armée Révolutionnaire Populaire Panafricain (All African People's Revolutionary Army).
- 3°- La mise en place d'un Comité Panafricain de coordination politique (All African Committe for Political Coordination).

L'accession à l'Indépendance était pour NKRUMAH, la première marche dans cette ascension dialectique vers l'INTEGRATION CONTINENTALE qui seule aurait permis à l'Afrique de restaurer son identité, de se refaire une virginité car l'unité fait la force pour reprendre au colonisateur belge sa devise. Pour faire régner la justice, l'égalité et la dignité, il fallait, selon NKRUMAH, qu'en Afrique, s'installe, se réinstaure le principe du "HOMO HOMINI HOMO" et non pas celui du "HOMO HOMINI LUPUS" importé et imposé par la colonisation.

Comme prodrome à l'intégration continentale l'indépendance selon NKRUMAH aurait évité au continent africain les tristes records du nombre des guerres frontalières et du nombre de réfugiés. Même renvoyée aux calendes grecques, cette vision nkrumahienne de l'avenir du continent noir a été reprise et vécue d'une autre manière par un africain appartenant à la "lusophonie" africaine, Amilcar CABRAL pour qui l'Indépendance, en tant que moment dialectique dans l'ascension du "Golgotha politique, économique, social et culturel", est une SYNTHÈSE PROVISOIRE.

CHAPITRE III

AMILCAR CABRAL ET L'INDEPENDANCE COMME SYNTHESE PROVISOIRE

L'action et la pensée d'Amilcar CABRAL -que ses camarades appelaient, volontiers, le "rassembleur" (1)- ont comme toile de fond l'empire colonial portugais. Pionniers de la colonisation du continent noir, les Portugais administraient avec une poigne d'enfer, les vastes territoires d'ANGOLA, du MOZAMBIQUE, de GUINEE BISSAU, de CAP VERT (Cabo verde), de SAO TOME et Principe.

Le contexte dans lequel s'inscrit l'action et la pensée d'Amilcar CABRAL est un contexte colonial où colonisateurs et colonisés ont la conscience d'appartenir à une humanité commune. C'est cette conscience qui pousse le Portugal à retarder la décolonisation et à refuser toute idée d'émancipation aux peuples qu'il administre.

Mon propos dans cette brève présentation de l'oeuvre et de la pensée d'Amilcar CABRAL se limitera à l'analyse des conditions historiques et aliénantes du colonialisme portugais qui sont à l'origine du surgissement de la guerre du peuple en GUINEE-BISSAU. Pour être précis, on peut dire que la GUINEE BISSAU de CABRAL a été la victime d'un colonialisme classique aussi anachronique que rétrograde, orienté par une pernicieuse idéologie de domination que CABRAL a appelé le "racisme primitif".

Colonie d'encadrement et d'exploitation, la GUINEE BISSAU -avec les archipels de Cap Vert et de Sao Tomé et Principe- est un sous-ensemble territorial véritablement portugais. Alors qu'en Angola et au Mozambique, s'est accumulé un capital d'origine pas forcément portugaise, en GUINEE BISSAU, tous les mouvements de capitaux d'importation ou d'exportation, s'effectuent dans un cycle, dans un circuit exclusivement portugais. C'est à travers les chefs traditionnels, les cipayes et les assimilés que se passe le contact entre le peuple de Guinée et les Portugais.

Guinée Bissau est donc une colonie fondée sur l'exploitation commerciale, l'impôt et le travail forcé. L'agriculture y est destinée à l'économie de troc même si la terre n'est pas possédée par des éléments allogènes.

La tâche première de l'action d'Amilcar CABRAL a été de répertorier les contradictions que comportait l'univers social guinéen. Il pressent et affirme clairement que les paysans constituent une couche et non une classe. Pour CABRAL la principale contradiction interne se situe entre les classes dirigeantes et toutes les

autres. La campagne étant l'élément essentiel de l'économie guinéenne, CABRAL remarque que la couche de paysans pauvres y est doublement exploitée (aussi bien dans le troc commercial avec les Portugais que dans le travail fourni au chef traditionnel). C'est cette couche qui doit constituer la force physique principale pour la lutte de libération nationale. Le rôle de la paysannerie dans la production des richesses est fondamental car :

"On peut dire que tout le monde appartient
à la paysannerie, parce que tous vivent grâce
aux produits de la terre. Même le fonctionnaire
qui gagne son salaire vit de l'arachide, de l'huile
de palme etc... car il n'y a pas d'industrie dans
notre pays. Tout le revenu en Guinée provient de la terre". (1)

Les conditions objectives de la Guinée telles que l'analyse CABRAL, ne peuvent que conduire la couche paysanne à être vitalement intéressée à la lutte pour de rapides mutations sociales. Le rôle de CABRAL est d'arriver à instiller, par une pédagogie appropriée, la détermination subjective ; il fallait que très vite le peuple prenne conscience de l'exploitation qui se réalise indirectement à travers le commerce, par la différence entre les prix et la valeur des produits.

En égard à l'univers social et aux contradictions internes aux différentes catégories et couches sociales, le surgissement de la guerre du peuple rendait nécessaire l'analyse concrète de la situation réelle du pays. Pour Amilcar CABRAL, il fallait partir de la réalité historique, ethnique, géographique, économique, sociale et culturelle (2). En effet, la Guinée Bissau se caractérisait essentiellement par l'absence de montagnes, l'extrême sous-développement économique, les calamités sociales, l'obscurantisme et à l'aliénation culturelle, l'émiettement et le fractionnement ethnique.

(1) Amilcar CABRAL, *Causeries au Séminaire des Cadres*, 1969.

(2) Lire à ce propos, Amilcar CABRAL, *Unité et Lutte*, PCM MASPERO, Paris 1975, p 65-87.

Dans la pensée de CABRAL, la lutte de libération nationale ne pouvait s'accomplir que par une révolution. Cette lutte doit appeler, dans ses motivations et au cours de son évolution, la prise en charge de secteurs, couches, fractions ou classes de plus en plus larges de l'ensemble social. En Guinée-Bissau, le déroulement de la lutte doit obéir à un schéma qui commence d'abord par la MOBILISATION, la propagande armée et, ensuite, se perpétue par l'organisation d'une vie spécifique des relations sociales.

1- LE LANGAGE DE LA MOBILISATION : UNITE ET LUTTE

Après l'analyse des conditions concrètes de la Guinée Bissau et après être convaincu que pour en finir avec le colonialisme portugais, il faudra un travail de longue haleine, Amilcar CABRAL, avec la fondation du P.A.I.G.C. (1) esquisse la première ébauche d'analyse politique pour dégager une stratégie de lutte anti-coloniale. Il a la ferme conviction que

"c'est au prolétariat de Guinée qu'incombe le rôle de diriger la lutte anticolonialiste. De grandes possibilités existent pour réaliser l'alliance nécessaire entre le prolétariat et la paysannerie. La bourgeoisie pourra jouer le rôle de bourgeoisie nationale révolutionnaire. Les travailleurs urbains possèdent les conditions nécessaires pour que le travail de prise de conscience politique puisse immédiatement se réaliser en leur sein, puisqu'ils ont une vision concrète de l'unité nationale".

(1) P.A.I.G.C. : Partido Africano da Independência da Guiné et Cabo Verde.

Le premier souci de CABRAL est de trouver un langage approprié à l'adresse des groupes sociaux qui affrontent la réalité quotidienne de l'exploitation. C'est la tâche assignée à la mobilisation. C'est pourquoi, à partir de la Guinée du remuant SEKOU TOURE, CABRAL dirige la première école des cadres parallèlement à la formation politique générale, les mobilisateurs reçoivent un enseignement qui leur permet d'affiner les arguments qu'il faut tenir. En somme, sous des formes diverses, le but est de lier le sort de chaque élément de la population, à celui des masses. Il faut faire de chaque poste occupé une forteresse de combat pour la destruction immédiate du colonialisme portugais. Il s'agit d'entraîner à la prise de conscience de la nature de l'exploitation et de franchir le pas qui va de la révolte individuelle à l'engagement politique.

En quelque sorte, l'entreprise de CABRAL conduit à placer tout un chacun devant le miroir qui lui renvoie l'image de la domination coloniale. Chacun, par une sorte de maïeutique s'aperçoit de la discrimination sociale et raciale, identifie les freins à sa promotion sociale, remarque l'utilisation de son rôle au profit du colonialisme, observe les blocages dans la mobilité professionnelle. Et peu à peu, de fil en aiguille, chacun remarque qu'il convient de ne pas différer l'heure du choix définitif. Il convient, hic et nunc, de parler et d'agir car l'alternative laisse le choix entre être Patriote ou traître.

Au moment où s'engage la lutte armée, CABRAL est déjà devenu un redoutable technicien de la subversion même s'il n'apparaît pas encore un idéologue génial. On sait désormais que l'alliance qu'il appelle de tous ses vœux avec les pays du SOCIALISME REEL est plutôt la conséquence d'une nécessité tactique que le fruit d'une parenté idéologique. De plus en plus, il est convaincu que l'expérience est le lieu de naissance des principes qui guident la lutte, et la théorie pure doit être ramenée au rang des opinions.

Unité et Lutte, répète inlassablement et presque écholaliqument CABRAL. La lutte est le principe et la fin de l'unité : unité de la Guinée et du Cap vert, unité entre les colonies portugaises engagées dans une même guerre. C'est dans cet ordre que

CABRAL et les Angolais ont persuadé et poussé le Mozambique à prendre les armes et lutter pour que l'armée portugaise soit dispersée sur plusieurs fronts et s'épuise dans une longue et coûteuse guérilla.

Dans sa démarche en vue de persuader ses compatriotes de la nécessité de la lutte dans l'unité, CABRAL entend déstabiliser d'abord les agents du pouvoir colonial. C'est ainsi que les soldats, les sergents et les officiers au service du pouvoir colonial sont appelés à retourner leurs armes contre leurs chefs fascistes. Etant donné que la Guinée est, essentiellement, une colonie d'exploitation commerciale et non de peuplement blanc, les colons eux-mêmes se trouvent dans une position soit d'INDIFFERENCE soit d'HESITATION par rapport à la lutte armée. CABRAL s'adresse à eux en ces termes :

"Nous faisons la distinction entre colonialisme portugais et colons portugais, de la même façon que nous distinguons entre un véhicule et ses roues... Si vous n'avez pas le courage d'appuyer notre lutte, conservez votre dignité d'homme, refusez-vous à servir les colonialistes portugais, prenez une position de neutralité par rapport à notre lutte de libération" (1)

La première année de mobilisation générale, d'inoculation idéologique et de campagne d'intimidation ou de persuasion se solde, aux dires des autorités coloniales portugaises elles-mêmes, a été "excellente" pour les nationalistes.

 (1) Cité par Mario de Andrade in "Amilcar Cabral", PCM Maspéro, Paris 1980, p 106.

Les artisans de ce succès sont essentiellement les combattants du parti venant des forêts, des zones marécageuses, et des villages lointains... armés d'un matériel efficace, d'un courage et d'une discipline à toute épreuve ainsi que de la connaissance des conditions concrètes et des objectifs de la lutte.

Fin stratège et appuyé par un attachement inconditionnel du peuple et des combattants, CABRAL va de succès en succès mais en même temps, la P.I.;D.E. (la police politique portugaise) s'organise. Le travail glorieux de mobilisation commence à s'essouffler :

"Au fur et à mesure que nous avons grandi, les choses se sont améliorées, les gens ont commencé alors à prendre du souffle pour se reposer. On entend dire : Que d'autres agissent, moi je ne ferai plus rien. Je chercherai les moyens de tromper comme je pourrai... C'est dommage, car autrement notre lutte serait déjà terminée. Si nous avions avancé avec la même audace avec laquelle nous l'avions fait, aux premiers moments de notre lutte armée, par exemple, au moment où nous avons attaqué les portugais, avec peu d'armes ; si aujourd'hui avec l'armement dont nous disposons, canons, mortiers, bazoukas, et avec notre expérience, si aujourd'hui les camarades avaient pris la décision de se dire : je ne m'arrêterai pas un jour, je vais m'attaquer aux Portugais tous les jours, la guerre serait déjà finie" (1).

(1) Amilcar CABRAL, Causeries au Séminaire des cadres : "Evolutions et perspectives de la lutte", 1969

Après la première année de lutte, le Parti est déjà malade et CABRAL déplore la perte progressive de l'esprit d'initiative et d'audace. Lors de la 6ème Conférence des cadres responsables du parti qui sera dénommée 1er Congrès du Parti -tenue à Cassada, les dirigeants font le diagnostic du corps social et se proposent de lui administrer une thérapeutique efficace. Les congressistes font l'inventaire des tares et failles constituant les principales conduites déviant de la ligne du parti. Ils ont pu relever :

- 1- La *regulundade* : l'esprit du chef autour duquel s'organisent les clientèles ;
- 2- La *catchorindade* : le servilisme ;
- 3- La *mandjoandade* : esprit de clan ; à partir d'un transfert de réseau de solidarité attachée traditionnellement à la classe d'âge ;
- 4- Le militarisme et le commandisme : tendances marquées à privilégier l'action armée, l'aspect instrumental au détriment de la réalité politique, à rechercher l'obéissance aveugle des combattants.

Après les succès engrangés dans la première année de lutte commencent à apparaître au sein du parti une certaine démobilisation et une indiscutable désorientation. Apparaissent alors des pratiques découlant de l'utilisation abusive de l'autorité des responsables armés, la polygamie, le fétichisme, le maraboutisme, le recours quasi-obsessionnel aux griots (*djidiu*). Pour CABRAL, ces déviations découlent d'un conflit au niveau des mentalités et surtout de l'hiatus entre modernité et traditions. L'observation des nouvelles lois et l'enracinement des méthodes du parti ne vont pas sans violence contre les pesanteurs traditionnelles. C'est ainsi que CABRAL tire la conclusion suivante :

" le plus grand danger dans notre lutte
ne réside pas dans le fait que les Portugais
puissent nous battre, car, si nous voulons,
nous ne nous laisserons pas vaincre.
Le plus grand danger consiste à permettre
que la lutte nous dépasse, nous étouffe,
que nous n'avancions pas avec elle,
que nous restions en arrière, attachés aux
vieilles habitudes dans le laisser-faire,
ne respectant pas, n'accomplissant pas les
mots d'ordre du parti".

Après le Congrès de Cassaca, un nouveau souffle habite les dirigeants mais Amilcar CABRAL poursuit son entreprise d'analyse des facteurs internes et externes prédisposant à la démobilisation. Il cherche toujours le fondement de l'explication des conduites déviantes dans les conditionnements sociaux, économiques et l'arriération culturelle. En 1965, il élabore les "Mots d'ordre" et les adresse aux combattants et aux militants.

Répartis en huit chapitres, les "Mots d'ordre" sont, de l'avis de Marie de Andrade, tout à la fois un clair exposé des principes politiques, un ensemble de directives pour la praxis sociale, une critique des conduites déviantes des responsables et un cadre de référence pour l'explication et la solution des problèmes au cours de la guérilla.

CABRAL cherche, dans ces "Mots d'ordre" non pas à élaborer des formules frappantes pour les besoins de la rhétorique révolutionnaire, mais l'expression de l'unité dialectique de la pensée et de l'action. Il veut saisir à chaque moment la réalité dynamique, tirer les leçons des erreurs et des victoires car, dit-il, il faut penser pour agir et agir pour mieux penser.

Dans ce va-et-vient incessant entre la théorie et le praxis, entre l'idéal et le réel, CABRAL en arrive à adopter une démarche intellectuelle et élabore, en 1966, un document intitulé "Pour la Réorganisation des Forces Armées Révolutionnaires du Peuple" où il établit un rapport d'ordre sociologique entre les conduites déviantes et les origines des combattants. Il exhorte les militants à

"accorder la plus grande attention,
connaître le mieux possible les caractéristiques
essentiels de chaque phase de notre lutte.
Bien savoir quelle est la situation de l'ennemi,
chercher à savoir à partir de ses propres actions
et attitudes quels sont ses plans, voir clairement
quelles sont ses difficultés, ses faiblesses, et aussi
quelles sont ses forces principales."

Dans notre analyse tendant à caractériser les forces et les faiblesses de l'ennemi, CABRAL trouve d'abord qu'au sein des classes qui forment le peuple portugais, existent des comportements différents à l'égard de la guerre coloniale. Il se trouve des Profiteurs et des Victimes. C'est ainsi que même au sein de l'armée, les officiers supérieurs tirent bénéfice de la guerre alors que les miliciens et militaires de base la subissent. Des contradictions et des conflits d'intérêt existent

"non seulement au sein du peuple portugais
et au sein des forces armées colonialistes,
mais aussi entre les dirigeants eux-mêmes et
les classes dirigeantes au Portugal, entre le
Gouvernement du Portugal et le gouvernement
colonial..., entre celui-ci et l'état-major, entre
les officiers au sein de chaque commandement,
les officiers et leurs troupes en général".

Ces contradictions et conflits d'intérêt constituent, évidemment, les faiblesses de l'ennemi et ouvrent la brèche dans laquelle il faut s'engouffrer au plus vite pour porter un coup fatal à l'ennemi colonialiste.

Les forces de l'ennemi, quant à elles, reposent sur des facteurs externes et internes à la Guinée qu'on peut énumérer rapidement :

Les facteurs externes :

- a- L'ignorance, le retard et la situation d'oppression politique et sociale dans laquelle vit le peuple portugais qui subit tour à tour et en même temps la répression fasciste et la propagande colonialiste.
- b- Le soutien des alliés de l'OTAN.
- c- La faiblesse économique du Portugal. En effet, pays sous-développé dont le seul record est d'avoir le taux le plus élevé d'analphabètes en Europe, comme le disait Mobutu à la Tribu de l'ONU en 1974, le Portugal ne possédait pas les conditions économiques pour se défaire de ses colonies ni pour les exploiter à bon compte. Le Portugal avait cette nécessité intrinsèque d'avoir à dominer totalement les pays sur le double plan politique et économique. Cette sorte de faiblesse apparente constituait en réalité sa force.
- d- Les divisions et les mésententes entre les Etats africains car l'Afrique indépendante ne réunissait pas encore tous les moyens nécessaires et ne maîtrisait pas encore tous les leviers de commande pour aider non seulement le peuple guinéen mais aussi le Mozambicain, l'Angolais, le Zimbabwéen etc...

Les facteurs internes :

- a- La trahison de quelques chefs traditionnels (regulos) généralement nommés par le pouvoir colonial.
- b- L'insuffisante conscience nationale d'une grande partie du peuple.

- c- Les troupes et l'armement des colonialistes leur procurent une grande capacité (humaine, matérielle, technologique) leur permettant de mener une guerre totale et de longue portée.
- d- Les faiblesses, les erreurs, les louvoiements de la ligne politique du Parti.
- e- L'inexistence, en Guinée, des biens matériels de grande valeur appartenant aux Portugais ainsi que des grands investissements. Cela explique les destructions massives et les bombardements intempestifs.
- f- La trahison, voire l'indifférence, face à la lutte, de la plupart des secteurs de la petite bourgeoisie (administrateurs, secrétaires, chefs de poste, officiers, ingénieurs...)

Eu égard à la situation qui prévaut en Guinée, en considération des forces et des faiblesses du colonialiste mais aussi au regard des erreurs et des déficiences des "indépendantistes" (tendance à l'improvisation, manque de planification, indiscipline, usage abusif de l'autorité, mésentente entre Responsables, abus des rapports entre forces armées et peuple etc...), CABRAL pense sérieusement à forger un "nouvel être social" sur le double plan politique et moral. Il faut, tout en continuant la lutte, éradiquer la résistance passive dans l'application des mots d'ordre du parti et veiller à l'intégration effective des femmes. Il faut condamner le plus énergiquement la pratique concrète d'actes malhonnêtes, d'abus d'autorité, de profit, de plaisir sexuel et de la recherche des biens matériels. CABRAL demande d'être

"conscient du fait que les erreurs sur le plan
politique et moral sont bien plus importantes
que celles commises sur le plan de la lutte armée".

Dans les Régions libérées, il faut organiser moralement et politiquement les populations en partant nécessairement et incontournableement d'une "SYNTHESE PROVISOIRE" qui seule permettra d'instaurer ce "Nouvel Être Social".

2- LA SYNTHÈSE PROVISOIRE

CABRAL a entrepris un important travail de théorisation qui lui a permis de dire ce qu'il pensait ou, plutôt, de penser ce qu'il disait mais aussi, sans concession aux dogmes, de prédire ce qui lui semblait logiquement inévitable quant à l'avenir de la lutte et à l'avenir de ceux qui étaient engagés dans la négation de l'oppression.

Pour CABRAL, la lutte contre l'occupant colonial doit nécessairement et inmanquablement se transformer en une révolution par laquelle le colonisé doit opérer son retour à l'histoire. Son acception du terme "Révolution" se réfère au changement consécutif à un renversement d'hégémonie grâce à la lutte de classes comme le disent les Marxistes. Cependant, on ne peut vraiment analyser la guerre pour l'éradication de l'oppression coloniale en termes de luttes de classe même si d'après Marx et Engels, dans les premières phrases du Manifeste, la lutte des classes est le moteur de l'histoire.

La guerre contre l'opresseur colonialiste paraît plus simple et relativement plus complexe qu'une confrontation de classe car, d'une part, elle oppose globalement deux totalités irréductibles à des simples classes et, d'autre part, plus complexe, parce que derrière les protagonistes directs du conflit se trouvent opposés réellement des intérêts de classe mais à l'échelle planétaire où deux idéologies opposées sont âprement face à face et vivent la période dite de "guerre froide".

L'implication des puissances occidentales dans le conflit opposant le Portugal à ses colonies était voilée parce que le Portugal était une espèce de "prête-nom" aux intérêts des multinationales qui avaient massivement investi en Angola -pétrole oblige- et au Mozambique, voire à Sao Tome e Principe ou, même au Cap Vert.

On pouvait dès lors entendre ou lire des titres qualifiant le Portugal de "SERVANT OF GREAT POWERS" ou de "NATO'S HIDDEN WARS" (1).

Sachant qu'il ne peut demander aux puissances de l'OTAN de l'aider à se débarrasser de la mainmise portugaise, CABRAL s'est tourné vers les puissances du bloc de Varsovie mais il savait que les mouvements de libération des colonies portugaises avaient une fâcheuse et maladroite tendance à combler leur vide théorique par le biais d'un mimétisme consistant à consommer, sans interrogation aucune, sans l'ombre d'une hésitation, l'idéologie du camp socialiste qui leur fournissait armes et munitions. Au milieu de ses propres doutes, de ses propres angoisses et bévues, CABRAL sait qu'il doit se fier à ses propres instincts et qu'il doit trouver seul le chemin qui le mène à la victoire sans besoin d'un quelconque éclairage théorique ou d'un béquillage idéologique. Pour cela, il revendique à tout le moins, l'indépendance de la pensée. Au nom de cette indépendance, il ouvre une brèche dans la sacro-sainte chapelle du matérialisme historique et met en doute l'apophthème marxien de l'identité entre l'histoire humaine et l'histoire de la lutte des classes :

"Concevoir l'histoire de cette manière,
serait -et nous nous refusons de l'accepter-
considérer que plusieurs groupes humains
d'Afrique, d'Asie et d'Amérique vivaient
sans histoire, au moment où ils furent soumis
au joug impérialiste. Ce serait considérer
que les Balantes de Guinée, les Kouaniama

(1) Lire à ce propos, HUMBARACI A, et MUCHNIK N, Portugal African Wars, Macmillan, London 1974, chap. 4 et 5.

d'Angola et les Makonde du Mozambique
 vivant encore aujourd'hui- si nous faisons
 abstraction de légères influences du
 colonialisme auxquelles elles furent soumises-
 en dehors de l'histoire ou n'ont pas d'histoire" (1)

CABRAL vise, non à savoir si les populations dont il parle vivent dans la préhistoire, mais à soutenir qu'il peut y avoir révolution sans "lutte des classes", une révolution qui se situe avant les classes ou qui voudrait ne jamais connaître la lutte des classes. Pour lui, il faut de toute urgence et par tous les moyens, s'employer à la rude tâche de transformation de la guerre de libération nationale en une révolution qui débouche sur une indépendance décidée à opérer un énorme saut qualitatif qui, puisant dans son passé antecolonial, se projette dans un avenir radieux où la question de classes ne peut plus se poser. Il faut partir de l'idéal d'une société sans classe pour aboutir à une société sans classe ayant réhabilité et restauré l'harmonie, le partage et l'entraide. On se trouve là en face de l'idéal Ujamaa, du rêve de NYERERE, du nôtre et des autres.

Dans sa conviction la plus intime, CABRAL se propose de passer à la phase incontournable de destruction créatrice à travers le contrôle du PAIGC. Ce parti destiné à devenir le "Parti-Etat" tant honni aujourd'hui, prend en charge toute l'organisation de la vie sociale dans les régions libérées tant en ce qui concerne l'éducation et la santé que l'économie et la justice. IL dirige cumulativement et/ou alternativement les tâches administratives et politiques. Une idée centrale est au centre de toute la pensée de CABRAL :

(1) Amilcar CABRAL, Unité de Lutte, op. cit p 154-155

"libération nationale, lutte contre le colonialisme, construction de la paix et du progrès, indépendance- tout cela, ce sont des choses vides et sans signification pour le peuple si elles ne se traduisent pas par une amélioration réelle de nos conditions de vie. Il ne sert à rien de libérer une région si son peuple ne peut disposer d'articles de première nécessité pour la vie courante"(1)

Dans les régions libérées , CABRAL échafaude, sans coup férir, le laboratoire de ce qui constituera la matière première de la reconstruction nationale. C'est ainsi que dans les domaines de l'Education Nationale, de la Santé, de la création des magasins du peuple et de la justice, CABRAL entend d'ores et déjà, ne pas tomber dans les pièges laissés tendus par le colonisateur. Il espère et se propose de mettre en place un nouveau projet social. C'est ainsi que le contenu des mesures prises dans les quatre domaines susmentionnés se trouve la projection de l'avenir.

C'est dans le fracas des armes que CABRAL a bâti une théorie politique sur la praxis sociale et vaqué à la formulation des concepts qui deviendront opératoires en Angola, au Mozambique et partout ailleurs où, après l'expérience de Ho Chi Minh et de Che Guevara, la lutte armée s'impose pour retrouver la dignité, la liberté et l'identité.

CABRAL est remarquable par son ancrage dans les vivantes réalités, par l'exigence intellectuelle de connaître les contours, les tenants et les aboutissants des contradictions sociales. C'est pourquoi, dans son analyse théorique du développement de la lutte armée, on voit apparaître comme un faisceau de réalités

(1) Amílcar CABRAL, Les Mots d'ordre, ibid.

inséparables. C'est ainsi qu'on voit CABRAL réfléchir sur l'orientation politique de sa conduite, la perception des comportements sociaux, la stratégie militaire, les aménagements ou la refonte des structures du pouvoir ainsi que le choix des alliances extérieures.

Pour CABRAL, la lutte de libération nationale doit se conduire de manière à rendre impossible "le stade ultime de l'impérialisme" : le Néo-Colonialisme. Pour lui, la décolonisation pacifique s'est soldée par un fiasco car elle a favorisé la promotion des valets de l'impérialisme qui constituent les pseudo-bourgeoisies locales alliées au capitalisme mondial. C'est là l'origine et l'éclosion du phénomène de classe dans les anciennes colonies.

CABRAL n'oublie cependant pas que la petite bourgeoisie autochtone joua un rôle de locomotive dans le mouvement de pré-indépendance et s'installa, presque partout, dans le lit de l'ancien occupant en présidant à la mise en place d'un système colonial sans colonisateur et en développant une rhétorique révolutionnaire sans acteur de la révolution. Ayant arraché l'indépendance, l'ayant acquise plutôt que conquise, la petite bourgeoisie ne peut que "trahir la révolution ou se suicider comme classe :

"Pour maintenir le pouvoir que la libération nationale met entre ses mains, la petite bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : laisser agir librement ses tendances naturelles d'embourgeoisement, permettre le développement d'une bourgeoisie bureaucratique -et d'intermédiaires- du cycle des marchandises, pour se transformer en une pseudo-bourgeoisie nationale, c'est-à-dire nier la révolution et se rallier

nécessairement au capital impérialiste.
 Or tout cela correspond à la situation néo-coloniale, c'est-à-dire à la trahison des objectifs de libération nationale. Pour ne pas trahir ces objectifs, la petite bourgeoisie n'a qu'un seul chemin : renforcer sa conscience révolutionnaire, répudier les tentatives d'embourgeoisement et les sollicitations naturelles de sa mentalité de classe, s'identifier aux classes laborieuses, ne pas s'opposer au développement normal du processus de révolution. Cela signifie que, pour remplir parfaitement le rôle qui lui revient dans la lutte de libération nationale, la petite bourgeoisie révolutionnaire doit être capable de se suicider comme classe, pour ressusciter comme travailleur révolutionnaire, entièrement identifiée avec les aspirations les plus profondes du peuple auquel elle appartient... Cette alternative -trahir la Révolution ou se suicider comme classe- constitue le choix de la petite bourgeoisie dans le cadre général de la lutte de libération nationale" (1)

Chez CABRAL, la pensée est indissociable de l'engagement et surtout, sa pensée ne peut s'élaborer que dans cette dialectique de la lutte et de l'unité, de la thèse et de l'antithèse. Pour lui, l'histoire est lutte. Même si il réfute la thèse de la lutte des classes comme moteur de l'histoire, il sait pertinemment qu'il peut se délecter et se morfondre dans l'idée de croire qu'il suffit de penser, d'interpréter le monde, le réel, pour le transformer.

(1) Amilcar CABRAL, Unité et Lutte, op. cit. p 168-169

L'indépendance qu'il faut à tout prix conquérir doit être l'occasion de repenser et reprendre toute l'histoire faite de hauts, de bas, de réussites et d'échecs, de forces et de faiblesses. Elle exigera une synthèse des contradictions diverses, elle demande des compromis passagèrement incontournables, elle demandera pendant un moment de manger de la vache enragée mais en pensant aux lendemains qui ne peuvent que chanter.

Du coup, dans la pensée de CABRAL comme dans celle de NYERERE, l'indépendance sera d'abord celle "du drapeau" (uhuru wa bendera) et sans faire l'impasse sur les problèmes d'analyse de la situation, il faudra qu'elle soit l'occasion de redorer le blason terni par des siècles d'humiliation mais aussi le tremplin qui propulse vers un avenir meilleur. Le Bonheur, en somme, c'est toujours pour demain !

DEUXIEME PARTIE

**UJAMAA : LES MEANDRES DE LA
PRAXIS**

Poursuivant une analyse "chronotomique" de l'évolution, des inflexions de la pensée de NYERERE, je m'efforcerai de le situer sur la scène politique nationale et voir comment il essaie d'interpréter la dialectique Idéologie-Société. A ce point précis, j'essaierai d'analyser l'influence de la situation de NYERERE dans les structures sociales (agraires essentiellement).

Non architecturale, ondoyante, la pensée de Julius NYERERE est marquée par un idéal d'équité (égalité) et de dignité. Le pragmatisme, dans la praxis, l'emporte sur d'inflexibles principes. Sa pensée et sa pratique politiques sont souvent qualifiées d'utopie. Loin de là ! Je persiste à penser que NYERERE, après tout, n'est qu'un homme politique, fait de tous les hommes politiques, qui les vaut tous et que vaut n'importe quel homme politique.

L'Ujamaa fait rêver - a fait rêver-, et a fait croire en l'avènement d'un socialisme à visage humain, en l'existence d'une troisième voie. La réalisation de l'Ujamaa a dépité, dégoûté ceux qui se sont aperçus de la tiédeur idéologique, du pragmatisme de NYERERE à telle enseigne que les "déchus de l'Ujamaa" sont nombreux. Tout compte fait, s'il faut porter un jugement (qui ne peut être que provisoire), je pense que NYERERE ne mérite ni le ciel ni l'enfer, il ne mérite ni un excès d'honneur ni une indignité, pour paraphraser ces excellents vers raciniens. Après tout, qu'importe de tomber du ciel quand on a rêvé d'escalader les étoiles ?

Depuis la publication de "UJAMAA : the basis of african socialism" jusqu'à la Déclaration d'Arusha, en passant par l'élaboration du premier plan quinquennal de développement, le SOCIALISME n'est même pas une attitude d'esprit (1), il est du domaine d'une rhétorique politique sans rapport avec la réalité. L'entendement commun ne distingue pas socialisme d'indépendance, de nationalisme ou de développement. Et puis, pour les rares intellectuels de l'époque, qui oserait s'identifier au colonisateur alors qu'un prêt-à-porter idéologique -wash and wear- est disponible !

(1) Allusion à la définition que NYERERE donne du Socialisme : "Ujamaa ni Imani (Socialism is an attitude of mind, le Socialisme est une attitude d'esprit")

NYERERE s'offusque de cet état de l'opinion et, avec la Déclaration d'Arusha, il se propose de commencer effectivement la longue marche pour lutter contre "la pauvreté, l'ignorance, la maladie, la paresse" qui constituent les têtes de l'hydre à anéantir.

Le rêve Ujamaa consiste d'abord en cette volonté d'anéantir cette "hydre tanzanienne" aux quatre têtes. Pour ce faire, un choix fondamental, une stratégie doit se définir : compter sur ses propres forces (Kujitegemea) en essayant d'utiliser les armes dont on dispose et non pas recourir aux armes que peuvent prêter ou donner les puissances étrangères :

"Il est stupide de s'en rapporter à l'argent
comme instrument principal du développement
alors que nous ne savons que trop bien que notre
pays est pauvre. Il est aussi stupide, et en réalité,
plus stupide encore de nous imaginer que nous en
finirons avec notre pauvreté plutôt grâce à l'aide
financière de l'Etranger que grâce à nos propres
ressources financières. C'est stupide pour deux raisons :

- En premier lieu, nous n'obtiendrons pas d'argent.

Il est exact qu'il y a des pays qui peuvent et qui
aimeraient nous aider. Mais il n'y a aucun au monde
qui soit disposé à nous accorder des dons et des prêts
et à nous installer des industries au point de
nous mettre en mesure d'atteindre tous nos objectifs
en matière de développement. Il y a beaucoup de pays
mal nantis dans le monde... Mais les nations prospères ne
tiennent pas à nous donner tout ce qu'elles pourraient.
Dans ces nations prospères, au demeurant, les riches ne

donnent pas volontiers de l'argent au Gouvernement
pour soulager la misère... Et il n'y a aucun gouvernement
au monde qui puisse imposer aux nations riches de venir
en aide aux nations pauvres...

- En second lieu, même s'il nous était possible de nous
procurer assez d'argent de l'extérieur pour nos besoins,
est-ce réellement cela que nous voulons ? L'Indépendance
signifie que l'on compte sur soi. L'Indépendance ne peut
être réelle si une nation dépend pour son développement
des dons et des prêts accordés par une autre nation... (1)

Compter sur ses propres (KUJITEGEMEA) veut dire ne pas compter exclusivement sur les dons et les prêts étrangers. KUJITEGEMEA sera désormais lié, adjoint au mot UJAMAA. Désormais, avec la Déclaration d'Arusha, la rhétorique gouvernementale emploiera UJAMAA NA KUJITEGEMEA (Socialisme et compter sur soi).

Ujamaa na kujitegemea est donc le choix fondamental pour l'édification d'un socialisme en vue d'instaurer une société marquée par une africanité sans ambiguïté. Compter sur ses propres, kujitegemea, suggère un recours à l'histoire locale, à la tradition villageoise et ses exigences d'entraide et de coopération. Corrélativement, cela implique qu'on doive ériger un barrage contre les idéologies importées, en l'occurrence le capitalisme et "socialisme théologique".

(1) La Déclaration d'Arusha, 3ème partie : "Ne comptons pas sur l'argent pour amener le développement" (Tusitegemee fedha kuleta maendeleo) traduction de Sylvain URFER dans "Une Afrique Socialiste : la TANZANIE" (104 : 207-208).

Il est difficile de restituer le contenu sémantique Ujamaa. Le Jésuite Melchior MBONIMPA (op. cit.) dit de "Ujamaa" : ... Ce mot intraduisible synthétise toutes les caractéristiques de la famille africaine: sens communautaire, entraide, partage des biens, une certaine égalité, le travail de tous les membres" (Voir Melchior MBONIMPA, Idéologie de l'Indépendance africaine, L'Harmattan, Paris, 1989, p. 188).

Avec Ujamaa na Kujitegemea, NYERERE veut qu'on soit PRODUCTEUR et non plus simple CONSOMMATEUR d'idéologie. Il pense que le socialisme est le "choix rationnel" pour les pauvres : "Njia ni moja" précise le texte swahili reproduisant le texte de NYERERE à Karthoum, le 2 janvier 1973 (87 : 379).

Dans la tentative de transformer l'homme et la société, NYERERE a voulu que l'Ujamaa ne reste pas au niveau intramental. Il faut passer courageusement à la praxis d'un socialisme africain qui rejette le Capitalisme et la lutte des classes. Il faut que l'idéologie forgée à partir de la profonde africanité s'empare des masses, se soumette à l'épreuve des faits. NYERERE ne garantit pas que le choix fait, l'option rationnelle pourra porter des résultats, des fruits immédiatement tangibles et consommables. Il espère que le bonheur, tout compte fait, sera pour demain.

Dans ce chapitre, je me propose d'aborder ce "rêve Ujamaa" à partir de deux textes fondamentaux de la pensée nyérérienne post-Arusha : Ujamaa Vijijini (Chap.IV) et ELIMU YA KUJITEGEMEA (Chap.V) (1). J'essaierai enfin d'analyser quelles ont été les conséquences de ces deux politiques dérivées de la Déclaration d'Arusha en essayant de savoir dans quelle mesure l'encadrement des paysans signifiait prélever pour ou sans distribuer.

(1) Ujamaa Vijijini : le Socialisme dans les villages.

Elimu ya Kujitegemea : l'Education (du) pour compter sur soi.

Le texte anglais de Ujamaa Vijijini est reproduit dans FREEDOM AND SOCIALISM (588 : 337) et est intitulé : SOCIALISM AND RURAL DEVELOPMENT. Elimu ya Kujitegemea (88 : 267) a comme titre Education for self-reliance.

Je me suis servi des textes swahili contenus dans Ujamaa (79) : Elimu ya Kujitegemea (79 : 43-72) et Ujamaa Vijijini (79 : 103-143).

CHAPITRE IV

UJAMAA VIJIJINI

Bible de l'Ujamaa, la Déclaration d'Arusha fustige l'importance accordée à l'argent comme préalable au développement :

"le développement d'un pays se réalise par le peuple, non par l'argent. L'argent et la richesse qu'il représente, est le résultat et non la base du développement". (1)

La Déclaration d'Arusha précise que si la base du développement n'est pas, évidemment, l'argent, la base du développement que la TANZANIE se propose de réaliser sera l'agriculture car :

"Bien que nous pensions d'habitude aux capitalistes lorsque nous parlons d'exploitation, nous ne devrions pas oublier qu'il y a beaucoup de poissons dans la mer.. Ils se mangent entre eux. Les gros mangent les petits et ces petits mangent ceux qui sont encore plus petits. Il y a deux façons possibles de classer les gens dans notre pays. Nous pouvons mettre d'un côté les capitalistes et les féodalistes, et de l'autre côté, les paysans et les ouvriers. Mais nous pouvons aussi diviser les gens en habitants des villes d'un côté et habitants des zones

(1) La Déclaration d'Arusha, 3ème partie, "Le peuple et l'agriculture".

rurales de l'autre. Si nous n'y prenons garde, nous pourrions en arriver à la situation dans laquelle la véritable exploitation en TANZANIE serait l'exploitation des paysans par les habitants des villes" (1)

Le texte d'Ujamaa Vijijini se propose de mettre en oeuvre la recommandation de la Déclaration d'Arusha dans sa mise en garde contre l'exploitation des paysans (ruraux) par les citadins.

Ujamaa Vijijini repose sur deux constats de base :

1- Le développement n'a pas pour préalable : **l'argent et l'industrie.**

2- Le développement exige quatre éléments indispensables :

- a- le peuple,
- b- le sol,
- c- une action politique bien menée,
- d- des dirigeants de valeur.

Le texte d'Ujamaa Vijijini tire les conséquences et fixe les limites pratiques de la troisième partie de la Déclaration d'Arusha intitulée : SIASA YA KUJITEGEMEA : Tunapigana Vita (2).

Ujamaa Vijijini se propose de mettre en place une réforme agraire dans le but de procéder à un changement significatif des structures agraires, des rapports de production et des rapports sociaux qu'impliquent, évidemment, lesdits rapports sociaux.

(1) La Déclaration d'Arusha, 3ème partie, "Occupons-nous des paysans", Traduction de Sylvain URFER dans Une Afrique Socialiste, la TANZANIE, op. cit.

(2) La politique de compter sur soi : Nous sommes en guerre.

Sylvain URFER traduit dans son texte KUJITEGEMEA par INDEPENDANCE. Je préfère "compter sur soi" qui se rapproche beaucoup plus du mot self-reliance par lequel les anglo-saxons traduisent "Kujitegemea" et qui, en Swahili, est un verbe et non un substantif.

Cependant dans leurs traductions de la Déclaration d'Arusha, Sylvain URFER et Jean MFOULOU, précisent que INDEPENDANCE est un terme approximatif pour traduire KUJITEGEMEA.

Ujamaa Vijijini propose, dans un premier temps, aux paysans, de se regrouper dans des coopératives pour produire ensemble. La démarche est volontariste car NYERERE clame haut et fort qu'il s'agit de "persuader" aux paysans qu'il leur est avantageux de travailler et produire en commun. Il n'est pas question d'adopter une attitude coercitive à leur égard. Pour s'attirer les faveurs des masses paysannes dans sa tentative de remise en cause des modèles de société et de développement, NYERERE préfère ne pas heurter les paysans par des formules et des techniques toutes faites ou éprouvées

Dans l'esprit de NYERERE, la "PERSUASION ET NON LA COERCITION" permettra d'arriver à un accord sur le MODELE DE DEVELOPPEMENT et le MODELE DE SOCIETE (1). Pour s'attirer les faveurs des masses paysannes dans sa tentative de remise en cause des modèles de société et de développement, NYERERE préfère ne pas heurter les paysans par des formules et des techniques toutes faites ou éprouvées.

Le MODELE DE DEVELOPPEMENT pose, en filigrane, la question des MOYENS financiers, socio-culturels que la formation sociale (ici en l'occurrence, la paysannerie) veut mobiliser pour réaliser un développement qui concerne réellement cette formation sociale. N'oublions pas que le mot à la mode est le "Kujitegemea". Etant donné que les paysans forment la plus grande partie de la population tanzanienne et qu'ils vivent à la campagne, le kujitegemea officiel concerne en premier chef les paysans.

Le MODELE DE SOCIETE pose la question des fins du développement. NYERERE répète inlassablement : SHABAHA YA MAENDELEO NI BINADAMU (le but du développement c'est l'homme). Tout le discours de NYERERE sur le modèle de société et de développement se résume en cette formule : "MAENDELEO YA WATU SIO YA VITU TU" (le développement des gens et non des choses seulement).

 (1) Sur les modèles de développement et de Société, voir l'excellent article de Maxime HAUBERT, christiane FRELIN et Walthère FRANSSSEN, intitulé "LE PAYSAN, LE VILLAGE ET L'UTOPIE" in Revue Tiers-Monde, Tome VI, n°75, Juillet-Septembre 1978.

Le but, la fin ultime du projet nyererien est de jeter les bases d'une société égalitaire où l'homme allie l'identité à la dignité. Le prix à payer pour l'avènement d'une telle société, les moyens, c'est puiser dans les ressources matérielles et morales propres à la société globale tanzanienne et particulièrement dans les valeurs traditionnelles paysannes faites de courage et de travail opiniâtre.

La société paysanne tanzanienne connaît une relative autonomie économique, sociale et culturelle. Dans quelles conditions cette autonomie peut-elle servir de fondement à la société que le volontarisme interventionniste de l'Etat veut mettre en place ?

Cette relative autonomie économique, sociale et culturelle est, on le sait, soumise à la double-dépendance de l'Etranger et de la classe dirigeante "la bureaucratie d'Etat", les WABENZI (1) ou ce qu'on appelle aujourd'hui la PAJEROCRATIE (2). Dépendante et en quête de modernisation -de modernité ?- la société paysanne peut néanmoins servir de fondement à une nouvelle société si et seulement si, elle puise dans les valeurs africaines anticoloniales.

Ujamaa Vijijini commence par ce coup d'oeil rétrospectif teinté de nostalgie :

"Jamaa ya kiafrika ya zamani iliishi kwa
 misingi ambayo sasa tunaiita misingi ya Ujamaa.
 Ungewauliza wanaishije wasingekujibu kisiasa
 kama tunavyojibu sasa kwamba wanaishi kijamaa.
 Waliishi tu kijamaa na wala hawakujua namna
 nyingine ya kuishi. Waliishi pamoja na kufanya
 kazi pamoja kwa sababu hivyo ndivyo walivyoelewa maisha" (79 : 103) (3).

(1) Wabenzi (pl) et au singulier Mubenzi désigne cette tribu spéciale dont la caractéristique est de circuler en voiture "BENZ". Ce sont les bureaucrates hiérarques du parti et de l'appareil d'Etat.

(2) Peu à peu, les Japonais refoulant les européens, les WABENZI roulent en MITSUBISHI PAJERO et forment la "PAJEROCRATIE".

(3) Jadis, les Africains vivaient en familles selon des principes que, maintenant, nous pouvons appeler des "principes socialistes". Si on pouvait leur demander les principes d'après lesquels ils vivaient, ils ne répondraient pas, à coup sûr, en termes politiques comme nous le disons aujourd'hui, nous qui pensons qu'ils vivaient selon les principes socialistes. Ils vivaient tout simplement selon des principes socialistes et ne savaient pas vivre autrement. Ils vivaient et travaillaient ensemble parce que c'est ainsi qu'ils se représentaient la vie...

NYERERE ne sombre pas dans la nostalgie idéalisante dans ce texte car dès le deuxième paragraphe, il précise que, même travaillant et vivant ensemble, les Africains ne se partageaient pas les fruits du travail suivant une rigoureuse égalité. En dépit de cette absence de rigoureuse égalité, précise NYERERE, la vie dans les familles africaines prévoyait suffisamment à manger pour que personne ne puisse mourir de faim, ne puisse pas manquer d'habit, ou de toit qui l'abrite.

NYERERE ne sombre pas dans la nostalgie idéalisante dans ce texte car dès le deuxième paragraphe, il précise que, même travaillant et vivant ensemble, les Africains ne se partageaient pas les fruits du travail suivant une rigoureuse égalité. En dépit de cette absence de rigoureuse égalité, précise NYERERE, la vie dans les familles africaines prévoyait suffisamment à manger pour que personne ne puisse mourir de faim, ne puisse pas manquer d'habit, ou de toit qui l'abrite.

NYERERE rappelle les trois règles de base ayant permis une vie aussi solidaire et communautaire :

- l'amour et le respect fraternels ;
- l'appartenance collective des biens essentiels (chochote ulichonacho, kama ni cha lazima kwa maisha, basi ni changu pia) (79 : 104) (1).
- l'obligation de travailler incombant à tout un chacun.

Tout observées qu'aient été ces trois règles, NYERERE ne s'empêche pas de préciser et de mettre en valeur les "zones d'ombre" de la vie africaine traditionnelle (upungufu wa maisha ya zamani) :

a- La condition sociale et humaine des femmes était inférieure et injuste :

"Les femmes travaillaient et travaillent encore
plus que les hommes sans y gagner plus ni en
richesse ni en respect" (79 : 106)

(1) Si c'est nécessaire pour la vie, tout ce que tu possèdes m'appartient.
La phrase Swahili est assortie d'une frappante et riche allitération (chochote ulicho nacho...)

b- La pauvreté : "C'est vrai que nous avons vécu dans l'Egalité. Mais c'était l'Egalité dans la pauvreté. L'Egalité était une bonne chose mais la pauvreté était une mauvaise chose".

Tirant les conclusions des règles qui gouvernaient la vie traditionnelle et des maux inhérents à la société, NYERERE se propose de fixer un but à la nouvelle société. Le but de la société tanzanienne est

"d'édifier un pays où les citoyens jouissent des mêmes droits... et où chacun peut vivre avec son voisin sans le mépriser ou essuyer son mépris, sans exploiter ou être exploité, et où la qualité de vie de tout un chacun continue de s'améliorer chaque année, sans laisser à certaines personnes de vivre une vie faite de plaisirs (maisha ya anasa)" (79 : 107).

Il serait, à coup sûr, fastidieux de commenter le texte entier d'Ujamaa Vijijini. Cependant, avec ce texte, NYERERE esquisse le portrait de la société tanzanienne future et fait entrevoir ce que les auteurs scandinaves ont appelé le "SOCIALISM FROM ABOVE"(1). Les villages (vijiji) devront briser le statu quo ante fait d'injustices entre hommes et femmes et casser les dynamiques de stratification sociale. Ils devront permettre l'éclosion de nouvelles relations de production et assurer la circulation des produits à travers toute la République.

Avec Ujamaa Vijijini consécutif à la Déclaration d'Arusha, l'ère de la "praxis" a sonné après six ans de délai, d'atermoiements et de procrastination. Cependant, il convient de ne pas confondre l'Ujamaa na kujitegemea dans sa globalité avec la villagisation qui découle des mots d'ordre de la Déclaration d'Arusha et d'Ujamaa Vijijini.

(1) BOESEN, MADSEN et MOODY, Socialism from above, Scandinavian Institute of African Studies, Uppsala, Suède.

La villagisation n'est rien d'autre, dans l'esprit de NYERERE, qu'une condition de réalisation de l'Ujamaa. Elle doit permettre l'augmentation de la production agricole et la fourniture des services socio-sanitaires et éducatifs et, par ce biais, endiguer les inégalités.

Pour NYERERE, la Villagisation permettra de rapprocher l'administré de l'administration avec cette double opportunité : fournir aides, assistances et différents services et, surtout, contrôler c'est-à-dire surveiller et punir.

Tout ce que NYERERE propose dans UJAMAA VIJINI trouve sa genèse et son explication dans la politique coloniale du COMMUNITY DEVELOPMENT et dans la RUVUMA DEVELOPMENT ASSOCIATION (1).

A- LE COMMUNITY DEVELOPMENT

Selon le Professeur Yves GOUSSAULT, toute l'histoire récente des développements ruraux, au niveau de la communication et de la participation peut s'envisager selon trois approches : l'approche institutionnelle, l'approche sociale et éducative, l'approche tendant à la refonte des structures et des programmes.

L'approche institutionnelle consiste à accepter d'emblée l'évidence selon laquelle les institutions étatiques existantes sont en mesure de promouvoir le bien-être des masses rurales à coup d'aides au niveau économique et social. C'est dans cet esprit de l'approche institutionnelle qu'ont fonctionné les Plans d'Équipement, les Paysannats en Afrique francophone ou alors les fameux "Schemes" et "Settlements" en Afrique anglophone. C'est dans cet esprit qu'on accorde des aides, des crédits aux petits paysans en essayant d'aménager les structures existantes.

 (1) Voir à ce sujet les éclairantes analyses de notre maître, le Professeur Yves GOUSSAULT dans "Interventions éducatives et animation dans les développements agraires", P.U.F. Paris 1970.

L'approche sociale et éducative vise une action rurale qui puisse permettre l'éducation paysanne par le biais des "COMMUNITY DEVELOPMENT". C'est ainsi que se sont mis en place les programmes de "SOCIAL WELFARE", de "MASS EDUCATION" en Afrique anglophone. Pour la TANZANIE, l'unification et l'homogénéisation du marché linguistique réalisées grâce au Swahili servent beaucoup dans ces programmes de social welfare car le Swahili permet une adaptation des discours et des programmes coloniaux aux attentes des masses rurales. Cela a permis au pouvoir colonial de contrôler, protéger et organiser l'action économique et sociale.

L'approche sociale et éducative vise une action rurale qui puisse permettre l'éducation paysanne par le biais des "COMMUNITY DEVELOPMENT". C'est ainsi que se sont mis en place les programmes de "SOCIAL WELFARE", de "MASS EDUCATION" en Afrique anglophone. Pour la TANZANIE, l'unification et l'homogénéisation du marché linguistique réalisées grâce au Swahili servent beaucoup dans ces programmes de social welfare car le Swahili permet une adaptation des discours et des programmes coloniaux aux attentes des masses rurales. Cela a permis au pouvoir colonial de contrôler, protéger et organiser l'action économique et sociale.

L'approche de la refonte des programmes et des structures est celle connue en Afrique francophone sous le terme d'ANIMATION. Yves GOUSSAULT rappelle les ambiguïtés sémantiques du terme ANIMATION que les politiques allient à celui d'Encadrement (Ex : Encadrement et Animation dans une politique de développement rural). L'équivalent d'Animation en Amérique Latine serait PROMOCION ou CONCIENTIZACION. A partir de l'animation, l'intervention éducative, la promotion ou la concientizacion, le pouvoir politique vise à asseoir son personnel, ses techniques et son autorité en structurant et en organisant la communication entre les pouvoirs publics et les masses paysannes.

Ainsi le "Community Development" dans les pays d'obédience anglo-saxonne est l'équivalent de l'ANIMATION ou de l'INTERVENTION EDUCATIVE connue dans le jargon français.

Par la colonisation du continent nord-américain les émigrés anglais ont implanté une administration communale forte, le LOCAL GOVERNMENT. Grâce à ce "local government", les idéologies sociales d'inspiration chrétienne (Fabian Society) s'implantent et permettent une organisation politique, sociale et économique décentralisée et ciblée. Pour pallier aux effets néfastes du Capitalisme naissant, des organisations (muck-rackers, Charities Obligation committees) permettent d'engager une réflexion sur l'organisation communautaire et le militantisme.

Le Community Development, héritier de cette longue et tenace tradition anglo-saxonne de forte administration locale s'articule autour de la MASS EDUCATION (alphabétisation, animation des clubs de jeunes, formation ménagère, etc...) et du SELF-HELP (réalisation des travaux d'aménagement social). En alliant le fameux "indirect rule" au Community Développement, l'administration coloniale entend dynamiser les cellules villageoises qui, à leur tour, doivent résoudre les problèmes sociaux qui se posent à la base. Au moment de l'Indépendance, les Community Developments sont conservés et grâce à la structure existante, le parti fait passer ses mots d'ordre et accentue le contrôle des masses paysannes.

Le Community Development a revêtu un caractère particulier en TANZANIE car il a essayé d'accentuer l'Intervention étatique. Dès 1963, lors de la préparation des opérations du Plan, le développement communautaire, tout en restant simple division au sein du Ministère du Développement Communautaire et de la Culture, a un rôle privilégié car le Pouvoir, et la Présidence de la République en particulier s'y intéresse.

A partir du premier plan (1964-1969), le Community Development joue un rôle de coordination et d'intégration à l'égard des services techniques dépendant d'autres Ministères. De plus en plus, le Community Development s'intègre au parti.

Bref, le Community Development hérité de la colonisation insiste sur l'action sociale qui se doit de compléter la prestation technique. Grâce à l'articulation que le "Community Development" opère entre les organisations de base et les organismes nationaux, la

participation des paysanneries aux structures nationales de développement est assurée car les agriculteurs arrivent à coopérer à la programmation et à l'élaboration des plans tant nationaux, régionaux que locaux.

La Ruvuma Development Association fonctionnera suivant l'esprit du Community Development et sera le précurseur des Villages Ujamaa et de la Villagisation en général.

B- RUVUMA DEVELOPMENT ASSOCIATION (RDA)

En 1960, non loin de la frontière mozambicaine, neuf jeunes militants se proposent de cultiver collectivement une plantation de noix de cajou (Korosho). C'est le début de la Ruvuma Development Association qui, de trois villages et soixante-dix familles en 1963, passera à dix-sept villages et quatre cents familles à sa dissolution en 1969.

La R.D.A. met l'accent sur la production collective et diversifiée. Avec l'augmentation des rendements, l'association s'attaque au problème d'amélioration de l'habitat, la création des services de santé et d'éducation, l'implantation de petites industries. La R.D.A. autofinance même un internat où il suggère des nouvelles méthodes d'éducation, une pédagogie beaucoup plus axée sur les réalités locales. Les succès de la R.D.A. permettent à NYERERE de penser que les villages peuvent s'en sortir par un travail et une concertation organisés. Les dirigeants de la R.D.A. collaborent alors directement avec ceux de la TANU pour trouver le schéma pouvant permettre l'implantation des Villages Ujamaa sans heurt. Le mot d'ordre est toujours la persuasion et non la coercition :

"Ni wajibu wetu kuwatia moyo wananchi

(hawa) na kushawishi na kuelimisha wengine...

Kinachotakiwa ni uongozi bora wa kuelimisha

na kushawishi" (79 : 143) (1).

Avec d'excellents résultats très tôt la R.D.A. est victime de son succès. Les membres de l'Association refusent les méthodes bureaucratiques imposées par les officiels du parti et du gouvernement.

L'année 1969 commence avec une circulaire émanant de NYERERE intimant l'ordre au parti, à l'administration et au gouvernement de veiller particulièrement à la constitution des Villages Ujamaa. Dans la foulée, contre toute attente et tout bon sens, la R.D.A. est dissoute (2).

Les villages Ujamaa vont se constituer petit à petit sans grand enthousiasme jusqu'au traumatisme de Villagisation (1973-1974) qui donne un coup de grâce à la fameuse "persuasion" pronée par NYERERE.

C- DES "SETTLEMENT SCHEMES" A LA VILLAGISATION

La colonisation allemande et le mandat britannique ont insisté sur l'idée d'une administration décentralisée. Avec l'Indirect Rule, le Community Development permet des interventions publiques dans les développements agraires en insistant sur l'amélioration des conditions humaines. Les Villages modèles ou "Settlement Schemes" s'inscrivent dans le "Community Development".

 (1) Nous devons encourager nos concitoyens et persuader et éduquer beaucoup d'autres... Ce qui nous est demandé, c'est un bon leadership axé sur l'instruction (éducation) et la persuasion.

(2) La décision de dissoudre la RDA a été prise lors de la réunion du Comité Central du 27 septembre 1969. Pour le Ministre du Développement rural venu à Songea expliquer les raisons de la Dissolution de la R.D.A., celle-ci "complotait contre le parti"... Pour l'Economiste italien Bruno MUSTI DE GENNARO, la R.D.A. représentait une forme avancée de luttes paysannes dans une région où les habitants (Ngoni, Yao, Makua) avaient l'habitude d'aller "prolétarianiser" en Afrique du sud pour échapper à la misère...

Ce Community Development s'intéressera à l'alphabétisation, aux clubs de jeunes, aux travaux ménagers, à l'éducation sanitaire etc... Avec la réforme administrative au moment de l'Indépendance on trouve :

- Le "Régional Community Development Officer" ;
- Le "District Community Development Officer" ;
- Les "Mobile Training Teams" parcourant les villages.

Bénéficiant d'une solide organisation administrative, le Community Development par le biais des Mobile Training Teams s'occupe des Settlement Schemes. Des moyens énormes avaient été mobilisés pour la viabilité de ces Settlement Schemes (1). Des rendements ne furent pas à la mesure des moyens mis en oeuvre. J.K. BRAIN le commente en ces termes :

"Les moyens mis en oeuvre se révélèrent vite coûteux et inefficaces : équipement moderne trop fragile, services sociaux trop onéreux, administration insuffisamment qualifiée, bref, des besoins en hommes et en capitaux qui excédaient nettement les possibilités du pays. A quoi s'ajoutèrent les lenteurs d'une bureaucratie centralisée. Enfin, l'ensemble des cultures, dans ces Settlement Schemes, étaient orientées vers l'exportation de quelques produits, surtout le sisal, le coton, le café. Leur surproduction à l'échelle mondiale entraîna mévente et chute des cours... Pendant ce trajet, le secteur traditionnel stagnait, faute de crédits (2).

(1) Voir l'excellent article de J. K. BRAIN, "Is transformation possible ? Styles of settlement in post-independent TANZANIA", in African Affairs, Vol 76, n°303, April 1977.

(2) J.K. BRAIN, "Is transformation possible...", African Affairs, Vol 76, n)303, April 1977, p 231.

Les Settlement Schemes continueront tant bien que mal jusqu'à la Déclaration d'Arusha. La rhétorique du parti insiste cependant sur la nécessité de vivre dans les Villages, de s'associer pour travailler en commun. C'est aussi l'époque de l'exemplaire Ruvuma Development Association dont la dissolution marque le début de la deuxième phase : les Villages Ujamaa.

L'idée des villages Ujamaa remonte très loin dans la pensée de NYERERE. Cependant il a toujours hésité sur l'opportunité de commencer les Villages Ujamaa et les modalités de leur constitution n'apparaissaient pas des plus faciles. La R.D.A. lui a donné espoir et les villages Ujamaa qui se constitueront devront s'inspirer de la R.D.A.

Dans son premier discours en tant que Président de la République, le 10 décembre 1962, NYERERE insiste beaucoup sur la nécessité de constituer des villages pour mettre fin à cette éparpillement des hommes et des habitations :

"Si vous me demandez ce que le Gouvernement se propose de faire dans les années à venir, je vous réponds très simplement : dans les années à venir, le Gouvernement mettra tout en oeuvre pour qu'il soit possible aux citoyens du TANGANYIKA de vivre dans des communautés villageoises. Et si vous me demandez : "Pourquoi le gouvernement veut-il nous rassembler dans des villages ?", ma réponse sera tout aussi simple : aussi longtemps que nous ne l'aurons pas fait, nous ne serons pas en mesure de nous procurer de choses nécessaires au développement de notre pays et nous ne pourrons pas améliorer nos conditions de vie. Nous ne pourrons pas employer des tracteurs, nous ne

pourrons bâtir ni école pour nos enfants, ni hôpital.

Nous ne pourrons avoir de l'eau pure à boire. Il sera pratiquement impossible de fonder de petits artisanats ruraux et, pour tous nos besoins, nous resterons donc dépendants des villes. Et bien que nous puissions disposer d'une abondante énergie électrique, nous ne pourrons quand même pas amener le courant à chaque ferme isolée (86 : 183- 184).

Les Villages Ujamaa que NYERERE veut voir s'organiser devront s'inspirer du principe de SELF-RELIANCE. C'est ainsi que la troisième partie de la Déclaration d'Arusha est consacrée à la question de ces villages. Cette troisième partie de la Déclaration intitulée "SIASA YA KUJITEGEMEA" (politique de compter sur soi) porte des sous-chapitres aux intitulés éloquentes et éclairants :

- Nous sommes en état de guerre (Tunapigana vita) ;
- Un homme pauvre ne se sert pas de l'argent comme arme de combat (Mnyonge hapigani kwa fedha) ;
- Dons et prêts compromettent notre Indépendance (Misaada na mikopo vitahatarisha uhuru wetu).

Dans ces villages que NYERERE appelle de ses voeux, les hommes et les femmes devront habiter et travailler ensemble, en communauté, pour que se réalise, peu à peu, l'égalité. Même en habitant et en travaillant ensemble, il n'est pas interdit d'avoir son propre jardin et y cultiver quelques légumes. Toutefois, le village tout entier, après délibération, devra décider de labourer ensemble une grande parcelle de terre et en partager la récolte. La réalisation de ces villages dépendra de la bonne volonté des gens :

"Personne ne peut être forcé d'adhérer à un village Ujamaa, et aucun fonctionnaire -de quelque rang soit-il- ne peut venir dire aux gens d'un tel village ce qu'ils doivent entreprendre ensemble et ce qu'ils peuvent continuer à faire comme paysans indépendants. Aucun fonctionnaire du gouvernement ou du parti ne peut venir dire aux membres d'un "Village Ujamaa" ce qu'ils doivent produire. Aucun étranger ne peut venir y pérorer sur la nécessité ou non d'employer un tracteur. Dans ce cas, en effet, si un étranger donnait ou imposait de telles instructions, il n'y aurait plus de "villages Ujamaa". Car un "Village Ujamaa" est une association volontaire des gens qui décident, de par leur volonté libre, d'habiter et de travailler ensemble, en vue de leur bien-être communautaire. Eux seuls -et personne d'autre- auront à décider de quelle façon sera dépensé l'argent qu'ils auront gagné ensemble : soit pour l'achat d'une charrue à boeufs, soit pour résoudre le problème de l'eau, que sais-je encore ! Eux seuls -et personne d'autre- auront à prendre toutes les décisions, conformément à leurs conditions de travail et de vie. (87 : 67).

Ujamaa Vijijini, à la suite de la Déclaration d'Arusha, préconise le volontariat dans la constitution de ces villages. NYERERE précise bien qu'il n'est pas question de refaire l'expérience des Settlement Schemes.

Pour la constitution des villages Ujamaa, il va falloir prendre son mal en patience pour expliquer, réexpliquer, interpréter les avantages de la constitution de ces villages Ujamaa.

Effectivement, les paysans suivent mais sans grand enthousiasme. Il faut dire qu'ils en ont vu d'autres ! C'est ainsi que l'évolution des Villages Ujamaa montre que de 1967 à 1974, 17,5% de la population tanzanienne s'organise pour vivre dans les Villages Ujamaa.

La progression du taux d'habitation dans les Villages Ujamaa est logarithmique car c'est seulement entre 1970 et 1971 qu'on passe de 4,5 % à 12,3 % de la population ayant décidé de s'implanter dans les Villages Ujamaa.

Cette deuxième phase vers la Villagisation atteint son apogée en 1974. Une nouvelle réflexion s'engage au sein de la TANU pour réfléchir sur la viabilité des villages. De 1973 à 1974, le nombre de villages passe de 5628 à 6008. Les villages commencent à se construire les uns à côté des autres et, pire, les villages s'implantent n'importe comment et n'importe où sans s'interroger sur le but poursuivi : la possibilité d'améliorer le rendement agricole et assurer l'autosuffisance alimentaire du village en particulier et l'Indépendance du pays en général.

Année	Nombre de village	Moyenne habitants par village	Nombre total d'habitants	Pourcentage de la population tanzanienne
1967	48	104	5 000	0,04
1968	180	322	58 000	0,05
1969	809	371	300 000	2,5
1970	1 956	272	531 000	4,5
1971	4 484	345	1 545 000	12,3
1972	5 556	357	1 981 000	15,3
1973	5 628	360	2 028 000	15,3
1974	6 008	511	2 560 000	17,6
1975	6 994	1 260	9 140 000	61,6
1976	7 684	1 703	13 061 000	86
1979	8 210	-	-	-

(Source : Ujamaa, Gazeti la Wajenga nchi, n° 67, 1979)

Avec la volonté de réformer les abus constatés, la TANU entreprend une nouvelle phase, la Troisième, qui voit le régime passer du socialisme suggestif et volontariste à un Socialisme coercitif et traumatisant : c'est la Villagisation proprement dite.

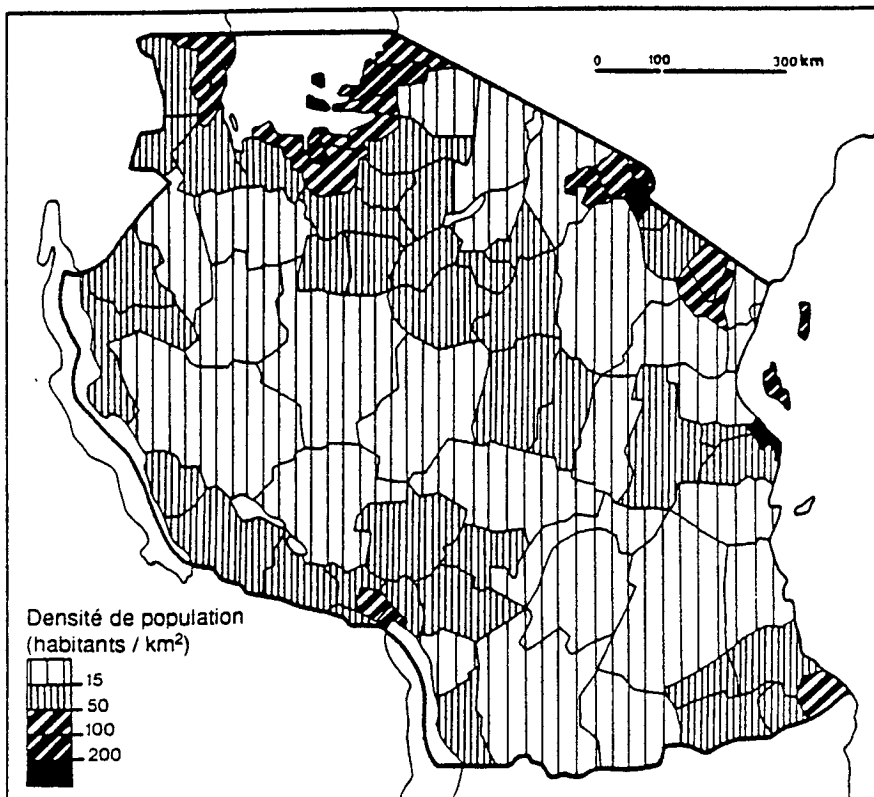
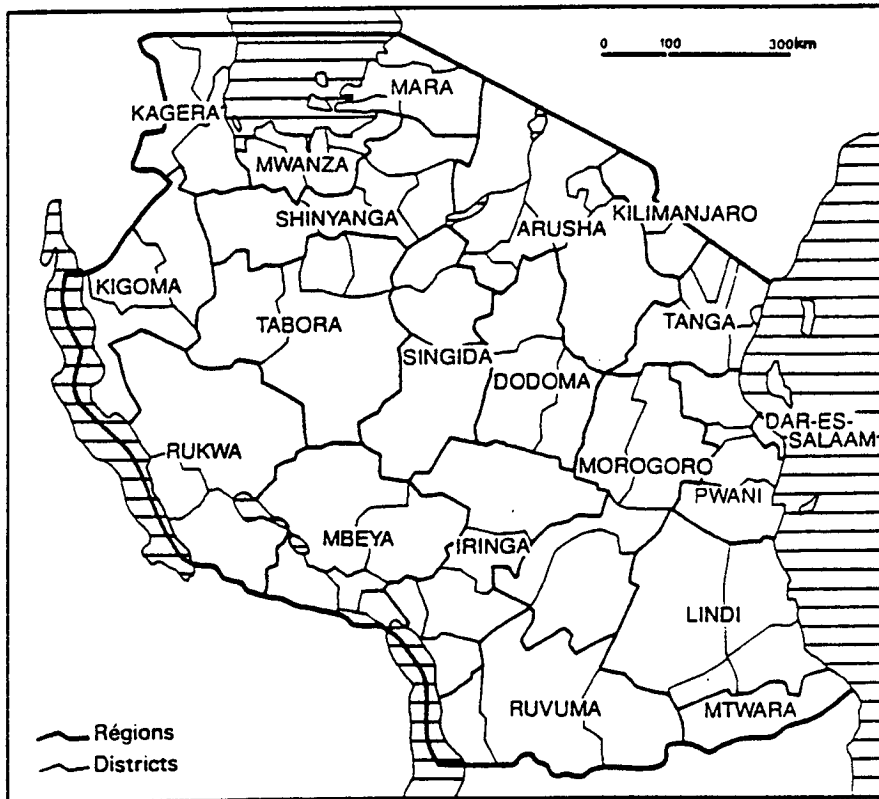
La Troisième phase, la Villagisation proprement dite, commence par une sorte de restructuration sémantique. Subrepticement, on parle de VILLAGES DE DEVELOPPEMENT en lieu et place de VILLAGES UJAMAA. Vijiji vya Maendeleo s'emploie plus couramment que Vijiji vya Ujamaa. C'est dire l'amorce du glissement sémantique. Peu à peu on abandonne le principe du VOLONTARIAT. La procédure courante jusque là reposait sur un savant mélange d'expédients et de stimulants destinés à convaincre les paysans à se déplacer et se regrouper en villages : dotations gouvernementales pour aider à l'installation et au démarrage des activités socio-sanitaires et/ou éducatifs, concours organisés par les instances régionales et la Presse (radio, Uhuru, The Nationalist) pour faire la publicité des "meilleurs" villages... Sans participation ni préparation, les ruraux ne s'intéressent aux Villages Ujamaa que pour les aides que l'Etat peut accorder : écoles, hôpitaux, tôles... Peu à peu, les autorités gouvernementales s'adressent à des régions traditionnellement pauvres (Dodoma, Kigoma, Rufiji). La Villagisation prend alors le visage d'une opération d'assistance aux régions pauvres. Ainsi, avec l'Opération Dodoma (1969-1971), avec force publicité et engagement personnel de NYERERE, plus de "30 000 familles gogo sont regroupées en 190 villages" (64 : 113). Les "opérations" se poursuivent et concernent IRINGA (1), MBEYA, KIGOMA, MWANZA.

Les opérations Dodoma et Kigoma, pilotées en sous-main à partir d'IKULU (2) ont rendu obligatoire le regroupement en villages. Ces deux opérations coercitives, prodrome à la vaste villagisation, ont permis de regrouper 15% de la population, en deux ans, (72-73). Sans heurt significatif, on a regroupé plus de paysans qu'entre 1967 et 1972.

(1) A IRINGA, au centre du pays, un Commissaire de Région dynamique, Wilbert KLERUU, a été assassiné par un riche paysan lors d'une vive discussion.

(2) IKULU : ancienne résidence du Gouverneur du TANGANYIKA à l'époque du mandat britannique. Actuellement résidence du Président de la République. NYERERE n'y a pratiquement jamais vécu préférant sa patite villa de MSASANI. Actuellement Ali Hassan MWINYI y vit. Ikulu est employé ici métonymiquement (métonymie du contenant) pour désigner le locataire d'Ikulu.

LES REGIONS ET LA DENSITE DE POPULATION EN TANZANIE



Carte réalisée par Gilles Croix
Atelier de Dessin Cartographie
Département d'Histoire-Géographie
Université de Bretagne Occidentale

Au mois de mars 1974, la 16ème conférence du parti adopte une résolution qui propose de généraliser la "méthode dodoma et kigoma" et de l'étendre au niveau de toute la République Unie de TANZANIE. NYERERE approuve la résolution. Déjà en 1973, le "Daily News" du 19 novembre, contenait un titre qui ne souffre d'aucune ambiguïté : "La vie en villages n'est plus une option, elle est obligatoire". Avec la résolution de la Conférence du Parti, on décide qu'à partir de juin 1974, chaque région doit avoir arrêté le programme et désigner les sites d'implantation des villages. Dans la foulée, il fallait passer à l'exécution du programme pour qu'au bout de trois ans (1977), cette gigantesque entreprise soit bouclée.

"Suala la kuishi vijijini hivi sasa si swala
la operesheni ya mkoa mmoja mmoja tena, bali
ni la nchi nzima. Hivyo ili kutekeleza jambo
hili Mkutano mkuu unaagiza viogonzi waonyeshe
mfano kwa kuwa wa kwanza kuhamia vijijini" (1) précise la 16ème
résolution de la Conférence du Parti. Et Sylvain Urfer note, à juste titre :
"C'est alors, note Sylvain URFER, que se produisit
l'inattendu. Entre Août et Novembre 1974, un véritable
raz de marée déferla sur le pays, et des millions de
personnes se virent autoritairement transférées, parfois
du jour au lendemain, sur des espaces en friches dont ils
devaient faire leurs villages et leurs champs. En maints
endroits, l'armée fut mise à contribution pour mettre les
récalcitrants au pas et les déménager "manu militari" (104 : 75).

(1) "Habiter dans les villages n'est plus une question d'opérations spécifiques intéressant (concernant) des régions particulières, c'est une question qui concerne tout le pays. Ainsi, pour réaliser cette politique, la Conférence Nationale du Parti recommande aux dirigeants de montrer l'exemple en étant les premiers à s'installer dans les Villages" in Ujamaa, Gazeti la Wajenga nchii, n° 67, 1979, p 21.

Pratiquant une véritable fuite en avant, alliant vitesse, précipitation et improvisation, les hiérarques de la TANU et spécialement Rashidi KAWAWA, en quelques jours voient s'effondrer le peu de crédit et de confiance qu'on leur accordait. On parle alors d'Ujamaa wa bunduki (le socialisme du fusil) et les bruits les plus alarmants courent. L'imaginaire fouetté par un cynique traumatisme fonctionne à plein régime : les paysans en arrivent à se dire que l'Ujamaa, après avoir déplacé les gens de leur milieu naturel, n'hésiterait plus à arracher les vaches des mains de leurs propriétaires, et les enfants de leurs mères !

Traumatisante, choquante, la Villagisation tordait le coup au principe initial du volontariat allié à la persuasion et à l'éducation. Ahurie, la presse tanzanienne se montre assez critique. Le Daily News du 4 octobre 1974, dans un Editorial remarquable se fait l'écho de ce traumatisme psychologique et du "gâchis" que représente cette coercitive villagisation :

"Les informations en provenance d'un certain nombre d'endroits où ces opérations sont en cours soulèvent quelques préoccupations. Presque invariablement, ces informations font état de transferts de populations réalisés dans la précipitation et sans grande préparation ; quand ce n'est pas sans préparation du tout ; alors que la conférence du Parti avait préconisé cette préparation... Le mal vient, à notre avis, du trop plein d'enthousiasme de certains responsables qui n'ont pas compris qu'il fallait prendre des précautions nécessaires pour que le Mouvement se fasse sans à-coup. Le résultat est qu'ils sont la source des souffrances qui n'étaient pas indispensables

pour un grand nombre de personnes. Ils ont utilisé le nom du parti ou même celui de ses dirigeants pour cacher leur incapacité à mettre en oeuvre les directives du parti... De tels dirigeants, qu'ils appartiennent à la hiérarchie du parti ou de l'administration, seront sans aucun doute sévèrement blâmés pour les fautes qu'ils ont commises".

A cause de la carence de moyens de transport et en raison d'un scepticisme largement répandu au sein de la population, cette opération de Villagisation s'est mal déroulée et a durablement discrédité la TANU et ses dirigeants à quelque niveau qu'ils se situent.

La plupart des commentateurs de la vie politique tanzanienne, même non suspects de "tanzaphobie primaire" comme peut l'être un Guy SORMAN (1), concluent à l'échec des "Villages Ujamaa en tant que front de développement rural(2). Il est difficile de soutenir une thèse pouvant faire admettre la réussite de la politique indiquée par la Déclaration d'Arusha et Ujamaa Vijijini.

La politique des Villages Ujamaa a échoué non du fait d'une rigidité de l'orthodoxie socialiste mais, comme le suggère à bon droit Zecki ERGAS, du fait "des rapports de classe entre la bureaucratie et la paysannerie, et l'incapacité de cette dernière à l'autogestion". A cela, il faut ajouter, à notre avis, le poids considérable de redoutables pressions des organisations internationales et des multinationales.

 (1) Guy SORMAN, autour d'un livre à la fortune douteuse intitulé "La Nouvelle Richesse des Nations", procède par "mythification de la réalité, en mélangeant de manière plus ou moins raffinée le vrai et le faux, le fait et le roman, ce qui va de l'explication fautive de faits réels à l'énonciation des faits inexacts" (Voir l'article de François CONSTANTIN, "Les Romains de SORMAN" in Urafiki-Tanzania, n°37, Avril, Mai, Juin 1988).

(2) Voir l'excellent article de Zecki ERGAS, "La politique des villages Ujamaa en TANZANIE : la fin d'un mythe" in Revue Tiers-Monde, n°77, Tome XX, Janvier-Mars 1979, p 169-186.

C'est pourquoi la TANZANIE n'a jamais entretenu -au moment où NYERERE était Président de la République- des rapports sains avec le FMI et la Banque Mondiale (1)

Ce que beaucoup d'auteurs oublient cependant, c'est de pouvoir dissocier **Ujamaa** et Villagisation. Il est courant de procéder à l'induction baconnienne et de conclure à l'échec des Villages Ujamaa à l'échec de l'Ujamaa.

Deux raisons peuvent, schématiquement, expliquer l'échec de la politique des villages Ujamaa tel que le définit Ujamaa Vijijini :

- 1- L'inexistence d'un programme précis, cohérent et intraverti tendant à assurer la convergence entre production intérieure et besoins essentiels de la majorité de la population.
- 2- Traumatisme de la population par l'application coercitive et brutale d'une politique qui devait d'abord procéder par la mobilisation de la paysannerie en alliant persuasion, dialogue, éducation.

La politique des Villages Ujamaa n'avait pas tiré les conclusions de la Colonisation qui, déjà, distinguait deux approches dans la "Stratégie du développement agricole" : l'approche d'amélioration et l'approche de transformation (2).

L'approche d'amélioration se proposait d'accroître sensiblement la productivité des paysans en améliorant les méthodes culturales et pastorales sans aller jusqu'aux changements radicaux dans la vie traditionnelle et dans les us et coutumes et leur arsenal juridique.

 (1) NYERERE dit toujours du FMI (IMF en anglais) : ' Depuis quand le IMF est devenu International Ministry of Finance ?' (Discours prononcé le 1er janvier 1990 au cours du dîner offert au Corps Diplomatique)

(2) Bruno Musti de GENNARO, Ujamaa : **The Aggrandizement of the State**, in the Political Economy of Rural Development, State University of New-York Press, Albany 1981.

L'approche de transformation se proposait de choisir certaines zones et y introduire une agriculture intensive de pointe utilisant les moyens technologiques modernes. Ici, le but était de produire pour le "marché mondial" tandis que dans l'approche d'amélioration il s'agissait de parvenir à l'autosuffisance alimentaire des zones rurales sans les détruire.

Ces deux approches mises en place par la stratégie coloniale de développement rural sont à rapprocher avec les concepts de "mode éducatif" et de "mode bureaucratique". (1)

En effet, c'est à partir des thèses de Paulo FREIRE concernant la Conscientisation de l'homme et la problématisation de son Univers que repose le concept du Mode éducatif. Selon ce concept, il faut accepter comme donnée de base le principe du "potentiel productif de la paysannerie". Ce potentiel productif est incontournable en ce sens qu'il renferme toutes les données, toutes les informations concernant la possible mobilisation de la paysannerie.

Cette thèse a comme corollaire l'acceptation de l'idée selon laquelle les hommes sont des sujets de leur histoire et non pas des objets. On ne peut pas changer leur monde et leur "weltanschauung" sans eux, et encore moins, contre eux. La participation de ces hommes-sujets est indispensable.

Le mode éducatif n'exclut pas "l'approche d'amélioration" ni "l'approche de transformation" dont j'ai parlé quelque peu ci-haut. Le mode éducatif exige qu'on cherche l'adhésion de la paysannerie d'abord, ensuite sa participation en utilisant le dialogue, la persuasion et l'éducation. Mais en TANZANIE, c'est le mode bureaucratique qui a été privilégié.

Le "mode bureaucratique", on peut dire qu'il se justifie par le fait que par la bienveillance des autorités coloniales, une classe est non seulement née mais son influence et son ascension poursuivent une croissance exponentielle : la bourgeoisie d'Etat

(21) Voir l'analyse de Issa G. SHIVJI, *Class Struggles in TANZANIA*, Monthly Review Press, London, 1976, p 103.

("Bourgeoisie nouvelle", "Bourgeoisie de la chose publique"). Ceux qui, bureaucrates, administrateurs, technocrates, forment cette classe, sont allergiques à tout dialogue avec les paysans. Aux yeux de la Bourgeoisie d'Etat, les paysans sont conservateurs, irrationnels -au sens webérien de la rationalité- et, surtout, d'une expérience somme toute sommaire et approximative.

Dès lors toutes les tentatives gouvernementales de rapprocher l'administré de l'administration, de donner la parole au peuple -villagisation, décentralisation, coopératives- se sont cassés les dents sur la volonté déterminée de la Bourgeoisie d'Etat de casser l'inertie paysanne et se sont soldées par un renforcement des pouvoirs -voire l'extension- de cette Bourgeoisie d'Etat.

Bref, les "Villages Ujamaa" ont échoué parce que la classe montante -la Bureaucratie d'Etat- a profité de toutes les réformes à mettre en place pour renforcer ses positions et étendre ses privilèges.

La réalisation, la praxis, dans l'installation des villages Ujamaa a buté sur le roc de l'inertie bureaucratique et technocratique. L'échec de l'implantation des Villages Ujamaa s'explique aussi par l'absence d'analyse des différentiations au sein de la paysannerie. L'idée de base était le refus de la lutte des classes. A la fin, on s'aperçoit que refusant la lutte des classes, la politique d'Ujamaa Vijjini n'a pas résolu l'antagonisme sans la solution duquel cette politique ne pouvait pas s'appliquer.

Echouant dans la "praxis" lors de réformes agraires, de quelles chances dispose la TANU pour mener à bien une Education reposant sur l'identité africaine et la dignité humaine et, de surcroît, comptant sur soi ?

CHAPITRE V

ELIMU YA KUJITEGEMEA

"L'Education doit affranchir l'Africain de sa mentalité d'esclave et de colonisé en lui faisant prendre conscience de son égalité avec les autres membres de la race humaine... Elle doit l'affranchir de l'habitude de se soumettre aux circonstances qui avilissent sa dignité d'homme -comme si celles-ci étaient immuables... Le but de l'Education est donc la libération par le développement de l'homme en tant que membre de la Société".

(J.K. NYERERE, Education must liberate man, 20 mai 1974).

"ELIMU YA KUJITEGEMEA" (1) est le premier document "post-Arusha" que publie NYERERE. Il concerne l'Education -je dirais volontiers "Instruction"- et date de mars 1967. Comme Ujamaa Vijijini. Elimu ya Kujitegemea doit concerner la majorité de la population vivant dans les zones rurales en repensant les tenants et les aboutissants, les finalités de l'Ecole.

Le texte d'Elimu y KUJITEGEMEA commence par un rappel historique :

"Tangu siku nyingi kabla ya uhuru watu wa nchi
hii, chini ya uongozi wa Tanu, wamekuwa wakidai
elimu zaidi kwa watoto wao. Lakini bado hatujakaa
na kufikiri kwa nini tunataka elimu : ina shabaha gani...
Kila mtu binafsi, na hata sote kwa pamoja, tumefikiria

(1) Elimu ya KUJITEGEMEA (Education-Instruction pour compter sur soi). De nombreux articles concernent cette question. Voir Joël SAMOFF, Education in TANZANIA : class formation and reproduction in "The Journal of Modern African Studies, 17, I (1979) p 47-69. Voir aussi Z.E. LAWUO, Educational and Social Change in a rural Community, Dar es Salaam University Press.

elimu kasa mafunzo ya kazi ya kujipatia mishahara
mikubwa katika kazi za kisasa" (79 : 42) (1)

La volonté de NYERERE est d'en arriver à dissiper l'idée qui associe école et gain ultérieur des salaires importants. Pour beaucoup d'africains, l'école permettait d'être l'alter ego des Blancs, avant l'Indépendance ou alors, après l'Indépendance, de gagner beaucoup d'argent en ne "foutant que dalle". La pierre d'angle de l'Ujamaa Na Kujitegemea étant l'organisation de la vie au sein des villages, l'Education devra s'y ajouter pour contribuer à changer la vie et la représentation de la vie.

L'ambition clairement exprimée est de procéder à une refonte totale de la structure et du contenu de l'Enseignement et l'adapter aux besoins et aux possibilités de la Société tanzanienne. L'Education doit libérer l'homme.

L'Ecole doit s'appuyer sur la langue nationale et une révolution culturelle implicite. Cela devra se faire, quelque énorme que soit le prix à payer. Toute cette attention portée sur l'Ecole et la culture doit reposer sur l'apophtegme latin : mens sana in corpore sano (un esprit sain dans un corps sain).

Deux ans avant la Déclaration d'Arusha, en 1965, la TANU avait déjà commencé à transformer l'Education Primaire qui :

- compte 7 années d'Etudes (de 7 à 14 ans) ;
- intègre le travail manuel ;
- donne une formation principalement orientée vers l'agriculture.

Deux ans après la Déclaration d'Arusha, le Gouvernement réforme l'Enseignement Primaire et une partie du Secondaire, dans le souci de cohérence du Système d'Enseignement, d'harmonie des stratégies et des choix éducatifs.

(1) Longtemps avant l'Indépendance, les habitants de ce pays, sous la conduite de la TANU, réclamaient beaucoup plus d'instruction pour leurs enfants. Mais, nous ne nous sommes pas encore assis pour réfléchir sur la nécessité de l'Instruction : quel est sa finalité ?... chacun d'entre nous, et même nous tous ensemble, nous représentons l'Instruction comme étant l'apprentissage d'un travail qui nous permettra d'engranger de gros salaires dans les travaux modernes.

Si Elimu ya kujitegemea opère une révolution dans le Système d'Education, on peut dire que la colonisation allemande et le mandat britannique avaient "posé un solide socle" à toute cette superstructure. Un bref rappel historique des Systèmes allemand et britannique s'impose.

A- LES POLITIQUES ALLEMANDE ET BRITANNIQUE D'EDUCATION

L'administration allemande au TANGANYIKA avait, pour les quelques années de la colonisation (1885-1917) mis en place un système d'enseignement bicéphale :

- le système scolaire des missions :
- le système scolaire d'Etat.

Le système scolaire d'Etat fonctionnait à partir d'une politique d'uniformité linguistique. Le KISWAHILI était le commun dénominateur, la langue par laquelle toute l'Education passait. L'allemand, comme les autres matières au programme s'apprenait à partir du Kiswahili. Rien d'étonnant que la langue se répande très rapidement.

A leur départ, les allemands avaient formé un nombre élevé de lettrés en Swahili dont l'efficacité dans l'administration a beaucoup aidé les Anglais à leur arrivée à l'issue de la Première Guerre Mondiale.

C'est à partir de ce nombre élevé de lettrés parlant swahili que se recrutent les membres de l'AFRICAN ASSOCIATION, ancêtre de la TANU, de l'AFRO-SHIRAZI PARTY, et, naturellement, du CHAMA CHA MAPINDUZI (CCM) actuel.

Le système scolaire des missions expérimentaient les langues tribales ou ethniques pour leur servir d'instrument de communication.

Le Premier Gouverneur du TANGANYIKA, Sir Horace BYATT décide, à son arrivée, de ne rien changer à ce système d'enseignement qui lui convenait tant il avait été performant au vu d'éclatants résultats. Il demande aux chefs des districts de maintenir les écoles là où

elles étaient implantées sous leur statut. Sur la base du "SELF HELP" ces écoles étaient financées par les habitants de l'endroit où elles étaient implantées. Ainsi, le peuple, au niveau du TANGANYIKA, s'intéressa à ce système scolaire d'autant plus qu'il permettait l'ouverture aux connaissances modernes dans les domaines de l'Agriculture et du Commerce. Les écoles des missions n'avaient pas de subvention en provenance de l'Etat mais, dépendant des fondations et des congrégations basées en Europe, elles prospéraient.

En 1925, le sir Donald CAMERON succède à Sir Horace BYATT et convoque, en octobre 1925, une "Conférence sur l'Education". A cette conférence, assistèrent les représentants des églises implantées au TANGANYIKA et les représentants de l'Etat, les représentants des associations culturelles, agricoles, pastorales et commerciales. Le thème de la conférence était de trouver les voies et les moyens de la coopération entre écoles publiques et écoles missionnaires.

A l'issue de la conférence, le gouvernement annonça la création d'un seul système d'enseignement sous l'égide de l'Etat mais les écoles missionnaires restaient sous l'administration des missions sous la condition d'aligner leurs programmes à ceux édictés par l'Etat et d'accepter le contrôle financier et pédagogique des services de l'Etat. Les écoles des missionnaires pouvaient recevoir une assistance financière de l'Etat. L'ouverture de nouveaux établissements scolaires devaient se faire après approbation du "Directeur de l'Education" qui, au niveau du Gouvernement central tenait un registre répertoriant toutes les écoles. La Direction de l'Education tenait un fichier contenant les qualifications de tous les Enseignants.

Toutes ces mesures étaient destinées à faire de l'Education, le lieu de production et de reproduction des privilèges culturels, garantissant, ainsi, la solidité des intérêts économiques, politiques et idéologiques.

Au regard de ce qui précède, il est intéressant de remarquer que les anglais et les allemands ont utilisé le Kiswahili comme moyen de communication, comme "medium" à travers lequel il était possible d'enseigner les matières scientifiques et les langues.

En 1925, l'administration anglaise décréta que le SWAHILI sera la seule langue d'éducation au niveau de l'école primaire et l'anglais au niveau du secondaire. Les missionnaires qui, jusque-là, préféraient enseigner par le biais des langues locales (tribales, ethniques) furent obligés de s'aligner au point de vue de l'administration anglaise qui considérait que l'homogénéisation linguistique (swahili, anglais) permettrait une plus grande mobilité des enseignants et faciliterait les inspections et les contrôles au sein des écoles.

En somme, tout le système colonial d'éducation, qu'il repose sur les langues locales, le Kiswahili ou l'anglais, tendait à produire des agents malléables et directement opérationnels au sein de l'administration, de l'agriculture et du commerce ou garantissait les intérêts politiques, économiques et idéologiques de la Grande Bretagne.

B- LE SAVOIR A LA PORTEE DU PEUPLE.

En écrivant et en publiant ELIMU YA KUJITEGEMEA, NYERERE vise l'africanisation et la vulgarisation du savoir ; il cherche à mettre le savoir à la portée du peuple, pour le peuple. Or le peuple en majorité vit et vivra encore longtemps à la campagne, dans les villages.

"Elimu ya Kujitegemea" est l'actualisation pratique et élaborée d'une préoccupation qui habite NYERERE et la TANU depuis longtemps. Le 10 décembre 1962, NYERERE déclarait :

"Quand nous étions à l'école, on nous apprenait
des chansons européennes. Combien d'entre nous

apprenaient les chansons des WANYAMWEZI (1) ou des WAHEHE (2) ? Beaucoup d'entre nous ont appris à danser la rumba ou le cha cha cha, le rock and roll, le twist... Mais combien d'entre nous ont jamais entendu parler de Gombe Sugu, de Mangala, de Konge, Nyang'umuni, Kiduo ou Lele Mama ? Beaucoup d'entre nous jouent de la guitare, du piano ou d'autres instruments européens. Combien d'africains au TANGANYIKA, parmi les éduqués, peuvent jouer de la musique en utilisant le NANGA, le ZEZE ou le MARIMBA, le Kilanzi Ligombe, ou le Mangale ?... Pour beaucoup de gens c'est vraiment difficile d'éprouver de réelles sensations à partir des danses et des musiques qui ne sont pas dans leur sang" (86 : 186).

Le but de l'Education sera d'ériger une Société qui prend réellement en compte et pour base sa propre culture et ses propres réalités. Ceci ne veut pas dire exclure les autres cultures : "Une nation qui refuse d'apprendre d'autres cultures n'est rien d'autre qu'une nation d'idiots et de lunatiques" (86 : 186) précise NYERERE.

(1) WANYAMWEZI : Ethnie apparentée aux SUKUMA. Les WANYAMWEZI habitent la région autour de TABORA.

(2) Les WAHEHE sont connus pour l'épopée MAJI MAJI et leur résistance héroïque au colonisateur allemand sous l'égide du célèbre MKWAWA. Les WAHEHE habitent la Région autour d'IRINGA.

Le système colonial visait à établir une minorité de lettrés intermédiaires entre le pouvoir colonial et les masses. NYERERE veut détruire l'ancien système incompatible avec les aspirations d'un peuple libre. Il veut mettre en place un système d'éducation qui règle son compte à l'élitisme, à la formation spéculative et livresque dont le corollaire est le déracinement.

Depuis l'époque coloniale, plus on détenait de diplômés élevés, plus on se croyait appartenir à une classe supérieure. De ce fait, les travaux manuels même simples (balayage, repassage, jardinage) ne pouvaient être effectués que par des personnes non instruites ("grooms" ou "boys").

Elimu ya kujitegemea vise, donc, une refonte totale du système d'éducation de la maternelle à l'université.

En avril 1967, un séminaire regroupe les chefs d'Etablissement du Primaire, du Secondaire et du Supérieur, et les Représentants des Ministères de l'Education Nationale (wizara ya Elimu) et de la Culture (Wizara ya Utamaduni wa Taifa na Vijana).

Je n'insisterai pas ici sur les réformes et leur portée au niveau du primaire, du secondaire et du supérieur. Il convient peut-être de rappeler cependant que la réforme du système d'éducation vise à mettre l'Education au service de la Société et pour cela, il a fallu briser les automatismes mentaux qui font de l'école le moyen d'échapper aux travaux manuels pénibles. C'est ainsi que la TANU a demandé la refonte générale et systématique des programmes, la suppression de l'automaticité d'entrée à l'Université, le passage obligatoire par le Service National avant d'accéder à l'Université, la finalisation professionnelle de l'Enseignement Secondaire et l'insistance accrue sur les matières scientifiques et techniques.

Le "Comité Exécutif National" (NEC) de la TANU réuni à Musoma en novembre 1974 décida d'instaurer l'Enseignement primaire obligatoire pour tous et la suppression de l'admission directe à l'Université. Désormais, pour accéder à l'Université, il faut d'abord être rescapé de la rigoureuse sélection instaurée à trois niveaux : entrée dans le secondaire,

passage du premier cycle au deuxième cycle du secondaire (du Form IV au Form V) et l'admission à l'Université (à l'issue de Form VI).

La résolution de Musoma subordonne l'entrée à l'Université à la signature d'un contrat de travail d'au moins cinq ans au service du Gouvernement. Cette mesure vise à freiner la "fuite des cerveaux".

En généralisant l'Enseignement Primaire et en facilitant l'accès, en supprimant l'accès direct à l'Université et en instaurant des restrictions et des conditions draconiennes, la TANU a essayé de briser le mythe tenace qui fait des Etudes la voie royale vers le MAISHA MAZURI (la belle vie). Le but final de toutes les réformes est de parvenir à faire de la TANZANIE un pays sans analphabète.

D'où une intense campagne d'alphabétisation fonctionnelle et de conscientisation (1). Grâce à un appui financier important de l'UNESCO, l'alphabétisation fonctionnelle se propose de faire disparaître l'analphabétisme dans une période de cinq ans (1971-1975). Menée en Kiswahili, l'alphabétisation insiste sur l'hygiène, l'agriculture et les opérations simples des mathématiques mais aussi instille une dose d'idéologie.

Le programme d'alphabétisation s'est appuyé sur un dispositif d'accompagnement comprenant essentiellement les programmes de radio destinés aux alphabétisés et alphabétisables, campagnes de sensibilisation aux problèmes de santé et/ou d'hygiène. Tout cela à l'aide de slogans tels que :

CHAKULA BORA (la bonne bouffe)

MTU NI AFYA (l'homme, c'est la santé)

CHAKULA NI UHAI (la nourriture c'est la vie).

(1) Il s'agit de réaliser ces paroles de Paolo FREIRE : "Personne n'éduque autrui, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent ensemble, par l'intermédiaire du monde... L'éducation vue comme pratique de la liberté, par opposition à celle qui est pratique de la domination, suppose le refus de l'homme abstrait, isolé, détaché, coupé du monde, ainsi que le refus du monde en tant que réalité, sans lien avec les hommes" (Paolo FREIRE, Pédagogie des opprimés, PC Maspéro, Paris 1980, p 62-64).

Cette campagne d'alphabétisation des adultes a permis à la TANU d'influencer idéologiquement les masses paysannes car tous les programmes comportaient en filigrane, des idées destinées à conscientiser et sensibiliser les paysans aux questions d'actualité et aux (judicieux) choix de la TANU.

Pour entretenir le récent savoir des alphabétisés, chaque région s'est vue dans l'obligation de créer et d'entretenir de petites bibliothèques rurales. L'Institut d'Education des Adultes (1) s'est chargée de la publication et de la diffusion d'une cinquantaine de titres traitant des problèmes agricoles et des problèmes pratiques de la vie.

Tout ce programme, à la longue, vise à transformer complètement la mentalité traditionnelle de la population et faire basculer le peuple entier de la civilisation orale à la civilisation de l'écriture mais, en comptant sur ses propres forces et ses propres valeurs culturelles.

Ujamaa Vijijini et Elimu ya KUGITEGEMEA constituent les deux principaux textes fixant les contours de la praxis pour Julius NYERERE après la Déclaration d'Arusha. Connaissant tour à tour et en même temps succès et revers, l'application de ces deux textes a révélé les incohérences du volontarisme et démontré les limites du courage politique et la réalité de la lutte des classes.

Tout en s'occupant des réformes agraires et scolaires, la TANU perpétue sa mainmise sur l'appareil d'Etat et consolide ses positions en tant que "bourgeoisie de la chose publique".

Ces deux textes essentiels découlant de la Déclaration d'Arusha posent dans leur accomplissement, la question de concordance entre la Doctrine et la praxis et les inflexions nécessaires sitôt que l'idéal échoue sur le dur roc du réel.

(1) CHUO CHA ELIMU YA WATU WAZIMA

"L'essence du SOCIALISME est l'acceptation pratique de l'égalité humaine... L'égalité peut être susceptible ou insusceptible de preuve scientifique. Cependant son acceptation comme hypothèse de base de la vie en société est le moyen et l'essence même du SOCIALISME" (88 : 04).

Ondoyante, flexible, pragmatique, la pensée de NYERERE, sa "weltanschauung" est la marque d'un esprit qui ne se croit ni prédestiné ni venu au monde pour combler une attente. Son "introduction" à "FREEDOM AND SOCIALISME" laisse poindre un grain de doute et d'espoir dans la définition nyererienne du SOCIALISME et dans son avènement :

"... le socialisme ne se construit pas à coup de décisions gouvernementales ou à coup de lois parlementaires. Un pays ne devient pas socialiste en procédant à des nationalisations ou en illustrant le Socialisme sur des panneaux publicitaires. C'est plus difficile que ça et ça prend beaucoup plus de temps" (88 : 02)

La pensée de NYERERE n'est pas architecturale car elle ne prétend pas balayer méthodiquement les problèmes en essayant d'étayer les certitudes les unes sur les autres. NYERERE -par son style d'exposition, par le public qu'il cherche à atteindre, par sa méthode et sa visée, par les problèmes qu'il aborde, veut réaliser un type de philosophie profondément originale.

En qualité d'homme politique, tous les écrits de NYERERE sont pratiquement des oeuvres "de circonstance", composés "à chaud", dans la sollicitation ardente de l'évènement, et, de ce fait, ne sont pas toujours exempts de défauts qui marquent et

caractérisent une telle entreprise. Il me semble qu'il n'ait pas une de ses affirmations qui puisse être détachée de son contexte sans apparaître en elle-même partielle, partielle, certaine, fragile.

C'est que NYERERE produit ses affirmations pour les besoins d'une cause. Cela a pour corollaire les apparentes contradictions, les agréables "exagérations pédagogiques", les foisonnants "Ni dhahiri", (1), "si kwell" (2), "Kamwe" (3) qui sont la marque d'une attitude polémique scandant le bruissement confus des "ça dépend", "certainement pas", "bien sûr".

La pensée de NYERERE, à la lecture de ses discours de circonstance et écrits théoriques (Ujamaa : the basis of african socialism, Introduction à Freedom and Socialism, Tujisahihishe) est une pensée qui paraît être assez inconfortable et certainement rebelle à "l'opium des idéologies", à la "théologie du Socialisme", à la séduction des dialectiques totales et définitives. Les imprécisions, le manque de définition dogmatique caractérisent cette oeuvre abondante et sympathique.

La pensée de NYERERE paraît toujours en voie d'élaboration, son Ujamaa est toujours à repenser, à élaguer, à reprendre. C'est pourquoi NYERERE a beaucoup hésité à faire carrière, à écrire une oeuvre en bonne et due forme. Il a accepté une vie modeste, une frugalité et une simplicité presque proverbiales quand on essaie de s'imaginer BUTIAMA (4) comparé à YAMOOUSSOUKKO (5) ou GBADOLITE (6). NYERERE a voulu se donner aux hommes de son temps pour essayer d'être un témoin des valeurs auxquelles il a donné sa foi.

(1) Il est clair que

(2) Ce n'est pas vrai

(3) jamais

(4) Village natal de NYERERE

(5) Village natal d'HOUPHOUET Boigny devenu capitale et abritant la plus grande basilique du monde

(6) Village natal de Mobutu

L'originalité de la pensée de NYERERE est cette volonté de s'adresser au grand nombre, au monde rural. Le souci d'oecuménisme le poussera à une série de conversions et de prise de positions spectaculaires : de l'enseignement à la fondation d'un parti politique en 1954, la reconnaissance du BIAFRA en 1969, la brouille avec l'intelligentsia et les Etudiants en 1966, le renversement d'Ildi Amin en 1979.

La pratique politique de NYERERE et sa volonté de ne pas s'enfermer dans les lambris et les dorures des palais -il n'a presque pas habité IKULU(1) lui préférant MSASANI- lui ont poussé à vouloir faire de la politique comme Socrate faisait de la philosophie. NYERERE pratique la politique dans les rues et sur les places publiques, partout où se rassemblent les hommes, devisant avec tous ceux que le hasard met sur sa route, pour essayer de découvrir les richesses insoupçonnées des humbles, de petites gens habitant en zones rurales et qui se contentent de faire honnêtement leur métier au jour le jour.

Pour paraphraser Pascal, cette politique-là se moque de la politique. C'est pourquoi NYERERE ne se soucie pas tant de la perfection doctrinale que de témoignage et d'efficacité. NYERERE ne veut pas faire de l'Ujamaa un système clos. Son Ujamaa est au carrefour de déterminations diverses et parfois adverses. L'Ujamaa selon lui paraît rassembler le minimum d'affirmations cohérentes sur la dignité et l'égalité de la personne humaine pour permettre d'engager une action sérieuse à son service. L'Ujamaa est une attitude, pas un système, pas une synthèse bouclée ni un ecclétisme sans os.

La pensée politique de NYERERE, disais-je, n'est pas architecturale, elle ne constitue pas un de ces systèmes achevés qui, au lieu de commenter la dureté du réel se commentent eux-mêmes en une scolastique ou une rhétorique quelque peu narcissique. La pensée de NYERERE n'est pas sûre de soi, ni condescendante et ne fait pas étalage de

 (1) IKULU désigne par métonymie ou par synecdoque la PRESIDENCE de la République ou tout lieu où séjourne le Président. En face de KIVUKONI College -l'Ecole du Parti- et de KIGAMBONI, IKULU est l'ancienne résidence du Gouverneur britannique au Tanganyika

ses concepts comme d'autres font étalage de leur luxe et de leurs habits neufs. NYERERE ne cherche pas à convaincre mais à éduquer. Pour cela, il préférera toute sa vie qu'on l'appelle MWALIMU et non MHESHIMIWA, MTUKUFU. Il préfère être l'instituteur de l'homme tanzanien (je dirais même de l'africain tant il se réfère plus souvent à l'Afrique qu'à la Tanzanie). IL veut être l'instituteur, c'est-à-dire celui qui institue l'humanité dans l'homme, celui qui met l'homme debout, comme jadis Toussaint LOUVERTURE, de l'avis de CESAIRE, mit la Négritude debout.

NYERERE est tout l'opposé d'un penseur désincarné, désireux de rester au-dessus de la mêlée, dans une atmosphère d'objectivité éthérée, pour y méditer non point sur la vie des hommes concrets, faits de chair et d'os, qui l'entourent mais sur un problème philosophique.

La philosophie de NYERERE jaillit et se développe au contact de la réalité historico-politique la plus journalière, la plus incertaine, la plus évanescence, la plus contradictoire. Tout chez lui concourt à réconcilier la pensée et l'action, de réintroduire l'action dans la pensée.

NYERERE parle beaucoup du concept d'Egalité. Son "Egalité" est d'un type spécial, d'une espèce particulière. L'Egalité, pour lui, consiste en une reconnaissance du fait que les vies humaines dans une société sont interdépendantes et non pas seulement la constatation de l'Indépendance et de l'autonomie individuelles. Pour NYERERE une société socialiste est complètement intégrée, harmonieuse et guidée par les valeurs d'amour et partage :

"Le socialisme en tant que système est en fait
l'organisation dans inégalités entre les hommes
au service de leur égalité". (88 : 340-344).

L'Afrique se doit d'inventer une nouvelle synthèse entre l'individu et la société, une synthèse qui se démarque de l'Egocentrisme propre aux Sociétés occidentales où la sublimation de l'individu, de l'ego laisse la communauté, la Société dans un précipice obscur, dans la caverne. L'Afrique peut espérer opérer cette synthèse en raison des valeurs traditionnelles de "Communautarisme". La question essentielle et dilemmatique qui se pose à l'Afrique est celle de pouvoir trouver les voies et les moyens pour utiliser la technologie avancée d'une façon si sélective qu'elle puisse garantir le bien-être de ses populations et inventer des institutions sociales et économiques capables de traduire en termes modernes et nationaux les valeurs traditionnelles socialisantes ou, à tout le moins, communautaristes, de l'Afrique traditionnelle, précoloniale. A cela, il faut ajouter l'exigence d'une société démocratique.

C'est ainsi que dans son introduction à "Freedom and Unity (86 : 01-22- NYERERE précise :

"... la révolution a déjà commencé en Afrique.

C'est une révolution que nous espérons contrôler

et canaliser jusqu'à transformer nos vies. C'est une

révolution qui a un but, et ce but est celui d'étendre

à tous les africains les exigences de la dignité

humaine. La tâche devant nous est une des

plus grandes et des plus compliquées. Dans ce processus

nous aurons beaucoup de décisions à prendre et ces

décisions impliquent un choc (conflit) entre principes

-où nous devons choisir entre un développement

rapide et une liberté individuelle ou entre l'efficacité

et l'égalité. Il n'y a pas et il n'y aura pas une simple

et universelle réponse à des problèmes de tel ordre,

le choix s'effectuera à la lumière de circonstances

historiques et les besoins conflictuels du présent et de l'avenir. La seule chose certaine est que si nous oublions certains de nos principes, même quand nous ne les avons pas ou quand nous les foulons aux pieds, alors nous aurons trahi le but de notre révolution et l'Afrique échouera dans sa tentative d'apporter sa propre contribution au développement de l'espèce humaine... Parce que, après tout, le choix n'est pas entre changer ou ne pas changer, le choix est entre changer ou être changé -changer nos vies selon la direction que nous nous traçons, ou changer sous l'impulsion des forces en dehors de notre contrôle. En Afrique, en ce vingtième siècle, il n'y a pas de stabilité dans la stagnation ; la stabilité peut devenir seulement dans le maintien d'un équilibre en dépit des changements rapides...(86 : 22).

La doctrine nyérérienne, devant la période pré ou post-Arusha et sa praxis à l'aune des effets d'Ujamaa Vijijini et d'Elimu ya kujitegemea paraissent répondre à son attitude empreinte de pragmatisme et à la volonté de garder un équilibre -même instable- entre les velleités et les exigences de la bureaucratie d'Etat et de la majorité deshéritée des masses paysannes. A cela, il faut ajouter, à tout instant, la "météorologie politique internationale, africaine ou régionale".

CHAPITRE VI

LA DOCTRINE NYERERE SUR
LA

SUCCESSION D'ETAT

La pensée politique de NYERERE, au niveau de la politique intérieure, se définit par l'Ujamaa na Kujitegemea dont la Déclaration d'Arusha est, -peut-on dire, la Bible. Synthèse des six premières années d'Indépendance, caractérisées par le "bricolage" et le pragmatisme, la Déclaration d'Arusha est -on ne le répétera jamais assez- le tremplin à partir duquel on fait un saut, non dans le vide mais vers l'inconnu : "La déclaration d'Arusha est le début, pas la fin, d'une très longue et, probablement, très exténuante guerre" prévient NYERERE le 5 août 1967 aux étudiants de l'Université de Dar es Salaam.

Au niveau de la politique extérieure, NYERERE a été beaucoup influencé par les idées panafricanistes développées depuis W.E.B Dubois en passant par Henry Sylvester WILLIAM, Marcus GARVEY, Blaise DIAGNE, Georges PADMORE, Nnamdi AZIKIWE, Kwame NKRUMAH et Jomo KENYATTA.

Le Socialisme africain auquel NYERERE a apporté une pierre et une nuance s'inspire du Panafricanisme dont W.E.B. DUBOIS et Marcus Aurelius GARVEY sont les principaux animateurs et pères spirituels. Au Panafricanisme, il faut ajouter les idées qui découlent de la conférence de BANDOENG en 1955 et qui débouchent sur le NON-ALIGNEMENT. J'y reviendrai en détail ci-dessous.

Lors de l'accession du TANGANYIKA à l'Indépendance, NYERERE se pose la question de savoir si le TANGANYIKA sera lié par les traités que la Grande Bretagne avait signés. En d'autres termes, le TANGANYIKA héritera-t-il des traités qui liaient ce territoire aux autres pays et territoires ?

Je me propose ici de définir, succinctement, la notion de la Succession d'Etat et de présenter lapidairement, ce taines théories de la Succession d'Etat avant d'aborder, non moins lapidairement, la Doctrine NYERERE sur la Succession d'Etat.

A- DEFINITION DE LA NOTION DE SUCCESSION D'ETAT

Le terme "Succession d'Etat" divise les spécialistes du Droit International Public qui, marqués par la notion de Succession en Droit Civil, n'hésitent pas à s'imaginer que les Nouveaux Etats Indépendants d'Afrique et d'Asie se voient "transmis" les droits et les obligations qui liait l'ancien colonisateur sur leurs territoires aux autres Etats.

Je ne me lancerai pas dans une querelle doctrinale à ce sujet, n'ayant ni la formation ni la volonté nécessaire à couper les cheveux en quatre et à passer du Carybde de la Suprême théorie au Scylla de l'Empirisme abstrait. Je donnerai cependant un petit florilège de définitions de la "Succession d'Etat" en m'inspirant des écrits de O.J. LISSITZYN (1), Francis DEAK (2), O'CONNEL D.P. (3), A.S. HERSHEY (4) et Yilma MAKONNEN (107). D'après ces auteurs, on peut définir la "Succession d'Etat" comme suit :

- a- Une substitution légale de souveraineté sur un territoire ;
- b- Changement de statut légal international d'un territoire ;
- c- Changement de souveraineté sur un territoire ;
- d- Transfert de territoire d'une communauté nationale à une autre ;
- e- Changement de territoire à travers une concurrente acquisition et perte de souveraineté ;
- f- Transfert de souveraineté dans un pays ;
- g- Totale ou partielle extinction ou disparition d'un Etat et apparition d'un autre à sa place sur un territoire.

(1) O. J. LISSITZYN, *State Succession and Treaties : A General Survey*, American Society of International Law, February, 1968

(2) Francis DEAK, "Succession of States" *Proceeding of American Society of International Law* : Twenty-fourth Annual meeting, American Society of International Law, Washington 1930, Vol. 24, p 51

(3) D.P. O'CONNEL, *State Succession in Municipal Law and International Law*, Vol 2, Cambridge University Press, 1963, p 3.

(4) A.S. HERSHEY, "The Succession of States", *American Journal of International Law*, Vol 5, (1911), p 285.

Au vu de toutes ces définitions, on peut remarquer les approximations dans la définition et les incertitudes quant aux notions de territoire, Etat, Souveraineté. Quoi qu'il en soit, je m'alignerai à la définition de Yilma MAKONNEN qui définit la Succession d'Etat comme étant le "changement de souveraineté à l'égard d'un pays donné" (107 : 03).

Traditionnellement, le droit international opère deux remarques quant à la Succession d'Etat (la Succession d'Etat totale et la Succession d'Etat partielle). Dans le processus de Succession d'Etat, la personnalité légale de l'Etat prédecesseur s'éteint et disparaît complètement. C'est la Succession d'Etat totale (1). Si la personnalité légale internationale de l'Etat prédecesseur survit en dépit de la Succession d'Etat dans une partie du territoire, on parle alors de la Succession partielle d'Etat. Si la notion de Succession totale d'Etat est facile à comprendre, il n'en est pas de même pour la Succession partielle d'Etat qui, de l'avis d'HERSHEY apparaît dans les cas de figure suivants:

- a- Quand un Etat acquiert une portion de territoire d'un autre Etat soit par cession de territoire soit par conquête ;
- b- Lorsqu'un nouvel Etat est formé à l'issue d'une révolte victorieuse ou d'une déclaration d'Indépendance ;
- c- Lorsqu'un Etat complètement souverain perd une partie de sa souveraineté extérieure ou de son indépendance par le biais d'une incorporation dans une fédération ou se place sous la protection d'une puissance ;
- d- Lorsqu'un Etat qui, jadis, se trouvait dans une relation de Suzeraineté, un protectorat ou membre d'une fédération devient un Etat souverain.

(1) A.S. HERSHEY : "The Succession of State", op. cit p 285.

Il est aisé de remarquer que l'Afrique Orientale a connu les cas b, c, d, dans les différentes successions d'Etat (ex : formation de la République Unie de TANZANIE (TANGANYIKA + ZANZIBAR), formation de la République de Somalie, formation de la Zambie et du Zimbabwe etc...)

Après la définition lapidaire de la Succession d'Etat et des deux modalités de Succession d'Etat, il convient d'exposer brièvement certaines théories de la Succession d'Etat.

B- LES THEORIES DE LA SUCCESSION D'ETAT

Pour la clarté de l'analyse, je me propose de procéder à une classification trinitaire des théories de la Succession d'Etat :

- Les théories traditionnelles des droits et obligations à l'issue de la Succession d'Etat ;
- Les théories traditionnelles de non-continuité des droits et obligations à l'issue de la Succession d'Etat ;
- Les théories modernes de continuité des droits et obligations à l'issue de la Succession d'Etat.

1- Les théories traditionnelles des droits et obligations à l'issue de la Succession d'Etat

Selon les théories de la Continuité des droits et des obligations à l'issue de la Succession d'Etat, l'Etat successeur se doit d'endosser les droits et les obligations de l'Etat prédécesseur. Il convient de distinguer trois modalités d'acceptation et d'application de ces théories :

- La théorie de la Succession Universelle ;
- La théorie de la Continuité populaire ;
- La théorie de la Substitution organique de continuité.

La théorie de la Succession Universelle a comme principal théoricien GROTIUS qui, à partir de la doctrine du Droit Romain, a introduit dans le Droit International la notion de "Succession Universelle" : HAERES. Selon GROTIUS, tous les droits et les charges de l'Etat prédecesseur passent **automatiquement** à l'Etat successeur parce que, en dépit des changements qui ont eu lieu, la personnalité légale de l'Etat continue sans changement d'identité. L'Etat jouit d'une personnalité souveraine, permanente et transmissible à l'Etat successeur. Il n'est pas question pour GROTIUS de marquer la différence entre **Etat** et **Gouvernement** et il n'est pas question d'opérer une quelconque distinction entre les obligations réelles et les obligations personnelles.

Cette théorie a longtemps existé sans qu'on l'appliquât intégralement à cause des emprunts évidents au Code Civil et surtout à cause des imprécisions et des inexactitudes que recèlent les concepts d'Etat, identité d'Etat, personnalité d'Etat.

La théorie de la continuité populaire est presque un succédané de la théorie de la Succession Universelle. Elle repose sur les exemples des Unifications allemande et italienne. Selon cette théorie, tout Etat a deux personnalités : la personnalité morale et la personnalité politique.

Au moment de la Succession d'Etat, selon cette théorie, seule la personnalité politique est affectée alors que la personnalité morale reste intacte à cause de la condition légale du peuple et, surtout, parce que hommes et territoire sont inséparables. Cependant, cette théorie permet d'opérer une distinction entre la Succession d'Etat et la Succession du Gouvernement et admet que la non-continuité des obligations peut être envisagée du point de vue politique.

Cette théorie, elle aussi, s'inspire du Droit Civil et assimile la Succession d'Etat à la succession qui lie l'héritier concernant la transmission de l'actif et du passif en Droit Civil. Cette théorie n'a pas fait l'unanimité à ses débuts.

La théorie de la substitution organique de continuité trouve en Max HUBER, le principal héraut et repose sur le concept de SUBSTITUTION ORGANIQUE. Selon le suisse Max HUBER, à l'avènement de la Succession d'Etat, les deux éléments, peuple et territoire, se trouvent intégrés dans un nouvel "être organique". Etant donné qu'il y a un changement dans l'élément juridique d'organisation, il en résulte une perte d'identité pour l'Etat mais les forces organiques qui gouvernaient l'Etat restent intactes. Dans ce cas de figure le nouvel Etat qui succède à l'autre dispose d'une nouvelle personnalité qui apparaît et absorbe les deux éléments (peuple et territoire) survivants à l'ancien Etat. Ainsi, la nouvelle personnalité se substitue à l'ancienne et assume ses droits et ses obligations.

La théorie de la substitution organique de continuité marque plus nettement la distinction entre la Succession d'Etat et la Succession de Gouvernement. Elle se démarque des théories de la Succession Universelle et de la Succession populaire sur deux points :

1° Elle reconnaît à l'Etat successeur le droit d'opter en ce sens que l'Etat successeur peut ne pas assumer les droits et les obligations de l'Etat prédécesseur.

2° HUBERT met clairement en lumière la complète extinction de la personnalité de l'Etat prédécesseur et rejette toute continuité d'identité de l'ancien Etat. Il s'agit clairement d'une "substitution de l'ancienne personnalité par une nouvelle dans les éléments qui survivent à l'Etat.

Ces trois variantes des théories traditionnelles des droits et obligations diffèrent des théories classiques de la doctrine de la "tabula rasa" et des théories socialistes qui constituent les deux modalités des théories traditionnelles de la non-continuité des droits et des obligations à l'issue de la succession d'Etat.

2- Les théories traditionnelles de non-continuité des obligations à l'issue de la Succession d'Etat

La doctrine classique de la "tabula rasa" se situe carrément aux antipodes des théories de la continuité des droits et des obligations à l'issue de la Succession d'Etat. Cette doctrine émerge au 19e siècle et trouve en GAREIS, CAVAGLIERI, FOCHERINI, STRUPP, KEITH, ZORN et SCHONBORN ses principaux chantres.

KEITH soutient l'argument selon lequel à l'occasion de la Succession d'Etat la personnalité et l'identité de l'Etat prédécesseur disparaissent complètement. Une autre souveraine personnalité internationale prend place et il n'y a aucun lien ni dérivation entre l'Etat qui précède et l'Etat qui succède. KEITH écrit à ce point :

"La succession est en réalité et simplement
une substitution sans continuité. Les droits
obtiennent un nouveau maître et cessent de
se référer aux obligations auxquelles ils étaient
précédemment liés, et il n'y a pas d'unité pour
continuer à jouir d'une nouvelle existence" (1)

Bref, la doctrine de la tabula rasa affirme qu'il y a une discontinuité complète et automatique des droits et des obligations à la suite de la succession d'Etat. Cette théorie paraît beaucoup plus cohérente car elle ne s'embarrasse pas des notions de personnalité, identité et ne s'aventure pas dans les dédales et les méandres des distinctions et des classifications concernant le territoire, le peuple, les droits et les obligations.

(1) KEITH, the theory of state succession, with special reference to English and colonial law, (London = Waterloo and Sons Ltd, 1907) p 5.

La théorie socialiste concernant la doctrine de la tabula rasa n'est guère différente de la doctrine classique de la tabula rasa. Les socialistes et les communistes insistent cependant sur les notions d'autodétermination en vue de permettre aux jeunes nations issues de la décolonisation un peu plus de latitude dans leurs relations avec la Communauté des Nations.

C'est ainsi qu'à l'issue de leurs révolutions respectives, la République Populaire de Chine, l'Union Soviétique et Cuba n'ont pas fait référence à la Succession d'Etat.

Sans devoir entrer dans des développements obscurs, on peut dire que la doctrine de la tabula rasa telle qu'appliquée par les pays socialistes ne s'écarte pas de la doctrine classique. Les Socialistes et les Communistes appliquent la doctrine sélectivement.

C'est ainsi que la République Populaire de Chine faisait savoir le 19 septembre 1949 que

"le Gouvernement Central de la République Populaire de Chine doit étudier les traités et les conventions conclus par le Kuomintang avec les gouvernement étrangers et en fonction des contenus de ces traités et conventions, le gouvernement pourra les reconnaître, les annuler, les réviser ou les reconclure" (1)

(1) Academy of Sciences of USSR : Institute of State and Law, International Law (Moscou : Foreign Languages Publishing House, 1960,) p 127.

La doctrine de la "tabula rasa" dans ses versions classique et socialiste, a été la plus acceptée et la plus suivie jusqu'à la fin de la Deuxième Guerre Mondiale, c'est-à-dire jusqu'au début du processus de décolonisation des nations afro-asiatiques. Depuis, peu à peu, imperceptiblement sont réactualisées les théories traditionnelles des droits et des obligations. On les appelle "les théories modernes de continuité des droits et des obligations".

3- Les théories modernes de continuité des droits et des obligations.

On peut ranger en deux groupes, les tenants de la continuité légale des droits et des obligations entre l'Etat qui précède et l'Etat qui succède :

- Ceux qui optent pour la continuité des droits et des obligations en vertu des Principes Généraux du Droit ;

- Ceux qui optent pour la continuité en raison du Droit International.

Selon le professeur O'CONNELL, les problèmes de la Continuité des Droits et des obligations sont du domaine du Droit Constitutionnel et concernent très faiblement le droit international même dans l'aspect du droit international concernant la responsabilité de l'Etat.

Il pense que la théorie de la Succession Universelle commence par un a priori analogique entre le Droit International et le droit privé. Le Professeur O'CONNEL ne cherche les solutions de la Succession d'Etat nulle part ailleurs que dans les Principes Généraux du Droit, ou alors probablement, dans la vieille théorie du droit naturel. C'est ainsi qu'il pouvait déclarer à l'Académie du Droit International de La Haye ce qui suit :

"Il est admis que le droit concernant la Succession d'Etat, comme toute autre solution juridique des problèmes humains doit prendre son point de départ

dans la nature sociale de l'homme et dans le caractère métaphysique de la société humaine. Le bien commun exige qu'on porte un minimum de crédit aux durables principes des rapports mutuels. Les droits et les obligations existent parce qu'ils proviennent immédiatement de la nature sociale de l'être humain et de la dignité personnelle. Le bien commun d'une seule nation ne peut se muer en valeur absolue et égoïste justifiant son comportement solitaire indépendant de la vie internationale..."

Les théories modernes de la continuité des droits et des obligations dont le professeur O'CONNELL est un éminent représentant ne sont appliquées plus directement aux Etats qui sortaient de la pénible colonisation. Dans les Etat d'Europe et d'Amérique, les Etats sont liés par une impressionnante myriade de lois, traités, accords et conventions sans lesquels les relations bilatérales et multilatérales sont impossibles. Il n'en est pas de même pour les nouveaux pays issues de la colonisation.

On comprend aisément que ces derniers préfèrent la doctrine de la "tabula rasa" (clean state doctrine) alors que les anciens colonisateurs s'accrochent aux théories de la continuité des droits et des obligations à l'issue d'une Succession d'Etat.

C'est dans cette atmosphère de reconsidération ou de reconduction automatique des traités et accords, que la doctrine NYERERE sur la Succession d'Etat émerge et essaie de s'intégrer à la pensée politique nyerérienne où les notions de dignité, d'identité, d'authenticité, de libre détermination, d'indépendance ont une valeur quasi-sacramentelle.

C- LA SUCCESSION D'ETAT SELON JULIUS NYERERE

Ce survol rapide de l'argumentation et des arguties juridiques sur la Succession d'Etat se proposait de montrer l'enjeu qu'implique la reconsidération ou la reconduction des droits et obligations qui, avant l'Indépendance, liait un territoire colonisé ou sous mandat à la communauté internationale.

A quelques jours de l'Indépendance du TANGANYIKA, NYERERE déclare à l'Assemblée Nationale :

"Le Gouvernement s'inquiète naturellement du fait que l'accession à l'Indépendance du TANGANYIKA puisse causer des dérangements dans les relations qui existaient précédemment entre les autres Etats et le TANGANYIKA. Il en faudrait le moins possible. Mais en même temps, le gouvernement doit être attentif et s'assurer que là où le droit international ne le demande pas, le TANGANYIKA ne sera pas lié par les engagements d'avant l'Indépendance incompatibles avec son nouveau statut et ses nouveaux intérêts.

Le Gouvernement du ROYAUME-UNI nous a fait la suggestion de conclure un accord de Succession d'Etat entre le TANGANYIKA et le

(1) Academy of Sciences of USSR : Institute of State and Law, International Law (Moscou : Foreign Languages Publishing House, 1960,) p 127.

ROYAUME UNI comme cela se fait habituellement entre le ROYAUME UNI et les autres pays accédant à l'Indépendance. Après examen de la proposition en détail, le Gouvernement s'est senti incapable de l'accepter... Nous sommes décidés de suivre un cheminement différent, une voie différente (1).

C'est ce cheminement différent qui donne naissance à ce qui est connu sous l'appellation "Doctrine NYERERE sur la Succession d'Etat".

La doctrine NYERERE se base sur la doctrine classique de la tabula rasa étant donné que NYERERE considère que le nouvel Etat résultant de la Succession d'Etat commence sa vie sans aucune obligation découlant des traités et accords contractés par l'Etat prédécesseur. Cependant, il convient de nuancer cette vision nyerérienne de la Succession en y apportant quatre précisions.

Primo, NYERERE estime que tous les engagements de la pré-indépendance s'effondrent et disparaissent automatiquement à l'avènement d'une Succession d'Etat. De ce fait, le renouvellement de tout traité ou accord est possible sous la double condition de libre choix et du consentement clair et sans ambage du successeur et des parties intéressées.

Secundo, la Doctrine considère que l'Etat successeur tout en n'étant pas automatiquement lié par les traités et accords de l'Etat prédécesseur peut choisir parmi les accords et les traités ceux qui l'intéressent. Ainsi, l'Etat successeur se garde d'agir sélectivement et d'appliquer les traités et accords antérieurs "à la carte".

 (1) TANGANYIKA, Assembly Debates (Hansard), TANGANYIKA National Assembly, official report, 36th session (6th meeting) Novembre 30 1961 (Dar es Salaam).

Tertio, aucune catégorisation systématique ne peut être préétablie pour que l'Etat successeur ait à choisir. Bref, il n'est pas question de proposer un "menu" préalable des traités et accords que l'Etat successeur devra consommer, pour ainsi dire.

Quarto, la Doctrine NYERERE affine une précision sémantique des notions de "Succession d'Etat" ou "Continuité des obligations ou des traités anciens". Selon la doctrine NYERERE, il n'y a pas continuité mais "discontinuité automatique" quitte à ce qu'il y ait "continuité après discontinuité" ou "continuité ininterrompue".

On le voit bien, la contribution de NYERERE à la notion de Succession d'Etat réside dans cette "option" propre à l'Etat qui succède mais aussi dans la sélectivité que cette option permet au nouvel état d'opérer.

Le 9 Décembre 1961, NYERERE, alors Premier Ministre, envoya au Secrétariat Général des Nations-Unies la Déclaration suivante (1) :

"As regard bilateral treaties validly
concluded by the United Kingdom
on behalf of the territory of TANGANYIKA
or validly applied to be extended by the former
to the territory of the latter, the Government
of TANGANYIKA is willing to continue to
apply within its territory, on a basis of reciprocity,
ther terms of alls such treaties for e period of two

(1) Je préfère garder le texte anglais étant donné qu'il n'existe pas de traduction française. Disposant du texte en Swahili assez tronqué, je ne peux pas faire la traduction.

years from the date of independence (i.e until 8 décembre 1963) unless abrogated or modified earlier by mutual consent. At the expiry of that period, the Government of TANGANYIKA will regard such of these treaties which could not by the application of the rules of customary international law be regarded as otherwise surviving, as having terminated.

It is the earnest hope of the Government of TANGANYIKA that during the aforementioned period of two years, the normal processes of diplomatic negotiations will enable it to reach satisfactory accord with the state concerned upon the possibility of the continuance or modification of such treaties.

The Government of TANGANYIKA is conscious that the above declaration applicable to bilateral treaties cannot with equal facility be applied to multilateral treaties. As regards these, therefore, the Government of TANGANYIKA proposes to review each of them individually and to indicate to the depositary in each case what steps it wishes to take in relation to each such instrument -whether by way of confirmation of termination, confirmation of succession or accession. During such interim period of review any party to a multilateral treaty which has prior to independence

been applied or extended to TANGANYIKA may on a basis of reciprocity rely as against TANGANYIKA on the terms of such treaty" (1)

De cette déclaration on peut mettre en évidence certaines formules essentielles et tenter une explication.

D'abord, NYERERE opère une distinction entre les traités qui sont du ressort des relations bilatérales et ceux des relations multilatérales.

Ensuite, en considération des traités sur la base bilatérale, NYERERE demande que les conditions suivantes soient préalablement observées :

- 1- Seuls les traités valablement conclus" par la GRANDE BRETAGNE au nom et et pour le compte du TANGANYIKA ou valablement demandés et étendus au TANGANYIKA seront acceptés ;
- 2- Les traités bilatéraux sont conclus sur une base réciproque entre les parties ;
- 3- La durée de validité de ces traités est de deux ans après l'Indépendance. A l'issue de ces deux ans, tous ces traités deviennent caducs.

Troisièmement, les deux ans constituent une période de réflexion pendant laquelle le TANGANYIKA se préparera pour réunir les conditions et les moyens de renégocier, renouveler ou modifier les traités selon les intérêts du TANGANYIKA.

Enfin, quatrièmement, NYERERE précise que les dispositions en vigueur pour les traités issus des relations bilatérales ne sont pas les mêmes pour les traités issus des relations multilatérales eu égard à la nature particulière des relations multilatérales.

(2) United Nations, Secrétariat "Materials on succession of states", United Nations Legislative Series (UN Doc ST/LEG/SER.B:14) N.Y. 1967.

Le KENYA, le BURUNDI, le MALAWI et l'UGANDA ont adopté la Doctrine NYERERE en l'ajustant pour des raisons particulières à ces pays. Je n'entrerai pas dans les détails concernant ces ajustements. (1).

La DOCTRINE NYERERE sur la Succession d'Etat semble être la première affirmation d'un souci de vouloir se démarquer de l'automatisme des us et coutumes internationales. C'est aussi le moment d'affirmer une volonté d'indépendance et d'auto-détermination. Peu à peu, NYERERE élabore son "Socialisme africain" qui diffère quelque peu de celui d'un SENGHOR ou d'un Kwame NKRUMAH mais qui reprend les aspects essentiels de l'un et de l'autre en y ajoutant les considérations d'Amilcar Cabral et de Frantz Fanon sur la paysannerie et les conditions de la révolution.

(1) Pour plus de précisions, lire Yilma MAKONNEN (107 : 60-64).

CHAPITRE VII

UNE VOIE AFRICAINE DU
SOCIALISME :

ENTRE NKRUMAH, SENGHOR ET
CABRAL.

On ne saurait comprendre l'oeuvre et l'action de NYERERE sans faire référence à sa foi chrétienne, à ses convictions panafricanistes, au rejet des "méthodes autoritaires et centralisées" (1), à son pragmatisme et à son attachement sans prétention théorique aux valeurs africaines léguées par les traditions ancestrales.

Les indépendances africaines, pour des raisons diverses et adverses, ont été suivies de déclarations de foi socialistes ou socialisantes. Ce Socialisme, comme idéologie et comme mouvement politique contemporain, est attirant pour des nombreux dirigeants, parce qu'il constitue un pathétique appel à la liberté et à la dignité et, surtout, propose une réponse à l'oppression et l'exploitation que subit l'homme noir.

Le Socialisme européen "s'est constitué en rapport avec le mouvement ouvrier bien qu'en dehors de lui" (2). Le Socialisme africain est, lui, le fait d'intellectuels dont la découverte du Socialisme faisait partie du long processus d'acculturation étant donné que ces intellectuels représentaient l'élément le plus déraciné, le plus coupé de la société traditionnelle.

Le Socialisme est venu alors se greffer sur des mouvements intellectuels tels que la NEGRITUDE (3) et le PANAFRICANISME (4). La volonté de reconstruire une identité collective prédomine chez les disciples du Socialisme qui veulent démontrer qu'il s'agit de parer au plus pressé et procéder à une modernisation formelle des vieilles traditions africaines et leur donner un contenu nouveau.

(1) Lire à ce propos, Yves PERSON, le Socialisme en Afrique Noire et les Socialismes Africains, in Revue Française d'Etudes Politiques Africaines, n° 127, Juillet 1976, p 15-68.

(2) Yves PERSON, op. cit p 16-17.

(3) Pour faire le tour de la question de la Négritude, je me suis servi des écrits de Lilyan KESTELOOT et spécialement de son Anthologie négro-africaine, Ed Gérard & C, Marabout Université, Verviers 1976.

(4) Une littérature abondante existant sur les origines et l'évolution du panafricanisme, je me suis penché sur le livre de Georges PADMORE : Panafricanisme ou Communisme (Présence Africaine, Paris 1960). L'influence de G.PADMORE sur NKRUMAH, KENYATTA et d'autres leaders africains a été profonde (Voir Yves BENOT, Idéologie des Indépendances Africaines, Ed Maspéro, Paris 1972, p 193, le passage intitulé le "Socialisme padmorien".

Pour beaucoup de théoriciens du Socialisme Africain (SENGHOR, DIA, NKRUMAH, NYERERE) le caractère "collectiviste" ou "communaliste" (1) de la société traditionnelle prédispose au Socialisme. Cette société collectiviste ou communaliste repose sur la famille étendue (jamaa) qui constitue l'unité de production. Cette Unité de production coïncide, avec l'unité sociale de base. Grâce au cadre du lignage, des classes d'âges et d'autres associations, l'organisation du travail était poussée en dépit d'une faible division du travail et de la faiblesse des échanges.

C'est sur une vue idéalisée de l'Afrique ancienne que NYERERE, NKRUMAH ou SENGHOR fondent leurs analyses. La tendance communautaire et anti-individualiste est incontestable chez la majorité des sociétés africaines. Le problème est de savoir s'il est possible de passer de cet esprit communautaire fondé sur le lignage à la structure moderne et collective d'un Etat moderne alliant efficacité et viabilité.

La conquête coloniale a réduit l'Afrique Noire à l'état de périphérie et y a imposé une vision du monde reposant sur le principe de base qui admet la supériorité des valeurs culturelles occidentales. Celles-ci qui justifient la "mission civilisatrice" des Européens. La lutte pour l'Indépendance dut s'en prendre d'abord aux concepts et aux mythes les plus solidement ancrés qui justifiaient la continuité du Colonialisme. C'est ainsi qu'on dut s'en prendre à la politique d'ASSIMILATION pour accéder à l'EGALITE POLITIQUE. Pour ce faire, le choix était simple : obtenir l'Egalité soit par une intégration totale soit par une séparation totale. Mais cette alternative au niveau politique ne posait pas de difficultés comme ce l'est au niveau purement culturel. Comment acquérir et préserver, comment s'universaliser tout en restant soi-même, et comment se moderniser sans plagier l'Occident ?

(1) La Société africaine traditionnelle ou précoloniale se caractérise par la Communaucratie (Sekou TOURE), le Communalisme (SENGHOR) ou le Communautarisme (NYERERE).

C'est dans ce contexte que les jeunes intellectuels nationalistes s'en vont à la recherche de ce qui faisait la caractéristique essentielle de la Société Africaine : la cohésion au sein d'une "communauté-unité de production et de consommation". Restaurer les cultures anciennes devenait un impératif. Il fallait transformer le mouvement pro-nationaliste regroupant les quelques "évolués" installés en ville ou ayant qualité de fonctionnaires et, surtout, avoir la confiance et le soutien des sociétés rurales où la tradition est encore fortement enracinée.

Ce travail d'élargissement du noyau pro-nationaliste citadin aux masses rurales traditionnalistes commença d'abord à rechercher et à porter aux nues les héros de l'Afrique ancienne qui s'étaient signalés par leur résistance aux puissances coloniales et que les historiens occidentaux avaient dépeint sous les plus sombres et effrayantes couleurs.

C'est ainsi que le mandingue SAMORY, le zulu CHAKA, le Somalien MAD MULLAH, l'algérien ABD EL KADER (1) étaient traités de guerriers sanguinaires, de barbares dont la défaite avait sonné l'ère nouvelle de prospérité et de progrès. Les jeunes nationalistes ont alors tout simplement réhabilité et transformé ces chers fils de l'Afrique en pures victimes de la cupidité coloniale. Ce qu'il importe de signaler ici ce n'est pas l'exactitude du rôle politique ou les caractéristiques intrinsèques de ces leaders mais plutôt de ne pas accepter l'interprétation coloniale des événements, de mettre en doute l'historiographie coloniale.

La volonté de faire reconnaître que l'Afrique a un passé et une pensée dut occuper beaucoup de jeunes intellectuels que scandalisait la déformation systématique des vérités historiques et qui subissaient quotidiennement le mépris découlant de cette vision déformée du passé africain. Le Socialisme africain se greffe alors aux mouvements de revendication d'une identité noire et de la spécificité de ses moeurs, us et coutumes.

 (1) Lire à ce propos le regretté CHEIKH ANTA DIOP, l'Afrique Noire précoloniale, Présence Africaine, Paris, 2e édition, 1987, p 159-161 : "Support mystique du Nationalisme".

C'est ainsi que la NEGRITUDE et le PANAFRICANISME constituent les deux principales sources qui alimentent le Socialisme Africain.

A- LES DEUX PRINCIPALES SOURCES : PANAFRICANISME ET NEGRITUDE

La prolifération doctrinale et l'idée d'un socialisme africain qui accompagne la décolonisation tiennent à la régénération de l'histoire africaine. L'intellectuel qui avait conscience d'être coupé de son héritage culturel, sent sourdre en lui comme un sentiment de revanche et d'intérêt passionné. Il se tourne vers cet héritage pour y chercher les thèmes qui lui permettront de faire naître la conscience nationale parmi les masses rurales et de reprendre une place dans la communauté.

C'est ainsi que les jeunes intellectuels nationalistes se spécialisent dans le nationalisme culturel. C'est ici que l'oeuvre et la pensée de CHEIKH ANTA DIOP (1) est importante car cet érudit sénégalais a eu une influence considérable sur les nombreux intellectuels et nationalistes africains à la recherche d'une caution scientifique légitimant leurs affirmations et leurs revendications.

D'après CHEIKH ANTA (2) on peut, schématiquement, diviser les peuples en deux catégories essentielles : les MERIDIONAUX (Négro-Africains) et les ARYENS (Caucasiens y compris les Sémites, les Mongoloïdes et les Indiens d'Amérique).

(1) Je schématise à l'extrême la pensée de CHEIKH ANTA DIOP (1923-1986). Auteur d'une thèse, Nations Nègres et Culture, publiée en 1954, CHEIKH ANTA DIOP obtiendra le titre de Docteur pour son Etude Comparée des Systèmes politiques et sociaux de l'Europe et de l'Afrique, de l'Antiquité à la formation des Etats modernes (1959). Il a publié, chez Présence Africaine, Nations Nègres et Culture (1954). L'unité culturelle de l'Afrique Noire (1960), Les Fondements Economiques et culturels d'un Etat fédéral d'Afrique Noire (1960), Antériorité des civilisations nègres : Mythes ou vérité historique ? (1967), civilisation ou Barbarie (1981).

(2) Les développements schématisant cette pensée de CHEIKH ANTA DIOP s'inspirent spécialement de la lecture du livre "l'Unité Culturelle de l'Afrique Noire".

Chacun des deux groupes a une mentalité et une culture différentes qui sont fonction des données climatiques. CHEIKH ANTA DIOP rappelle ici l'oeuvre de Ruth BENEDICT dans *Pattern of Culture* (les KWAKIUTL et les ZUNI se caractérisent par la "personnalité dionysiaque" et la "personnalité apollonienne").

Bref, selon CHEIKH ANTA DIOP les Méridionaux sont différents des Aryens, au niveau culturel pour des nécessités géographiques et climatiques. Le climat est plus dur chez les Aryens.

Chez les Aryens prédomine un système patriarcal caractérisé par l'effacement de la femme et une propension générale à la guerre. A cela il faut ajouter l'existence des religions matérialistes, les notions de culpabilité et de péché originel, le sens tragique, la xénophobie, l'individualisme et le pessimisme, les Etats-Cités.

Par contre chez les Méridionaux (les Nègro-Africains) prédomine un système matriarcal caractérisée par l'émancipation de la femme et un pacifisme naturel. Les religions y sont idéalistes et on ne trouve aucun sens du péché. A cela, il faut ajouter la xénophobie, le collectivisme social, l'Etat territorial et l'optimisme.

D'après CHEIKH ANTA DIOP, les Egyptiens sont les ancêtres des Méridionaux et surtout, les Egyptiens étaient Nègres. De cette double hypothèse, CHEIKH ANTA DIOP, conclut en suivant tout l'enchaînement d'un Syllogisme : les anciens Egyptiens sont nègres et ancêtres des Méridionaux, les Egyptiens et la civilisation pharaonique sont à la base de la civilisation européenne, donc la civilisation européenne n'est qu'un sous-produit de la civilisation négro-africaine:

"Il est impossible d'insister sur tout ce que le monde -et en particulier le monde hellénique- doit au monde égyptien. Les Grecs n'ont fait que reprendre et développer, dans une certaine mesure parfois, les inventions égyptiennes, tout en les

dépouillant en vertu de leurs tendances religieuses,
de la carapace religieuse "idéaliste" qui les entourait.

La pensée et les découvertes de CHEIKH ANTA DIOP ont redoré le blason terni de la civilisation négro-africaine. Le Père TEMPELS, dans Philosophie Bantoue (1) a aussi permis, grâce à l'étude minutieuse des témoignages d'Africains de faire prendre conscience à ses confrères européens de réviser leurs conceptions sur la métaphysique, la psychologie et l'éthique bantou.

La thèse de la primitivité africaine justifiant la mission civilisatrice européenne a été ébranlée aussi par les travaux d'un Marcel GRIAULE à propos des dogmes dans le SOUDAN Occidental. C'est dans cet intense bouillonnement d'idées qu'éclot la Négritude.

1- LA NEGRITUDE (2)

La pensée de Julius NYERERE ne s'apparente pas au courant de la Négritude mais se rapproche beaucoup plus du discours panafricaniste étant donné que la Négritude a surtout été développée par les Négro-Africains et antillais francophones tandis que le panafricanisme concerne beaucoup plus les anglophones.

Néologisme forgé par le poète martiniquais Aimé CESAIRE, Négritude a connu une fortune singulière. Le Mouvement de la Négritude vient à la suite de deux revues : Légitime Défense (1932) et Etudiant Noir (1934). Ces deux revues critiquaient acerbement la politique d'assimilation culturelle et revendiquaient la "liberté créatrice du nègre en dehors de toute imitation occidentale". Pour se libérer du carcan assimilationniste et permettre l'expression de la liberté créatrice du nègre, le moyen choisi fut, non pas le recours au Surréalisme et au Communisme, mais un retour aux sources africaines.

(1) TEMPELS Placide, La Philosophie bantoue, Présence Africaine, Paris 1948.

(2) Je ne fais ici qu'un exposé succinct du Mouvement de la Négritude. Encore une fois, l'oeuvre de Lilyan KESTELOOT m'a permis de faire un tour rapide d'une question à laquelle je suis sensibilisé depuis le collège des jésuites où Lilyan KESTELOOT a, elle-même, était élève. Voir Anthologie Négro-Africaine, op. cit p 75-241.

Aimé CESAIRE définit la Négritude comme étant

"la simple reconnaissance du fait d'être noir,
et l'acceptation de ce fait de notre destin de noir,
de notre histoire et de notre culture".

Les adeptes de la Négritude ont fondé la revue *Présence Africaine* en 1947. Grâce au dynamisme de *Présence Africaine* et de son éditeur à Paris, Alioune DIOP, le réunion du Congrès International des Ecrivains Noirs se tint à Paris (1958) et à Rome (1959).

La Négritude a deux principales écoles. La première assimile la Négritude à une structure mentale, un caractère émotionnel congénital de l'esprit des Noirs. C'est ainsi que SENGHOR a pu lancer son affreux aphorisme : "L'émotion est nègre, la raison est helène". Cet aphorisme s'est attiré la foudre de la critique des intellectuels africains tels que Marcién TOWA (1) et Wole SOYINKA (2).

Chez SENGHOR, le noir se trouve défini par des qualités de sensibilité et d'intuition : "C'est, en effet leur attitude émotive, à l'égard du monde qui explique toutes les valeurs culturelles des négro-africains..." précise-t-il. CHEIKH ANTA DIOP, dans ce même ordre d'idées, est convaincu d'une qualité particulière de la culture africaine, de la "Culture Négro-Africaine" pour être plus près de son vocabulaire.

La deuxième école se définit par la réaction révolutionnaire des Africains à l'oppression politique et culturelle qu'ils subissent. Jean Paul SARTRE dans son célèbre essai "Orphée noir" et le malgache Jacques RABEMANANDJARA appartiennent à cette deuxième école qui paraît beaucoup plus proche des préoccupations panafricanistes propres aussi bien aux anglophones et aux auteurs et intellectuels maghrébins.

(1) Outre son livre "Léopold Sedar SENGHOR : Négritude ou Servitude", qui reprend la thèse de Doctorat d'Etat en Philosophie "IDENTITE ET TRANSCENDANCE..." (Paris x, Nanterre 1977), Marcién TOWA critique les conceptions senghoriennes de la Négritude dans une thèse de 3^{ème} cycle à la Sorbonne en 1969 intitulée "La poésie de la Négritude" (approche structuraliste) et dans son essai sur la problématique philosophique dans l'Afrique Actuelle, ed. Clé, Yaoundé, 1971.

(2) Les critiques que le Prix Nobel de Littérature, Wole SOYINKA émet à l'encontre de la Négritude se résument par sa célèbre phrase : "Le tigre ne proclame pas sa tigritude, mais il tue sa proie et la mange". Les anglophones préférèrent parler de "personnalité africaine" au lieu de négritude.

2- Le panafricanisme (1)

Le concept "Panafricanisme" est forgé sur le modèle de "pangermanisme", "panslavisme", "panarabisme" et exprime l'aspiration des noirs à se rassembler en une seule nation en vue de restaurer la dignité et l'identité outragées par des siècles de traite, d'esclavage et de colonisation. Il s'agit de prendre sa revanche sur l'histoire en essayant d'en inverser l'impitoyable cours.

Le Panafricanisme est, en quelques sorte, une tentative de mettre un terme au "sado-masochisme historique", à l'autoflagellation économico-socio-politique que les Noirs pratiquent depuis des siècles.

La prise de conscience par les Noirs de leur aliénation collective a vu le jour, non pas en Afrique, mais en Amérique. Avant l'intervention théorique et pratique de W.E. Burghardt DU BOIS, considéré comme étant le père du panafricanisme, entre autres noms, deux noms méritent d'être cités : Sylvester WILLIAMS et Booker T. WASHINGTON.

Avocat inscrit au barreau londonien, Sylvester WILLIAM prit l'initiative courageuse de convoquer en 1900, à Londres, une conférence destinée à protester contre l'exploitation dont étaient victimes les Noirs en Afrique. C'est, de l'avis de W.E.B. DU BOIS, lors de cette conférence que le mot "PANAFRICANISME" fut mis à la mode.

L'initiative de Sylvester WILLIAMS est à rattacher à celle de Booker T. WASHINGTON, fondateur de la "NATIONAL BUSINESS LEAGUE". Booker T; WASHINGTON estimait qu'il valait mieux que les Noirs ne se révoltent pas contre une situation acquise et préconisait une amélioration lente du niveau de vie des Noirs en cherchant la compensation au mépris qu'ils subissaient dans "ce que l'argent peut acheter". Cet utilitarisme révolta W.E.B. DU BOIS.

(1) Les quelques idées résumées ici sur le panafricanisme s'inspirent de nombreux textes de NYERERE, de KRUHMAH, KENYATTA et surtout de George PADMORE (panafricanisme ou communisme, op ct). Le petit QUE SAIS-JE (n°847) de Philippe DECRAENE, le Panafricanisme, P.U.F., Paris, 5ème éd., 1976) m'a permis de faire une synthèse rapide de la question.

W.E.B. DU BOIS organise les cinq premières conférences d'intellectuels noirs, américains et antillais, militants pour le Panafricanisme entre 1919 et 1945 (1919, 1921, 1923, 1927, 1945).

1945 marque un tournant dans l'histoire du Panafricanisme. A ses origines, le Mouvement antiraciste regroupant les nègres des pays occidentaux et intellectuels africains, se mue en "instrument de l'anticolonialisme et du Nationalisme africain". Avec l'Indépendance du GHANA, en 1958, Kwame NKRUMAH prit le leadership du Mouvement mais les réticences commencent à naître du côté des autres leaders nationalistes d'autres pays. D'ores et déjà, commence à se poser la question de passer du Mouvement de lutte anticolonialiste et nationaliste à celui de Mouvement se proposant de fédérer l'Afrique.

Ainsi le Panafricanisme a servi à trois fins politiques différentes :

- mouvement antiraciste ;
- outil entre les mains des mouvements nationalistes ;
- tendance vers une entité supranationale.

Au cours de son histoire, le Mouvement panafricaniste a élaboré une doctrine politique et culturelle. La dimension économique y est peu développée et ne semble pas offrir beaucoup d'intérêts aux leaders nationalistes qui préfèrent d'abord accéder à l'Indépendance et à l'autodétermination avant de s'occuper des questions socio-économiques.

La phase la plus active du Panafricanisme est celle où il sert d'idéologie aux mouvements nationalistes car, à cette époque, l'idéologie panafricaniste se résumait en un nationalisme combattant la domination et l'exploitation étrangères, contre l'impérialisme, et par conséquent, contre le capitalisme monopoliste. Ce nationalisme qui se cache sous le panafricanisme combat le capitalisme et l'impérialisme à une époque où le Socialisme connaît un essor. C'est ce qui fait que le Panafricanisme, à cette époque, signifiait anti-impérialisme, anti-capitalisme et corrélativement nationalisme, socialisme.

Les Panafricanistes africains n'auront pas du mal à comprendre et résoudre cette équation en baptisant leur "panafricanisme-nationalisme-socialisme" le **SOCIALISME AFRICAIN**.

B- LE PANAFRICANISME EN AFRIQUE ORIENTALE ET AUSTRALE

Le Mouvement panafricaniste en Afrique Orientale et Australe reflète la faiblesse structurelle du Panafricanisme : le surinvestissement politique et le désinvestissement économique. Ce qui préoccupe les leaders nationalistes, c'est l'accession au pouvoir politique, le contrôle du pouvoir d'Etat. Le vieux rêve selon lequel la création d'une entité supranationale à commandement unifié créerait un "grand marché", s'envole. L'élite nationaliste n'ayant pas le contrôle du secteur économique, même après l'Indépendance, la formation d'une entité supranationale à commandement unifié est sans cesse remise aux calendes grecques. Les coopérations ou fédérations à base régionale avaient alors pour but de pallier à la carence économique structurelle de l'idéologie panafricaniste par la création d'un grand marché qui constituerait un prodrome à l'intégration continentale. On sait que cette question a toujours opposé NKRUMAH et NYERERE. Ce dernier préférait une intégration continentale graduée et à base régionale tandis que NKRUMAH préférait une intégration continentale immédiate sans procrastination.

C'est en 1958, à Mwanza (1) qu'apparaissent les premières manifestations de la volonté d'une intégration régionale de l'Afrique Orientale, Centrale et Australe. Cette réunion de Mwanza à laquelle assistaient les délégués de l'UGANDA, du KENYA, du TANGANYIKA, ZANZIBAR et NYASSALAND (actuel MALAWI) voit la naissance de la PAFMECA (Pan-African Freedom Mouvement for East and Central Africa). Deux leaders émergent et se démarquent : Tom MBOYA et Julius NYERERE.

A cette réunion de Mwanza est décidée la coordination des efforts de lutte contre le colonialisme et la domination étrangère dans la Région. Dans la "Freedom Charter" adoptée avec la Constitution de la PAFMECA, il est déclaré :

La liberté est notre droit inné, l'auto-administration
notre héritage, en tant que garçons et filles... de ce fait,
il est non seulement juste mais impératif de restaurer
notre droit inné pour nous-mêmes, pour nos enfants
et pour les enfants de nos enfants... Nous déclarons
que la démocratie doit prévaloir en Afrique, du SENEGAL
à ZANZIBAR et du Cap au Caire ; que le colonialisme
le Nationalisme africain... que la pauvreté, l'ignorance, la
mauvaise santé et d'autres misères humaines ne peuvent pas
être éradiquées avec satisfaction sous l'impérialisme
mais seulement sous une auto-administration et
avec la coopération internationale sur la base de
l'égalité et d'avantages mutuels." (2).

(1) Mwanza, sur le versant sud du lac Victoria, est la deuxième ville de TANZANIE au nombre de ses habitants. C'est la ville des SUKUMA, l'ethnie la plus importante (2 000 000 habitants). Mwanza, à l'époque coloniale a toujours été une ville -et par extension une province- réfractaire aux oukases des autorités coloniales de Dar es Salaam. Après l'Indépendance, elle a gardé sa réputation de ville et province réfractaire à l'Ujamaa. L'inamovible Paul BOMANI, ministre depuis 1960, est originaire de cette région où il était le principal animateur de la VFCU (Victoria Federation of Cooperative Union).

Voir à propos de Mwanza, l'article de Denis C. MARTIN "Zizanie en TANZANIE, Fondation Nationale des Sciences Politiques, CERI, 1976, Document n°4, p 21-24.

(2) Tom MBOYA, *Freedom and After*, London, André DEUTSCH, 1963, p 208.

Tom MBOYA a pu révéler que l'idée du PAFMECA est née lors d'une conversation entre lui et Julius NYERERE : "quand il est venu dans sa maison à deux chambres... à Nairobi".

La création du PAFMECA répondait à la nécessité de créer une organisation commune à tous les mouvements nationalistes d'Afrique Orientale et Centrale. Le PAFMECA se préoccupe, dès lors, de la question de l'Indépendance politique et permet de converger les points de vue des différents leaders nationaux pour présenter un front uni à la célèbre conférence d'Accra connue sous l'appellation anglaise "All African Peoples Conference".

Il convient, peut-être, de rappeler que la création du PAFMECA répondait à la volonté des nationalistes de ne pas laisser les colonisateurs créer eux-mêmes des fédérations avec des territoires à une forte communauté européenne (KENYA et ZIMBABWE actuel).

Le PAFMECA en Afrique de l'Est permettra l'accession du TANGANYIKA, du KENYA, de l'UGANDA et de ZANZIBAR à l'Indépendance. Le ferme espoir d'une entité supranationale, continentale s'érousse en même temps que s'éloignent les perspectives de la création de la fédération de l'Afrique de l'Est (KENYA, TANGANYIKA, UGANDA, ZANZIBAR) pour laquelle NYERERE était prêt à demander de retarder l'Indépendance du TANGANYIKA.

Le mouvement panafricaniste, en Afrique Orientale et Centrale, se polarise sur l'indépendance politique et néglige les aspects économiques. L'élite nationaliste qui accède au pouvoir avec l'ambition -le rêve plutôt- de faire un "grand marché" au niveau continental s'aperçoit qu'elle ne peut pas se plier au "diktat" des puissances capitalistes. La coopération ou la fédération à base régionale se proposera de créer un marché qui puisse, à l'échelle régionale, faire concurrence aux multinationales. Cependant, il est aisé de remarquer que ce "marché" impossible à l'échelle continentale ne peut se réaliser à l'échelle régionale parce que, tout simplement, les bourgeoisies nationales n'ont pas encore prise sur les ressources nationales. Elles préfèrent "coopérer" avec les

multinationales et la Haute Finance Internationale. Tant en TANZANIE que dans les autres pays, les bourgeoisies nationales freinent toute idée de souveraineté supranationale fût-elle à une échelle réduite. NYERERE, appuyé par Tom Mboya, s'efforcera de tout tenter pour qu'un tel marché existe mais rien n'y fera. En 1958, le PAFMECA se propose d'atteindre les objectifs suivants :

1- Encourager l'esprit du Panafricanisme dans le but de débarrasser tous les territoires d'Afrique Centrale ou Orientale de l'impérialisme, de la suprématie blanche, de l'exploitation économique et de la dégradation sociale en encourageant les activités nationalistes à atteindre le "self-government" et à instaurer la démocratie parlementaire ;

2- Coordonner les programmes nationalistes, les tactiques, les projets et les efforts pour la libération rapide des dits territoires ;

3- Participer à la création et à l'organisation d'une Union des Mouvements Nationalistes dans les territoires africains à travers l'éducation politique, les conférences périodiques et l'encouragement des contacts interterritoriaux en Afrique dans tous les domaines.

4- Créer un "Fond Africain de l'Indépendance de l'Afrique Centrale et Orientale" (East and Central African Freedom Fund) ;

5- Poursuivre la non-violence dans les combats nationalistes pour l'Indépendance et la prospérité" (1).

Né à Mwanza, en 1958, peu avant la tenue de la Première Conférence des Peuples Africains à Accra, le PAFMECA unit, par des liens souples, les partis politiques du TANGANYIKA, du KENYA, de la Rhodésie du Nord (actuelle ZAMBIE), de la Rhodésie du Sud (actuel ZIMBABWE), du NYASSALAND (actuel MALAWI) et de ZANZIBAR (qui avec l'union avec le TANGANYIKA en 1964, fait actuellement partie de la TANZANIE). Des représentants

(1) Lire à ce propos, Dan Wadada NABUDERE in S.S. MUSHI & K.MATHEWS (Ed), Foreign Policy of TANZANIA 1961-1981 : A Reader, Tanzania Publishing House, Dar es Salaam 1981, p 125.

de l'Afrique du Sud, du RWANDA, du BURUNDI et du CONGO BELGE (actuel ZAIRE) participèrent aux conférences du PAFMECA. Jouant plutôt le rôle de coordination que d'unification, et malgré la sévère et déchirante division des partis rivaux qui y étaient représentés, les conférences du PAFMECA ont permis de parvenir à une unanimité sur une question capitale : l'urgente nécessité d'une Fédération de l'Est Africain et de l'Afrique Centrale.

La TANU a joué un rôle de tout premier ordre dans le PAFMECA et grâce au PAFMECA la personnalité de Julius NYERERE émerge alors que, jusque là, Jomo KENYATTA était considéré comme le "Guide Naturel" (21). La TANU, au sein du PAFMECA assumait les charges du secrétariat et s'occupait de toutes les démarches administratives.

La TANU, sous l'impulsion d'un NYERERE sur une trajectoire ascendante et auréolé d'un prestige certain au niveau continental et international, manifeste un intérêt grandissant pour les "All African People's Organisation" qui se tiendront successivement à Accra (Décembre 1958), Tunis (Janvier 1960) et Le Caire (Mars 1961). La TANU envoie des observateurs à la Deuxième Conférence des Etats Africains en juin 1960.

Le fait le plus marquant pour la TANU au sein du PAFMECA a été d'avoir choisi de ne pas choisir entre le Groupe de MONROVIA et le groupe de CASABLANCA(1) et, surtout, son insistance à favoriser l'émergence des représentations régionales effectives (genre PAFMECA) au sein des "Conférences de l'organisation de tous les peuples africains (All African People's Organisation).

Ces douze pays constitutifs du Groupe de Brazzaville (où l'on remarque les absences notoires de la GUINEE, du TOGO, du CONGO BELGE (ZAIRE), du MALI, du RWANDA et du BURUNDI) exige la paix en ALGERIE pour 1961, se propose de procéder à une médiation au CONGO (ZAIRE) et se prononce pour l'Indépendance de la MAURITANIE.

 (1) Colin LEGUM, le Panafricanisme à l'épreuve de l'Indépendance, Editions Saint Paul, Paris 1965, p 144.

Le Groupe de Brazzaville par l'établissement d'une liste sélective d'Etats indépendants se propose de créer un bloc d'Etats indépendants en s'opposant tour à tour et en même temps à une "union politique" qui tendrait à imposer des institutions intégrationnistes et à l'idée des groupements régionaux de type PAFMECA.

Le MAROC vexé et outré par les résolutions de la conférence de Brazzaville réagit et convoque une conférence dont découlera le Groupe de CASABLANCA. Ce dernier comprend le MAROC, le GHANA, la GUINEE, le MALI, la R.A.U. (2) (EGYPTE), la LYBIE, le Gouvernement provisoire algérien et CEYLAN (actuel SRI KANKA).

Divergeantes sur la question du CONGO(actuel ZAIRE) et sur l'indépendance de la MAURITANIE, les vues des leaders présents à CASABLANCA convergent sur la condamnation d'ISRAEL comme étant une "base impérialiste".

De même que Brazzaville avait conduit à CASABLANCA, à son tour CASABLANCA conduit à MONROVIA. Ce groupe comprend les 12 Etats du Groupe de Brazzaville avec, en outre, le LIBERIA, le NIGERIA, la SOMALIE, la SIERRA LEONE, le TOGO, l'ETHIOPIE et la LYBIE (transfuge du groupe de CASABLANCA).

(1) Les groupes de CASABLANCA et de MONROVIA découlent du "Groupe de Brazzaville" communément et officiellement connu sous l'appellation "Union des Etats Africains et Malgaches". En effet, en octobre 1960, à Abidjan, les Etats francophones décident de discuter d'une possible médiation entre la France et l'Algérie. En décembre 1960 à Brazzaville, ces "états africains et malgaches" francophones, décident de fonder une organisation, une association plus durable qui sera connue sous la double appellation de Groupe de Brazzaville et de l'Union des Etats africains et malgaches. Le Groupe de Brazzaville comprend : le CONGO-Brazzaville, la COTE D'IVOIRE, le DAHOMEY (actuel BENIN), le TCHAD, le GABON, la République Centrafricaine, le CAMEROUN, MADAGASCAR, le SENEGAL, la M/URITANIE, la HAUTE VOLTA (actuel Burkina Faso) et le NIGER.

(2) R.A.U. : République Arabe Unie

Refusant de ne se joindre ni au Groupe de CASABLANCA ni au Groupe de MONROVIA, le TANGANYIKA, lors de la conférence préparatoire des Ministres des Affaires Etrangères (Addis Abeba Février 1963) accorde la priorité à une "organisation authentiquement africaine" (1). Dès le départ, cette politique du "ni...ni" (2) ou, pour paraphraser SARTRE, ce "choix du non choix" marque durablement la politique étrangère de la TANZANIE en la conduisant plutôt sur le chemin de la neutralité positive, du Non Alignement et d'un soutien inconditionnel aux Mouvements de libération. Je reviendrai ci-dessous sur ces aspects intéressants de la politique étrangère de la TANZANIE, politique qui a défendu et dépendu longtemps des choix éthiques plutôt que des exigences et des nécessités de la raison d'Etat.

Lors de la Conférence préparatoire des Ministres des Affaires Etrangères (Addis Abeba, Février 1963), le TANGANYIKA s'interroge sur deux propositions en présence : celle d'Ahmed Ben BELLA et celle de Kwame NKRUMAH. Kwame NKRUMAH propose, dans un appel solennel à tous les chefs d'Etat, de souscrire à une unification immédiate de l'Afrique. Il sait que sa proposition ne peut escompter aboutir à des résultats immédiats mais il sait que, dans l'avenir, la justesse de sa position sera indiscutable et il sera auréolé du prestige de "prophète de l'aile révolutionnaire du Panafricanisme".

L'initiative ou la proposition de BEN BELLA, quant à elle, voulait rendre continentale l'aide aux mouvements de libération des territoires non encore parvenus à l'Indépendance. Cette proposition réaliste reçut le soutien de la TANU et noua des liens personnels intenses entre NYERERE et BEN BELLA si bien qu'au renversement de ce dernier, en 1965, NYERERE fut terrifié et déçu :

 (1) Frank MODERNE, le PANAFRICANISME ET LA POLITIQUE EXTERIEURE DE LA TANZANIE, Revue Française d'Etudes Politiques Africaines, 62, Février 1971, p 86.

(2) Allusion à la politique française pronée par François MITTERRAND qui ne veut ni les nationalisations ni les privatisations après les élections présidentielles de 1988.

"Peuvent-ils comprendre la signification de l'amitié ? L'amitié ne signifie pas que parce qu'un ami est renversé, il faut l'oublier. Maintenant ils veulent que j'aille en Algérie alors que BEN BELLA est en prison". (105 : 061)

L'activisme de la TANU au sein du PAFMECA se précise lors du Sommet à l'issue duquel les chefs d'Etat signent la Charte de l'Organisation de l'Unité Africaine, à la conférence d'Addis Abeba, le 26 mai 1963. Avec ses 32 articles, la Charte de l'O.U.A se propose, entre autres, de :

- 1- Coordonner et intensifier la coopération et les efforts en vue d'assurer le mieux-être des peuples africains ;
- 2- Défendre la souveraineté, l'intégrité des territoires et l'indépendance des peuples africains ;
- 3- Extirper d'Afrique toutes les formes de colonialisme et faire progresser la coopération internationale ;
- 4- Condamner sans réserve l'assassinat politique sous toutes ses formes...
- 5- Venir en aide aux mouvements de libération en se consacrant "sans réserve à l'émancipation complète des territoires africains qui n'étaient pas encore indépendants" ;
- 6- Renforcer la POLITIQUE DE NON ALIGNEMENT.

NYERERE, secondé efficacement par Tom MBOYA, la TANU et le PAFMECA a pesé lourdement sur les orientations, les stratégies et les mécanismes du fonctionnement de l'O.U.A. Déjà, à Addis Abeba, en 1960, lors de la Conférence des Etats Africains

Indépendants, NYERERE faisait le point de l'évolution de l'idée de fédération au sein de l'opinion africaine en déclarant :

"Un grand nombre d'entre nous, reconnaissent sans discussion qu'une Fédération des Etats d'Afrique orientale serait une bonne chose. Dans notre lutte contre l'impérialisme, nous avons mis en relief cette idée que notre force reposait sur notre unité. Nous avons pris conscience du danger de la formule DIVIDE ET IMPERA -divise et règne-. Nous avons dit avec juste raison que les frontières qui délimitent nos territoires avaient été tracées par les impérialistes et non par nous et que nous ne devions pas en tolérer l'utilisation contre notre unité. Les faibles et les divisés ne sauraient espérer maintenir une INDEPENDANCE DANS LA DIGNITE, quelle que soit l'ardeur qu'ils mettent à proclamer leur désir d'être forts et unis car le désir d'unir est une chose et l'unité de fait en est une autre. Il me paraît vraiment superflu de vouloir discuter avec n'importe quel nationaliste intelligent sur le fait qu'une PERSONNALITE AFRICAINE dans la dignité exige une unité effective et non une aspiration sentimentale à l'unité".

NYERERE considère et a toujours considéré que l'Unité de l'Afrique doit se faire lentement et méthodiquement. Point n'est besoin, à ses vues, de confondre vitesse et

précipitation. Etant donné que l'unité africaine (1) tire ses arguments et ses racines dans la lutte pour l'indépendance nationale -la fameuse UHURU- NYERERE pense qu'il suffira de substituer au "sentiment émotionnel de solidarité des partis africains" une volonté d'union des peuples indépendants de l'Afrique en ne lâchant pas les efforts pour libérer les territoires qui sont encore sous la domination coloniale et raciale.

C'est ainsi que le PAFMECA propose de passer de l'unité d'opposition" à l'unité de "construction", de la "critique critique" à la "critique constructive".

C'est ainsi que NYERERE pense que le regroupement régional est une étape intermédiaire qui servira de prodrome à un regroupement continental, mais sans brûler les étapes. Il rappelle que le passage de l'unité d'opposition à l'unité de construction n'est pas difficile à réaliser car il y a une unité fondamentale du peuple africain :

"... L'unité fondamentale des peuples africains est évidente et profondément ressentie. C'est cependant une unité forgée dans l'adversité, au cours de la lutte contre un gouvernement étranger. Si la victoire obtenue dans cette bataille doit être suivie d'un triomphe identique sur les forces du néo-impérialisme, sur la pauvreté, sur l'ignorance et la maladie, alors il faut que cette unité soit maintenue et renforcée " (86 : 85).

(1) Il convient de remarquer que les états "anglophones" utilisent beaucoup plus le terme "Panafricanisme" alors que les états "francophones" lui préfèrent l'expression "unité africaine". Mais, au fond, les deux désignent l'attitude d'esprit marquée par l'ouverture aux problèmes africains d'ordre supranational et la volonté d'agir collectivement et solidairement pour les résoudre.

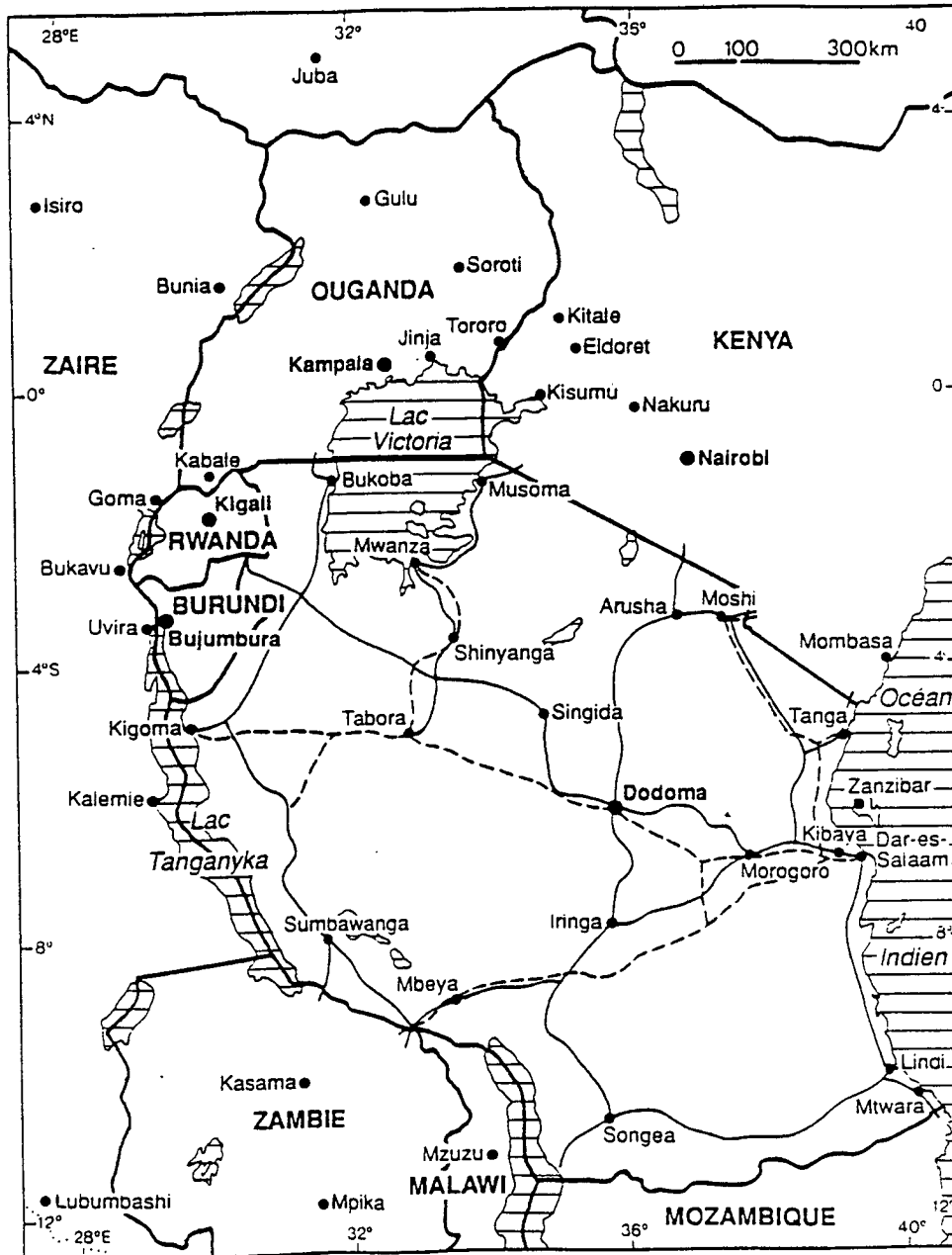
NYERERE presse ses pairs à tirer sur la fibre émotionnelle "née de l'histoire du colonialisme et de l'oppression" et propose comme objectif de créer les "Etats Unis d'Afrique :

"C'est cela seul qui peut vraiment donner
à l'Afrique l'avenir que ses populations
méritent après des siècles d'incertitudes économiques
et d'oppression sociale. Cet objectif doit être atteint,
peu importe que ce soit en une seule étape ou en plusieurs,
ou qu'on emprunte pour cela la voie du développement
économique, du développement politique ou du développement
social..." (85 : 68).

Le PAFMECA où NYERERE et Tom MBOYA s'investissent et s'impliquent profondément et personnellement constitue une étape vers la réalisation de l'unité africaine. En Afrique Orientale et Centrale, l'idée d'une Fédération remonte aux années 1920 et elle est concomitante à la naissance de la T.A.A. (TANGANYIKA African Association). En effet, les gouvernements britanniques successifs étudièrent la proposition de mettre sur pied une entité régionale regroupant des structures administratives interterritoriales. Ces structures administratives interterritoriales créées avec l'assentiment des minorités blanches furent combattues par les africains. C'est le cas de la "FEDERATION DES RHODESIES ET DU NYASSALAND", créée en 1953 et de l'East African High Commission.

L'idée d'une fédération regroupant le KENYA, l'UGANDA, le TANGANYIKA et ZANZIBAR date, donc, des années 1920. D'autres pays comme le MALAWI (NYASSALAND), la ZAMBIE (Rhodésie du Nord), le ZIMBABWE (Rhodésie du Sud), le RWANDA et le BURUNDI s'intéressèrent à cette idée. L'actuel président du MALAWI, le Docteur Hastings Kamuzu BANDA en arrivait à caresser l'espoir de voir

LA TANZANIE EN AFRIQUE DE L'EST



- Dodoma Capitales
- Iringa Autres villes importantes
- Frontières
- Routes
- - - - - Voies ferrées

Carte réalisée par Gilles Couix
 Atelier de Dessin Cartographie
 Département d'Histoire-Géographie
 Université de Bretagne Occidentale
 Octobre 1991

"Le jour où Dar es Salaam serait la capitale des Etats-Unis d'Afrique Centrale et d'une fédération de l'Est-Africain et d'Afrique Centrale" (1).

Le succès grandissant du PAFMECA, l'épaississement corrélatif de l'auréole de ses leaders et la propagation rapide de leurs idéaux portèrent un peu ombrage aux schémas tracés par NKRUMAH et les groupes de Brazzaville, Casablanca et Monrovia. Ce succès fut tellement retentissant que la SOMALIE et l'ETHIOPIE du Négus HAILE SELASSIE, s'intéressèrent au PAFMECA. Le Négus déclarait en 1961 :

"La création d'une fédération ne serait pas un problème difficile, même en tenant compte du fait que l'ETHIOPIE est une monarchie constitutionnelle... Le fait que nous avons affaire à une organisation démocratique n'est pas un handicap" (2).

C'est pour regrouper toutes les aspirations d'adhésion au PAFMECA en vue d'une fédération allant pratiquement de l'ETHIOPIE à l'Afrique du Sud en intégrant outre la SOMALIE, l'ETHIOPIE et les territoires constitutifs du PAFMECA, le Sud-Ouest Africain et les territoires sous mandat de l'Afrique du Sud que le PAFMECA a intensifié ses activités.

En élargissant les possibilités d'expansion et d'extension, le PAFMECA change de dénomination ; elle adopte un nouveau sigle : PAFMECSA (Pan African Freedom Mouvement of Eastern, Central and Southern Africa). Avec les indépendances

(1) Colin LEGUM, op. cit, p118.

(2) Colin LEGUM, op. cit, p123.

du TANGANYIKA, de l'UGANDA, du KENYA et de ZANZIBAR, l'ombre du début d'une esquisse de fédération se dessine. Le TANGANYIKA, la TANU sous l'insistance de NYERERE est prêt à différer son accession à l'Indépendance pour pouvoir créer une fédération sans devoir passer par la construction d'entités nationales. Cependant NYERERE, OBOTE et Jomo KENYATTA, n'arrivent pas à se mettre d'accord, l'aura de Tom MBOYA pâlit et le PAFMECSA commence à battre de l'aile.

Le PAFMECSA, à l'instar du PAFMECA lutte pour la libération totale de l'Afrique. Son premier président, Kenneth KAUNDA, reprend les consignes de la non-violence dans la lutte et propose de libérer l'Afrique australe du joug colonial et raciste en procédant par étapes. Il s'agit de libérer tour à tour, la RHODESIE du Nord (ZAMBIE), la RHODESIE du Sud (ZIMBABWE), l'AFRIQUE du Sud et le MOZAMBIQUE. Le PAFMECSA proclamait ses aspirations en ces termes :

"Unir tous les peuples de l'Afrique Orientale, de l'Afrique Centrale et de l'Afrique du Sud, afin de libérer ces pays de l'Impérialisme, de la suprématie blanche, de l'exploitation et de la dégradation sociale ; par l'intensification des activités nationalistes jusqu'à l'autodétermination et l'établissement des gouvernements démocratiques qui assureraient le bien-être social et économique de ces peuples" (1).

(1) Colin LEGUM, *Le Panafricanisme à l'épreuve de l'Indépendance Africaine*, op. cit, p 124.

Plus qu'ailleurs en Afrique, l'idée du Panafricanisme en passant par des étapes d'intégration régionale, a été suivie en Afrique Centrale, Orientale et Australe. Les personnalités de Julius NYERERE, Tom MBOYA, Keneth KAUNDA et, dans une certaine mesure, Jomo KENYATTA, y sont pour beaucoup.

Ce qui caractérise beaucoup le PAFMECA -et plus tard le PAFMECSA- c'est essentiellement la souplesse des méthodes proposées, souplesse empreinte de pragmatisme et de réalisme.

Pour NYERERE, la construction de l'unité africaine et la restauration corrélative de la dignité africaine doivent se réaliser méthodiquement, par étapes, par hypostases significatives. La simple profession de foi d'adhésion au panafricanisme ne suffit pas pour faire disparaître les écueils, les obstacles qui entravent le chemin vers l'Unité. NYERERE s'efforce au sein du PAFMECA et de l'O.U.A. d'adopter des méthodes souples, allant de la fusion politique à la simple consultation intergouvernementale, en prenant soin d'adapter ces méthodes à toute une panoplie de circonstances et de cas de figures.

C'est dans cet esprit d'adoption et d'adaptation des méthodes simples aux circonstances que l'Union TANGANYIKA-ZANZIBAR s'est produite en 1964 après le constat amer des reculades du KENYA et de l'UGANDA sur la voie de la création d'une fédération de l'Afrique de l'Est.

Les égoïsmes et les orgueils nationaux, à moins d'une rapide volonté d'intégration régionale, prodrome à une intégration continentale, risquent de se rigidifier et de devenir des barrières infranchissables et inexpugnables pour l'unité et la dignité africaines.

Cette idée de regroupement régional comme étape préalable à l'unité continentale chagrina au plus haut point Kwame NKRUMAH. Quelque grande que fût l'estime que se portaient Julius NYERERE et Kwame NKRUMAH, la question de méthode et d'étapes à franchir dans la construction de l'Unité Africaine les séparaient.

Tous les deux, panafricanistes et praticiens du "Socialisme Africain", divergeaient sur l'interprétation et l'analyse des situations internes de chaque pays et sur l'aménagement du pouvoir à l'intérieur de chaque territoire.

NYERERE considère qu'il ne faut pas perdre de vue l'importance réelle et symbolique des souverainetés nationales. On ne peut pas, à ses yeux, s'imaginer que par le seul biais d'unions politiques ou d'associations économiques, ces égoïsmes et orgueils nationaux peuvent perdre de leur tranchant, peuvent s'émousser. Au fait, un dilemme hante tout africain aspirant à l'unité africaine :

"D'un côté, il y a le fait que le Panafricanisme exige une conscience et une loyauté africaines ; d'un autre côté, chaque panafricaniste est concerné par la liberté et le développement d'une des nations africaines..." (1)

C'est en tenant compte de ces égoïsmes et orgueils nationaux qu'il faut s'avancer pas à pas, sans grande vague, vers la libre adhésion des états aux organisations de type panafricain. L'unité africaine ne doit pas résulter d'une quelconque conquête, d'une quelconque hégémonie politique et/ou économique mais, plutôt, d'une adhésion franche et sans arrière-pensée :

"... Avant qu'un progrès puisse être réalisé sur la voie de l'Unité, le fait important et à vrai dire capital qu'il nous faut admettre est que l'unité doit provenir d'un accord et d'un accord entre égaux. Ceci veut dire qu'aucun d'entre nous en Afrique, ne peut espérer tout seul, accomplir ce que nous considérons comme étant la forme idéale d'organisation. (86 : 335).

(1) JK NYERERE, *The dilemma of the panafricanist*, in "Freedom and Socialism", op. cit (88), p 208.

Toute une série de discours et d'écrits de NYERERE concernent le panafricanisme. On peut y lire, en filigrane, les points de friction avec les vues de NKRUMAH. Ces discours écrits ont des intitulés assez parlants : **African Unity** (86 : 300-304), **African must not fight Africa** (88 : 218-22), **The dilemma of the panafricanist** (88 : 207-217), **A new look at conditions for unity** (291-300), **The nature and requirements of African unity** (86 : 335-350), **A United States of Africa** (86 : 189-194), **The policy and purposes of panafricanisme** (86 : 212-214).

La pensée de Kwame NKRUMAH sur le Panafricanisme est contenu essentiellement dans "L'AFRIQUE DOIT S'UNIR (1) (Africa must unite), et dans son article "Toward african unity"(2)

La construction de l'Unité Africaine est pour NYERERE une oeuvre de longue haleine, une oeuvre de patience et d'abnégation. Il faudra, selon lui, se refuser à toute fuite en avant. Ce "panafricanisme architectural" que propose et poursuit NYERERE vise, à restaurer une identité et garantir une dignité en puisant dans les intarissables sources des traditions, us et coutumes africaines. C'est ainsi que lors de la Conférence à l'issue de laquelle la Charte de l'O.U.A. a été adoptée, NYERERE déclarait :

"Mais nous avons tous déjà dit que, comme
l'indépendance africaine avait été atteinte à
l'issue d'un processus, l'unité africaine aussi
sera l'aboutissement d'un processus. Il n'y aura
pas un dieu qui conduira vers l'Unité africaine
par la simple déclaration d'une intention d'unité
par des exhortations incantatoires du type :
"qu'il y ait la paix". Dans l'action humaine, le voeu
et sa réalisation ne sont jamais simultanés. Cela n'est
pas de notre pouvoir, c'est du pouvoir des dieux.
Dans l'action humaine, il y a un processus nécessaire

entre l'émission d'un vœu et la réalisation de l'action...

Aucun d'entre nous n'est préparé, au nom de l'unité, à inviter un Napoléon qui viendrait nous conduire à l'Unité par la conquête. Il nous reste, dès lors, une seule méthode pouvant nous conduire à l'Unité africaine et cette méthode est celle d'un accord libre... acceptons cette charge comme notre première étape". C'est pour cela que, au début de mon intervention, je disais que notre tâche est de découvrir les voies et les moyens de conduire notre indépendance dans l'unité et notre unité dans l'indépendance" (86 : 216).

Le Panafricanisme, dans la pensée de NYERERE, ne se comprend qu'en l'alliant aux professions de foi socialistes et surtout à une attitude de Neutralité positive que poursuit l'idéal du NON ALIGNEMENT.

Ce non-alignement cherche à ne pas se préoccuper d'idéologies importées. Il ne devra pas se préoccuper ni du capitalisme, ni du communisme, ni du socialisme ni d'aucun autre système philosophique, économique, politique ou social.

Pour terminer ce succinct tour d'horizon de l'évolution du panafricanisme dans la pensée politique de NYERERE et en Afrique Orientale et Australe, je m'arrêterai un peu sur l'aspect économique qu'on peut lire en filigrane de tous les discours vantant l'urgence nécessaire d'une intégration régionale et portant aux nues ses probables avantages.

L'idéal du panafricanisme construit et affermi dans les luttes contre les puissances coloniales, institutionnalisé par l'intense activisme du PAFMECA, crédibilisé par l'auréole des leaders nationalistes (NYERERE, MBOYA, KENYATTA, KAUNDA, OBOTE) ne survivra pas

(1) L'AFRIQUE DOIT S'UNIR, Ed Payot, Paris 1964

(2) Toward african unity, Spearhead, Vol 2, n°4, avril 1963, p 4 et 55

longtemps à l'avènement de l'Indépendance. Ces leaders quittent petit à petit, imperceptiblement, presque en s'excusant, l'univers éthéré de l'idéal, du rêve, de la théorie spéculative pour affronter les contradictions de la praxis, du réel. NYERERE, OBOTE et Kenneth KAUNDA veulent fédérer, intégrer la région et perpétuer, de ce fait, le "grand marché" hérité de la Colonisation. Hier banni, ce grand marché -East Africa Common Services Organisation (EACSO)- est paré de luisantes vertus et constitue, pour ces leaders, un avantage certain et une avance significative dans le cheminement vers le Panafricanisme, vers l'Unité africaine.

Le 5 juin 1963, à Nairobi, NYERERE, KENYATTA et OBOTE se rencontrent et déclarent :

"Nous, dirigeants du peuple et des gouvernements de l'Afrique de l'Est, réunis à Nairobi ce 5 juin nous nous engageons à former la fédération politique de l'Afrique de l'Est. Notre réunion, aujourd'hui est motivé par l'espoir du panafricanisme et non par simple intérêt régional égoïste... Il n'y a plus de place pour les slogans et les mots creux. Celui-ci est un jour pour l'action pour la cause des idéaux auxquels nous croyons et pour l'unité et la liberté qui nous ont coûté d'énormes souffrances et sacrifices... Pendant quarante ans, les impérialistes et les minorités étrangères résidant ici ont essayé de nous imposer des tentatives de fédération politique. La Fédération, à cette époque ne pouvait conduire qu'à une seule issue : une vaste domination sous la botte des Blancs... Dans la pratique, nous sommes déjà en train de coopérer dans la recherche scientifique, dans les communications et les services postaux. Dans notre détermination de réaliser

la fédération, un facteur important est en vue : nous partageons la même monnaie. C'est le fer de lance de notre coopération économique indispensable au fonctionnement du "Marché Commun de l'Afrique de l'Est"(1).

Au sortir de la lutte pour l'Indépendance, les "leaders" de l'Afrique de l'Est, se cherchent une nouvelle voie conduisant à l'unité, à l'intégration régionale. Non contents, politiquement, de se couler dans le moule du colonisateur, ils s'engagent sur la voie conduisant à la création d'un marché économique et se portent garants de la reproduction des conditions de production qui prévalaient à l'époque coloniale. Cette recherche forcenée d'un marché permet à la petite couche montante de lettrés issus de "MAKERERE University College" de faire main-basse sur l'appareil d'Etat et d'imposer son hégémonie par le biais d'une "collaboration" avec les multinationales encore dirigées par les "minorités blanches" d'hier.

C'est ici que l'analyse de l'hégémonie devient éclairante dans l'effort de compréhension des contradictions qui entourent cette "rising class" que d'aucuns appellent maintenant la "bourgeoisie bureaucratique", la "bourgeoisie du service public", la "bourgeoisie d'Etat" ou encore la "PAJEROCRATIE", les "WABENZI".

L'hégémonie, selon GRAMSCI, à la suite de LENINE, suppose la dictature du prolétariat, c'est-à-dire, en d'autres termes, la coercition que la classe dominante fait nécessairement peser sur les groupes antagonistes. Outre cette coercition, il y a la direction intellectuelle et morale (culturelle) des classes alliées que la classe dominante se doit d'assurer en vue de se garantir un "consentement actif", à se faire signer un chèque en blanc.

(1) Voir Hughes A.J. East Africa, Kenya, Tanzania, Uganda, Penguin 1963, p204.

Cette intelligentsia s'empresse de collaborer avec les firmes multinationales et se met au courant des mécanismes de la haute finance mais en perpétuant le "crédo" panafricaniste qui a fait recette pendant la période pour l'UHURU.

Avec l'accession au pouvoir et l'investissement de tous lieux du pouvoir, l'intelligentsia formée à MAKERERE s'assure les instruments, les appareils de coercition et de direction qu'ALTHUSSER et POULANTZAS ont appelé les APPAREILS IDEOLOGIQUES D'ETAT. La prise du pouvoir donne à cette intelligentsia, la domination. Il lui reste à conquérir la direction pour asseoir son hégémonie sur des bases solides.

Les rapports de force qui, en 1963, déterminent la situation et la stratification sociales culminent dans la "sphère hégémonique". L'hégémonie de ce groupe social fait essentiellement d'intellectuels issus de MAKERERE, repose sur l'organisation du consentement et de l'appareil de coercition par l'entretien d'idéaux (panafricanisme, socialisme africain) chloroformants et soporifiques alors que l'intensité du débat et du combat se situe dans la sphère où se joue la conquête du pouvoir économique et financier, appendice nécessaire à l'exercice plein du pouvoir.

C'est dans ce sens que le panafricanisme en Afrique de l'Est s'est orienté petit à petit vers la glorification des vertus d'un regroupement régional préalable à l'intégration continentale. C'est le marché existant et viabilisable qui préoccupe ceux qui exercent les fonctions de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique.

La Déclaration de Nairobi du 5 juin 1963 peut être comprise et perçue comme une affirmation de la prééminence du "Marché commun de l'Afrique de l'Est" sur l'urgence d'une intégration continentale mais aussi, surtout, comme le moment de la prise en mains des rênes du pouvoir, par la petite bourgeoisie commerçante et l'intelligentsia fort entichée de ses privilèges culturels, garants de la domination symbolique.

Je reviendrai, ci-dessous, un peu plus longuement sur cette déviation de l'idéal panafricaniste dans un "régionalisme" qui cherche, avant tout, à homogénéiser un marché pour la petite bourgeoisie africaine naissante collaborant avec les intellectuels tout frais

émoulus de MAKERERE ou dernièrement éclos d'un Grand Séminaire et qui cherchent encore à asseoir leur "hégémonie" et à consolider leurs rôles de "domination" et de "direction" (1).

L'idée du regroupement régional a retardé et entravé durablement la longue marche vers l'unité africaine. Cette même volonté de préalable intégration régionale sera immolée à l'autel de la raison d'Etat et surtout des égoïsmes, des orgueils nationaux d'une même couche transnationale d'intellectuels et des commerçants portant allégeance à la haute finance et subordonnée aux velleités et aux oukazes des multinationales.

Ayant rempli successivement les fonctions de mouvement antiraciste, d'outil aux mains des mouvements nationalistes et d'idéal pour la création d'une entité continentale, le Panafricanisme semble, en Afrique de l'Est, avoir coulé son piquant dans le ciment glacé des postulats et des égoïsmes d'une "rising class" aussi incapable d'oeuvrer pour une intégration continentale que de construire un marché régional ou national à l'abri des dégradations de la Haute Finance, des oligarchies financières et militaro-industrielles.

L'idéal panafricaniste, mobilisateur juste après l'accession à l'Indépendance, cède peu à peu le terrain à un autre idéal, celui du SOCIALISME AFRICAINE. Parmi tant d'autres théoriciens (NKRUMAH, MODIBO KEITA, TSIRANANA, RABEMANANDJARA, SEKOU TOURE), SENGHOR et NKRUMAH semblent être les deux plus marquantes figures. Dans le 8ème chapitre, je me propose de faire un rapide survol de la pensée de Julius NYERERE et de Léopold Sedar Senghor sur le SOCIALISME à la sauce africaine.

(1) Sur le thème de l'HEGEMONIE, je me suis utilement inspiré de :

1- Antonio GRAMSCI, Oeuvres Choisies, Editions Sociales, Paris 1959; p 2-75
2- Antonio GRAMSCI, Gramsci dans le texte, Ed Sociales, Paris, 1975, p 565-579.

CHAPITRE VIII

NYERERE, SENGHOR :

SOCIALISME AFRICAIN, NEGRITUDE
OU SERVITUDE ?

Les principaux théoriciens et praticiens du SOCIALISME AFRICAÏN se sont abreuvés à la source du PANAFRICANISME. Marcus Aurelius GARVEY, W.E.B DU BOIS, Booker T. WASHINGTON, Jean PRICE-MARS (1), George PADMORE ont, pêle-mêle, contribué à consolider des fondements théoriques, teintés d'idéalisme, ce que les leaders nationalistes de l'Afrique à la quête de l'Indépendance appelleront Négritude, Panafricanisme ou Socialisme Africain.

Au lendemain des indépendances, les groupes de CASABLANCA et de MONROVIA échafaudent des plans de regroupement, avec, à l'arrière-plan, l'idée d'une intégration continentale pouvant constituer une force et un tremplin garantissant l'indépendance réelle du "Continent noir". L'esprit de BANDOENG et les effervescentes idées du NON ALIGNEMENT permettent de croire en une NEUTRALITE POSITIVE qui permettrait aux leaders nationalistes de tracer l'esquisse d'un chemin menant vers l'émancipation totale du Continent en restaurant la dignité et l'identité bafouées par des siècles d'oppression et de mépris. Le PAFMECA, sous l'instigation de Julius NYERERE et Tom MBOYA, et sous l'oeil bienveillant et paternaliste de Jomo KENYATTA, échafaude les plans d'une intégration régionale, préalable à l'intégration continentale. NYERERE sera opposé à Kwame NKRUMAH sur cette idée. Les deux hommes se respectaient et leur "panafricanisme" ne peut être, sans mauvaise foi, remis en cause.

Le PANAFRICANISME d'un NYERERE, d'un NKRUMAH, d'un KENYATTA, se confond avec le SOCIALISME AFRICAÏN. La foisonnante littérature qui existe sur le Socialisme Africain permet de se faire, désormais, une idée et de considérer que les théoriciens et praticiens du Socialisme -fils aîné du Panafricanisme- s'adressaient plutôt aux cadres, aux intellectuels et aux administratifs qu'aux paysans et ouvriers qui, sous la pression des mots d'ordre gouvernementaux vantant et remémorant l'Afrique communaucratique, continuent à produire pour les "capitalistes" du Centre et leurs relais locaux à la Périphérie.

(1) Auteur du célèbre "Ainsi parla l'oncle", décédé en 1919, Jean PRICE MARS est, de l'avis de Philippe DECRAENE, un éminent chantre du "Panafricanisme culturel".

Le Socialisme Africain, version NYERERE, et par extension, son Panafricanisme, diffère, dans sa formulation théorique et dans ses objectifs, du Socialisme-Négritude de SENGHOR (1).

Je me propose, succinctement, de tracer les points de convergence et de rupture entre ces deux personnalités et leurs "weltanschauungen" respectif.

Principal théoricien de la Négritude, Léopold Sedar SENGHOR a fait de la Négritude son "fonds de commerce" politique. La Négritude dans toutes les acceptions et définitions qu'on puisse adopter ramène à l'idée d'une doctrine politico-culturelle, teintée de poésie, faisant souvent appel aux mythes. SENGHOR sait qu'il fait oeuvre de poète et contribue au rayonnement de la langue française par le truchement de la Négritude.

L'Ujamaa de NYERERE est une modeste contribution d'un leader nationaliste, fils d'un chef coutumier, à une possible réappropriation de sa culture, de son passé. En élaborant l'Ujamaa, NYERERE ne prétend pas créer une voie nouvelle du Socialisme ni tracer le programme tendant à ressusciter les aspects culturels de l'Afrique. NYERERE donne l'impression d'un homme qui tâtonne et qui découvre. Il sait qu'il tâtonne et qu'il découvre mais il sait aussi que dans son tâtonnement et ses découvertes, il apporte des idées nouvelles, qu'il offre une oeuvre sans précédent au public tanganyikais (et plus tard tanzanien). NYERERE sait que des idées nouvelles surgissent des vérités nouvelles pour lesquelles un nouveau langage s'impose.

(1) L.S. SENGHOR avec son style ampoulé et ses gammes littéraires, est très bien connu chez les francophones africains. Dans l'élaboration de mes fiches d'enquête et entretien, j'avais préparé une série de questions à propos de SENGHOR que je croyais, très populaire dans les milieux intellectuels ayant fait MAKERERE. Ni son Socialisme, ni sa Négritude, ni son action politique n'étaient reconnus. SENGHOR sur le plan culturel, était mis en parallèle avec ce que Moïse TSHOMBE a fait sur le plan politico-économique. Pour faire le tour de la Négritude Senghorienne, j'ai consulté les documents suivant s:

-L.S. SENGHOR, Liberté : Nation et Voie Africaine du Socialisme (T1, 2, 3) Ed du Seuil, Paris, 1971.

- L.S. SENGHOR, Ce que je crois, Ed. Grasset, Paris, 1988.

- La riche contribution de Marcien TOWA dans sa thèse de doctorat intitulée "IDENTITE ET TRANSCENDANCE" (Univ. Paris X, Nanterre 1977) et dans son LEOPOLD S. SENGHOR : NEGRITUDE ou SERVITUDE (Ed. Clé, Yaoundé, 1971) m'a permis de replacer SENGHOR dans son contexte historique et ses contradictions multiples.

Parce qu'il faut bien qu'il :

"éclaire les mots communs dont il hérite par
les sens nouveaux qu'il découvre" (01:08),

NYERERE se propose de défendre et d'illustrer le Kiswahili. La promotion de cette langue africaine sera la pierre d'angle de la restauration culturelle, de la révolution culturelle - horresco referens- qu'il met en place depuis sa première intervention à l'Assemblée Nationale après l'accession du pays à l'Indépendance.

La démarche de SENGHOR est tout autre. Agrégé de Grammaire Française et latiniste autant qu'helléniste, SENGHOR vante d'abord le "génie" français et européen : "L'émotion est nègre comme la raison est hélène" (1) déclare-t-il sans sourciller.

La Négritude Senghorienne, de l'avis de Marcien TOWA, prône et tend à faire accepter le fatalisme de la servitude du Nègre. La thèse fondamentale de SENGHOR, sa conception de la Négritude repose sur l'émotivité du Nègre :

"La nature même de l'émotion, de la sensibilité du Nègre,
explique l'attitude de celui-ci devant l'objet... Parce que le
Nègre est émotif, l'objet est perçu à la fois dans
ses caractères morphologiques et dans son essence...
Pour l'instant, je dirai que le nègre ne peut imaginer
l'objet différent de lui dans son essence. Il lui prête
une sensibilité, une volonté, une âme d'homme, mais
d'homme noir. On l'a fait remarquer, ce n'est pas

(1) L.S. SENGHOR, Liberté 1 : Négritude et Humanisme, Ed du Seuil, Paris, 1969, p 24.

exactement de l'anthropomorphisme. Les génies,
 par exemple, n'ont pas toujours figure humaine.
 On parle de leur animisme, je dirai de leur
 anthropopsychisme..." (1).

Le pôle de l'émotivité-féminité caractérise essentiellement le nègre, selon SENGHOR. C'est ainsi qu'en 1962, dans une allocution prononcée au CAPITOLE à Rome, SENGHOR oppose la raison discursive blanche à la raison intuitive nègre et s'empresse d'affirmer la supériorité de la raison discursive sur la raison (je dirai l'émotion) intuitive. C'est à partir de cette thèse de l'émotivité du nègre et de la rationalité du blanc que L.S. SENGHOR fonde la subordination du nègre au blanc. Sur le plan politique, religieux, linguistique, SENGHOR invite le nègre émotif à aller puiser aux sources de la rationalité et de l'efficacité blanches et de s'incliner devant l'écrasante supériorité européenne. La nécessité, la légitimité et la subordination du nègre découlent de son instinctivité, de l'irrationnalité congénitale et irrémédiable de son émotivité.

La Négritude senghorienne tout inspirée des tenants et aboutissants du Panafricanisme, s'arcboute sur deux axes principaux : l'émotivité congénitale du nègre et les préoccupations d'ordre religieux. Je n'insisterai pas ici sur ces deux thèses controversées de la pensée de SENGHOR tant elles ne se retrouvent ni de près, ni de loin dans la pensée de NYERERE.

(2) L.S. SENGHOR, Liberté 1, op cit p 24.

Le postulat de la subordination directe de la "raison intuitive" à la "raison discursive" et même cette dichotomie en soi, ne se retrouvent guère chez NYERERE dont le postulat de base de sa pensée est : Binadamu wote ni sawa (tous les humains sont égaux, sont pareils) (1).

La pensée senghorienne et la pensée nyérierienne, dans leurs universaux et sphères, ont une intersection : la "famille" africaine et, corrélativement, la culture concernant les génies et les ancêtres. La pensée de NYERERE tourne autour de la famille (jamaa en swahili) et elle est émaillée, ça et là, de la mythologie "bantuzanaki". L'univers zanaki, les mythes, rites et pratiques sociales de cette petite tribu se retrouvent au détour d'exemples illustrant les prises de position et de décision tendant à restaurer la culture africaine et ancestrale. L'insistance de NYERERE sur le rôle de la famille dans la société africaine ancestrale vise à asseoir les positions théoriques du Socialisme qu'il se propose de bâtir. La Négritude de SENGHOR en magnifiant la famille entend poser les fondements de la profession de foi du "Socialisme-Négritude" comme l'appelle Yves BENOT (12 : 195).

NYERERE et SENGHOR insistent lourdement sur la famille, le travail et la propriété. C'est là essentiellement que se trouve la zone de confluence de leurs pensées politiques, c'est là le lieu de convergence de leur socialisme africain :

'Le vice de la société capitaliste, explique
 SENGHOR, n'est pas dans l'existence de la propriété,
 condition nécessaire du développement de la personne ;
 il est dans le fait que la propriété ne repose pas
 essentiellement sur le travail. Or, dans la société nègre,

(1) Claude NOUGARO, chanteur français, dans sa chanson "AMSTRONG" ne dit pas autre chose quand il dit : "Noirs et blancs, sont ressemblants, comme deux gouttes d'eau".

le travail, ou plus exactement peut-être, l'action productrice, est considéré comme la seule source de propriété mais il ne peut conférer le droit de propriété que sur l'objet qu'il a produit (M.D.FI.AFOSSE, Les Nègres)... Mais -les critiques du Capitalisme l'ont souvent souligné- la propriété ne peut qu'être théorique si les richesses naturelles et les moyens de production restent entre les mains de quelques individus. Là encore, le Nègre avait résolu le problème dans un sens humaniste. Le sol, de même que tout ce qu'il porte -fleuves, rivières, forêts, animaux, poissons- est un bien commun, réparti entre les familles et même, parfois, entre les membres de la famille, qui en ont une propriété temporaire ou usufruitaire. D'autre part, les moyens de production en général, les instruments de travail sont la propriété commune du groupe familial ou de la corporation.

Il en résulte que la propriété des produits agricoles et artisanaux est collective, étant collectif le travail lui-même. D'où cet avantage capital : chaque homme est assuré, matériellement, du "minimum vital" selon ses besoins. "Quand la récolte est mûre, dit le Wolof, elle appartient à tous". Et cet autre avantage, non moins important du point de vue de la vie personnelle : l'acquisition du superflu, luxe nécessaire, est

rendue possible par le travail, la propriété
individuelle étant réglée et restreinte, non éliminée.
Car les Nègres, s'ils négligèrent l'individu,
n'asservirent pas la personne, comme on le croit
volontiers...(1)

Cette longue citation sera à rapprocher ci-dessous de celle de NYERERE dans "Ujamaa" : the basis of african socialisme". SENGHOR, ci-dessus, se situe dans la lignée du personnalisme de MOUNIER. On connaît bien ses accointances et ses fréquentations des cercles mouniéristes qui expliquent sa détermination de vouloir "gagner le Nègre à Jésus-Christ". Pour SENGHOR, la personne, et pas l'individu, vit intensément dans

"la profondeur et l'intensité de la vie spirituelle.
L'émotivité originelle du Nègre, conduit sa personne,
à une spiritualité qui rejoint le "credo quia absurdum"
cher à TERTULLIEN. L'homme nègre est une personne
communautaire qui s'identifie à l'objet de la propriété....
"la nature de l'émotion, de la sensibilité du Nègre,
explique l'attitude de celui-ci devant l'objet... parce
que le nègre est émotif, l'objet est perçu à la fois
dans ses caractères morphologiques et dans son essence.

(1) L.S. SENGHOR, liberté 1, op cit p 29-30.

On parle du réalisme des sentimentaux, de leur manque d'imagination. Réalisme nègre qui, dans les situations inhumaines, sera la réaction de l'humain pour aboutir à l'humour. Pour l'instant, je dirai que le Nègre ne peut imaginer l'objet différent de lui dans son essence. Il lui prête une sensibilité, une volonté, un âge d'homme, mais d'homme noir".(1)

Le psychologisme de SENGHOR à la recherche de la description, de la peinture de l'âme noire, l'empêche souvent de mener une analyse des conditions sociales de production et de reproduction chez les Nègres. En magnifiant la famille, SENGHOR, veut prouver que la propriété des moyens de production étant collective, ne peut être attachée à l'individu mais à la "personne communautaire". Si bien que toute prétention à la propriété individuelle ne peut qu'être théorique, transitoire et illusoire. Dans la communauté, le travail n'est pas une corvée pour la personne qui, étant donné son imbrication à la société et son implication dans tout ce qui la concerne, ne se prend pas pour un simple rouage mécanique complexe des relations sociales.

Au psychologisme de SENGHOR, NYERERE oppose une sorte d'idéalisation de l'Afrique traditionnelle précoloniale. Il abonde, un peu, dans le sens de SENGHOR concernant la famille, la propriété et le travail fait d'entraide mutuelle.

Dans "Ujamaa : the basis of african socialism", NYERERE abonde dans le sens de SENGHOR car il estime que dans la société africaine traditionnelle

(1) L.S. SENGHOR, Liberté 1, op cit p 24

"chacun était un travailleur. On ne pouvait vivre autrement dans un village. Même le vieillard qui paraissait se reposer à son aise sans rien faire et pour qui tous les autres semblaient travailler, même lui, avait, en fait, travaillé dur pendant sa jeunesse. La richesse que, maintenant, il semblait posséder, n'était pas à lui personnellement ; elle était sienne uniquement en sa qualité d'ainé d'un groupe qui l'avait produite. Il en était le gardien. Les biens ne lui donnaient, par eux-mêmes ni pouvoir ni prestige. Le respect dont les jeunes l'entouraient lui revenait parce qu'il était plus âgé qu'eux et qu'il avait servi la communauté plus longtemps. Et dans notre société, le vieillard "pauvre" était entouré d'autant de respect que le vieillard "riche"...

L'une des réalisations les plus socialistes de notre société, c'est le sentiment de sécurité qu'elle donnait à ses membres, et la pratique universelle de l'hospitalité sur laquelle ils pouvaient compter" (85 : 19-20).

Le parallélisme entre le socialisme africain Ujamaa -le socialisme swahili pour reprendre l'expression de Melchior MBONIMPA- et le socialisme négritude est intéressant à pousser et il mériterait toute une thèse tant les deux personnalités partagent les convictions religieuses -catholiques fervents- sont issus de deux milieux familiaux similaires -tous deux sont fils de chefs, sont natifs de l'Afrique des villages -SENGHOR est né à Joal et NYERERE à Butiama- et ont poursuivi des études primaires, secondaires et universitaires avec la

bienvueillante bénédiction des prêtres en dehors de leurs milieux d'origine - la Sorbonne pour Senghor et l'Université d'Edimburgh pour NYERERE.

Poussé loin, le regard symétrique des deux itinéraires intellectuels et politiques peut présenter un intérêt mais peu vite induire en erreur. NYERERE n'a jamais prétendu faire oeuvre théorique importante et ne se vante pas de ses connaissances grammaticales en Anglais comme SENGHOR qui rappelle au détour de chaque phrase qu'il est "agrégé de grammaire française" :

"Mais on me posera la question ; Pourquoi,
dès lors, écrivez-vous en français? Parce que nous
sommes des métis culturels, parce que, si nous
sentons en nègres, nous nous exprimons en français,
parce que le français est une langue à vocation
universelle, que notre message s'adresse aussi
aux français de France et aux autres hommes,
parce que le français est une langue de gentillesse
et d'honnêteté... Car je sais ses ressources pour l'avoir
goûté, mâché, enseigné, et qu'il est la langue des dieux...
Le Français, ce sont les grandes orgues qui se prêtent à
tous les timbres, à tous les effets, des douceurs les plus
suaves aux fulgurances de l'orage. Il est tour à tour et
en même temps, flûte, hautbois, trompette, tam-tam
et même canon. Et puis, le français nous a fait don
de ses mots abstraits -si rares dans nos langues
maternelles-, où les larmes se font pierres précieuses" (1).

(1) L.S. SENGHOR, Liberté 1, op cit p 225-226

De tels propos dithyrambiques à l'égard d'une langue et une civilisation étrangères ne se retrouvent guère sous la langue ou la plume de Julius NYERERE. A la promotion de l'anglais, NYERERE a fait le choix de promouvoir une langue africaine -le kiswahili- qui, selon lui, permet à l'africain d'apporter sa brique à la construction de la citadelle chère à Antoine de Saint-Exupéry ou à la "Civilisation de l'Universel" et au "rendez-vous du donner et du recevoir" dont parle incantatoirement mais du bout des lèvres et la main sur le coeur, Léopold Sedar SENGHOR.

Les discours et les écrits de SENGHOR portent la marque d'un esprit pétri d'idéalisme et imprégné d'idéaux et de dogmes de la morale chrétienne. NYERERE aussi. Mais la différence entre l'itinéraire intellectuel de SENGHOR et de NYERERE gît dans les attitudes envers l'Afrique et les solutions qu'ils proposent.

SENGHOR a toujours à l'esprit qu'il fait oeuvre de poète et de théoricien littéraire, politique et se pose en pionnier d'une pensée politique africaine grâce à l'impressionnante et foisonnante collection de diplômes. SENGHOR, dans son attitude, témoigne à l'Afrique, une piété filiale.

Dans son poème "A l'appel de la race de SABA" (1), SENGHOR se penche sur les malheurs qu'a connus l'Afrique et essaie de proposer une solution. Il analyse les tenants et les aboutissants de la domination étrangère et se persuade de la nécessité de mettre fin à cette injuste domination. Mais il n'envisage pas l'éventualité d'une lutte victorieuse contre la domination étrangère. Il s'efforce d'exclure la perspective d'une lutte victorieuse et y substitue la négociation, le compromis, en passant par les expédients et les subterfuges les plus divers ; chantage, moralisme, prière, imploration de pitié. C'est ainsi que dans son poème "Perceur de Tam-Tam", antérieur à "L'appel de la race de SABA", SENGHOR propose de lutter contre l'opresseur en adoptant une attitude virile et combative et en

(1) Le poème "A l'appel de la race de SABA" se trouve dans le recueil des poèmes de SENGHOR, intitulé "Chants d'ombre", Ed du Seuil, 1945. Le poème "A l'appel de la race de SABA" date de 1936 (à l'époque du Front Populaire en France).

n'essayant pas de fuir dans le mysticisme; SENGHOR s'adresse à l'opresseur en ces termes :

J'ai des armes sûres
 Mes paroles de silex, durs et tranchants
 te frapperont ;
 Ma danse et mon rire, dynamite délirante
 éclateront
 comme une bombe (1)

Les armes sûres -on l'aura noté- qu'évoque SENGHOR ne sont pas de vraies armes mais seulement les paroles, la danse, le rire, bref tout ce qui est du domaine de "l'émotion nègre".

Dans le poème "A l'appel de la race de SABA", SENGHOR se propose de répondre à l'appel du NEGUS (descendant de la Reine de SABA) qui veut en découdre avec le fascisme italien. Il montre, dans ce poème, une immense tendresse et une débordante nostalgie à l'égard de l'Afrique-mère.

"A l'appel de la race de SABA" est tout entier tendu vers la libération des peuples noirs. Cette libération, inaugurerà l'ère de la libération des opprimés du monde entier ; SENGHOR est optimiste et croit à la facilité de la tâche.

A la volonté déterminée d'en découdre avec l'oppression, à l'analyse froide et lucide de la situation, à la nostalgie lyrique que recèle le poème "A l'appel de la race de SABA", au fil des années, SENGHOR va substituer un Pacificisme rampant, une "collaboration", une "identification" avec l'ennemi qui le poussera à se battre pour l'ASSIMILATION, pour sa participation à la puissance qui l'écrase, justifiant ainsi le "sado-

(1) L.S. SENGHOR, Poèmes, Ed du Seuil, Paris, 1964.

masochisme" désormais caractéristique de l'intellectuel moyen, "civilisé" et balancé entre le passé nostalgique, le présent difficile et l'avenir incertain.

C'est ainsi que "Chants d'ombre", aux dires de Marcien TOWA (1) contient trois thèmes principaux : la réhabilitation de la culture noire, le pardon et la réconciliation. Les thèmes de la morale chrétienne puisés à la source du Personnalisme ou dérivés des fréquentations de groupuscules socialistes de la Sorbonne et des milieux littéraires Parisiens ou Tourangeaux reviennent et se substituent à l'idéal de la libération du peuple noir et de tous les opprimés.

L'attitude de NYERERE face à l'oppression se démarque de celle de SENGHOR par son intransigeance, par sa volonté de mettre fin à une situation injuste et que rien ne justifie. Plus jeune que SENGHOR (SENGHOR est né en 1906, NYERERE en 1922), NYERERE est plutôt héritier d'une longue tradition de lutte anticoloniale et, surtout, bénéficie d'un atout important dont il usera comme un tremplin : l'Unité linguistique du TANGANYIKA façonné par la "Tanganyika African Association" dont il poursuit la tâche. SENGHOR ne pouvait façonner son idéal politique sans composer avec le colonisateur, l'opresseur. NYERERE ne pouvait certainement pas imposer son idéal politique et sociétal en composant. Cependant, la force de caractère, la volonté de ne pas porter allégeance, la foi en l'égalité de tous les humains, le refus du postulat de la supériorité/infériorité des cultures, plaident en faveur d'une pensée politique assise sur des bases proprement nationalistes (même si se débattant dans des conflits qui impliquent la lutte des classes et des factions). NYERERE a su tirer de l'idéal panafricain, des idées du Fabianisme et de la morale chrétienne, cette somme de qualité et d'attitudes qui rendent "complexe" (2) sa personnalité.

(1) Marcien TOWA, L.S. SENGHOR, *Négritude ou Servitude*, Ed Clé, Yaoundé, 1971, p 23.

(2) Allusion aux Recherches actuelles du Sociologue Edgar Morin. Voir son article "LE DEFIT DE LA COMPLEXITE" in *La Lettre Internationale*, n°12, Printemps 1987, p4-7

La Négritude de SENGHOR s'apparente à la négociation pour une SERVITUDE. Elle milite pour une indépendance octroyée et se compromet dans une servile volonté d'imploration de pitié, de charité, d'apitoiement et de commisération au lieu d'exiger la justice, l'urgence d'une existence digne et d'une identité sans complexe. Que cette Négritude se rapproche du Panafricanisme (de l'unité africaine) et du socialisme, cela n'a été pour SENGHOR, qu'une saute d'humeur historiquement située. Le but de SENGHOR est de défendre le génie du français et de promouvoir la FRANCOPHONIE.

L'Ujamaa de NYERERE bâti sur les décombres des luttes de MAJI MAJI et héritier des luttes pour "la défense et l'illustration du kiswahili" commencé par la Tanganyika African Association, utilise les idéaux du Panafricanisme padmorien et du Fabianisme rénové pour mettre en place une culture politique s'arcbutant sur la quête d'identité et de dignité.

L'élaboration d'une doctrine politique et la mise en place d'une pratique politique occupe NYERERE depuis l'Indépendance jusqu'au milieu des années 70, jusqu'à l'époque de vastes campagnes de villagisation qui suivent la Décentralisation de 1972.

La politique extérieure de la TANZANIE s'inscrit dans les "idéologie des indépendances africaines" et s'enracine dans les idéaux du Panafricanisme, de l'Unité africaine, du Socialisme africain, du Parti Unique, du Neutralisme positif et de la renaissance culturelle. Tous ces thèmes reviennent en leitmotiv, tel un refrain, dans les discours et écrits de Julius NYERERE.

L'Etat que NYERERE contribue à doter d'institutions stables fonctionne en référence aux rêves de NYERERE et aux mythes que structurent l'imagination des leaders des lendemains de l'Indépendance. A l'imaginaire pétri d'idéalisme et confronté à la rigueur du réel, NYERERE essaie de se frayer une voie capable de mener, non pas au nirvana économique-politico-social mais à la construction lente et patiente d'une société qui opère une synthèse entre les apports du modernisme, les appétits contradictoires et conflictuels des classes montantes et les leurres, heurts et malheurs d'un passé aux us et coutumes s'organisant autour des idéaux de la solidarité.

L'Ujamaa dans ses aspirations, est fortement marqué par la personnalité de NYERERE qui déteint sur le fonctionnement des institutions.

Dans le chapitre qui suit, je me propose d'exposer brièvement l'état de l'Etat -si je puis ainsi m'exprimer- en essayant de mettre en lumière les fonctions, les jonctions et les enchevêtrements de ces écheveaux où les imbrications et les implications nécessaires cachent mal les luttes d'influence que se livrent les factions gravitant autour de NYERERE, des institutions centrales de l'Etat et du Parti.

La structure du pouvoir politique ou -pour adopter le langage bourdieusien- la structure du champ politique, en TANZANIE, ne se comprend pas forcément en prenant NYERERE comme le centre de gravitation autour duquel -du fait de la coexistence antagoniste des agents luttant pour améliorer ou maintenir leurs positions- le système fonctionne ou au profit duquel il tourne.

Le champ politique tanzanien, à l'instar de tous les autres champs, fonctionne parce que des agents y investissent en y engageant leurs ressources (intellectuelles et matérielles) et en poursuivant les enjeux susceptibles de modifier leurs positions respectives dans la sphère du pouvoir et dans sa structure en escomptant une conservation ou une transformation de structure qui leur soient favorables, bénéfiques. Le Parti et l'Etat, les administrations centrales et les entités régionales, locales, fonctionnent en perpétuant les antagonismes de classe, les luttes de positionnement, en essayant d'imprimer un poids susceptible de modifier le sens de l'orientation socialiste, en édulcorant les amères rigueurs qu'implique une telle orientation et en essayant de dorer la pilule par des attermoiments, des délais, des fuites en avant dont la conséquence ultime est le détournement des missions de l'Etat au profit de politiciens de carrière, des intellectuels "commis" de l'Etat et des commerçants alliés à la fraction au pouvoir.

L'Etat tanzanien façonné par l'idéal politique d'un homme -Julius NYERERE- enserré dans un réseau de contradictions internes et externes, fonctionne en se référant constamment, incantatoirement, aux idéologies des indépendances africaines. Les

formations sociales qui émergent, se livrent une lutte de tous contre tous et le "darwinisme" social prévaut jusqu'au sein du parti unique balancé entre un passé de lutte et un présent où la gestion de la chose publique est source de conflits de position.

L'Etat tanzanien fonctionne sous l'impulsion du Parti Unique qui, aux aspirations diverses et adverses en son sein, organise les tutelles, accentue les contrôles, brise les résistances, pilote les adaptations et les déviations et impose un "cadre idéologique".

Je me propose dans cette deuxième partie, de tâter le pouls de l'Etat tanzanien pour essayer de diagnostiquer son état et voir en quoi il correspond, tant soit peu, à l'idéal Ujamaa. Je terminerai cette partie et ce travail par ce qu'il est convenu d'appeler en Swahili "NYAYO ZA MWALIMU NYERERE" c'est-à-dire, schématiquement la "Marque NYERERE".

I. F. R. A.
P. O. Box 58480
Nairobi Kenya

TROISIEME PARTIE

NYERERE ET L'ETAT :

**CONSOLIDATION DE L'INFRASTRUCTURE
INSTITUTIONNELLE ET DE LA
SUPERSTRUCTURE IDEOLOGIQUE**

Sans aller jusqu'aux aberrantes excentricités du Parti-Etat, naguère fierté du MPR de MOBUTU (1), le CHAMA CHA MAPINDUZI, fonctionne suivant les considérations théoriques de NYERERE sur le PARTI UNIQUE (85 : 29-65) et surtout, suivant la doctrine politique, synthèse de l'idéal sociétal de NYERERE : l'UJAMAA.

Autour de la personnalité de NYERERE, de son idéal politique, se crée des réseaux qui soit, poursuivent le cheminement vers l'idéal tel que le trace NYERERE, soit renforcent leurs positions pour contrecarrer, aménager ou canaliser l'idéal ou pour s'assurer un strapontin au sein de l'appareil d'Etat, du Parti, ou des instances administratives centrales ou décentralisées. Eu égard aux multiples enjeux que poursuivent les acteurs politiques et eu égard à la disproportion des investissements pour les acteurs, il est difficile de faire le point sur la classification des catégories d'acteurs suivant les stratégies qu'ils développent. Et au sein de l'appareil étatique, et au sein des instances du parti, la ligne politique que propose NYERERE semble se traduire par la nécessité de réactualisation et d'appropriation des notions d'Etat, de Nation et de Langue. Tout l'effort de NYERERE est d'abord de jeter les bases d'un Etat fort, de consolider l'infrastructure institutionnelle et la superstructure idéologique.

C'est à l'examen des concepts de LANGUE, ETAT, CULTURE et de leur réalité quotidienne, leur appropriation par les Tanzaniens, que ce chapitre s'attachera.

(1) Le Maréchal MOBUTU après avoir fait du MPR le "Parti-Etat", a décidé le 24 avril 1990 de "prendre congé du MPR" estimant que ce "parti n'est plus son affaire". Mais comme le ridicule ne tue pas... quousque tandem, Mobutu, abutere patienta nostra...!

CHAPITRE IX

L'ETAT, LA LANGUE ET LA CULTURE

C'est en effet dans et par la langue qu'individu et société se déterminent mutuellement. L'homme a toujours senti -et les poètes ont souvent chanté- le pouvoir fondateur du langage, qui instaure une réalité imaginaire, anime les choses inertes, fait voir ce qui n'est pas encore, ramène ici ce qui a disparu.

C'est pourquoi, tant de mythologies, ayant à expliquer qu'à l'aube des temps quelque chose ait pu naître de rien, ont posé comme principe créateur du monde cette puissance immatérielle et souveraine, la Parole. Il n'est pas, en effet, de pouvoir plus haut, et tous les pouvoirs de l'homme, sans exception, qu'on veuille bien y songer, découlent de celui-là. La Société n'est possible que par la langue ; par la langue aussi, l'individu. L'éveil de la conscience chez l'enfant coïncide toujours avec l'apprentissage du langage, qui l'introduit peu à peu comme individu dans la société... Pourquoi l'individu et la société sont-ils, ensemble et de la même nécessité, fondés dans la langue ? Parce que le langage représente la forme la plus haute d'une faculté qui est inhérente à la condition humaine, la faculté de symboliser.

Entendons par là la faculté de représenter le réel par un "signe" et de comprendre le signe comme représentant le réel, donc d'établir un rapport de "signification" entre quelque chose et quelque chose d'autre".

Il est généralement admis que l'Etat est la forme d'organisation propre aux sociétés des temps modernes. C'est ainsi que l'utilisation de l'expression "Etat moderne" sonne, aux oreilles des auteurs tels que Lucien FEBVRE et R.G. COLLINGWOOD, comme un pléonasme doublé d'une redondance.

Le mot "état" (avant qu'il ne s'affuble du majuscule) désigne dans la société européenne, avant le 15e siècle, les diverses conditions et positions sociales. C'est dans ce sens qu'on est cultivateur, marchand, prince, épicier ou forgeron "de son état". C'est dans cette même acception, paraît-il, que le français pré-révolutionnaire utilise l'expression "Etats généraux" pour désigner l'assemblée des représentants des différents "ordres" de la

hiérarchie, de la stratification sociale. Le "tiers-état" désigne, alors, tous ceux qui, "de leur état" n'appartiennent ni à la Noblesse ni au Clergé.

Par métonymie ou par synecdoque (1), l'italien utilise, à l'époque de MACCHIAVEL, le mot "stato" pour désigner et signifier le "corps politique, la classe dirigeante". "lo stato" désigne ainsi, l'état de ceux qui exercent le pouvoir. MACCHIAVEL, dans ce sens, intitule le chapitre XXIV du Prince (34 : 187-188) comme suit : "Pourquoi les Princes d'Italie ont perdu leurs Etats". Il traduit en latin Etat par Regnum. Plus tard, Jean BODIN traduira du français en latin ses "six livres de la République" en traduisant le mot français "Etat" par Status Reipublicae (état de la chose publique) et sous-entend, par cette expression, l'organisation normale et stable de la chose publique. Jean Jacques ROUSSEAU, dans le Contrat Social fait des mots "Etat" et "Souveraineté" les deux faces de Janus de la "République ou corps politique". L'Etat est l'aspect passif et la Souveraineté, l'aspect actif du corps politique (de la République) aux yeux de Jean Jacques ROUSSEAU. Pour ROUSSEAU, l'Etat regroupe les hommes qui sont soumis aux mêmes lois, tandis que la souveraineté est l'activité qui consiste à établir ou à faire respecter les lois. Thomas HOBBS, quant à lui, trouve une synonymie entre Commonwealth (traduction anglaise de Reipublica) et State.

L'évolution diachronique du mot Etat finit par signifier, pour les sociétés des temps modernes, l'ensemble des hommes et des groupements humains politiquement organisés partageant les mêmes institutions politiques, obéissant aux mêmes lois imposées par le même pouvoir. Pendant l'effervescente époque révolutionnaire, l'abbé SIEYES donne à peu près la même définition de l'Etat à ce qu'il appelle NATION. D'où désormais l'amalgame et l'alliage courant d'Etat-Nation.

(1) Lire à ce propos l'excellent ouvrage de Pierre FONTANIER, aujourd'hui regrettamment oublié, **LES FIGURES DU DISCOURS**, Ed Flammarion, Paris 1977. Ce livre réédité tient compte du "Commentaire des Tropes de Dumarsais" (1818) et distingue les Tropes des Non Tropes.

On peut légitimement confondre l'Etat et la Nation étant donné les fréquents "glissements sémantiques" inhérents aux deux concepts. Et dans cet ordre d'idées, on peut affirmer que l'Etat moderne, malgré la tautologie et la redondance que ces deux mots renferment, est un Etat-Nation car l'idée est toujours de croire ou de faire croire que l'unité politique recouvre l'unité géographique, économique, linguistique et culturelle d'une seule et même population. Pour l'europpéen moderne, l'Etat-Nation désigne implicitement l'unité politico-économique sur une aire culturelle et linguistique.

L'Etat-Nation est érigé, pour l'occidental moyen en modèle d'organisation politique. Il oublie en même temps que les Etats-Nations de l'Europe, se sont formés au hasard des invasions, des conquêtes, des guerres, des alliances matrimoniales entre familles royales, des héritages et des insurrections populaires. C'est ainsi que Jean William LAPIERRE estime qu'une

"Nation d'aujourd'hui a été construite
par un Etat au cours d'une longue histoire
-histoire des conflits armés, des traités,
des successions dynastiques, des négociations
diplomatiques, des assassinats, des "coups
d'Etat" par lesquels certaines nations, au sens
ancien du terme, ont réussi à subjuguier, dominer,
chasser, voire exterminer d'autres" (1).

(1) Jean William LAPIERRE, *le Pouvoir Politique et les langues*, PUF, Paris 1988, p 18.

En Europe Occidentale, les premiers Etat-Nations qui se soient constitués sont l'Espagne, la France et la Grande Bretagne. L'Etat espagnol s'est formé aux dépens de la Catalogne, et du Léon. La Castille, par le jeu des guerres de successions et des alliances matrimoniales a annexé le Léon (XIe siècle) et mis fin à l'autonomie de la Catalogne après le siège et la prise de Barcelone (1472). Il n'était pas impossible que la Castille formât plutôt un Etat voisin avec le Portugal, comme il eut été possible à l'Etat britannique, après l'annexion de l'Ecosse, du Pays de Galles et de l'Irlande, de former un Etat avec le littoral français des Côtes Normandes à la Bretagne.

L'Etat britannique s'est formé aux dépens de l'Ecosse, des pays de Galles et de l'Irlande comme l'Espagne aux dépens de la Catalogne et la France aux dépens de la Bretagne, de l'Occitanie et du Pays Basque.

Dans tous ces Etats constitués aux dépens des Nations aux us et coutumes différentes, la question la plus alarmante concerne l'écrasement des langues propres à ces nations. Dans le processus d'évolution et du raffermissement des liens entre les nations conquérantes et conquises, une situation de DIGLOSSIE se crée. C'est ainsi que de nombreuses générations d'anglais avaient vécu en situation de diglossie : la classe dominante parlait et écrivait en français, les classes dominées parlaient anglais. Il en va de même pour l'usage du castillan pour les classes dominantes en Catalogne, réservant le catalan aux dominés. Il en va de même pour le Breton qui restait la langue des ruraux, des "ploucs" alors que l'accès au français consacrait le passage d'une classe dominée à une catégorie dominante.

En Afrique, la traite et la colonisation ont eu pour conséquence l'imposition du modèle de l'Etat-Union. Aux lendemains des "Indépendances du Drapeau", les questions politiques d'organisation administrative cachaient mal les contradictions d'une situation de "POLYGLOSSIE" et la nécessité d'un Etat-Nation défendant bec et ongles, la nécessité de l'Unité et de l'Identité. Mais quelle Unité, quelle identité ?

Les leaders nationalistes qui cristallisaient les revendications de l'Indépendance se trouvaient en situation de DIGLOSSIE et l'élément qui plaidait en faveur de l'unité nationale était la langue étrangère (français, anglais, espagnol, portugais) qui, seule, permettait la communication transversale et horizontale sur l'étendue géographique de l'Etat et sur les pyramides d'âge et de l'échelle sociale. La langue étrangère, apanage d'une catégorie infime de lettrés se muait en langue nationale, symbole de l'unité et instrument de mystification et de codage des intérêts d'une catégorie détenant les rênes du pouvoir.

Dès le lendemain de l'Indépendance, la langue étrangère garantit la production et la reproduction des privilèges culturels et constitue le tremplin indispensable pour voler à l'assaut des lieux de production du savoir et de conservation du pouvoir. D'ores et déjà, s'opère, ce que BOURDIEU appelle la NATURALISATION DU SOCIAL par le jeu de la transformation des inégalités sociales en inégalités naturelles d'intelligence, de culture et de finesse. L'Ecole conçue et préparée par le Colonisateur pour ses besoins, continue le même fonctionnement et entend répondre aux mêmes besoins qu'à l'époque coloniale. C'est ainsi que l'Ecole continue de remplir sa fonction de légitimation en transformant "les privilèges aristocratiques en droits méritocratiques", en faisant admettre que l'acquisition d'une compétence effective donne à son titulaire le droit d'exercer un pouvoir.

L'ennoblissement par les titres scolaires a pour condition sine qua non le maniement maniéré et psittacissique de la langue du colonisateur. Cet anoblissement par les titres scolaires, dans les anciennes colonies, a permis la pérennité des méthodes d'enseignement contestables, et, surtout, permis à une catégorie de privilégiés par la naissance ou par le sort, de faire main basse sur l'Etat et de s'assurer la mainmise sur les institutions sociales et administratives, sur les appareils idéologiques d'Etat (Ecole, Armée, Eglise, etc...)

Pour le TANGANYIKA, au lendemain, même à la veille, de l'Indépendance, la question de la "langue d'Etat" se pose. En présence s'affrontent les tenants du maintien et du renforcement de l'anglais, les partisans de la défense et de l'illustration du Kiswahili et

ceux qui pensent qu'il faut partir des langues "tribales et/ou ethniques" (Kisukuma, Kichaga, Kihaya, Kinyakyusa etc...) et renforcer le KISWAHILI par la suite ou, mieux, apprendre et diffuser, concurremment, les langues locales (vernaculaires) et le Kiswahili. Les plus radicaux pensent qu'il vaut mieux supprimer l'anglais et lui accorder un statut égal à celui d'autres langues étrangères qui se verraient introduites dans les programmes d'enseignement des langues.

A cause du travail de terrain effectué depuis longtemps par les communautés évangéliques et surtout par les membres de l'African Association majoritairement de confession islamique, le KISWAHILI est choisi comme langue officielle.

La question des modalités d'une politique des langues s'est alors posé et le gouvernement tanganyikais, l'État-Nation naissant a essayé de mettre en place une police de la langue en recourant à ce que les auteurs anglo-saxons appellent le LANGUAGE PLANNING (planification linguistique). Avec le language planning, il est question de distinguer entre les interventions qui décident du statut social des langues (status planning) et celles qui modifient le lexique, l'orthographe, la syntaxe des langues (corpus planning). Généralement, en français, par "status planning" on dit que l'usage des langues est institutionnalisé et par "corpus planning on dit que l'usage de la langue est normalisé.

Quand un gouvernement décide de l'opportunité d'accorder le statut de "langue officielle" à un parler et le choisit, il pose un ACTE POLITIQUE de très grande importance aux conséquences souvent imperceptibles dans l'immédiat mais ravageuses à long terme. Il en va de même quand il décide de choisir de ne pas choisir en consacrant le statut quo.

Décider dans quelle langue seront rédigés les lois et les décrets, les règlements d'ordre public, les communications administratives de même que décider dans quelle langue sera dispensée l'enseignement est apparu aux autorités tanzaniennes comme un préalable qui ne devait souffrir ni d'atermoisement ni de délai consistant à remettre aux calendes grecques la prise de décisions vitales. C'est ainsi que NYERERE, lors de sa première allocution au Parlement (BUNGE), à la surprise générale, s'adresse aux députés en

Kiswahili. Dans la foulée, le KISWAHILI devient langue nationale, langue officielle et langue d'enseignement. C'est un saut révolutionnaire, une avancée significative, un pas de géant vers l'émancipation politique vers la définition de l'identité nationale et l'affirmation d'une dignité car si on compare l'évolution du statut du Kiswahili à celle du français, on remarque que le français a été successivement langue officielle (depuis le 16^e siècle), langue nationale (depuis la Révolution) et langue d'enseignement public et privé à tous les degrés (depuis Napoléon ou Jules FERRY).

La reconnaissance d'un statut éminent au Kiswahili par rapport aux autres langues (anglais et langues propres aux ethnies et/ou aux tribus) a facilité les vastes programmes d'ALPHABETISATION FONCTIONNELLE (1) et, plus tard, de VILLAGISATION.

Le choix du statut d'une langue est un acte politique, une "affaire d'Etat". La langue étant à la base de tout le système de communication, il est question de contrôler les usages dans les rapports de pouvoir politique, dans la communication entre gouvernés et gouvernants, entre juge et justiciable, entre législateur et citoyen. Le pouvoir politique vise à donner un caractère sacré, ésotérique à la langue de communication et de former, de ce fait, les seuls interprètes officiels, les "décodeurs" des messages, des signaux émis par l'autorité politique.

La langue est ainsi, non seulement un moyen de communication de l'information, du savoir mais aussi et surtout un véhicule de transmission et de propagation des symboles qui fixent les limites de l'expressivité et canalise les différents langages en prescrivant le sens qui convient et spécialement le sens qui conforte le langage de la tradition.

En TANZANIE, plus qu'ailleurs en Afrique, la langue (le Kiswahili) sert de véhicule de transmission et de propagation des symboles pour conforter la remémoration des souvenirs, de la morale collective, pour provoquer les fortes émotions de la communion aux valeurs et aux croyances, pour fixer, inexpugnablement, un vif sentiment d'une identité collective.

Voir Programme expérimental mondial d'alphabétisation : évaluation critique, Presses de l'Unesco, Paris, 1976, p 121-130.

Le choix du Kiswahili comme langue nationale, officielle et d'enseignement répond à la nécessité de disposer d'une arme politique redoutable. Les autorités tanzaniennes savent très bien que la politique, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, se sert des paroles pour remplacer les armes et que l'essentiel du combat se mène à grands coups de manipulations symboliques plutôt que des démonstrations conceptuelles. Avec le KISWAHILI, la TANU conforte le langage de la tradition mais surtout elle établit et applique les règles du jeu social en orientant et en dirigeant les actions collectives.

Le choix de la langue swahili en TANZANIE et sa prééminence sur les autres langues obéit à la logique de l'érection et de la consolidation de l'Etat-Nation unitaire et centralisé plutôt que multinational et multiculturel et fédératif.

Avec l'accession à l'Indépendance, NYERERE se persuade de l'utilité d'appliquer l'adage "cujus natio eius lingua" (1) qui s'est substitué au "cujus regio eius religio" (2). Il ne trouve pas une franche opposition qui serait constituée d'irréductibles anglophiles. Il sait que le Swahili a été la langue de la revendication de l'Indépendance et qu'avec la TAA et les écrits des Edward STEERE, Charles SACLEUX, Shabaan ROBERT, le Swahili bénéficie d'un prestige certain. Le Swahili, vu son caractère désormais international et transnational permet de renforcer l'idée de l'Unité nationale et de codifier un message pour la consommation politique intérieure. L'identité culturelle, l'identité nationale passe par l'identité de langue. Il faut, pour NYERERE et son équipe, s'atteler à la tâche de fondre tous les citoyens dans la masse nationale et faciliter, ainsi, le jeu de la machine politique.

Mais, en privilégiant le Kiswahili, il reste à se poser la question du devenir des langues telles que le KISUKUMA, le KIHAYA, le KINYAKYUSA, le GIHA, bref toutes les langues propres aux diverses et adverses catégories tribales ou ethniques. Et c'est là, à mon sens, la faille

(1) Telle nation, telle langue.

(2) Telle région, telle religion.

essentielle du louable choix du Kiswahili comme langue nationale, officielle et d'enseignement. Certes, la TANZANIE a opéré un choix révolutionnaire dont l'exemple mérite d'être souligné et salué par toute âme éprise de justice et d'identité culturelle. Et il conviendrait de pousser la logique jusqu'à la fin et dire que, même sous la nécessité d'instaurer un Etat unitaire, il convient de sauvegarder l'identité de la mosaïque d'ethnies et de tribus parlant des langues différentes et sauvegarder leur patrimoine culturel.

Le choix du Kiswahili obéit à la logique de l'implantation et de la consolidation de l'Etat-Nation en permettant à la "classe dirigeante" de se constituer un "marché linguistique".

Avec Pierre BOURDIEU, dans le droit fil de la pensée de MARX, nous savons que

"le marché linguistique a des lois de formation des prix qui sont tels que tous les producteurs de produits linguistiques, de paroles, ne sont pas égaux. Les rapports de force qui dominent ce marché et qui font que certains producteurs et certains produits ont d'emblée un privilège, supposent que le marché linguistique est relativement unifié". (15 : 126).

L'unification du marché linguistique répond à la nécessité de consolider les rapports de domination linguistique et, par extension, les rapports de domination sociale, économique, idéologique.

C'est devenu un truisme d'affirmer que les sociétés humaines sont hiérarchisées, ne fût-ce qu'en considération de l'âge, du sexe ou de l'origine sociale ou géographique. Certains groupes sociaux ou catégories sociales fondent leur supériorité hiérarchique sur l'appropriation -la confiscation- des ressources économiques (capitaux), des ressources

culturelles (savoir, compétence, mainmise idéologique), des ressources politiques (influence des lobbies et des groupes de pression, contrôle de l'institution et application sélective des règles du droit).

L'analyse wéberienne fait apparaître des décalages pouvant surgir entre les trois hiérarchies car ce ne sont pas les mêmes groupes ou catégories qui contrôlent toutes les ressources (sauf dans les régimes qualifiés de "totalitaire" où les cadres et dirigeants du parti unique constituent une élite du pouvoir homogène).

S'agissant du comportement langagier, l'expérience quotidienne nous apprend qu'il y a des hiérarchies. Un "inférieur" et un "supérieur" ont des comportements langagiers différents et n'utilisent pas les mêmes codes linguistiques.

Mon propos est, à ce stade de l'analyse, d'insister sur le rôle clé de la classe dirigeante d'une communauté ethno-linguistique minoritaire, engagée dans le processus de légitimation ou d'illégitimation des pratiques linguistiques qui influent sur l'usage ou l'abandon de la langue minoritaire dans les communautés inter-ethniques ou inter-tribales. C'est le cas, en TANZANIE, des locuteurs des langues telles que le KINYAKYUSA, KISUKUMA, KIHAYA, KIZANAKI face à l'anglais et au swahili. Pour l'élite de la communauté ethno-linguistique dominée, dans la définition des "politiques de la langue" plusieurs stratégies sont à l'oeuvre ;

Première stratégie : vouloir que cette élite de la communauté ethno-linguistique dominée se cantonne dans le rôle du pouvoir intermédiaire entre deux communautés sans oser remettre en cause le système de rapport de pouvoir. C'est ainsi que la classe dirigeante de l'ethnie dominée représente cette dernière auprès de la classe dominante de l'ethnie dominante en négociant les conditions de conservation de la langue et de la culture dominées. Cette attitude, cette volonté débouche sur la timide revendication du "bilinguisme culturel" où la langue de l'ethnie dominante reste la langue véhiculaire. La langue de l'ethnie dominée reste la langue vernaculaire. La conséquence est que ce bilinguisme ne concerne que seuls les membres de l'ethnie dominée car ils deviennent

bilingues tant ils ont intérêt à se faire comprendre des membres de l'ethnie dominante et entrer en communication avec eux.

Deuxième stratégie : vouloir constituer la classe dirigeante de la communauté dominée et en faire un pouvoir concurrent à celui de l'ethnie dominante. Naissent alors la compétition et l'affrontement car les membres de la communauté dominée font appel aux valeurs de solidarité culturelle et linguistique qui seules peuvent faire déboucher sur l'égalité effective de deux communautés.

Cette deuxième stratégie, opposée à la première tend à instaurer une relation de franche collaboration entre "l'élite" de l'ethnie dominée et les "masses" constituant cette ethnie dominée. L'élite de cette communauté dominée tire sur la fibre de la solidarité culturelle et linguistique pour mobiliser les masses et les engager dans une lutte dont l'objet est d'arracher des pouvoirs accrus pour pouvoir instaurer des rapports de pouvoir intercommunautaire caractérisés par l'égalité effective des deux communautés.

En adoptant cette stratégie, l'élite et les masses de la communauté dominée veulent déboucher sur un "bilinguisme" ou un "plurilinguisme" institutionnel, une reconnaissance officielle de l'égalité légitimité des langues à servir d'instruments de communication et à dépasser les classifications, les typologies ou les taxinomies qui tendent à les qualifier de "véhiculaires", "vernaculaires", "officielles" etc...

Dès son accession à l'indépendance, le TANGANYIKA ne connaît réellement plus les débats autour de la langue dominante (l'anglais) et la langue dominée (le kiswahili). Les allemands et les anglais, dans leurs programmes scolaires, ont assoupli leurs positions et aménagé les conditions de fonctionnement des deux langues principales et des langues ethniques dont se servaient les missionnaires dans leurs communications de proximité avec les ethnies pour lesquelles l'anglais et le kiswahili étaient deux langues étrangères.

Le grand poète swahili SHAABAN ROBERT (1) (1909-1962) ancien secrétaire de la TAA, suggérait, en 1954, l'adoption du Kiswahili comme "lingua franca" de l'Afrique de l'Est et proposait de tenir toutes les réunions et conférences intéressant les Etats (territoires) de la Région, en Kiswahili.

Le "climat linguistique" à la veille de l'indépendance, de l'avis de A.M. KHAMISI (2) change subitement du fait que NYERERE décide de s'adresser à l'Assemblée Nationale en Swahili.

L'importance accordée au Kiswahili en ce lieu tend à dissiper les cumulo-nimbus qui s'annonçaient à l'horizon linguistique et écarte la perspective de babélisation tant redoutée. Les locuteurs du kiswahili, de l'anglais, et des langues ethniques qui constituaient le paysage linguistique du TANGANYIKA reconnaissent de ce fait, que le KISWAHILI devient le "medium" incontournable, la langue véhiculaire par excellence. Cependant, il faudra attendre les mises au point de Rashidi KAWAWA en 1968, pour que le swahili soit utilisé dans les communications interministérielles, les circulaires et les directives.

L'adoption du Kiswahili comme langue principale n'est qu'une issue déjà prévisible car les revendications de la TAA et de la TANU s'articulaient autour de la défense et de l'illustration du Kiswahili.

(1) Shabban ROBERT, dans son optimisme, sur l'avenir radieux du Kiswahili, écrivait : **"Hapana shaka kiingereza kitashinda, lakini inatabiriwa kwamba ushindi wake utakuwa wa kitambo tu. Hayamkini kwamba wenyeji wa mahali popote katika ulimwengu waweza kuridhika kuishi katika lugha ngeni milele"**.

(2) A.M. KHAMISI, Swahili as a National Language, in *Towards Ujamaa* (93 : 288).

Etant donné que la TANU utilisait largement le Kiswahili (1) dans tous ses meetings, il n'y avait pas de doute qu'un statut spécial lui soit réservé à la date de l'Indépendance.

Cependant, le statut spécial accordé au Swahili marque la prise en main de la culture officielle par une catégorie "intra-ethnique" maîtrisant tour à tour et en même temps l'anglais, le swahili et les langues ethniques. A partir de ce moment, pour reprendre, grosso modo, l'analyse de notre maître Yves GOUSSAULT, le culturel est au service d'une idéologie et il devient éminemment politique. Certes, la question linguistique est une question politique mais cette question en TANZANIE avait été abordée avec sans froid par les colonisateurs allemands et anglais qui ont collaboré à la codification et à la normalisation de cette langue.

Avec l'Indépendance par la promotion du Kiswahili, l'élite de la communauté naguère dominée entreprend l'expugnation d'une forteresse qui lui serait restée imprenable : l'Etat en tant que symbole de l'unité culturelle et linguistique ainsi que synthèse des aspirations et déterminations multiples. Le Kiswahili avec ses différents langages, participe à la construction des fondements psychologiques et émotionnels de la Nation. C'est ainsi que la TANU s'est forgée un "vocabulaire politique", s'est dotée d'une "grammaire politique" qui règle la conjugaison et les déclinaisons à tous les modes et les cas.

Cette catégorie "trans-ethnique et translinguistique" qui tient les rênes du pouvoir n'a aucun intérêt à pousser loin la logique de l'émancipation culturelle et linguistique et accepter un statut spécifique (ou spécial) aux différentes langues ethniques : Kisukuma, kihaya, giha, kichaga, kinyakyusa etc... Et pourtant, pour ces langues, la renaissance culturelle et civilisationnelle passe par un statut spécifique reconnaissant un génie propre à ces langues et civilisations.

(1) Dans ses meetings, la TANU ne s'embarrassait pas de la différence entre le KISWAHILI CHA KIHINDI (Swahili des Hindi), le KISWAHILI CHA KIMANGA (Swahili des Arabes) et le KISWAHILI CHA KIBANTU (Swahili des Bantu).

Ayant accédé au pouvoir en mettant en évidence le souci d'une renaissance culturelle dont le Kiswahili est la locomotive, les dirigeants de la TANU ne s'occupent plus des langues ethniques et préfèrent s'engager dans la logique de l'unification d'un marché linguistique, prodrome à l'unification du marché économique à partir duquel s'édifie la société politique.

Devenue langue dominante et langue légitime, dans un marché linguistique unifié, le Kiswahili devient la langue qu'il faut parler dans des situations légitimes, dans les situations officielles ; à l'armée, à l'école, dans les bureaux, dans les discours. Le marché linguistique étant, désormais, unifié, les effets de capital et de domination linguistique s'exercent car "l'ensemble des locuteurs est soumis à la même loi de formation des prix des productions linguistiques" (15 : 128). Cela veut dire, concrètement, que chaque tanzanien, nolens volens, est mesuré à une norme qui est celle du "Kiswahili cha pwani" (1). Après l'accession du TANGANYIKA à l'indépendance, les leaders de la TANU, recrutés au sein de la TAA et qui sont essentiellement des petits fonctionnaires, des commerçants, des jeunes lettrés formés à MAKERERE ou dans les nombreuses écoles des missionnaires, en même temps qu'ils investissent la forteresse étatique longtemps assiégée, s'empressent de procéder à une rapide unification du marché linguistique, préalable nécessaire à l'unification du marché économique, qui, allant à la rencontre des idéaux du PAFMECA, préfigure le marché politique.

C'est ainsi que toute tentative de vouloir créer des conditions d'émergence d'une culture s'originant dans les conditions historiques ou linguistiques locales sera étouffée dans l'oeuf ou considérée, purement et simplement, comme "menée subversive".

(1) Le swahili de la côte continentale (Mombasa, Tanga, Dar es Salaam).

L'auréole et le prestige dont jouit le Kiswahili cache une réalité : celle de l'étouffement des langues ethniques (kisukuma, kihaya, kinyakyusa, kichaga, kimasai, kingoni etc...). Certes, comparé aux autres Etats-Nations qui ont conservé et encouragé le "monopole" ou mieux, "l'oligopole" des langues européennes sur le marché linguistique, l'Etat-Nation tanzanien a opéré un choix politique louable mais relativisable du fait que le choix du kiswahili s'imposait et allait de soi depuis des décennies et sans s'attirer de particulières entraves de la part du colonisateur. L'acte révolutionnaire aurait été de faire en sorte que le swahili ne fasse ni ombrage ni écran aux autres langues et permette ainsi une effervescente résurrection des cultures et langues du terroir. L'excès d'honneur accordé au swahili ne devait pas mériter aux langues ethniques une indignité telle que leur seul usage, fait que, sur le marché linguistique, leurs locuteurs apparaissent comme des détenteurs des billets démonétisés, ou, plus exactement, comme des détenteurs d'actions franco-russes".

La défense et l'illustration du kiswahili s'inscrit dans la logique, dans la dialectique ascendante de la création d'un marché (linguistique, politique et économique) qui règle les hiérarchies sociales concrètes au sein d'un Etat-Nation en cours d'élaboration.

Dans le complexe processus de mobilité sociale consécutif à l'accession à l'Indépendance, les luttes plus ou moins ouvertes entre les communautés ethno-linguistiques ont donné à certaines familles la possibilité de s'approprier quelques ressources. Des clivages de classe ont commencé à s'esquisser et une classe dominante, l'élite, règle l'usage du code linguistique, régule le cours du marché linguistique en fixant les "territoires" attribués à chacune des trois classes (classe dominante, classe intermédiaire, classe dominée) et aux fractions (économique, culturelle et politique) qui les composent.

Dans une analyse socio-politique des conflits ethno-linguistiques longtemps étouffés mais toujours latents en TANZANIE, il convient de ne pas oublier que le KISWAHILI, par son caractère supranational et irréductible à une identité tribale ou ethnique, a servi d'alibi à la classe dirigeante (ou dominante) maîtrisant tour à tour et en même temps une ou plusieurs

langues ethniques, le swahili et l'anglais, de contrôler l'appareil d'Etat et de fixer les champs et les démarcations de la lutte des classes.

Dans ce processus de formation et de consolidation de l'Etat-Nation, la langue swahili, au service d'une idéologie et des intérêts d'une élite montante en quête d'un marché unifié, a servi au contrôle social en facilitant l'étatisme autoritaire et l'institutionnalisation d'un parti dominant où les tutelles, les contrôles, les résistances, les déviations et les adaptations sont confinées dans un cadre idéologique et répressif contrôlé par les fractions politique, culturelle et économique de la classe dominante.

Le Swahili, langue bantoue (1) par excellence, pose à la TANZANIE, à cause de l'utilisation encore fréquente d'autres langues ethniques et du recours fréquent à l'anglais, le problème du MULTILINGUISME.

Dans la volonté de l'édification d'un Etat-Nation, les responsables politiques issus des rangs de la TAA, de la TANU et de l'AFRO-SHIRAZI Party, préfèrent utiliser le swahili pour l'unification et sa corrélative pacification civile mais aussi comme instrument de propagande et d'encadrement politique. Le renforcement du rôle du kiswahili concourt à l'invention des symboles d'une Ethique Nationale et concourt efficacement à la volonté nyerérienne de procéder à une innovation politique arc-boutée sur une structuration sociale.

(1) Il est nécessaire de rappeler et d'insister sur la "bantuité" de la langue swahili car ses détracteurs étrangers alliés à la "bourgeoisie bureautico-administrative" locale, relai de l'impérialisme (socio-économico-culturel) anglais la taxe de "dérivée d'arabe". En effet, selon Herman BATIBO (In "Tanzanie, l'Ujamaa face aux Réalités", Ed Recherches sur les Civilisations, Paris 1989, p 53), le SWAHILI a conservé 44% du vocabulaire commun que l'on rencontre généralement dans les langues bantoues. Ce chiffre peut être composé avec la place occupée par ce vocabulaire commun dans d'autres langues bantoues importantes : 54% dans le bemba de Zambie, 50% dans le Luba du Zaïre, 44% dans le Kongo du Zaïre et de la République Populaire du Congo, 44% dans le Rundi du Burundi, 41% dans le Sukuma de Tanzanie, 37% dans le Ganda d'Uganda, 35% dans le Nyanja du Malawi, 32% dans le Kikuyu du Kenya, 29% dans le Zulu d'Afrique du Sud, 20% dans le Bulu du Cameroun.

CHAPITRE X

CHAMA, SERIKALI, BUNGE:

La dialectique des intérêts

et des rivalités

La scène politique tanzanienne de 1954 à 1985 est dominée par Julius NYERERE. Même après 1985, sous la présidence de son successeur ALI HASSAN MWINYI, beaucoup de commentateurs avisés de la vie politique tanzanienne considèrent MWINYI comme une sorte de "Premier Ministre" appliquant la politique définie par Julius NYERERE. La réalité est tout différente car les définitions nyereriennes du Parti, de l'Etat et du Gouvernement tout en prévoyant des tutelles et des sujétions contiennent l'institutionnalisation et la participation.

J'ai déjà fait remarquer ci-haut que la pensée de NYERERE et implicitement sa pratique politique se caractérise par son caractère non architectural. L'originalité de la méthode ujamaa -au triple niveau de la doxa, du logos et de la **praxis**- se remarque aisément par le fait que NYERERE est tout l'opposé d'un penseur désincarné et soucieux de rester au-dessus de la mêlée, dans une atmosphère d'objectivité éthérée. NYERERE ne poursuit pas la pénible recherche d'une solution à une espèce de problème philosophique. Il espère, dans toute sa naïveté, que tout son effort dans la réflexion et dans l'action doit concerner les hommes concrets, historiquement déterminés, qui l'entourent. La grande originalité de l'Ujamaa est dans la volonté de réconcilier la pensée et l'action, de réintroduire l'action dans la pensée sans s'aliéner sans brader ses propres valeurs.

Cette tenace volonté de réconcilier la pensée et l'action, NYERERE l'a affirmé dès le lendemain de l'Indépendance par la redéfinition des institutions de l'Etat et par le remodelage du paysage politique tanzanien. Désormais, entre l'Etat, le Parti et le Gouvernement, la dialectique des intérêts et des rivalités s'accorde avec la logique du remodelage spatio-temporel des institutions et des moeurs politiques.

A- LA DIALECTIQUE DES INTERETS ET DES RIVALITES

Lorsque d'un point de vue sociologique, constatif et non performatif, on jette un regard sur la politique et la société tanzanienne, deux faits saillants émergent :

- la longévité des dirigeants ;
- la stabilité politique et l'imbrication -l'implication- des institutions.

Cette remarquable stabilité politique, se hâte-t-on de dire souvent, n'a pas son pendant dans le domaine économique. En effet, depuis les années 70 ou plus précisément, dès le lendemain de la Déclaration d'Arusha (1967) jusqu'au départ de Julius NYERERE du devant de la scène politique (1985) la TANZANIE a subi une cascade de crises économiques, des ratés cycliques dans le domaine économique, à telle enseigne qu'on se demande comment les institutions ont survécu à ce marasme structurel. Dès lors, on doit se demander par quel stratagème, par quels subterfuges, le binôme stabilité politique-instabilité économique a pu, d'un point de vue diachronique, s'imposer et traverser les zones de turbulence qui ont émaillé les "seventies" et les "eighties". Ou bien, en d'autres termes, il convient de se demander comment l'élément instabilité économique a pu s'allier à l'élément stabilité politique dans un pays où les politiques changeantes perturbent durablement et à répétition la structure sociale.

Pour résumer brièvement, on peut se rappeler que depuis l'Indépendance jusqu'au départ de NYERERE, le capital privé a d'abord été encouragé puis découragé puis encouragé à nouveau. Les petits commerces familiaux et de quartier (1) ont tour à tour été fermés, réfermés et puis autorisés, sur le modèle du statu quo ante, à reprendre leur activité. Les coopératives ont été abolies ou réorganisées suivant les schémas du parti ou du gouvernement pour, à la fin, être reconstituées plus tard.

(1) Ces petits commerces familiaux sont souvent désignés par le mot "duka" ("maduka" au pluriel)

Dans le domaine économique, l'Ujamaa a navigué à vue, se pliant à tout courant, changeant de cap, NYERERE ramant à babord et à tribord mais avec un équipage d'une remarquable fidélité, d'une formidable docilité et avec un navire -un armement pour respecter la métaphore marine- d'une impressionnante ductilité.

C'est dans ce même ordre d'idées, que l'Ujamaa auquel on devait se joindre de gaieté de coeur est devenu un Ujamaa coercitif aux mots d'ordre ne souffrant plus de contradictions, d'atermoiements ou de délais dans l'application.

Les changements incessants, les va-et-vient permanents dans la conception et la réalisation des politiques économiques ont eu pour corollaire le soutien à une forme d'économie mixte dont la croissance devait reposer sur le jeu des forces du marché et une conception de l'économie pilotée par l'Etat, c'est-à-dire le gouvernement et le parti.

La conséquence immédiate de ces incessants revirements économiques a été, progressivement, le changement dans les alliances entre différentes classes sociales.

C'est ainsi que la faveur est d'abord allée aux petits paysans qui, en 1966, produisaient 43% du PIB avant de bénéficier aux "gros agriculteurs" (Kukaks) au moment même où la Déclaration d'Arusha s'élabore. Le "bloc au pouvoir" se ravisera lors de la Villagisation et essaiera d'appuyer les paysans appartenant au secteur de production des biens de subsistance. Après 1976, le balancier de faveur revient aux petits paysans et aux kulaks.

Les commerçants ont été encouragés, puis pourchassés (1) avant d'être, à nouveau encouragés dans la perspective et sur fond de négociation avec le FMI.

Les entrepreneurs ont été d'abord bercés, choyés et considérés comme les artisans de l'indépendance économique avant d'être nationalisés, blâmés pour être, enfin, remis à l'honneur.

(1) En 1982-1983, des vastes campagnes contre les WALANGUZI (contrebandiers) WAHUMU UCHUMI (Saboteurs des programmes économiques) ont défrayé la chronique internationale.

Ces différents changements, en déstabilisant l'économie et en accentuant le changement d'alliances de classes ont profondément perturbé la société civile mais ont eu pour conséquence immédiate le renforcement de l'assise des caciques du parti, de l'affermissement du rôle politique de la bourgeoisie bureaucratique-administrative. La mainmise des "kulaks" locaux, devenus "caudillos" sur l'appareil d'Etat décentralisé et sur le Parti et ses organes s'accroît. Le discours populiste s'installe dans la foulée des slogans indépendantistes.

Ces bouleversements incessants ont pu empêcher l'explosion sociale par le seul fait que les structures de l'Etat s'arc-boutaient sur un parti unique dominant que coiffait Julius NYERERE (à la fois chef de l'Etat et du Gouvernement). La concentration des pouvoirs dans les mains du principal théoricien du Parti Unique ont permis aux caciques du parti et aux "caudillos" de développer un discours populiste bénifiant, redondant, psittacique, en fixant ainsi les automatismes verbaux et mentaux qui font dire au tanzanien moyen que le gouvernement et le parti travaillent pour l'anéantissement de la pauvreté, de la maladie et de l'ignorance.

Cependant la réalité du système politique tanzanien est extrêmement complexe et, par voie de conséquence, compliqué. Vu de l'extérieur, le système politique tanzanien fonctionne dans un enchevêtrement extrêmement mêlé de forces institutionnelles dont il est difficile de démêler les principaux écheveaux. Cependant, de ces forces qui s'imbriquent et s'impliquent, on peut répertorier trois essentielles : la présidence, le parti et le gouvernement. C'est au sein de ces trois forces que la dialectique des intérêts et des rivalités opère remarquablement.

En effet, les politiques conçues et exécutées par le gouvernement avaient tendance à favoriser la croissance économique. Les classes sociales -ou plus précisément les fractions de classes- plus aptes à investir dans la production se voyaient encouragées et pouvaient bénéficier d'une manne financière que l'alliance objective entre la haute finance internationale et la bourgeoisie du service public faisait pleuvoir et

draîner. C'est ainsi que le gouvernement s'activait à conduire et soutenir des politiques capitalistes réformistes au sein de l'agriculture, le commerce et l'industrie.

Les politiques inspirées par le parti se donnaient comme objectif prioritaire l'égalité sociale (usawa) par le biais du contrôle national de l'Economie. D'où la préférence pour les Nationalisations.

Julius NYERERE, à la tête du parti et du gouvernement, pouvait inspirer, soutenir, arrêter, changer ou perpétuer les politiques selon sa perception et son interprétation de l'INTERET NATIONAL. Le Président (MWENYEKITI) occupait ainsi une position stratégique centrale et privilégiée à l'intérieur de l'Etat. De la place et du point de vue de NYERERE, la société politique fonctionne comme un champ de gravitation dans lequel il est -lui le détenteur du pouvoir- pris dans un mouvement perpétuel qui agite le champ. Ainsi, les actions et les réactions des agents qui luttent pour maintenir ou améliorer leurs positions contribuent à faire peser sur tous les autres les contraintes qui naissent de la coexistence antagoniste. Du fait de sa position qu'il occupe dans ce champ de gravitation dont il est, en quelque sorte, le soleil, NYERERE n'a pas besoin ni intérêt de vouloir ou de penser le système. Il se contente de prélever les profits d'un univers ainsi structuré et où tout tourne à son profit. C'est de cette façon que NYERERE, dans le champ du pouvoir tanzanien s'appuie sur les dirigeants qui expriment les forces immanentes du champ plutôt que sur ceux qui les produisent ou les dirigent. Les différents champs concentriques (champ des entreprises, champ universitaire) fonctionnent parce qu'il y a des agents qui investissent par un engagement, sans réserve, des ressources et par la poursuite des enjeux. De temps en temps, pris dans les contradictions du champ, NYERERE peut jouer sur la relation entre le "jeu et le sens du jeu" pour reprendre cette expression bourdieusienne, et proposer des enjeux nouveaux.

En manipulant constamment la fin matérielle ou symbolique de l'action et esquivant les contraintes du champ, NYERERE modifie aussi sans cesse les jeux, les enjeux sociaux et les profits explicitement ou implicitement poursuivis par les agents.

C'est certainement par l'analyse de cette position centrale qu'occupe NYERERE dans le champ politique tanzanien qu'on parvient à comprendre cette combinatoire des intérêts et des rivalités mais, surtout, qu'on parvient à comprendre la paradoxale stabilité politique dans un système économique en équilibre instable, pour employer un doux euphémisme.

NYERERE au centre du champ politique à la confluence des champs et au sommet des pyramides gouvernementales et partisane dispose d'un observatoire -d'une vue imprenable sur la société- et dispose des leviers de commande nécessaire pour fixer les règles du jeu, proposer les enjeux, désigner les compétiteurs et faire miroiter les missions sociales réservées aux détenteurs des fonctions sociales.

Cependant, les fonctions sociales, dans toute société, sont des fictions sociales et découlent, forcément, des frictions sociales. Au sein de la TANU (et plus tard au sein de CHAMA CHA MAPINDUZI) et dans le pré-carré gouvernemental, NYERERE arbitre entre le soutien aux politiques capitalistes réformistes entre le contrôle national sur l'Economie. Les agents des deux instances (gouvernement-parti) dans leurs actions, réactions et contre-actions, développent ainsi une rhétorique développementaliste grâce aux mécanismes propres du verbalisme et de l'écholalie. Même si le LOGOS n'influe que marginalement sur la PRAXIS, NYERERE ne se soucie apparemment pas de résultats et préfère manipuler les acteurs, modifier les règles du jeu, différer les enjeux. A l'intérieur, la logorrhée et la logomachie développementaliste chloroforme les esprits, anesthésie le volontarisme des petites gens et décourage toute velleité. Au niveau de la politique extérieure, NYERERE peaufine son image de marque, son pragmatisme, son réalisme. Il fustige le colonialisme et le néo-colonialisme, active les revendications nationalistes des mouvements de libération nationale et perpétue un discours panafricaniste tempéré par un régionalisme renforcé.

L'organisation institutionnelle tripartite impliquait un particulier système de prise de position. C'est ainsi que selon les cas, il arrivait que deux organes de l'Etat pouvaient se retrouver sur le soutien à une série de mesures : en ce qui concerne la VILLAGISATION, le

PARTI et le PRESIDENT étaient de concert alors que s'agissant de la promotion des investissements privés -du capitalisme tempéré- c'est le Président et le Gouvernement qui accordaient, le mieux, leurs points de vue, leur "violon" pour ainsi dire. En période de crise les trois instances s'efforçaient non sans mal, de coordonner leur action.

De ces trois instances, le PARTI bénéficiait d'une certaine prééminence -je n'ose pas dire une prééminence certaine- mais il convient de remarquer que le système politique se caractérisait plutôt par une souplesse, une malléabilité, une ductibilité permettant la coexistence en son sein d'individus aux antécédents sociaux divers, multiples et aux orientations idéologiques diverses et adverses.

La dialectique des rivalités et des intérêts tourne, en TANZANIE, autour de la définition du POUVOIR. Quels intérêts découlent de l'exercice du pouvoir et à quelles rivalités exposent-t-ils ? En TANZANIE, il faut revenir aux rapports de l'Etat et du Parti. Henry BERNSTEIN note qu'au moment de l'Indépendance, l'Etat "constituait le seul ensemble systématique des relations sociales au niveau territorial"(1). L'accession au pouvoir indissolublement politique et économique dépendait de la position au sein des relations naissantes et complexes se nouant autour de l'exercice du pouvoir sur tout le réseau du territoire national. C'est ainsi que ceux qui justifiaient d'une instruction académique de type occidental pouvaient prétendre au rôle ambigu d'interlocuteurs ou de porte-paroles.

Mais ce rôle ne suffisait pas car la question de l'exercice du pouvoir occultait mal celle qui concerne le "bloc" apte à diriger l'Etat. Et là, effectivement on comprend la lutte entre le Parti composé essentiellement de caciques et de caudillos locaux, le Gouvernement, repaire de technocrates et autres intellectuels organiques soucieux d'occuper l'espace éminent que la mythologie méritocratique assigne d'ordinaire, à ceux qui sont frais émoulus ou frais éclos d'établissements secondaires ou supérieurs d'enseignement général.

(1) BERNSTEIN (Henry), "Notes on state and peasantry : The Tanzanian case", in *Review of African Political Economy*, 21, May-September 1981, p 44-62.

Qui exerce le pouvoir, qui gouverne l'Etat, les deux manettes de la même question ont permis à NYERERE de catalyser les aspirations, de jouer le rôle tampon, de se figer dans son rôle de juge-arbitre octroyant les bons et les mauvais points et sifflant les mauvais joueurs.

Le champ politique où a évolué NYERERE, à l'instar de toute autre champ, est fait des rivalités, des intérêts qui poussent les différents agents -appartenant au Parti ou au Gouvernement ou aspirants à y appartenir- à s'adonner à une course d'obstacles pour accéder aux fonctions sociales, pour être détenteurs d'une mission et d'une consécration sociale :

"Misère de l'homme sans Dieu, disait Pascal.
 Misère de l'homme sans mission ni consécration sociale. En effet, sans aller jusqu'à dire avec Durkheim, "la Société c'est Dieu", je dirais : Dieu, ce n'est jamais que la Société. Ce que l'on attend de Dieu, on ne l'obtient jamais que de la Société qui seule a le pouvoir de consacrer, d'arracher à la facticité, à la contingence, à l'absurdité..." (14 : 52).

La compétition inter-individuelle au sein de ce champ politique permet à NYERERE de manipuler souvent les différents agents en proposant des jeux et des enjeux nouveaux.

Cette lutte de tous contre tous au sein du champ s'accommode du darwinisme social en vigueur dans la Société globale.

B- LE REMODELAGE SPACIO-TEMPOREL DES INSTITUTIONS ET DES MOEURS POLITIQUES

C'est autour du PARTI, du CHAMA CHA MAPINDUZI, que s'organise tout le système politique tanzanien. C'est autour de lui que se tissent toutes les relations de pouvoir, que s'élabore l'Univers des citoyens.

Les conceptions nyereriennes du PARTI UNIQUE datent des premières heures de l'Indépendance. C'est ainsi que s'agissant du Parti Unique, il déclare :

"Les partis européens et américains sont la conséquence des divisions sociales et économiques qui existent au sein de ces sociétés -le deuxième parti se formant pour lutter contre la confiscation du pouvoir politique par un groupe d'aristocrates ou de capitalistes. Nos partis, eux, ont une origine toute différente. Ils ne sont pas formés pour lutter contre un groupe dominant de nos propres sociétés, ils se sont formés pour s'opposer aux étrangers qui nous assujétissaient. De ce fait, ils n'étaient pas des "partis" politiques (i.e. des factions politiques) mais des mouvements nationalistes. Et dès le départ, ils représentaient les intérêts et les aspirations de toute la nation. Nous, au Tanganyika, par exemple, nous n'avons pas formé la TANU pour nous opposer au Parti Conservateur d'Angleterre, ou pour soutenir le Parti Travailleuse ! les divisions des hommes politiques anglais ne nous intéressaient

en rien. Pour ce qui nous concernait, ils étaient
tous des colonialistes, et nous avons organisé
un Mouvement National -la TANU- pour
nous débarrasser de leur colonialisme. Un
Tanganyikais aidait-il les impérialistes,
nous le considérons comme un traître à son pays
et non comme un adepte de la démocratie bipartite !" (1)

Cette conception du PARTI évoluera à travers les contradictions et les vicissitudes et la quotidienneté de la vie politique. D'un Mouvement rassemblant les nationalistes africains, la TANU défendra les intérêts particuliers de ses membres et devient une "faction" à l'instar des partis européens.

Tout au long de la Présidence de NYERERE, la TANU, puis le CCM est un parti unique, exclusif de tout autre. Au début l'une de ses difficultés résidait dans le peu d'adhésions des dirigeants locaux à l'idéologie officielle.

La TANU a su conserver ses cadres issus de la TAA mais ceux-ci n'adhéraient pas forcément à l'Ujamaa car ils étaient essentiellement des fonctionnaires, des instituteurs, des petits entrepreneurs, bref, une petite bourgeoisie ayant à coeur de se débarrasser des britanniques et des asiatiques.

(1) Voir l'article "DEMOCRATIE ET PARTIS POLITIQUES" qui, avec "Ujamaa : the basis of african socialism" et "Tujisahihishe", forment le tryptique écrit lorsque NYERERE démissionne de son poste de Premier Ministre en 1962.

De l'Indépendance à la Déclaration d'Arusha, cette "élite" bureaucratICO-administrative occupait les places les plus influentes. Pour elle, la déclaration d'Arusha signifiait l'accentuation de la dépossession des étrangers et non l'ébauche d'un projet de société.

Cependant, aux yeux de la population, la TANU est perçue tout à tout et en même temps, comme un instrument de transmission des consignes et de mobilisation ainsi qu'un lieu, un forum de dialogue. C'est dans cet esprit que le citoyen peut s'adresser au parti lorsqu'il pense avoir besoin de ses services et de ses avantages (pistons, licences de toute sorte, dérogation, certificat, conseil juridique ou avis politique, conciliation dans une querelle).

Dans la vie politique tanzanienne le parti joue un rôle charnière et semble être apprécié par ceux qui ont besoin de ses services (1).

A la base du parti, les SHINA (2) (ou NYUMBA KUMI KUMI) (3), le SHINA est la base d'une organisation politico-administrative pyramidale qui à partir d'organisation primaire des dix maisons, culmine au niveau national (TAIFA).

(1) Sur les chemins de mes enquêtes, d'un village à l'autre, je me munissais de "recommandations" du CCM. Cela m'ouvrait droit à l'assistance du dirigeant de la branche locale du CCM concernant les hôtels, les restaurants et l'intervention auprès des commerçants organisant le transport. C'est non sans émotion et reconnaissance que je pense à l'assistance reçue par la cellule du CCM à KARAGWE pour me rendre à RUSUMO à la frontière rwandaise !

(2) SHINA : tronc, souche d'arbre c'est-à-dire depuis les racings (mizizi) jusqu'aux branches (matawi). Shina est utilisé pour désigner cellule et tawi pour désigner la section. La métaphore ruraliste et arboricole renvoie aux préoccupations idéologiques du parti.

(3) NYUMBA KUMI KUMI : l'ensemble de dix maisons.

ORGANISATION DE LA TANU

NIVEAU	ASSEMBLEE	AUTORITE
NATIONAL (TAIFA)	Conférence électorale Conférence nationale	Comité Exécutif National Comité Central Cabinet Comité de discipline
REGIONAL (MKOA)	Conférence Régionale	Comité Exécutif Régional Comité
DISTRICT (WILAYA)	Conférence Annuelle de District	Comité Exécutif de District
BRANCHE (TAWI)	Conférence Annuelle de Branche	Comité Exécutif de Branche
TRONC (SHINA)	Dix maisons	

Le SHINA est, ainsi, l'unité de base dans l'organisation des structures du parti et des institutions administratives.

Créés au lendemain de la mutinerie de 1964, les SHINA sont les organisations de base du parti sous la responsabilité d'un dirigeant, le Balozi (1). Le balozi doit être capable de faire des rapports aux échelons supérieurs du parti et d'informer les adhérents du parti des mesures et choix politiques en cours d'élaboration ou d'exécution. Il doit aussi, de ce fait, recueillir les suggestions et les doléances de la base. Au niveau de la base du parti, le SHINA et spécialement son responsable le balozi est un agent de propagande et d'agitation politique.

(1) Balozi, dans le glossaire politique tanzanien désigne l'Ambassadeur. Ex : Balozi wa UFARANSA TANZANIA (Ambassadeur de France en Tanzanie) : Ubalozi : Ambassade : Ubalozini (dans l'ambassade, à l'ambassade). Mais ici Balozi désigne plus précisément le dirigeant du CCM dans la cellule de base (Shina).

Le SHINA que dirige, encadre, le balozi a été conçu comme un instrument de propagande et d'agitation politique mais en même temps qu'une instance participative à l'intérieur du parti, un moyen de contrôle social.

Les prérogatives (1) du balozi sont, à l'origine, les suivantes :

- 1- Traduire et expliquer au peuple la politique de la TANU et du Gouvernement.
- 2- Coordonner et rassembler les vues et les opinions du peuple et les communiquer à la TANU et au Gouvernement.
- 3- Collecter les cotisations des membres du parti.
- 4- Persuader les non-membres de la TANU d'adhérer au parti.
- 5- Jouer le rôle de sauvegarde de la paix et de la sécurité dans le pays en suggérant l'obéissance des lois et des règlements.
- 6- Persuader le peuple de payer les impôts normalement.
- 7- Renforcer la coopération entre les membres du parti au sein du SHINA.
- 8- Prendre en main les affaires du parti au sein du SHINA.
- 9- Le balozi est le délégué du SHINA à la Conférence annuelle de Branche.
- 10- Le balozi est membre du Comité de Développement du Village.

Initialement, le balozi ne comprenait pas son rôle au sein du parti d'autant plus qu'un flou artistique couvrait ses prérogatives et ses relations avec les membres du SHINA. C'est ainsi qu'au début, on a pu élire des balozi qui n'étaient ni membres de la TANU ni de nationalité tanzanienne. Peu à peu, le balozi a vu ses prérogatives clarifiées et son rôle stabilisé. Il est devenu, schématiquement, tour à tour et en même temps, activiste du parti, agent du gouvernement, et représentant populaire.

(1) Lire O'Barr (JF) The role of the ten houses cell leader in rural Tanzania, in Geneve- Afrique, 1971, 10 (2), p 70-85.

Etant donné l'organisation pyramidale du PARTI et des institutions administratives, le balozi est un homme de terrain. Membre de la TANU et sans retribution salariale, il s'efforce d'assimiler l'organisation du parti et de se familiariser à la philosophie politique du parti.

En jouant le rôle d'activiste du parti, agent du gouvernement et représentant du peuple, le balozi a un prestige certain qui dans certaines zones rurales, heurte et bouscule les traditions séculaires d'aménagement du pouvoir et de l'autorité. C'est ainsi qu'assez souvent, suivant les régions et les cultures, le balozi était un ANCIEN ou un jeune décidé à gravir les échelons de la pyramide sociale et politique en cassant les hiérarchies traditionnelles.

Avec le SHINA et le BALOZI, la TANU restructure le pouvoir traditionnel et se soumet les chefs coutumiers ou leurs suzerains restés revêches, rebelles et réfractaires aux mots d'ordre de la TANU. La TANU ayant supprimé les rôles et les statuts des chefs coutumiers traditionnels, il s'emploie, avec le SHINA et le balozi, à casser les relations de pouvoir traditionnelles et à inoculer, à dose homéopathique, certes, une idéologie qui, jusque là, pleuvait et semblait couler comme sur le dos d'un canard.

Enracinée à la base dans la réalité locale, la TANU entend être un forum, une sorte de rassemblement d'organisations locales coordonnées horizontalement et verticalement par des instances administratives. Il va sans dire qu'une telle organisation pyramidale véhicule beaucoup plus un catalogue de demandes et de consignes qu'un débat politique et idéologique. Par un mélange subtil d'élus autochtones, la TANU essaie, non sans peine et contradictions, de coordonner les factions concurrentes et canaliser les conflits en permettant la circulation et le remplacement des élites en essayant de répondre le mieux possible aux revendications locales, aux revendications sociales.

Le remodelage des moeurs et institutions politiques dont la déclaration d'Arusha, les MWONGOZO et la décentralisation administrative et la Villagisation constituent les hypostases essentielles, commence par le SHINA et les BALOZI. La lente et imprécise

définition du rôle du BALOZI démontre, dès l'origine, le tâtonnant travail des leaders de la TANU et les imprécisions doctrinales et idéologiques.

Avec les SHINA, la TANU essaie de briser les dynamiques de stratification sociale et oeuvrer à la restauration de l'égalité entre les hommes en favorisant, essentiellement, l'installation des nouvelles relations de production, préalable nécessaire à la participation de tous aux travaux communautaires. C'est dans le but d'assurer à toutes les couches de la société, l'essentiel des services sociaux qu'il fallait redynamiser la base et être sûr que les mots d'ordre et les orientations prises au sommet se répercutent sans anicroche, à une base où un responsable volontaire traduit, interprète et explique les dites orientations.

La modification du paysage politique nécessitait la brisure des dynamiques de stratification sociale. Avec les SHINA, il s'agit de créer de nouvelles relations qui permettent la diffusion de l'autorité et assurent l'articulation des moyens et des missions du développement. C'est ainsi que la VILLAGISATION s'appuiera sur les SHINA et le savoir-faire des BALOZI pour les VILLAGES PLANIFIES ou les VILLAGES DE DEVELOPPEMENT. Cependant, on sait maintenant que les paysans tout préparés à la Villagisation, la vécurent comme une SPOLIATION tant ils perdaient la maîtrise de leurs terres et de leurs cultures. Les bouleversements de la Villagisation furent aussi ressentis comme annonciateurs de pires méfaits : la collectivisation des terres, des bêtes, des femmes et des enfants. D'où la réserve et la réticence à l'égard de toutes les institutions étatiques et spécialement à l'égard de tous les "villagiseurs".

Déjà, dès la base, l'Etat entend contrôler le Pouvoir et l'accès au pouvoir car il organise la compétition politique arbitrée par les militants et les citoyens à l'occasion des élections internes au parti et des consultations nationales. Par le biais du SHINA et des balozi, l'idéologie officielle (ensemble des idées proposées par la direction politique) vise à devenir idéologie dominante en agrégeant et en harmonisant les aspirations des diverses couches sociales, en condensant et en synthétisant les préoccupations et orientations éthiques. De ce fait, l'idéologie baigne dans le flou artistique si bien que son

envergure, sa dimension morale apparaissent difficilement. Cependant, l'idéologie officielle, dans ses balbutiements et dans ses tâtonnements théoriques et pratiques, repose essentiellement sur les valeurs d'EGALITE et de SOLIDARITE. Et pour atteindre ces deux valeurs, rien de mieux qu'inoculer et drainer l'idéologie, par le verbalisme et l'écholalie, du sommet à la base. Il s'agit d'émanciper pour encadrer et/ou vice-versa.

La poursuite du remodelage politique entraîne toute une série de conséquences dont les plus significatives, les plus saillantes semblent être liées aux relations de pouvoir à tous les niveaux de la société.

Les relations qu'entretiennent les individus avec les détenteurs du pouvoir et, par voie de conséquence, la structuration sociale, est étroitement dépendante de la place occupée par rapport à l'Etat et au Parti. Les privilèges de fortune et de culture naissent et se développent alors que le discours officiel et parfois la pratique politique officielle tendent à limiter le développement des injustices et des privilèges.

L'Etatisme autoritaire est assis sur un parti dominant développant une rhétorique développementaliste canalisée et répercutée par les cellules tentaculaires et omniprésentes (SHINA) mais aussi par des balozi jouant tour à tour et en même temps le rôle d'activiste du parti, agent du gouvernement et représentant du peuple.

Grâce au Kiswahili et aux différents langages qu'une langue induit, les autorités de l'Etat et du Parti encadrant une population qui tout rétifs, revêches et rebelles aux différents oukazés venus de Dar es Salaam se retrouve néanmoins dans la préoccupation éthique et les discours populistes et développementalistes qui, depuis l'Indépendance, ont modifié le paysage politique et la stratification sociale.

La dialectique des rivalités et des intérêts se développe à côté d'une logique d'efficacité et de remodelage de tous les grands ensembles verticaux affiliés à l'Etat et au parti.

Après le tournant des "Indépendances du drapeau", NYERERE, qui avec la naissance de la TANU s'était aménagé un tremplin, se trouve pris dans les contradictions

sociales car il s'agit de doter le pays d'un idéal vers lequel tendre et tenir compte du réel sans laisser l'Etat et ses institutions en pâture aux différents appétits naissant à l'intérieur et à l'extérieur de l'Etat.

L'Ujamaa est une tentative de réorganisation et de fixation d'un cap. L'orchestration des différentes partitions de l'Ujamaa s'efforce de faire la synthèse de déterminations diverses et adverses des classes, des fractions de classes mais aussi l'occasion de fixer le parti en redynamisant les tutelles et les aspirations, en organisant les contrôles et les adaptations pour contourner et contenir les résistances et les déviations. Bref, avec l'Ujamaa, l'Etat "quadrille le travail intellectuel par toute une série de circuits et de réseaux..., se soumet et s'alloue le corps des intellectuels-savants..." (42 : 63).

Sans aller jusqu'à dire, avec Emerson, que les régimes politiques ont pour origine la personnalité morale des hommes, je pense que l'Ujamaa est, pour reprendre C. WRIGHT MILLS, le reflet des "épreuves personnelles de milieu et des enjeux collectifs de structure sociale" (38 : 12) dans cette Afrique sortie de la nuit des misères coloniales. L'Ujamaa est la façon dont NYERERE trace le premier chemin qui conduit vers des contrées inconnues. Il s'agit maintenant de voir comment NYERERE -un mythe- a esquissé un projet de société -un idéal- et quelles conséquences en découlent si on se réfère aux préoccupations éthiques qui étaient les siennes.

L'intervention de l'Etat auprès des villages, tour à tour effacée et volontariste, voire coercitive, est à l'origine des bouleversements économiques et sociaux aux conséquences multiples.

Au sein des villages -qu'ils fussent le résultat de ces sortes de "sociétés par actions" à l'initiative des "gros" ou le résultat d'initiatives et d'intrigues politico-administratives- une vie axée sur l'organisation de la communauté et du travail collectif existe. Des villageois prennent la parole et position dans les organismes dirigeants et les conseils. Des paysans aisés parviennent à tisser sur les champs communautaires une toile de salariat : payer des hommes pour accomplir la part de travail collectif qui revient au "gros", racheter des parts

d'autres paysans, cumuler les parts ; additionner contrôle des hommes et multiplication des bénéficiaires distribués. Certes, la Villagisation n'a pas anéanti les injustices car, même si les paysans n'ont plus la propriété de la terre, leur influence autorise une concentration des droits d'usage concernant les aires non communautaires. Bien plus, ils ont conservé la disposition de leur capital en équipement et en bétail. Ils sont bien placés pour bénéficier d'une utilisation privilégiée des instruments collectifs ou d'une distribution favorable des intrants agricoles.

Avec tous les bouleversements provoqués par la Villagisation, le village abrite souvent un phénomène de reproduction élargie des paysans aisés et, de ce fait, masque la continuation des relations salariales, de domination politique par les riches.

Au vu des problèmes et des difficultés qui existent dans les villages, il ne faut pas en déduire que les villages n'ont servi à rien ou qu'ils n'ont eu que des effets négatifs pour la majorité des paysans. Au contraire, si l'on fait le compte des services sociaux dont ils ont permis la diffusion et si l'on accepte que les dynamiques de différenciation sociale qu'ils n'ont réussi qu'à détourner et tempérer auraient de toute manière opéré sans la création de ces villages, on comprend bien que beaucoup de villageois apprécient certains avantages de la vie en village. Le village offre un champ plus clos aux affrontements sociaux car les alliances y sont indispensables, les stratégies y sont plus visibles et les confrontations peuvent mieux s'y organiser.

(1) Lire à ce propos, BOESEN (Jannik), STORGARD Madsen (Birgit), MOODY (Tony) ; Ujamaa, Socialism from above, Uppsala, Scandinavian Institute of African Studies, 1977, p 183.

LES VILLAGES EN TANZANIE DE 1968 à 1979

Années	Nombre	Nombre total d'habitants
1968	180	58 000
1969	650	300 000
1970	1 200	500 000
1971	4 484	1 595 240
1972	5 556	1 980 862
1973	5 631	2 028 164
1974	5 008	2 560 474
1975	6 944	9 140 229
1976	7 658	13 067 220
1978	7 768	13 847 000
1979	8 200	13 905 000

Source : Ujamaa, Gazeti la Wajenga Nchi, Mbinu za maendeleo ya kijamaa vijijini... tangu 1967 hadi sasa, toleo la 67, 1979, p 23.

L'Etat est intervenu et continue d'intervenir auprès des villages Ujamaa de plusieurs façons et sur plusieurs niveaux :

- au niveau idéologique par l'intermédiaire du parti qui, depuis "Ujamaa, the basis of African Socialism", la "Déclaration d'Arusha" et "Ujamaa Vijijini" est le maître d'oeuvre de l'Ujamaa.
- au niveau financier par les budgets et la "manne" qu'octroient les organismes tels que REGIONAL DEVELOPMENT FUND (RDF), Tanzania Rural Development Bank (TRDB), Community Development Fund (CDF) et la National Bank of Commerce (NBC).

- au niveau des services de la Planification et de la Vulgarisation (to plan is to choose).
- au niveau de la fourniture d'un certain nombre de services.

L'intervention du parti au niveau des villages se traduit essentiellement par son intervention locale pour expliquer les objectifs poursuivis par le Gouvernement. Toutes les décisions, les actions, les discours du Président ou des Responsables influents doivent être approuvés par le Parti qui, grâce à ses ramifications jusqu'au niveau des dix maisons (shina, nyumba kumi kumi), contrôle l'exégèse et les nuances sémantiques qu'on peut tolérer. L'action du parti s'oriente plutôt en faveur des paysans les plus pauvres auxquels il faut expliquer le sens de l'Ujamaa. Il s'agit donc "d'aider les gens à se développer eux-mêmes". Depuis la loi de DECENTRALISATION de 1972, les responsables de la TANU à tous les niveaux de l'Administration se voient accorder des pouvoirs importants : les Commissaires de Région, les Commissaires de District qui sont également les Présidents des organes du Parti au niveau de la Région et du District peuvent prendre des décisions en ce qui concerne la planification et la réalisation des opérations en faveur des villages. C'est ainsi que les plans locaux (au niveau du village ou du district) doivent recevoir le "quitus" du Parti. Ainsi, donc le parti exerce une importante fonction d'information, d'encadrement et de décision auprès des masses rurales. Il doit procéder à l'éducation politique des masses rurales.

Les villages, tout en se réclamant "auto-dépendants" ou "autonomes" ont besoin d'un soutien financier, en tout cas lors de leur création. Echaudés par l'expérience ruineuse des "Settlement Schemes", les gouvernants prennent la précaution de ne plus verser des sommes importantes dans ce qui peut rappeler, si on n'y prend garde, les "tonneaux des Danaïdes".

Ainsi le principe est de n'accorder des fonds que si, et seulement si, le Comité du Village le demande et dans la mesure où il est dans l'incapacité de s'autofinancer. Par ailleurs, il s'agit d'accorder une aide sensiblement égale à tous les villages.

A leur début et même dans leur fonctionnement, les villages ont besoin d'une aide et d'un financement important : acheter des semences, des engrais, des insecticides et pesticides, mettre en place des équipements sociaux, construire des habitations. Il se trouve que, généralement, le village fournit la main-d'oeuvre et l'Etat les fonds, le matériel et les matériaux manquant au village. En cas de problèmes dans l'approvisionnement, l'Etat fournit aussi des vivres, des vêtements et un revenu monétaire en attendant que le village produise assez, tout seul, sans faire appel à l'extérieur.

Enfin, en ce qui concerne l'encadrement et la fourniture des services, il faut rappeler que beaucoup de paysans ont été attirés par les villages à cause de la promesse du gouvernement de les aider pour l'accès au crédit, l'irrigation, la construction d'écoles et la fourniture des services de santé, des semences, des engrais et pour la commercialisation et les transports.

Cet encadrement, au niveau du village est du ressort du "Bwana Shamba", l'agent local des services d'encadrement. Outre le Bwana Shamba, l'Etat accorde une assistance technique en personnel, en matériel. C'est ainsi que des équipes de planification "planning teams" doivent :

- dresser un bilan des ressources disponibles en terres de culture et en main-d'oeuvre.
- établir des programmes de mise en valeur.
- déceler des goulots d'étranglement.
- prévoir les voies et les moyens de la commercialisation et des liaisons du village avec l'extérieur.

Ces "Planning teams" comprennent :

- un responsable politique,
- un technicien de l'agriculture,
- un technicien des coopératives,
- un économiste,

- un technicien de l'irrigation,
- un spécialiste des problèmes de planification régionale.

Les services d'encadrement et de vulgarisation, à cause de l'impréparation, de l'incurie et de l'incompétence de beaucoup de ses animateurs n'ont pas fonctionné efficacement. Ainsi, pour des raisons techniques, administratives et par manque de personnel compétent le système a été réorganisé de telle sorte que la coordination et la prise de décision se font soit au niveau régional, soit au niveau du district par les DDC (District Development Corporations) dont le rôle essentiel est d'entreprendre et de superviser les opérations de développement.

a- Les effets économiques et sociaux de la Villagisation.

L'Ujamaa vise la mise en commun des terres et le travail agricole communautaire. Mais cela n'empêche pas chaque famille d'avoir un champ aussi grand qu'il lui est possible de cultiver. Sur le champ privé, la famille peut cultiver les produits vivriers dont elle a besoin et, si elle le veut, elle peut faire de la culture de rente qu'elle vendra à la coopérative pour son propre compte.

L'organisation des villages comprend ainsi deux sous-systèmes : les champs collectifs et les parcelles familiales.

Les champs collectifs que j'ai visités lors de mes différents séjours dans les villages, ont pour caractéristiques principales d'être une immense parcelle, excentrée par rapport aux habitations. Sa surface et son éloignement expliquent le fait qu'assez souvent le champ collectif est mécanisé presque à tous les niveaux du procès de production : labour, préparation des semis, semis, engrais, récolte, traitement...

En ce qui concerne l'organisation interne des villages, la tendance la plus fréquente semble être la suivante : une parcelle individuelle de 0,6 à 0,8 hectare entoure chaque maison. Des champs communautaires (collectifs), sur lesquels chaque paysan ou un

membre de sa famille doit consacrer une partie de son temps disponible, s'étendent autour du village ou à sa proximité. C'est l'assemblée générale du village (Halmashauri ya kijiji) qui détermine l'organisation des travaux et la répartition des tâches. En fonction du travail fourni par chacun et sur la base des résultats du village, on répartit le revenu du travail.

Selon YUSUFU HALIMOJA (1), l'Assemblée Générale du Village "dirige toutes les affaires ayant trait à l'économie et au développement du village".

L'instance dirigeante du village -le texte swahili parle du gouvernement du village (serikali ya kijiji)- le "Halmashauri ya kijiji" est généralement composé de comités dont les principaux sont :

- Comité du Plan et des Finances (Kamati ya Fedha na Mipango)
- Comité de la Production et de la commercialisation (Kamati ya Uzalisaji na Uuzaji wa Mazao).
- Comité de l'Education, de la Culture et des Affaires Sociales (Kamati ya Elimu, Utamaduni na Ustawi wa jamii).
- Comité de la Sécurité et de la Défense (Kamati ya Usalama na Ulinzi).
- Comité des Travaux Publics et des Transports (Kamati ya Ujenzi na Uchukuzi).

(1) YUSUFU HALIMOJA, Tanzania Inavyojitawala, Serikali ya vijiji Morco Printers Ltd, Dar es Salaam 1981, (44 p) p 19.

ETAPES DE LA PREPARATION DU PLAN DE DEVELOPPEMENT

BUNGE

- | | | |
|----|----|--|
| IV | 13 | Tume ya Taifa ya Mipango |
| | 12 | Halmashauri Kuu ya Taifa |
| | 11 | Kamati kuu ya Chama |
| | 10 | Kamati ya Uchumi ya Baraza la Mawaziri |
| | 9 | Wizara ya Fedha na Mipango |
| | 8 | Ofisi ya Waziri Mkuu |

MKOANI

- | | | |
|-----|---|--|
| III | 7 | Halmashauri Kuu ya Mkoa |
| | 6 | Kamati ya Mipango na maendeleo ya Mkoa |

WILAYANI

- | | | |
|----|---|--|
| II | 5 | Halmashauri Kuu ya Wilaya |
| | 4 | Halmashauri ya Maendeleo ya Wilaya |
| | 3 | Kamati ya Mipango na Maendeleo ya Wilaya |

KIJINI

- | | | |
|---|---|-----------------------|
| I | 2 | Mkutano Mkuu wa KIJJI |
| | 1 | Halmashauri ya KIJJI |

La villagisation, entre autres effets économiques et sociaux, a profondément modifié les rapports de pouvoir, de propriété du sol et surtout, elle a organisé la répartition des tâches et la rémunération du travail. J'évoquerai succinctement chacun de ces thèmes (propriété du sol, organisation des pouvoirs, répartition des tâches et rémunération du travail) après un bref rappel de la loi de 1975.

1° La loi de 1975 et les Villages Ujamaa.

Après la grande loi de Décentralisation de 1972 et dans la foulée du "chambardement" qu'a été la Villagisation à partir de 1973, le "Villages and Ujamaa Villages Act" définit les conditions minimales pour qu'un village puisse être considéré comme "Village Ujamaa" (Kijiji cha Ujamaa).

La loi de 1975 stipule qu'un "village Ujamaa" doit:

- se composer d'au moins 250 familles ;
- s'étendre sur une zone territoriale délimitée ;
- avoir une assemblée générale (Halmashauri) de tous les résidents permanents de plus de 18 ans ;
- avoir un **conseil**, coopté tous les ans par l'assemblée parmi ses membres de plus de 21 ans. Le conseil élit un Président (Mwenyekiti), un Secrétaire et un Trésorier.

* après enregistrement le **conseil** acquiert la Personnalité morale.;

* le village est considéré comme COOPERATIVE (sauf dérogation accordée par le Ministre) et aucune autre coopérative ne peut y fonctionner ;

* Par décision du Ministre, un village peut être considéré comme Ujamaa s'il est constaté qu'une majeure partie de ses affaires économiques est effectuée collectivement.

Souple, imprécise, le "Villages and Ujamaa Villages (Registration, Désignation and administration) Act" permet de ne pas imposer un modèle rigide aux villages et laisse une certaine liberté d'organisation aux paysans. L'enregistrement n'est pas obligatoire, certains villages peuvent répondre aux critères sans pour autant se faire enregistrer comme étant

des villages Ujamaa. La loi insiste surtout sur la dimension des villages (250 familles) et sur le caractère collectif et démocratique de l'association.

2° L'organisation des pouvoirs.

La communauté, d'ordinaire, choisit l'organisation qui lui convient mais en fonction des ressources, de la population, de la superficie et des objectifs du village. Le "villages and Ujamaa Villages Act" est le seul texte législatif qui définit l'organisation interne du village.

La tendance générale, observée dans les nombreux villages visités, est d'élire :

- un comité exécutif (governing committee) ;
- un président (manager) ;
- un trésorier ;

L'assemblée générale (Halmashauri ya kijiji) est une instance souveraine qui comprend tous les hommes et toutes les femmes adultes du village et qui entérine toutes les décisions du village sur un pied de stricte égalité.

Coopérative autogérée, le Village s'emploie à résoudre tous les problèmes concernant la vie de ses membres.

3° La répartition des tâches et la rémunération du travail.

L'Ujamaa étant basé sur le principe d'entraide et de réciprocité, le Travail (Kazi), sans lequel et l'Indépendance et l'Ujamaa sont dérisoires, doit se faire en commun pour que les agriculteurs se considèrent comme membres d'une famille solidaire. Chacun doit, dès lors, remplir des obligations envers le groupe : chaque paysan doit effectuer au moins la moitié de son travail sur les terres collectives (communautaires). C'est chaque assemblée de village qui fixe les règles et les modalités de ce travail en commun

obligatoire. Si un individu ne remplit pas ses obligations et ne respecte pas ses engagements à l'égard du groupe, il est du ressort des organes élus du village de prendre des sanctions à son encontre.

La rémunération a lieu sur la base du produit des terres travaillées en commun. En général, s'il ya lieu de vendre la production, les bénéfices sont répartis en fonction du travail fourni par chacun. Une partie de ces bénéfices est prélevée pour subvenir aux besoins de la collectivité, des vieillards, des enfants et des malades. Une autre partie est consacrée aux consommations intermédiaires et, enfin, une dernière partie est affectée à des investissements productifs ou sociaux (quand c'est possible).

Dans la répartition des tâches et la rémunération du travail, le principe essentiel est l'EGALITE ENTRE LES MEMBRES : égalité dans les décisions, égalité de richesse, égalité dans le travail et dans les tâches à accomplir. Ujamaa Vijijini, au fond vise à endiguer la marée montante des inégalités rurales. Certes, il existe encore des injustices et des inégalités, mais il est incontestable que les petits paysans ont été les premiers bénéficiaires de la villagisation quelque coercitive et tâtonnante qu'elle ait été.

4° La propriété du sol et l'auto-suffisance au sein des villages.

Etant donné qu'il existe des champs individuels et des champs communautaires, on ne peut pas affirmer que la propriété privée du sol ait été totalement supprimée. A l'instar des sociétés précoloniales, les villageois n'ont qu'un "droit d'usufruit" sur le sol qui, n'appartenant à personne, appartient à quiconque peut le mettre en valeur pour son bien propre et pour celui de la communauté.

Dans la plupart des cas, il y a juxtaposition de la propriété collective et de la propriété individuelle. Ainsi dans les "communal farms" la propriété collective des terres et des moyens de production y afférents est dominante tandis que, dans d'autres villages, les membres se sont bornés à rajouter quelques parcelles travaillées en commun aux parcelles individuelles.

La tendance générale est de pratiquer, sur les terres collectives, les cultures mécanisées (cultures d'exportation) ainsi que l'élevage, et sur les parcelles privées, les productions alimentaires de subsistance.

L'autosuffisance est l'un des aspects essentiels du village. En pratique, le KUJITEGEMEA que vise chaque village revêt deux aspects principaux :

- d'une manière générale, le village doit se suffire aussi bien pour la nourriture que pour l'habitat, les services de santé et d'éducation.
- Il ne doit rien attendre de l'extérieur et principalement du Gouvernement.

L'autosuffisance alimentaire qui était le premier objectif visé par l'Ujamaa a été, grosso modo, réalisée dans presque tous les villages visités. Ainsi, de l'avis de mes interlocuteurs, l'existence effective d'un village Ujamaa impliquait le passage nécessaire par trois étapes :

- défricher et ensemercer les terres, construire les logements et assurer l'alimentation (ici, partis ex nihilo, les villageois attendent l'aide de l'administration mais au bout de quelques années, la "manne gouvernementale" doit s'arrêter).
- le "Kujitegemea alimentaire" étant réalisé, le village pratique des cultures commerciales permettant de procurer au village un revenu monétaire par la vente de son surplus aux coopératives de commercialisation qui, à leur tour rapportent des devises au pays par l'exportation.
- Faire des villages des "coopératives polyvalentes" qui se suffisent dans tous les domaines. Chaque village doit s'efforcer de développer une petite industrie rurale pour son approvisionnement (produire des instruments aratoires à partir des ferrailles de récupération). Le village doit disposer de tous les équipements nécessaires à ses membres : écoles, dispensaires, postes et télécommunications, club de loisirs, commerces, etc...

CHAPITRE XI

L'ACTUALITE DE
JULIUS NYERERE

La pensée et la pratique politiques de Julius NYERERE ont, essentiellement, concerné la libération de l'homme. Il pensait que tout ce qui se dresse au travers de ce mouvement de libération devait être détruit au profit d'une organisation socialiste de la production et de la consommation.

L'Ujamaa que propose NYERERE n'est pas une pure invention à caractère dogmatique. Ce n'est pas une théorie figée. L'Ujamaa est né de la prise en main des hommes du Tanganyika de leur destin et de leur réflexion sur les désordres qui les oppriment. Il est clair que cet Ujamaa ne pouvait dans la pensée de NYERERE être réalisé que par le peuple qui l'a tiré de son vécu et de son destin.

Tout le projet de NYERERE est dans sa manière de se mettre à l'écoute des hommes -et spécialement les plus défavorisés (wasiojiweza). Cela fait de lui un apôtre plus qu'un tribun. A tout moment, à chaque acte de sa vie politique NYERERE se révolte devant le désordre établi et marque son insatiable soif de révolution des institutions et des coeurs pour rendre justice aux écrasés. Son projet politique comporte une dimension "personnaliste, humaniste et communautaire" qui s'est essayé à concilier des structures démocratiques et une vigoureuse transformation économique et politique.

Rebuté et dégoûté par la réalité de la "démocratie malade de l'argent" et du "socialisme malade de l'Etat", écoeuré par les misères humaines de tous ordres, NYERERE dénonce l'hypocrisie de la pseudo-démocratie bourgeoise et refuse ce qui était alors le totalitarisme du socialisme soviétique.

C'est tout une civilisation nouvelle que NYERERE projette. Il s'est mis à échafauder les plans d'une société nouvelle débarrassée de la corruption par l'argent et l'individualisme. Il appelle de tous ses voeux l'avènement d'une société nouvelle avec son économie, sa politique, sa culture, son type d'éducation. Il faut, pense-t-il, inventer de toute urgence une civilisation dans laquelle l'homme demeure toujours un homme pour l'homme, respecté en tant que tel et toujours libre dans le cadre des communautés à dimensions humaines (vijiji vya ujamaa) qui ne se montrent oppressives. C'est à partir des villages ujamaa qu'il

convient, pense NYERERE, de rechercher une démocratie organique et totale susceptible de régir tous les domaines de l'activité humaine. Il s'efforce de réconcilier le socialisme et la démocratie.

On ne peut comprendre l'Ujamaa qu'a élaboré NYERERE qu'à condition de maintenir l'ensemble des deux dimensions personnaliste et communautaire de l'homme. En mettant l'accent sur l'un ou l'autre de ces deux termes, isolément, en enfermant l'homme dans un individualisme méfiant et agressif ou, au contraire, en le dissolvant dans la collectivité, on aboutit à des attitudes que NYERERE n'a jamais cessé de combattre.

L'originalité de l'Ujamaa qu'élabore patiemment NYERERE est de chercher à établir à tout instant l'équilibre dans le mouvement non pas par une synthèse idéale mais par une provocation à l'action. C'est ainsi qu'en agissant, en remettant perpétuellement en question son action, en procédant à une constante conversion, en privilégiant l'autocritique générale et systématique, NYERERE a essayé de concilier la personne et son environnement. L'Ujamaa en tant que philosophie politique, n'est pas seulement une philosophie de l'action mais une philosophie en action.

L'Ujamaa incite l'homme à accomplir effectivement son destin. L'homme, devient, du coup, engagement et témoignage dans la cité, dans le "kijiji cha ujamaa".

L'Ujamaa éclaire les voies de l'action est aussi s'incarne dans une politique, une économie, un système d'éducation. C'est le sens des politiques menées à tambour battant et à un train d'enfer et dont les slogans étaient UHURU (Indépendance), NCHI ISIYO FUNGAMANA NA UPANDE WOWOTE (Pays non aligné), ELIMU YA KUJITEGEMEA (L'Education pour compter sur soi), MTU NI AFYA (l'homme c'est la santé), UJAMAA VIJIJINI (le socialisme dans les villages), SIASA NI KILIMO (la politique c'est l'agriculture)...

L'Ujamaa est d'abord une pédagogie et c'est pourquoi NYERERE a toujours préféré qu'on le désigne par le terme MWALIMU (enseignant, instituteur) plutôt que par MHESHIMIWA (honorable) ou MTUKUFU (excellence).

Dans le domaine politique l'Ujamaa entend tenir ensemble la double exigence du socialisme et de l'humanisme. C'est dans l'action (kwa vitendo) ou mieux dans la révolution (mapinduzi) que l'Ujamaa entend tenir ensemble la double exigence du socialisme et de l'humanisme. C'est pourquoi, NYERERE n'envisage pas une révolution à faire une fois pour toutes, mais une révolution permanente qui se met perpétuellement en question elle-même. C'est en cela qu'on voit souvent dans l'Ujamaa de NYERERE un "idéal moral plus qu'un mouvement de l'histoire".

Que reste-t-il de l'action et de la pensée politique de Julius NYERERE depuis qu'il a quitté tour à tour la tête de l'Etat et la direction de CHAMA CHA MAPINDUZI ? C'est ce à quoi il convient de répondre maintenant parce que, on ne peut comprendre NYERERE sans incarner sa pensée et donc sans se passionner. Son message est une pédagogie, une philosophie à continuer.

C'est en abordant succinctement les questions du SYSTEME TRIPARTITE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE (A), de la DIPLOMATIE NON CONFORMISTE (B) et l'examen de l'actualité de la pensée et de la pratique politiques de NYERERE que j'essaierai d'examiner "la marque" (nyayo) et la présence de Julius NYERERE.

A- LE SYSTEME TRIPARTITE D'ELABORATION DES DECISIONS POLITIQUES

L'Une des réputations les plus tenaces de la Tanzanie est, certainement, celle d'être un pays jouissant d'une stabilité à toute épreuve et où l'unité nationale n'est pas un vain mot. Cela provient, à coup sûr, de l'engagement personnel de NYERERE et de ses choix tant en politique intérieure (villagisation, promotion du Swahili, alphabétisation) qu'en politique étrangère (soutien sans faille aux Mouvements de libération, condamnation de l'Apartheid, spectaculaire et controversé soutien au BIAFRA). Contrairement à tous les pays voisins, à

l'heure de l'Indépendance, la Tanzanie sous l'impulsion de NYERERE, avait refusé de faire du Tribalisme, de l'exclusion sur base raciale, du régionalisme son fonds de commerce politique. Il entendait consacrer tous ses efforts à donner un contenu spécifique au mot UHURU (Indépendance-liberté) qui galvanisait les foules et mettre pour ainsi dire de la chair autour du squelette "Ujamaa".

Pendant toute l'ère NYERERE et spécialement après les restructurations rendues nécessaires par la présidentialisation du régime (1962), la mutinerie de 1964, la Déclaration d'Arusha (1967), la Décentralisation (1972) et la Villagisation, la formulation et l'énonciation de la politique s'effectue à partir de trois instances à savoir, la Présidence (IKULU), le Parlement (BUNGE) et le Parti (CHAMA).

C'est devenu presque un truisme de dire que la plus grande oeuvre politique de Julius NYERERE est d'avoir mis en place des institutions étatiques solides, un système politique stable où les conflits entre classes, tribus, clans, groupes rivaux se résolvent sans violence particulière.

Comparée à tous ses voisins, la Tanzanie se considère comme un havre de paix et se targue, à juste titre, de n'avoir pas eu à verser de sang pour accéder à l'indépendance ni pour résoudre les problèmes politiques qui se sont posés après l'indépendance. Comme dans tous les Etats de l'Afrique d'après les indépendances, des conflits d'intérêt sont vite apparus au sein de la "RULING CLASS", au sein des factions diverses de la "RISING CLASS" mais ils ont été non pas étouffés dans le sang mais dans un dialogue permanent que permettaient les institutions mises en place.

Sous NYERERE, la prise des décisions s'orchestrait dans trois instances (Parti, Gouvernement, et la Présidence). Chef du parti et du gouvernement, le Président de la République était la clef de voûte de tout le système politique. C'est ainsi que la Présidence était tour à tour et en même temps, l'instance de coordination, l'instance indépendante de prise de décision et enfin, un Etat dans l'Etat.

1- La Présidence : instance de coordination

Depuis l'accession du pays à l'indépendance, le consensus manque au sein de la TANU. Cela explique l'effacement précipité et momentané de NYERERE de la scène politique, six semaines après l'accession du pays à l'indépendance. NYERERE démissionne et laisse la tâche à KAWAWA pour essayer de créer les conditions d'un consensus au sein du parti, de l'organiser et de lui fixer des orientations claires et précises. On sait qu'à ce moment, la "démobilisation" des militants commence à apparaître parce que les "MATUNDA YA UHURU" (fruits de l'indépendance) tardent à se faire voir. C'est l'époque des conflits entre les syndicalistes et la TANU, de grogne devant une africanisation lente etc...

Eu égard à cette situation de conflits larvés, le Président ne peut jouer qu'un rôle de "juge-arbitre", de coordinateur. Il sait que les acteurs en présence sur la scène politique nourrissent des projets de développement divergents et ne sont pas d'accord non seulement du point de vue idéologique mais aussi stratégique. C'est ainsi qu'entre 1962 et 1967, NYERERE est du côté du gouvernement qui, manifestement, met en place une politique qu'on peut appeler de "tendance libérale", car élaborée par Sir Ernest VASEY suivant les promesses et les conditions d'aide formulées par la Grande Bretagne, la RFA et les Etats Unis d'Amérique. Entre 1969 et 1974, le Président se penche de plus en plus du côté du PARTI et soutient les orientations de la DECLARATION D'ARUSHA (1967), des MWONGOZO (1971) de la DECENTRALISATION (1972) et de la VILLAGISATION coercitive et volontariste (1973). Après les chocs de la villagisation et le premier choc pétrolier (1974) NYERERE fait de l'équilibrisme politique. Il devient imprévisible. C'est ainsi que dans l'opération MADUKA (1976) une politique élaborée et mise en oeuvre par KAWAWA, donc non sans consentement tacite ou explicite de NYERERE, se retrouve contredite et enterrée par le MWALIMU par la suite.

Instance ou mécanisme de coordination, la Présidence de la République fait souvent la somme des contraires, apaise les conflits, suggère la modération. Fort des

pouvoirs que lui donne la constitution républicaine de 1962 modifiée en 1965 pour les besoins de la mise en place du Parti Unique, le Président sent très bien qu'il lui manque cependant une véritable instance de coordination ou de consultation. C'est ainsi que lors des discussions sur le CAPITAL PRIVE, certains points de discussion entre le Parti et le Gouvernement n'ont pu être tranchés. Le Parti craignait l'intensification des investissements privés car source de criantes inégalités, alors que le Gouvernement pensait que les capitaux privés internes ou étrangers contribuaient efficacement à la CROISSANCE économique qui, par ricochet, réduit les inégalités. Mis dans cette position, le Président ne pouvait jouer que de l'équilibre et adopter une position de "girouette". Versatile, allant de l'attachement convaincu et exubérant à un détachement dégoûté et morose à une même politique, NYERERE a pu s'attirer les faveurs du Parti en nationalisant le capital privé des banques et assurances par la Déclaration D'Arusha mais aussi celles du Gouvernement, un mois après, en promulguant le fameux texte intitulé "Public ownership in Tanzania" qui déclarait que les investissements privés dans les secteurs non réservés à la Déclaration d'Arusha étaient les bienvenus. C'est pourquoi, on peut dire que la Présidence, sous NYERERE, est aussi un ORGANE INDEPENDANT D'ELABORATION DES DECISIONS POLITIQUES.

2- La Présidence : Organe indépendant d'élaboration des décisions politiques

Souvent le Président ne consulte ni le PARTI (et son parlement) ni le Gouvernement. N'a-t-il pas un jour déclaré que la constitution lui avait donné les pouvoirs qui peuvent faire de lui un dictateur ? Cependant la question est, ici, de savoir dans quelles conditions et circonstances, le Président croit qu'il n'est pas besoin de "trancher" mais de "décider seul".

A l'examen de quelques cas et jettant un regard diachronique sur la pratique politique de NYERERE, on constate qu'il a souvent décidé et agir en décidant seul dans des circonstances de crise ou quand la décision à prendre ébranlait profondément ses

convictions personnelles. C'est ainsi qu'en 1965, lors de la "bisbille" ou de la "brouille" avec la Grande Bretagne, la RFA et les Etats-Unis, NYERERE décide de prendre des positions radicales, sans consulter aucunement le "cabinet", le gouvernement, alors que les conséquences de sa position affectaient et sabotaient le Premier Plan Quinquennal (1964-1969) en cours d'exécution. Pour Pius MSEKWA, cette décision, cette position "était inconnue et intattendue par le NEC" (1). C'est aussi pour désarmer une crise qu'il croit imminente que la DECLARATION D'ARUSHA a été élaborée sans ni consulter le Gouvernement ni avertir le PARTI des grandes lignes que comporterait une telle déclaration.

Suivant qu'il croyait que ses convictions personnelles étaient ébranlées, le Président se décidait d'agir seul. C'est ainsi que toute la politique concernant les villages Ujamaa c'est-à-dire concernant l'élimination de l'appauvrissement généralisé des villages par une action volontariste absorbant des fonds gigantesques, a été prise contre les avis du Gouvernement. NYERERE suggérait, volens nolens, une approche frontale pour la mise en place des villages Ujamaa. Toutes les politiques de la "transformation approach", de "village settlements", de "villagisation" sont marquées du cachet volontariste et veulent, à tout prix ou, mieux, quel qu'en soit le prix, changer les conditions sociales et économiques de pauvreté, de maladie et d'ignorance qui sévissent dans les campagnes.

Cependant, il faut aussi tempérer cette analyse qui amènerait à penser que NYERERE ne pouvait que soit se comporter en "catalyseur" soit juger et décider seul. Il lui arrivait, alors souvent qu'on ne peut le penser, de se comporter en véritable démocrate -ce que même décidant seul, il n'a jamais cessé d'être, pour autant qu'on comprenne et accepte les limites de la raison d'état. C'est ainsi que le Parti (CHAMA) et le Parlement (BUNGE) peuvent ratifier ou entériner une décision politique sans que NYERERE s'en occupe directement. C'est ainsi que pour l'Union Tanganyika-Zanzibar pour former l'actuelle République Unie, NYERERE en phase avec son Gouvernement s'est trouvé obligé de réaffirmer la suprématie

 (1) NEC : National Executive Committee (Le Bureau Politique de la TANU).

des prérogatives du Parlement par rapport au Gouvernement. C'est ainsi aussi que la Politique de Décentralisation de 1972 avait été pensée et définie par NYERERE, puis envoyée au Gouvernement pour approbation et mise en oeuvre. Mais, malgré les considérations portées tout à tour et/ou en même temps au Gouvernement et au Parti, la Présidence apparaît assez souvent, sous NYERERE, comme un état dans l'Etat.

3- La Présidence : Un Etat dans l'Etat

La position du Président sur la "théatrocration" tanzanienne le place dans une position stratégique importante qui lui permet de surveiller et de punir, de blâmer et de conseiller, de souffler et d'insuffler des mots d'ordre divers. Dans ce système de démocratie parlementaire, d'institutions républicaines et de suprématie du parti unique, nationaliste et socialiste, la Présidence de la République se trouve être le centre de décision d'une importance capitale, un Etat dans l'Etat.

La Présidence se trouve être dès lors, assez souvent, l'instance de stabilisation et de tempérance mais aussi la source de certaines instabilités et inefficacités politiques.

NYERERE pouvait changer de positions et d'alliances, dans ce souci permanent de tempérance. C'est ainsi qu'en 1978, il refusait avec véhémence les "oukazes" de FMI et "limogeait" son Ministre des Finances, Edwin MTEI alors qu'en 1986, retiré de la Présidence de la République mais conservant celle du Parti, NYERERE persuade tout le monde avec moult arguments, de l'impérieuse nécessité d'accepter le Programme d'Ajustement Structurel que propose le même FMI.

De 1962 à 1982, NYERERE passe le plus clair de son temps à régler les conflits qui surgissent fréquemment entre le PARTI et le Gouvernement. Entre 1962 et 1982, il est obligé de passer outre les recommandations technocratiques de son gouvernement. Cela a eu comme conséquence, naturellement, de créer un climat de suspicion entre les trois instances d'où s'élaborent les décisions politiques.

La Présidence est devenue un Etat dans l'Etat parce que du fait du système tripartite d'élaboration des décisions politiques, les alliances changeaient et cela "tétanisait" une administration pléthorique ne sachant pas à quel saint se vouer.

Incontournable, changeant de position, de point de vue et d'alliances, le Président, du fait de la position qu'il occupe dans le champ de gravitation dont il est le centre n'a pas le temps de penser le système. Le système est si structuré que tout marche à son profit mais il y manque un consensus. Ici le principe du mouvement perpétuel qui agite le champ, pour reprendre le langage bourdieusien, ne réside pas dans l'idée que NYERERE est le premier moteur immobile, le centre, mais dans les tensions qui, produites par la structure constitutive du champ (les différences des rangs entre agents) tendant à reproduire cette structure. Le principe du mouvement perpétuel qui agite le champ est dans les actions et les réactions des agents qui, à moins de s'exclure du jeu, n'ont pas d'autre choix que de lutter pour maintenir ou améliorer leur position dans le champ.

NYERERE, à l'aide de KAWAWA, KAMBONA, BOMANI, SALIM, KARUME et de bien d'autres dont il serait fastidieux de citer les noms, a essayé de peindre à grands traits la fresque de la modernité politique en Tanzanie. L'Etat tanzanien comme le pense Jean François BAYART de tout Etat en Afrique

"repose sur des fondements autochtones et sur un processus de réappropriation des institutions d'origine coloniale qui en garantissent l'historicité propre. Il fonctionne comme un rhizome de réseaux personnels et assure la centralisation politique par le truchement des liens de parenté, de l'alliance et de l'amitié..." (1)

(1) BAYART J.F, L'Etat en Afrique, Ed. Fayard, Paris, 1989, p 317-318.

Ecartelé, pour des raisons diverses et adverses, entre des réseaux et des factions différents, NYERERE balance d'une position à l'autre. Le consensus manque manifestement et le système, sans fuir de partout, se maintient grâce à l'indiscutable charisme du chef, grâce à son humilité, grâce à sa versatilité.

Avant de quitter la Présidence de la République en 1985, NYERERE a déjà remarqué les failles du système. Il sait que la "maison" sans être une "écurie d'Augias" et la Présidence, sans être la "cour du roi Pétaud" nécessite un herculéen nettoyage. C'est pour cela qu'il a fait confectionner une nouvelle constitution où le Président ne porte plus les deux chapeaux (kofia mbili) c'est-à-dire qu'il n'est plus cumulativement Président du Parti (MWENYERITI) et Président de la République (RAIS)(2).

Changeant de position et d'alliances, NYERERE a utilisé la Présidence comme un Etat dans l'Etat. La Présidence est devenue, sous NYERERE, le lieu de concertation, de coordination permettant le contrôle politique.

Par un savant dosage de traditions politiques d'origine les plus diverses (démocratie parlementaire, gouvernement républicain, suprématie du parti) NYERERE a fait de la Présidence de la République le lieu d'arbitrage et de convergence des différentes instances. Source de stabilité et d'unité, la Présidence est parfois devenue aussi source d'instabilité. Sur des questions politiques précises, des dissensions politiques sont apparues entre le Parti et le Gouvernement (1962-1982) ou entre le Président et son Gouvernement (1969-1982). Cela obligeait le Président à changer d'alliances, à manipuler, à pratiquer un "girouettisme".

 (1)Cependant quand en 1990, NYERERE abandonne la présidence du CCM, MWINYI reprend cumulativement la Présidence du Parti et de la République.

L'héritage de NYERERE dans l'aménagement des relations de pouvoir entre les trois instances principales (CHAMA, SERIKALI, IKULU) continue d'inspirer la vie politique tanzanienne. Mwinyi suit la marque (NYAYO) de NYERERE dans les affaires intérieures (mambo ya ndani) sauf que la Constitution de 1984, remaniée depuis, lui adjoint une sorte de Premier Ministre -à la française- qui, au nom du Gouvernement est en relation beaucoup plus étroite avec le Parlement (BUNGE) qu'avec le Parti (CHAMA).

La marque de NYERERE est encore beaucoup perceptible dans la politique d'aménagement des pouvoir à l'intérieur du pays et du parti. Qu'en est-il au niveau de la politique étrangère où NYERERE semble s'être illustré par la persévérante poursuite d'une diplomatie non conformiste ?

B- UNE DIPLOMATIE NON CONFORMISTE

Dans l'opinion internationale, ou du moins, dans ce qui en tient lieu, la Tanzanie occupe une place de choix. La "Tanzaphilie" (1) chère à ALI MAZRUI, et la "nyereromania" quand ce n'est pas carrément la "nyererolâtrie" se conjugent et s'entremêlent dans un enchevêtrement qui fait qu'il s'est trouvé peu de voix pour dénoncer d'éventuelles manoeuvres vicieuses ou les turpitudes des gouvernants de Dar es Salaam sous le leadership de NYERERE.

La source principale de la réputation et de l'image favorable de la Tanzanie provient d'un consensus remarquable sur la respectabilité non seulement de NYERERE mais aussi de l'Etat et de la population qu'il représentait. C'est à cause d'un comportement diplomatique fait surtout des stéréotypes routiniers, des usages et de l'hypocrisie qui sont

(1) ALI MAZRUI, "TANZAPHILA, a diagnosis" in Transition 31 juillet 1967.

de règle dans les relations entre Chancelleries et Etats que la Tanzanie a été capable de défendre des positions originales avec rigueur, fermeté et fidélité aux principes.

L'analyse d'une action diplomatique d'un quart de siècle animée par Julius NYERERE donne l'impression d'un acteur politique volontariste ne cédant pas toujours au code tacite de la bonne conduite compassée. En déclarant à Chou En Lai en 1965 que

"Neither our principles, our country, nor our freedom
to determine our own future are for sale" (1)

NYERERE veut essentiellement montrer un comportement non conformiste. Ce comportement est à attribuer au charisme du Président NYERERE et semble être l'exemple le plus éclatant de la personnalisation dans les relations internationales.

Globalement, dans la définition de sa politique étrangère, NYERERE part des principes fondamentaux auxquels il s'appuie pour la définition de la politique intérieure. C'est ainsi que les principes du **RESPECT DE L'INDIVIDU**, de la **PROMOTION DE L'EGALITE** et enfin, du **PARTAGE ET DE LA SOLIDARITE** en vigueur à l'intérieur du pays, se traduisent, à l'extérieur, successivement par un **ATTACHEMENT A LA LIBERTE ET AU DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES**, un **SOUCI DE RESPECTER L'EGALE SOUVERAINETE DES ETATS** et, enfin, **L'ATTACHEMENT A L'UNITE AFRICAINE**.

C'est en respectant ces principes que la Tanzanie a pu reconnaître et apporter un soutien franc au BIAFRA en refusant de fermer les yeux sur la violation d'un principe pour la Tanzanie de l'ère NYERERE. C'est aussi en regard de ce principe que le Ministre français des

(1) NYERERE JK, *Freedom and Socialism*, Dar es Salaam, OUP, 1968.

Affaires Etrangères, Louis de GUIRINGAUD (1) accueilli par des manifestants à sa descente d'avion et ayant exigé des excuses officielles, se vit obligé de reprendre l'avion.

En Afrique Australe, Dar es Salaam a toujours adopté une position intransigeante à l'égard des gouvernements minoritaires et racistes de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie de Ian Smith.

Tenir le cap de la fidélité sans faille aux principes est difficile pour un pays du Tiers-Monde car tout en essayant d'être cohérente avec elle-même, la Tanzanie n'en est pas moins un "Etat" avec ses intérêts et sa "raison".

C'est à MWINYI qu'il est confié le "fagio la chuma" (le balai en fer) pour réaliser le travail d'Hercule qu'est le nettoyage de ces "Ecuries d'Augias" que sont les administrations du Parti et de l'Etat. C'est pourquoi les premiers mots d'ordre de MWINYI en accédant au pouvoir sont ceux du KUWAJIBIKA (la responsabilisation), et le "KUKUFUA UCHUMI" (resusciter l'Economie). Mais la tâche qui lui incombe, à long terme, est de consolider le système, l'édifice dont l'Ujamaa n'a fait qu'échafauder les fondations. Et dans l'accomplissement d'une telle tâche que restera-t-il du "système NYERERE" et quelles sont les incidences de la pensée et de la pratique politiques de Julius NYERERE dans les bouleversements et les soubresauts de l'histoire politique en Afrique et en Tanzanie ? Bref, qu'est-ce qui fait l'actualité de la pensée et de la pratique politiques de NYERERE en Afrique et en Tanzanie ?

 (1) Monsieur Louis de Guiringaud était le premier ministre français des Affaires Etrangères à se rendre en Tanzanie. Il venait faire cautionner par Dar es Salaam la politique française en Afrique Australe (Vente d'armes et de centrales nucléaires à l'Afrique du Sud raciste) et dans l'Océan Indien (moeurs coloniales à la Réunion, Indépendance truquée des Comores, la question de Mayotte...)

C- L'ACTUALITE DE LA PENSEE ET DE LA PRATIQUE POLITIQUES DE JULIUS NYERERE

C'est en affirmant le rôle central de l'Etat dans la conduite du développement que NYERERE rejette les propositions idéologiques "anti-Etat" du Libéralisme conservateur en vogue en Occident. La théorie économique bourgeoise ne s'est-elle pas, après tout, construite sur l'évacuation délibérée de la question de l'Etat en l'ignorant dans l'analyse des "mécanismes économiques" ?

En écrivant *Ujamaa : the basis of African socialism* (1962), en publiant la Déclaration d'Arusha (1967), en imposant les MWONGOZO (1971) et en hâtant la mise en place de la Villagisation (1973), le rêve de NYERERE est de faire le choix d'un "autre développement". Cet autre développement se veut national et populaire car il ne se veut pas réductible à celui d'un modèle ou d'une stratégie macro-économique particulière. Il sait que ce choix d'un autre développement implique d'abord la construction d'un Etat différent de l'impossible Etat national bourgeois, ensuite un fonctionnement démocratique de la société et, enfin, il faut qu'un sujet historique actif (lui-même NYERERE) prenne en charge la cristallisation de la coalition populaire qui est la condition d'émergence.

Sachant que la bourgeoisie constitue un phénomène social complexe qui ne saurait être réduit à sa dimension économique (la propriété des moyens de production), NYERERE pense d'abord à la recombinaison nécessaire de la société tanzanienne. Tout son effort est d'arriver à démasquer les fonctions capitalistes essentielles que remplit l'Etat, mû et dominé par l'idéologie du capitalisme. Il remarque que cette idéologie prend parfois les formes élémentaires de l'imitation servile des modèles d'éducation, d'administration, d'organisation etc...quand elle ne s'emploie pas à faire passer dans la réalité les critères de la rationalité capitaliste (efficacité, rentabilité, productivité). On comprend dès lors que "Ujamaa na kujitegemea", l'idéologie nationale et populaire qu'oppose NYERERE à l'idéologie bourgeoise est destinée d'abord à prévenir contre le glissement sur la pente de

la COMPRADORISATION qui ferait de l'état tanzanien un relai du pouvoir qu'exerce le capital dominant mondialisé.

L'actualité de la pensée de NYERERE réside dans son flair politique, dans le caractère visionnaire de son personnage. Il a perçu la dissymétrie qui oppose la domination du capital, fondée au centre sur une base bourgeoise réelle complète et à la périphérie en l'absence de cette même bourgeoisie. Les conséquences de cette dissymétrie sont décisives car :

- 1- Dans son expansion, le capital unifie sa domination et transgresse les concurrences segmentaires des bourgeoisies (locales, nationales, d'affaires etc...) par l'HEGEMONIE IDEOLOGIQUES qu'il inspire et le système des Etats à travers lequel il opère.
- 2- Le capital fait éclater les forces et stratifications sociales et fonde sa domination à la périphérie sur des sociétés multiformes et amorphes caractérisées par une classe ouvrière minoritaire, une paysannerie différenciée à l'extrême dans tous ses aspects, des classes moyennes mal à l'aise, des propriétaires rentiers plutôt entrepreneurs capitalistes.

Avec Ujamaa na kujitegemea, NYERERE propose une stratégie de la DECONNEXION, pour reprendre le terme cher à SAMIR AMIN. Il pense qu' à partir du village Ujamaa, par la réappropriation des valeurs ancestrales, on peut construire un Etat fort capable d'opposer le nationalisme prolétarien à l'internationalisme bourgeois.

La présence de NYERERE, l'actualité de ses idées se retrouvent dans la quête d'une société où socialisme signifie démocratie nationale et populaire. Après l'échec de la transition au socialisme à l'Est, l'évidence de la stabilité -ou à tout le moins de l'équilibre instable- des sociétés du capitalisme central, (Ouest), les thèses élaborées par NYERERE

prennent un sens quasi révolutionnaire. Il s'avère maintenant vrai que toutes les tentatives révolutionnaires qui se sont voulus anti-capitalistes se sont trouvées confrontées au problème du développement des forces productives et à l'hostilité du monde capitaliste. C'est ainsi que l'Etat est devenu, à la Périphérie, le moyen de protection et d'affirmation nationales.

La pensée et la pratique politiques du MWALIMU nées dans ces années soixante dominées par les théories développementalistes et de modernisation, ont traversé les années soixante-dix dominées par les thèses de la dépendance. En quittant le pouvoir en deux temps (1985 et 1990), NYERERE quitte au moment où dominent les thèses de réaction contre celles des "sixties" et des "seventies". C'est en confrontant quelques thèmes de la pensée de NYERERE à ces "réactions de rejet" des thèses développementalistes et de dépendance qu'on peut comprendre la marque, la présence et l'actualité de NYERERE. C'est ainsi que je retiendrai ici les thèmes de la démocratie (1), du rôle de l'intelligentsia dans l'option nationale populaire (2) et, enfin, sur la coopération intra-africaine ou Coopérative Sud-Sud (3) dont NYERERE reste encore le principal chantre.

1- La question de la démocratie.

"Democracy is not a matter of the number of parties ;
if it were, Zaïre would be a more democratic country
than the United States of America because it has more
than a hundred parties whereas the USA has only two"(1)

(1) NYERERE JK : "Enough time needed for credible opposition to emerge" in DAILY NEWS, Thursday March 12, 1992, p 4.

L'argumentation de NYERERE sur la Démocratie, son sens, sa portée et ses conditions d'efficacité reste constante depuis 1962. Tout en étant le principal théoricien du PARTI UNIQUE, Mwalimu reste un partisan de la Démocratie car, selon lui, il n'y a pas de "hiatus", il n'y a pas de contradiction entre les deux termes, l'un n'exclut pas l'autre.

Le point de vue de NYERERE sur la Démocratie est à placer en droit fil des critiques que MARX a adressées à la Démocratie Bourgeoise à savoir son caractère formel et limité. La Démocratie n'a pas été offerte par la Bourgeoisie à son peuple -encore moins aux peuples colonisés- mais conquise par les luttes ouvrières, les guérillas, les guerres. D'ailleurs, ce n'est que récemment, après des siècles de colonisation, d'exploitation et de domination post-coloniale que les pays capitalistes exigent la Démocratie aux pays qu'ils oppriment, il n'y a pas si longtemps. Cette exigence de la Démocratie se fait de manière sélective avec un arrière-fond idéologique.

Le ressort du dynamisme social du mode de production capitaliste se situe surtout dans la compétition des capitalistes et des individus. C'est ainsi que le Capitaliste sépare la **gestion économique et sociale**, régie par des principes fondamentalement non démocratiques, **de la gestion politique**, régie seulement par le principe pseudo-démocratique de l'élection.

Pour NYERERE, dans les pays dernièrement libérés du joug colonial, l'idéal démocratique doit être redéfini et adapté aux circonstances locales. Il sait très bien que la Démocratie n'y est guère que l'expression de la crise du système despotique normal du Capitalisme. Le projet bourgeois dans les contradictions politiques violentes qui ont précédé et suivi les "indépendances du drapeau" prétendait que l'**industrialisation** et la **modernisation** entraîneraient, par elles-mêmes, une évolution démocratique. Les faits ont montré que la modernisation dans le cadre de ce projet bourgeois, a seulement "modernisé la dictature" et a surtout démontré la vulnérabilité de la construction de l'impossible UHURU (indépendance). On sait maintenant que la construction de cette impossible indépendance préconisait et légitimait le recours à la **dictature** comme

passage obligé à l'établissement de la Démocratie. Les systèmes démocratiques qui se sont imposés dans ces conditions se trouvent aujourd'hui confrontés à un dilemme redoutable : ou bien, d'une part, le système démocratique accepte la soumission aux exigences de l'AJUSTEMENT STRUCTUREL (et ne pourra alors envisager aucune réforme sociale importante et la "démocratie" s'enliserait dans la crise) ou bien, d'autre part, les forces populaires, saisissant les moyens qu'offrent la Démocratie, imposeront les réformes incontournables (et le système entrera en conflit avec le capitalisme mondial).

L'Ujamaa a toujours exigé la Démocratie parce qu'elle est une condition interne nécessaire pour parvenir à briser le ressort de la compétition des capitalistes et présider à l'avènement des rapports sociaux fondés sur la coopération des WAKULIMA na WAFANYA KAZI (paysans et travailleurs) et non plus sur leur soumission en vue de leur exploitation.

Pour NYERERE, il convient de mépriser l'héritage de la Démocratie bourgeoise occidentale basée sur le respect des droits et de la légalité, l'expression libre de la diversité des opinions, l'institutionnalisation des procédures électorales et de la séparation des pouvoirs, l'organisation des contre-pouvoirs etc.. Ce qui paraît navrant et choquant pour le Mwalimu c'est que la démocratie bourgeoise occidentale n'a pas de dimension sociale car elle ne repose pas sur la "participation populaire". Il faut, à tout prix, selon lui, donner à cette expression, souvent galvaudée, et détournée de son sens réel et vidée de sa substance, un contenu réel. Il ne faut pas s'arrêter aux formes démocratiques occidentales sans prendre en considération les transformations sociales exigées par la révolte anti-capitaliste des masses populaires.

NYERERE est constant dans la négation de l'équation MULTIPARTISME = DEMOCRATIE. Il a toujours réfuté et refusé cette assertion devenue presque un truisme pour "ceux dont les concepts politiques se sont formés grâce à la tradition parlementaire occidentale".

La campagne orchestrée par l'occident et qui met l'accent sur certains aspects du problème et néglige les autres met un signe d'égalité entre multipartisme et Démocratie. Et NYERERE répète inlassablement que

"True democracy is a matter of people being willing to work together on the basis of mutual respect, toleration of different views, and free discussion to reduce the differences to a minimum before making laws which are binding on all. A spirit among the citizens of mutual respect and toleration is absolutely basic to democracy, and to peace and stability"(1)

Parce que le modèle occidental de démocratie ne lui paraissait pas honnête intellectuellement ni opportunément réaliste pour la société tanzanienne qui commence à peine à se réveiller à la lecture et à l'écriture, qui reste dépendante de son labeur quotidien autant que des conditions climatiques pour sa subsistance, NYERERE, après avoir été un héraut particulièrement écouté des partisans du Parti Unique, dès le départ, avait pensé qu'il y avait un piège dans cette exigence de la Démocratie que les colonialistes d'hier exigeaient.

C'est pourquoi toute la problématique du développement des sociétés africaines, du devenir de l'Afrique doit avoir comme souci premier un recours, voire un retour à la libre parole collective -à la fameuse palabre- et à l'incontournable recours au suffrage universel.

Cette équation toute récente de Démocratie = Pluralisme ou, tout au moins, le concept même de Démocratie cache une idéologie qui est, s'agissant de l'Afrique, un habillage masquant les intérêts et les égoïsmes. Il y a quelque temps et NYERERE le rappelait

(1) NYERERE JK : "Enough time needed for credible opposition to emerge" in DAILY NEWS, Thursday March 12, 1992, p 4.

déjà en 1962, les questions que les "maîtres penseurs" occidentaux posaient étaient celles-ci : Les Africains ont-ils une âme ? Les peuples africains ont-ils l'âge de l'indépendance nationale ? Les sociétés africaines ont-elles l'âge de la Démocratie ? L'exigence de la Démocratie et du Multipartisme semble être le nouveau thème de mystification intellectuelle.

L'actualité du thème de la Démocratie avec les arrière-pensées qui le suivent dans la tête des uns et des autres prouve que NYERERE quand il en parlait en 1962, comprenait que les lobbies capitalistes qui en faisaient une priorité absolue étaient guidés non pas par le souci de réaliser le bien-être de tous mais par la double obsession de la lutte contre le communisme international et de la nécessaire stabilisation qui garantit l'heureux développement du profit.

Les arguments que propose NYERERE pour une adaptation du terme Démocratie aux contextes des terroirs et aux réalités de l'Etat post-colonial font de lui un visionnaire. Il sait que la Démocratie, débarrassé du fatras idéologique occidental et d'autres scories (à apprécier par toute société utilisant le concept) est le seul moyen de garantir l'idéal de l'Ujamaa na kujitegemea, et de réduire la vulnérabilité extérieure.

L'Ujamaa tel que le veut ou le rêve NYERERE doit permettre la démocratie dans le parti (ou les partis), sa (leur) séparation de l'Etat, la distinction claire entre Etat et société civile et l'ouverture de toutes les organisations et couches sociales (syndicats, coopératives, intellectuels) au débat et à la confrontation. Dans cette perspective, il convient d'examiner maintenant, dans l'actualité de la pensée de NYERERE quel est le rôle de l'intelligentsia dans le choix proposé d'un autre développement national et populaire en Tanzanie.

2- LE ROLE DE L'INTELLIGENTSIA DANS L'OPTION D'UN AUTRE DEVELOPPEMENT NATIONAL ET POPULAIRE EN TANZANIE

Dans la tentative de sortir de l'impasse du capitalisme périphérique dont le corollaire est le sous-développement, toutes les couches sociales se doivent d'être mobilisées et de travailler activement pour la transformation des conditions économiques et sociales.

La nécessaire collaboration, l'indispensable participation de toutes les couches de la société pour réaliser le projet de société qu'est l'Ujamaa a été principalement rythmée par l'attachement et/ou les réticences de la "petite bourgeoisie". Il convient toutefois de ne pas confondre la petite bourgeoisie avec "l'intelligentsia" ni même avec les "milieux cultivés", les "diplomés".

La petite bourgeoisie est à considérer ici comme étant un conglomérat hétéroclite et variable de couches sociales engendrées par le capitalisme et les nécessités de l'entreprise colonialiste. En tant que **classe**, elle reste très divisée souvent tétanisée, vacillante, tantôt affiliée aux forces de droite, tantôt acoquinée à celles de gauche dans sa stratégie réformiste, selon les conjonctures. Il convient ici de rappeler l'analyse d'Issa SHIVJI (1) sur les notions de classe en Tanzanie.

L'analyse d'Issa G.SHIVJI a le mérite d'être claire et de découler d'une solide vision diachronique de la société tanzanienne. Cependant, il convient de remarquer que SHIVJI semble privilégier une "chronotomie" arbitraire de l'histoire politique tanzanienne. Pour lui, 1967 semble être le point culminant d'une évolution qui, depuis 1954, a vu la prise de conscience d'une petite bourgeoisie de ses intérêts de classe. Or, on peut considérer qu'en 1967, avec la Déclaration d'Arusha, dans cette perpétuelle compétition des groupes

(1) Lire à ce propos I. Shivji :

- Tanzania : the class struggle continues
- Class struggles in Tanzania, Tanzania Publishing House, Dar, 1976
- The state and the working people in Tanzania, Codesria, Dakar, 1985.

et des classes, le "bloc au pouvoir" exerce une "hégémonie" et pas forcément une domination sur les autres classes et groupes ou factions. Par "bloc au pouvoir", il faut comprendre cette aggrégat de classes et de groupes qui, à un moment donné de la conjoncture historique et politique s'empare du pouvoir. On sait que le "pouvoir qu'exerce ce "bloc" est étroitement lié aux intérêts internationaux de ses alliés externes. Par "hégémonie", il faut comprendre la capacité qu'a une classe ou une section de classe de définir un projet de société selon sa représentation de la société et de proposer des solutions qui ont une nette influence sur la structure politique et économique.

A la veille de la Déclaration d'Arusha, la Bourgeoisie d'Etat utilise son hégémonie et procède ainsi :

- 1- Elle fait reposer l'échec de tous les programmes de développement sur les épaules des "KULAKS" en les accusant de féodalistes et de capitalistes.
- 2- Elle élabore et propose alors, des solutions à caractère idéologique politique et économique. C'est le sens profond de la Déclaration d'Arusha.

Les thèses d'Issa SHIVJI ont trouvé dans Dan Wadada Nabudere, Yash Tandon, Karim HIRJI, M. Mamdani et H. BHARGAT (1) des critiques sévères et sagaces. Ils ont, globalement taxé les "thèses shivjiennes de "néo-marxistes", "néo-trotskyistes", "idéalistes", "obscurantistes", "statiques", "non scientifiques", "eclectiques", "mauvaises", "subjectives", "petit-bourgeoises", "égoïstes"... Généralement le travail d'Issa Shivji est considéré comme "n'ayant rien de commun avec la méthode "marxiste-léniniste".

Au-delà de la véhémence des propos et de l'escalade verbale, les différents auteurs reprochent à SHIVJI de ne pas procéder à une analyse sérieuse de ce qu'est la "RULING CLASS" dans une semi ou n´o-colonie. **L'Exploitation**, dont parle abondamment,

(1) Sur les critiques que formulent les différents auteurs, sur les thèses de I. Shivji, lire essentiellement Yash Tandon ed, Debate on class, state and Imperialism, Tanzania Publishing House, Dar es Salaam, 1982.

emphatiquement, SHIVJI ne peut pas seulement être conçue en termes de contrôle à travers l'appareil d'Etat quand un "groupe social exerce son **contrôle** à travers les moyens de production". Ce qui est important c'est d'identifier d'abord l'émergence d'un "capital bureaucratique" et ainsi alors identifier la "bourgeoisie bureaucratique" qui le détient. Dès lors, on peut considérer qu'Issa SHIVJI a une vision "manageriale" du concept de classe parce qu'il appelle "RULING CLASS" le groupe qui gère l'Etat. Le groupe qu'on peut appeler "RULING CLASS" n'est assez souvent qu'au service d'un SEGMENT d'un RULING CLASS en dehors des frontières de la SEMI ou NEO-COLONIE qu'est la Tanzanie ou tout autre pays africain.

Dans les "semi" ou "néo-colonies", l'ennemi immédiat qu'on montre du doigt est la PETITE BOURGEOISIE qui "transforme l'Etat non seulement en un instrument de domination politique mais aussi en source de pouvoir économique". Cependant il faut dire que si la "PETITE BOURGEOISIE" constitue l'ennemi immédiat et apparent c'est l'IMPERIALISME qu'on doit démasquer et décapiter car il s'abrite derrière la Petite Bourgeoisie nationale.

La Petite Bourgeoisie Tanzanienne s'identifie aisément par les revenus, l'Education, le niveau et le style de vie, le rôle occupé dans le processus de production, le contrôle des appareils d'Etat et, enfin, la participation dans le processus d'élaboration des décisions. C'est ainsi que cette Petite Bourgeoisie comprend la Bourgeoisie politico-administrative, la Bourgeoisie économique et la Bourgeoisie militaire.

De nos jours, dans les Pays en voie de développement (les semi ou néo-colonies), il existe diverses interprétations des systèmes des classes. Presque toutes découlent du schéma marxiste-léniniste. Par fidélité à la doctrine de Marx ou par lacune imaginative, la problématique "Bourgeoisie-Prolétariat" est fréquemment plaquée sur le Tiers-Monde avec les aménagements théoriques nécessaires inspirés de LENINE ou de Rosa Luxembourg. Ces aménagements ont aidé à mieux saisir l'action de l'Impérialisme et les intentions directrices des politiques coloniales. Actuellement un doute subsiste chez certains quant au stade historique où se situe le Tiers-Monde, la nécessité d'un

renouvellement de la réflexion, dès lors, s'impose. Après tout, si l'on postule la validité universelle de l'interprétation par les classes et que les schémas connus s'avèrent déjà inadéquats dans des cadres précapitalistes ou non-capitalistes, il faut alors définir ces classes non issues du capitalisme en faisant l'inventaire des notions telles que "mode de production", "formation économique et sociale" etc... et en les alliant à l'étude de la genèse des classes qui se réfère au fonctionnement de l'appareil productif, aux possibilités d'accumulation des surplus et aux phénomènes de domination. Quoi qu'il en soit, la perspective de base demeure fondamentalement économique et, souvent, d'un économisme étroit, isolé du superstructurel, réduit au procès de travail ou aux circuits d'échange.

Tout systématiques et tout élaborées qu'elles soient, toutes les approches convergent, directement ou par des détours, vers la question des surplus, notion élaborée par extension de l'idée de plus-value, la base chez Marx de la division sociale en classes des producteurs et des non-producteurs. Et les débats s'épuisent dans les tentatives de donner réponse aux questions telles que : Y a-t-il production de surplus ? Qui produit les surplus ? A qui profitent les surplus ? Comment certains acquièrent-ils le droit d'accéder à ces surplus ? (par contre-prestation d'une protection militaire ? d'un service rendu par le spécialiste d'une pseudo-technique magique ou religieuse ? par droit de séniorité, de précocité de talents extraordinaires ? par primogéniture ?).

Toutes les interprétations manifestent des divergences et impliquent des variantes dans la conception globale des sociétés comme dans celle des systèmes des classes, selon qu'elles mettent l'accent sur une circulation intersociale et intrasociétale des surplus. Etant donné que ces interprétations ne sont menées ni dans la même spécialisation disciplinaire, ni exactement dans le même champ empirique, deux courants situés l'un dans le contexte de la Sociologie du Développement et l'autre dans celui de l'anthropologie économique retiennent mon attention.

La problématique marxiste du sous-développement prend pour objet le fonctionnement des économies marchandes modernes et le mode d'appropriation des richesses dans un contexte international où domine l'ECHANGE INEGAL. Les Etudes empiriques, elles, ont pour cadre les formations nationales dans la période postérieure à la seconde guerre mondiale. La cause des inégalités est imputée au jeu de l'Impérialisme et, primordialement, à l'incidence des causes extérieures aux pays dominés, si bien que sont jugés négligeables les mécanismes de différenciation interne, à moins qu'ils n'aient partie liée avec l'Impérialisme international dont l'analyse des mécanismes explique les causes du sous-développement, ses conséquences sur les sociétés concernées, pour déboucher sur les possibilités de rupture du processus dialectique "cause-conséquence-cause...".

La visée de l'action révolutionnaire qui sous-tend les écrits marxistes cède la place, chez les ethnologues et les anthropologues à un désir d'expliquer à la fois l'originalité du fonctionnement des économies précoloniales souvent prémarchandes et les mécanismes du passage d'un stade à l'autre de l'évolution sociale. C'est ainsi qu'à partir d'études empiriques sur des aires économiques antiques (Asie) ou précapitalistes (Gouro, Azande), des schémas généraux sont construits pour rendre compte d'un mode de production asiatique, africain ou lignager. Refusant généralement l'interprétation dualiste (secteur traditionnel/secteur capitaliste) qu'assument et suggèrent beaucoup d'études sur le sous-développement, les anthropologues économistes reconnaissent la diversité des modes de production coexistant dans une formation économique et sociale. Bref, les uns insistent sur le "moderne" et sur le "capitalisme envahissant", les autres sur "l'archaïque" et sur le "précapitalisme". Dans les deux cas, le système des classes est intimement lié à l'économie alors que l'étude des mécanismes de l'économie est l'objet d'étude de prédilection de l'analyse systématique. Par ailleurs, l'analyse des classes se limite fréquemment à montrer la genèse économique d'une seule classe jugée dominante dans le pays (Bourgeoisie bureaucratique-administrative de la TANU et de l'Appareil de l'Etat) ou

dans un mode de production déterminé (classe des aînés, des marchands, des gestionnaires de l'Etat). En fin de compte, il s'avère que l'articulation des diverses classes entre elles, leurs interrelations socio-culturelles dans le cadre d'une formation donnée ne suscitent guère l'intérêt des chercheurs.

La réalité de la lutte des classes en Tanzanie, niée dès le départ, a, peu à peu, été admise. La Déclaration d'Arusha et les MWONGOZO (1) essaient de fixer les règles du jeu en procédant à la réorganisation des "modes de production" (nationalisation des banques, assurances, sociétés, grandes entreprises) et en aménageant les "rapports de production".

Les rapports entre les Tanzaniens, avant et après ARUSHA, ne peuvent pas être définis en fonction du système de production mais plutôt en fonction de la "PROFESSION" et du "STATUT". Dans les milieux urbains et ruraux tanzaniens, ceux qui exercent les professions prestigieuses (ex : ministre, médecin, avocat, professeur,...) sont considérés comme une catégorie supérieure par rapport à ceux qui exercent ou exécutent des travaux manuels ou qui occupent des emplois subalternes. Dès lors, la structure sociale, suivant la conception marxiste semble ne pas être rigide car la mobilité verticale et/ou horizontale semble être souple.

Le principe de l'égalité des chances manifeste surtout dans l'Enseignement, permet à l'enfant d'un ouvrier ou d'un paysan de s'instruire et de devenir propriétaire DES MOYENS DE PRODUCTION. Il faut bien estimer que la théorie de la CIRCULATION DES ELITES, chère à PARETO, plus que le schéma marxiste, reflète mieux la réalité politique tanzanienne. Certes, depuis 1961, et malgré (ou à cause de) ARUSHA et les MWONGOZO, il existe un groupe de

 (1) "Leadership code" ou "code de moralité des responsables". Avec les MWONGOZO, il est interdit aux dirigeants de posséder des actions, d'être administrateur des sociétés privées, de recevoir plus d'un salaire, d'être propriétaire d'immeubles de location... Bref, les MWONGOZO demandent aux dirigeants de se dissocier totalement des pratiques associées au Capitalisme et au Féodalisme.

dirigeants resté longtemps à la Direction des Affaires mais avec le départ de NYERERE et l'arrivée de MWINYI, les cartes et les places ont été redistribuées car les alliances et les intérêts ont changé.

Refus théorique du capitalisme, négation de la lutte des classes, affirmation d'une claire volonté d'enracinement caractérise le Socialisme Africain et le Socialisme Ujamaa que NYERERE s'apprête, patiemment à construire. Après un bilan sommaire de l'héritage colonial et une tâtonnante tentative de réorganiser les rapports et les modes de production, dans le but de restaurer l'Identité et la Dignité, l'Idéologie du Pouvoir et les transformations réalisées promettent des lendemains qui chantent. Sans parvenir à un quelconque "nirvâna" économique, politique et social, on pense, à tout le moins, à la MAISHA MAZURI qui découlera d'Ujamaa Vijijini et d'Elimu ya Kujitegemea autant que d'autres politiques telles que les MWONGOZO, la Décentralisation, la Villagisation, l'Universal Primary Education (UPE)...

On peut se demander à ce stade de l'analyse, quel a été alors le rôle joué par l'intelligentsia dans tous les bouleversements et mutations qui vont de l'accession à l'Indépendance à ce jour.

En proposant les développements que l'on connaît sur "l'intellectuel organique", GRAMSCI supposait que, dans l'histoire, chaque classe importante -qu'elle soit dominante (bourgeoisie) ou qu'elle aspire à le devenir (classe ouvrière)- produit par elle-même collectivement son IDEOLOGIE, sa CULTURE, ses formes d'ORGANISATION et ses PRATIQUES. C'est ainsi que l'INTELLECTUEL ORGANIQUE devient le catalyseur de cette production et travaille de toutes ses forces pour que l'idéologie de la classe devienne l'idéologie dominante dans la société.

Mais il convient, à ce stade de l'analyse et en droit fil de la théorie de GRAMSCI sur l'Intellectuel ou plus précisément sur l'HEGEMONIE, de faire quelques succinctes clarifications.

L'emploi du terme HEGEMONIE par GRAMSCI ne vise pas seulement à tromper une censure qui aurait mal réagi à l'expression "dictature du prolétariat". Alors que cette dernière expression évoque, dans la pensée de LENINE et de GRAMSCI surtout le moment de la COERCITION, l'hégémonie, qui ne peut exister sans dictature du prolétariat, développe l'aspect positif de la "direction". C'est ainsi que s'établit une distinction entre "dirigeant" et "dominant" : la prise du pouvoir donne la domination, reste à conquérir la "direction". Mais il ne faut pas croire que cette "direction" est forcément postérieure à la "domination" : les deux instances -les deux "hypostases" pour reprendre ce mot cher à GURVITCH- sont dialectiquement liées. En effet, un groupe peut et doit être "dirigeant" avant de conquérir le pouvoir, et lorsqu'il devient "dominant" malheur à lui s'il perd son rôle "dirigeant". C'est dire qu'ici GRAMSCI amplifie la thèse fondamentale de LENINE selon laquelle, le Prolétariat est la classe dominante organisée par son parti qui est son "appareil hégémonique" (apparato egemonico).

L'enjeu de la théorie que développe GRAMSCI est d'arriver à mettre en lumière la fonction des intellectuels. Ils sont les "commis" du groupe dominant pour l'exécution des fonctions subalternes de l'hégémonie sociale et du gouvernement politique. Les intellectuels travaillent tant pour l'organisation du consentement actif que pour celle de l'appareil de coercition. C'est ainsi que dans une lettre à sa belle-soeur Tatiana, GRAMSCI élargit la notion traditionnelle d'intellectuel et écrit ceci :

"En réalité, l'ouvrier ou le prolétaire, par exemple, n'est pas spécifiquement caractérisé par son travail manuel ou à caractère instrumental mais par ce travail effectué dans des conditions déterminées et dans des rapports sociaux déterminés (sans compter qu'il n'existe pas de travail purement physique et que l'expression elle-même de TAYLOR de "gorille apprivoisé" est une

métaphore pour indiquer une limite dans une certaine direction : dans n'importe quel travail physique, même le plus mécanique et le plus dégradé, il existe un minimum de qualification technique, c'est-à-dire un minimum d'activité intellectuelle créatrice)... C'est pourquoi on peut dire que tous les hommes sont des intellectuels : mais tous les hommes n'exercent pas dans la société, le travail intellectuel.

Lorsque l'on distingue intellectuels et non-intellectuels, on ne se réfère en réalité qu'à la fonction sociale immédiate de la catégorie professionnelle des intellectuels, c'est-à-dire que l'on tient compte de la direction dans laquelle s'exerce le poids le plus fort de l'activité professionnelle spécifique : dans l'élaboration intellectuelle ou dans l'effort musculaire et nerveux (1)

Cette mise au point dans un débat théorique encore âpre -et surtout dans les pays en voie de développement- sur les thèmes de "direction", "domination", "hégémonie" permet une lecture un peu particulière des déroulements de l'encadrement des masses pour un "autre développement" en Tanzanie. C'est pourquoi Denis Martin a pu parler de l'"invention d'une culture politique" qui s'exprime toujours dans les particuliers aspects de l'exercice du pouvoir, dans l'insistance sur la moralité et, surtout, dans la distinction que le pouvoir se propose de montrer dans le "dire politique".

(1) GRAMSCI Antonio, La formation des intellectuels, in A. GRAMSCI, Oeuvres choisies, Editions Sociales, Paris 1959, p 432-433.

C'est ainsi que l'autorité légitime s'exprime par le langage des relations familiales. La reconnaissance et l'acceptation du pouvoir sur sa capacité à assurer, par la solidarité et la redistribution, la sécurité et la reproduction des groupes. Le rôle des intellectuels en Tanzanie, du moins les plus actifs, a été de forger une terminologie de l'oppression, de l'exploitation en SWAHILI. C'est ainsi que pendant les "MAZUNGUMZO BAADA YA HABARI" (conversations après les informations) des mots tels que UBEPARI (capitalisme), MABEPARI (exploiteurs venus d'Inde), UBEBERU (impérialisme), KUNYANYASA (opprimer) les langages politiques nouveaux, psittaciques et écholaliens, mettent en forme des codes éthiques. Grâce aux intellectuels organiques s'exprimant en Swahili, de préférence, l'OSTRACISME et la manipulation symbolique, le "rôle dirigeant" des diplômés de MAKERERE et des petits commerçants s'est consolidé en "rôle dominant" et le parti a assis son HEGEMONIE.

Quel que soit, en définitive, le jugement qu'on puisse porter sur le rôle et l'attitude de l'intelligentsia tanzanienne dans la mise en place du "rêve Ujamaa", le mouvement opéré par l'accession à l'Uhuru, la construction d'une autre société, le projet d'un autre développement s'est trouvé constamment entravé à la fois par la nature ambiguë et incertaine de la société.

Sans vraiment parler de la "trahison des clercs" dans la mise en place de l'Ujamaa, on peut dire qu'une partie de l'intelligentsia n'a pas compris le projet de l'Ujamaa qui était de tracer le premier tronçon vers des destinations inconnues. Et puis il y avait le déroutant va et vient de NYERERE, la versabilité de son caractère, la procrastination ou la fuite en avant lors de la prise de décisions importantes engageant le destin de la nation ou la survie de l'idéal poursuivi.

Tenant de la volonté de construire un Panafricanisme à base régionale, et un socialisme qui restaure et magnifie la participation de l'humain, l'Ujamaa, servi par des intellectuels frais émoulus de MAKERERE ou dernièrement écolos d'un Petit ou Grand Séminaire reste encore à réaliser. Peu à peu, eu égard aux limites inhérentes à tout projet de société, l'idéal se déplace vers une coopération "Sud-Sud". Celle-ci permet de réduire

la dépendance du pays des prêts décidés de l'Extérieur mais en même temps, de réaliser le credo de la TANU et plus tard, du CCM, selon lequel AFRIKA NI MOJA, BINADAMU WOTE NI SAWA (l'Afrique est UNE, tous les humains sont égaux).

3- LA COOPERATION SUD-SUD

Les années soixante au cours desquelles émerge la pensée politique de NYERERE ont été marquées par un grand espoir de voir amorcé un processus irréversible de développement, d'un "autre développement". De l'espoir du socialisme tiers-mondiste au début des années soixante-dix, l'Ujamaa est devenu peu à peu l'exemple non seulement de l'échec des économies africaines mais aussi de celui du socialisme volontariste. En effet, depuis, notre époque est celle de la désillusion car le développement est singulièrement en panne, sa théorie traverse une crise aiguë et son idéologie est devenue l'objet de tous les sarcasmes et quolibets, elle est devenue la risée de tout le monde.

Amplifiant sa réflexion sur la lente construction du PANAFRICANISME sur base régionale, NYERERE a tiré les leçons de plus de vingt ans d'expériences politiques et économiques. Depuis longtemps il sait que la balkanisation de l'Afrique constitue un obstacle à toute forme de développement et rend l'insertion, à pieds et points liés, dans le développement mondialisé, sans choix alternatif. Tout en plaidant pour le renforcement des Etats sur base d'une option pour un développement autocentré- NYERERE s'est radicalement consacré à l'idée de voir s'ériger, s'instaurer une coopération -voire une INTEGRATION- dans la perspective de la construction de grands espaces autonomisés, sinon de grands Etats unitaires.

Ces efforts que poursuit NYERERE en qualité de Président de la Commission Sud-Sud, s'assoient sur des bases historiques et idéologiques qui découlent des discussions sur la marche à suivre pour la concrétisation du PANAFRICANISME.

Etant donné que la mise en valeur à laquelle a été soumis l'ensemble du continent africain n'a créé d'espaces économiques intégrés nulle part en Afrique, mais qu'elle a mis en place les embryons de forces sociales qui allaient devenir les actuelles bourgeoisies bureaucratiques dont l'intérêt est de s'enfermer dans de petits Etats, il est urgent de concevoir un cadre qui tourne le dos aux règles de la compétitivité et de la rentabilité mais qui planifie l'organisation de l'espace en fonction des perspectives d'un développement autocentré à long terme et à une échelle supranationale.

NYERERE a été littéralement attéré par l'effondrement de la Communauté de l'Afrique de l'Est en 1977. Il s'est alors ouvert politiquement aux Etats de l'Afrique Australe dans la SADCC (1), dans l'OBK (2) et la ZEP (3).

La SADCC dont NYERERE a été véritablement la cheville ouvrière, représente la plus récente et peut-être la plus intéressante forme de coopération économique en Afrique. C'est en 1979, lors de la Conférence d'Arusha, que le mouvement commence. Cinq Etats (Angola, Botswana, Tanzanie, Zambie et Mozambique) constituent la ligne de front approuvant la déclaration d'intension de la Conférence d'Arusha mais il faudra attendre Avril 1980 lors de la Conférence de Lusaka, pour les démarrages des activités avec l'adhésion de 4 autres Etats (Malawi, Lesotho, Swaziland et Zimbabwe).

La Conférence de LUSAKA a fixé quatre objectifs que l'organisation devra poursuivre. Il s'agit de :

- 1- réduire la dépendance économique et particulièrement la dépendance à l'Afrique du Sud ;
- 2- forger les liens en vue de créer une véritable et équitable intégration régionale ;
- 3- mobiliser les ressources en vue de promouvoir la réalisation des politiques nationales, régionales et inter-étatiques ;

(1) SADCC : Southern Africa Development Cooperation Council

(2) OBK : Organisation du Bassin de la Kagera

(3) ZEP : Zone d'Echanges Préférentiels

4- promouvoir la concertation en vue de garantir la coopération internationale au sein d'une structure à base d'une stratégie commune pour la libération économique.

L'insistance de NYERERE sur l'affermissement des liens économiques entre les pays du Sud se réfère toujours au bilan économique désastreux et à l'échec agricole africain. Dans sa pensée, les explications de l'échec agricole sont généralement partielles et contradictoires. Il est vrai que la grande variété des modes d'organisation du monde rural de l'Afrique pré-coloniale permettait une autosuffisance alimentaire grâce à une productivité du travail relativement élaboré mais le défi reste celui d'un meilleur rendement à l'hectare. C'est ce qui a fait naître en Tanzanie de longs débats sur la mécanisation, l'utilisation des engrais, la traction animale etc...(1)

La Colonisation n'a pas tenté de relever le défi du passage à l'agriculture intensive. Elle s'est contentée de tirer un surplus immédiat sans coût, c'est-à-dire sans investissement en contraignant les paysans à un sur-travail non payé à travers des formes de contrôle indirect. La colonisation a poursuivi la vieille tradition de la traite négrière en pratiquant, sans vergogne, une exploitation de travail à long terme.

La Coopération Sud-sud, dans les domaines de l'industrie et de l'agriculture, doit permettre d'échapper à la conjonction entre les effets de la surexploitation de la terre, des hommes et des femmes d'une part, et de la crise qui frappe le système capitaliste dans son ensemble, d'autre part.

Ce n'est pas vrai que c'est la préférence pour l'industrialisation qui est à l'origine de la faillite de l'agriculture. Car si on veut réellement rechercher une plus grande production par agriculteur, c'est pour permettre une urbanisation forte. Or l'urbanisation sans industrialisation ne peut être que catastrophique et parasitaire. L'industrie, c'est inévitable, est nécessaire pour rendre possible une plus grande production de l'agriculture à laquelle

(1) Lire à ce propos, M. Athanese, Focus on Agriculture, par II, in Opinion, Vol I, Dar 1987, p 5-10.

elle doit offrir des équipements. En définitive, le débat sur la "priorité à l'agriculture" ou la "préférence pour l'industrialisation" est à poursuivre dans un cadre national, régional et interétatique pour permettre des alliances populaires nécessaires permettant de "déconnecter" le développement des exigences de la transnationalisation et de la mondialisation.

Les termes de transnationalisation (au-delà de la nation) et de mondialisation (qui évite le passage par le concept de nation) signalent l'existence de tendances fortes opérant dans la vie économique, culturelle et sociale de tous les peuples, contraignant ceux-ci à sortir des limites de leur conditionnement par les seules forces opérant à l'intérieur de la nation. Il faut donc absolument conclure un soutien mutuel dans les luttes anti-impérialistes et réaliser une collaboration économique positive, posée en termes alternatifs à la "dépendance" et aux "échanges inégaux" Nord-Sud. C'est dire qu'il faut revenir aux idéaux de la Conférence de Bandoeng (1955) et du Mouvement des Non-Alignés et tourner le dos aux tentatives qui ont abouti à l'échec des Négociations globales Nord-Sud articulées autour du projet d'un "Nouvel Ordre Economique International"(NOEI).

Les relations Sud-Sud, dans la pensée de NYERERE, ne doivent pas non plus resusciter les échanges sud-sud inscrits dans l'ancienne division du travail colonial. Le sort de la Communauté de l'Afrique de l'Est, morte en 1977, est significative à cet égard.

Enfin, les relations sud-sud ne doivent pas se muer en stratégie de délocalisation des multinationales. On voit, en effet, au KENYA voisin, en Côte d'Ivoire, ou au Nigéria, les petites industries contrôlées par le capital étranger, exporter des excédents de leur production dans les régions avoisinantes. Il s'en suit une explosion d'industries de sous-traitance prospérant sur l'exploitation d'une main-d'oeuvre à bon marché par la corruption de la bourgeoisie bureaucratique-administrative.

Les relations sud-sud dans l'esprit de NYERERE doivent permettre l'émergence d'un véritable développement autocentré au sein de pays forts, souverains en quête d'une identité et tendant à restaurer une certaine idée de la dignité au sein d'une société

démocratique, égalitaire où la participation de tous aux décisions n'est pas limitée par des mécanismes compliqués dictés de l'extérieur. Bref, la Coopération sud-sud est une quête non seulement d'un "autre développement" mais d'une autre indépendance. Plus celle du drapeau. Mais cette indépendance-là, encore une fois, il faut l'inventer, ex nihilo, par la restauration des valeurs du passé mais en tenant compte des exigences de la modernité et de l'altérité. C'est un autre défi, c'est d'autres enjeux, c'est d'autres perspectives. Et l'Ujamaa reste à ressusciter, à réinventer, à revisiter. Voilà pourquoi NYERERE est un mythe, et le projet de société que définit l'Ujamaa une UTOPIE. Mais une utopie dynamique.

CONCLUSION

Au terme de ce long itinéraire au cours duquel je n'ai fait qu'arpenter à grands pas les arcanes de la pensée et de la pratique politiques de NYERERE, je me limiterai à présenter mes affirmations majeures en 4 propositions, dans l'espoir de rendre plus visible les lignes de force de ma marche, de ma démarche.

1° L'Ujamaa est d'abord et avant tout une AFFIRMATION D'INDEPENDANCE

Par un double rejet du Marxisme et du Capitalisme, l'Ujamaa que propose NYERERE traduit la même volonté d'indépendance dans les domaines, idéologique, politique et économique. Mwalimu est conscient que les révolutions ne s'exportent ni ne s'importent. Son socialisme est avant tout une "déclaration d'indépendance idéologique". C'est pour cela qu'il ne peut se contenter de ce qu'il appelle "UHURU WA BENDERA" (indépendance du drapeau). Cette affirmation d'indépendance est aussi une proclamation, urbi et orbi, d'une personnalité propre qu'il faut retrouver par delà la "gangue colonialiste", dans ce qui reste intact, dans l'africanité qui gît dans les décombres du colonialisme et de l'Impérialisme.

En même temps qu'affirmation d'indépendance, en même temps que proclamation, *expressis verbis*, d'une personnalité propre, l'Ujamaa est une quête d'identité et de dignité par la restauration des valeurs traditionnelles qui sont, essentiellement, celles de SOLIDARITE, de PARTAGE et de PARTICIPATION.

L'Ujamaa propose une vision de l'existence, de la société et de l'homme où vivre ne doit pas apparaître comme une aventure individuelle mais, plutôt, une démarche collective. L'organisation économique doit, dès lors, couvrir les besoins prioritaires de l'ensemble de la communauté à commencer par ceux des plus déshérités (WASIOJIWEZA). L'Ujamaa propose, non point adapter le Socialisme -ou ce qui revient au même, le capitalisme- en Afrique, mais moderniser le collectivisme traditionnel, la communaucratie ancestrale dans le respect des valeurs humaines et spirituelles africaines

en s'inspirant des techniques des autres. Il s'agit, ni plus ni moins, de ne pas adapter le socialisme à l'Afrique mais adapter le socialisme négro-africain aux exigences de la modernité et de l'altérité. C'est là seulement que les expériences étrangères peuvent servir aux négro-africains.

2° L'Ujamaa est un humanisme

Le projet de NYERERE prend surtout une dimension "personnaliste et communautaire" par sa révolte devant le désordre établi, par son opposition à la transnationalisation et à la mondialisation qu'exige le capitalisme. C'est un projet personnaliste et communautaire par sa volonté d'une révolution des institutions et des coeurs qui rende justice aux écrasés, qui concilie les structures démocratiques et une vigoureuse transformation politique et économique.

Le combat premier de NYERERE est de dénoncer l'hypocrisie de la pseudo-démocratie bourgeoise, de refuser le totalitarisme. Il envisage une révolution totale car c'est une civilisation nouvelle avec son économie, sa politique, sa culture, son type d'éducation, et sa spiritualité qu'il faut créer, presque ex nihilo, et la substituer au vieux monde corrompu par l'individualisme et l'argent.

L'Ujamaa est un socialisme humaniste parce qu'il est une affirmation de soi, accueil du réel et d'autrui. On ne comprend le message de NYERERE qu'à condition de maintenir ensemble la dimension personnaliste et communautaire de l'homme. En braquant les projecteurs sur l'un ou l'autre de ces deux termes, isolément, on en arrive soit à enfermer l'homme dans un individualisme méfiant, agressif et rapace, soit, au contraire, à le dissoudre dans la masse informe et inanimée de la collectivité.

Dans le domaine politique, car NYERERE est un homme politique, la pensée de NYERERE entend tenir ensemble la double exigence du Socialisme et de l'humanisme en envisageant une révolution à faire non pas une fois pour toutes mais une révolution

permanente qui se mette perpétuellement, dialectiquement, en question elle-même. Cette évolution se situe non seulement dans les institutions mais, au coeur de l'homme. L'Ujamaa éclaire les voies de l'action, définie comme étant une révolution permanente, et s'incarne dans une politique, une économie, un système d'éducation. C'est une pédagogie, un idéal moral plus qu'un mouvement de l'histoire, une idée à la mode. L'Ujamaa n'est pas une pensée de l'action mais une pensée en action, au service de l'homme et d'abord le plus déshérité.

3° L'Ujamaa : une UTOPIE dynamique au service de quelques objectifs pratiques.

C'est à partir d'une vue de la famille traditionnelle dans laquelle règnent les valeurs de partage, de solidarité et d'unité que l'Ujamaa s'est forgé. NYERERE se propose de réaliser au niveau national cet état d'esprit, cette attitude qui guidait et rythmait la vie dans l'Afrique précoloniale. Mais une telle solidarité à une telle échelle est-elle possible ? NYERERE pense, à bon droit, que oui car il n'est pas besoin d'espérer pour entreprendre ni de réussir pour persévérer. Après tout est-il si grave de dégringoler du ciel quand on a rêvé et osé escalader les étoiles ?

NYERERE a une vision globale et idéaliste de la transformation de l'humanité et de l'homme, c'est là son message essentiel. Tout en découle. L'ignorer c'est trahir sa pensée, voire la tarir. C'est ainsi que le "Village Ujamaa" sans être le "phalanstère" fouriériste, ni le "kibboutzim" israélien est imaginé comme devant être une société d'harmonie où les hommes se regroupent selon l'ordonnance de leurs besoins.

Toute de générosité et d'une richesse exquise l'oeuvre de NYERERE est marquée par sa foi dans l'avenir de l'humanité, par son romantisme exubérant et visionnaire, par sa compassion pour la misère. Alors que les faits contredisent aujourd'hui tous les dogmatismes développementalistes élaborés par la Banque Mondiale et le FMI ; alors que nul ne croit plus, à moins d'aveuglement volontaire, que le Marxisme est "l'horizon

indépassable de notre temps", ni que la "loi de l'offre et de la demande guidée par la main invisible" est seule susceptible de faire le bonheur des gens, NYERERE est parvenu à déchiffrer la source du mal dont souffrent ses compatriotes. Pour lui, la cause profonde de la misère, des guerres, des famines, des révoltes, des colonialismes, des impérialismes et des totalitarismes de toute nature est l'asservissement de l'homme écrasé ici par le travail forcé, absorbé là par l'Etat tout puissant. La question brûlante pour NYERERE est celle de savoir comment permettre à l'homme de vivre libre dans une société juste et fraternelle. La réponse que donne, tout de suite, le Mwalimu, c'est par la construction, l'édification d'une société à visage humain dont le "village Ujamaa" est l'ombre du début d'une esquisse de réalisation. C'est en cela que l'Ujamaa est une UTOPIE, une "Utopie dynamique" comme le disait à bon droit Denis Constant MARTIN. L'Ujamaa est une utopie dynamique parce qu'il trace le premier tronçon qui mène vers une destination inconnue. Mais dans l'immédiat, pour parer au plus pressé, NYERERE se fixe quelques objectifs pratiques :

- 1- satisfaire les besoins primaires des populations par une lutte acharnée contre l'ignorance, la pauvreté, la maladie
- 2- accéder à une liberté et en jouir effectivement à tout prix et "tous azimuts" par une recherche quasi-obsessionnelle de l'indépendance politique, culturelle et économique.
- 3- construire une nation unie autour de ces objectifs pratiques par l'harmonisation et l'égalisation des conditions de vie mais aussi par la défense et l'illustration du KISWAHILI.
- 4- défendre et préparer l'accession à une SOCIÉTÉ égalitaire où seraient éliminées les injustices les plus grossières et où la démocratie n'est plus un concept idéologique qui donne à l'homme les libertés dont l'exploitation et la domination capitalistes lui retirent l'usage.

4° Julius NYERERE : Apôtre, tribun et/ou Saint Laïc ?

L'analyse de l'oeuvre et de la pensée de Julius NYERERE fait découvrir, en filigrane, l'étoffe dont est cousu ce personnage -cette personnalité- qui, dit-on, peut aller de la joie la plus exubérante à la tristesse la plus morose mais dont tout le monde souligne l'honnêteté intellectuelle, l'humilité, la frugalité.

Rebuté par la "démocratie malade de l'argent" et par l'idée d'un "Socialisme malade de l'Etat", écoeuré par le spectacle des misères humaines de tous ordres, NYERERE a beaucoup parlé, beaucoup écrit.

Sur la personnalité de Julius NYERERE, se construisent des discours, des images qui souvent "s'enchaînent, se superposent, se télescopent" ⁽¹⁾ car le Mwalimu est le symbole de la vertu, de la modestie du train de vie, de l'intégrité, de l'absence d'ostentation dans le vêtement et le logement. BUTIAMA, son village natal n'a rien de particulier car il se trouve dans le même état que tous ces petits villages du BUZANAKI sur la route non bitumée entre IKIZU et MUSOMA ⁽²⁾. BUTIAMA ne ressemble en rien à YAMOUSSOUKRO ou GBADALITE, ces villages devenus "capitales" parce tout simplement un Président de la République y est né.

Parce que fidèle aux principes, le Mwalimu ne connaît aucun scandale qui ait pu l'éclabousser. Autocritique autant qu'altérocritique, NYERERE ne transige pas sur ce qui lui paraît être fondamental ou sur ce qui engage la souveraineté du pays. Cela explique les initiatives de politique étrangère les plus osées : reconnaissance du BIAFRA, expulsion du Ministre français des Affaires Etrangères Louis de Guiringaud, éviction d'Idi Amin Dada etc...

 (1) Lire à ce propos l'excellent article de François Constantin : "Les Images de la Tanzanie en France, Mythes et Parti pris" in ARUSHA (Tanzanie) vingt ans après, Université de Paris et des Pays de l'Adour, Cahiers de l'Université n°15, Paris 1988, p 3-13

(2) Lors de mon dernier travail de terrain (Août 1992) je suis passé par BUTIAMA avec un groupe de copains français. Arrivé à BUTIAMA, chez le grand-frère de NYERERE, le CHIEF WANZAGI, mes copains à qui je n'avais pas révélé qu'on était arrivé à BUTIAMA ne s'en étaient même pas aperçus. D'autant plus qu'à cette heure-là, d'après Mama Delhy, une des épouses du "Chief" nous avait révélé que Mwalimu se trouvait dans son champs de maïs.

Ainsi cet esprit équilibré réalise un type de pensée profondément originale par son style d'exposition, par le public que cette pensée cherche à atteindre, par sa méthode et sa visée, par les problèmes qu'il aborde. Tous ses écrits sont pratiquement des oeuvres "de circonstance" composées "à chaud", dans la sollicitation ardente de l'évènement. C'est pourquoi universitaires, "développeurs" et autres "théologiens du socialisme" -pour reprendre sa propre expression- lui reprochent ses imprécisions, le manque de définitions dogmatiques. Sa pensée est toujours en voie d'élaboration, son Ujamaa est toujours à repenser, toujours à reprendre. C'est pourquoi sa personnalité, son oeuvre, son action ne demandent pas à être jugées mais à être analysées. C'est pourquoi, durant toute sa vie et à travers toute son oeuvre, il n'a mérité ni un excès d'honneur ni une quelconque indignité.

LISTE DES PRINCIPAUX SIGLES UTILISES

ASP	:	Afro-Shirazi Party
ATC	:	Air Tanzania Corporation
CCM	:	Chama cha Mapinduzi
DDC	:	District Development Corporation
JKT	:	Jeshi la Kulinda Taifa
JUWATA	:	Jumuiya ya Wanawake wa Tanzania
KNCU	:	Kilimanjaro Native Co-operative Union
KNPA	:	Kilimanjaro Native Planters Association
MFUMAKI	:	Mfuko wa Maendeleo ya Kijiji (Fonds de développement du Village)
NBC	:	National Bank of Commerce
NDC	:	National Development Corporation
NGA	:	New Growers Association
NMC	:	National Milling Corporation
PAIGC	:	Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde
RDA	:	Ruvuma Development Association
RDF	:	Regional Development Fund
RTC	:	Radio Tanzania Corporation
SADCC	:	South Africa Development Coordination Council
TAA	:	Tanganyika African Association
TAC	:	Tanganyika Agricultural Corporation
TANU	:	Tanganyika African National Union
TAZARA	:	Tanganyika Zambia Railway (appelée aussi RELI YA UHURU)
TDC	:	Tanganyika Development Corporation

TRDB	:	Tanzania Rural Development Bank
TPDF	:	Tanzania People's Defense Forces
VFCU	:	Victoria Federation of Cooperative Unions
VSA	:	Village Settlement Agency

LISTE DES PLANS ET CARTES

- LA TANZANIE EN AFRIQUE
- LES REGIONS ET LA DENSITE DE POPULATION EN TANZANIE
- LA TANZANIE EN AFRIQUE DE L'EST

ANNEXES

LISTE DES ANNEXES

- 1- CHRONOLOGIE SUCCINTE***
- 2- MWONGOZO***
- 3- PASSING ON THE TONGS***
- 4- ALLOCUTION DE KINGUNGE
NGOMBALE MWIRU AU COLLOQUE
D'ARUSHA***
- 5- DECLARATIONS RECENTES DE
NYERERE SUR LA DEMOCRATIE, LE
MULTIPARTISME ET L'IDEOLOGIE DU
CCM***

ANNEXE I
CHRONOLOGIE SUCCINCTE

1953 : Julius NYERERE est élu Président de la TAA (Tanganyika African Association) juste après son retour d'Ecosse (Edinburgh University). Il prépare une nouvelle constitution de Mouvement et la présente à la Conférence Nationale.

7.7.1954 : NYERERE fonde la "Tanganyika African National Union" (TANU), la première organisation nationaliste structurée à la manière d'un Parti.

1955

Février : NYERERE adresse des pétitions et entreprend des démarches auprès du "Trusteeship Council of the United Nations". Il explique la position de la TANU au regard des politiques mises en place au Tanganyika.

22.03. : NYERERE démissionne de son poste d'Enseignant à PUGU et décide de se consacrer à la Politique

1957

Février : NYERERE, devant le "Trusteeship Council" demande qu'on fixe la date de l'Indépendance et les dates des différentes réformes constitutionnelles avant l'accession à l'Indépendance.

1958

Septembre : La TANU remporte largement la première partie des Elections Générales.

1960

Août : La seconde partie des Elections Générales est remportée par la TANU qui gagne 70 de 71 sièges.

Octobre : NYERERE devient "CHIEF MINISTER".

1961

1er mai : NYERERE devient "PRIME MINISTER".

9 décembre : Indépendance du TANGANYIKA.

1962

23 janvier : Julius K. NYERERE démissionne de son poste de Premier Ministre.
Il est remplacé par Rashidi KAWAWA.

Novembre : Elections présidentielles. Julius K. NYERERE l'emporte sur Zuberi Mtemvu.

9 décembre : Proclamation de la République. Julius K. NYERERE devient Président.

1963

10 décembre : Indépendance de ZANZIBAR.

1964

12 janvier : Révolution à ZANZIBAR.

19 janvier : Mutinerie des forces armées du TANGANYIKA.

25 janvier : Intervention de soldats britanniques pour mater la rébellion militaire.

24 février : Dissolution de la Tanganyika Federation of Labour.
Création de la NUTA.

26 avril : Proclamation de l'Union du TANGANYIKA et de ZANZIBAR.

29 octobre : Adoption du nom de République Unie de TANZANIE.
Les autres noms proposés étaient TANZAN et TANGIBAR.

1965

7 juillet : Proclamation de la constitution provisoire.
La TANU devient le parti unique sur le continent.

Septembre : Elections présidentielles et législatives.

15 décembre : Rupture des relations diplomatiques avec la Grande Bretagne.

1967

29 janvier : Présentation de la Déclaration d'Arusha.

6-12 février : Nationalisations

Mars : Julius K. NYERERE publie "Education for self-reliance" (Elimu ya Kujitegemea).

Juin : Démission et exil d'Oscar KAMBONA, ancien ministre, ancien secrétaire général de la TANU.

Septembre : Julius K. NYERERE publie "Socialism and rural development" (Ujamaa Vijijini).

1968

4 juillet : Reprise des relations diplomatiques avec la Grande Bretagne.

Juillet- : Fronde parlementaire.

Octobre

I. F. R. A.
P. O. Box 50480
Nairobi Kenya

1969

- 20 mars : Circulaire présidentielle n° 1 demandant d'accorder la priorité aux villages ujamaa dans les politiques publiques.
- Octobre : Arrestation de Bibi Titi Mohammed, Michael Kamaliza et de quatre militaires accusés de préparer un coup d'Etat.

1970

- Février : Nationalisations dans la presse (Standard et Sunday News).
- Octobre : Elections présidentielles et législatives.
- Novembre : Rafle des chômeurs de Dar es Salaam.

1971

- Avril : Publication des directives de la TANU (Mwongozo wa TANU).
- Avril : Nationalisation des bâtiments d'une valeur supérieure à 100 000 Shillings tanzaniens.
- 25 décembre : Assassinat de Wilbert Kleruu, Commissaire Régional d'Iringa.

1972

- Janvier : Décentralisation administrative. Suppression des conseils locaux.
- 7 avril : Assassinat d'Abeid Karume, Président de Zanzibar, premier Vice-Président de l'Union. Il est remplacé par Aboud Jumbe.
- Mai : Le comité exécutif national de la TANU décide d'accorder la priorité à l'agriculture dans toutes les politiques (Siasa ni kilimo).
- Juin : Attentats à la bombe à Dar es Salaam.

1973 : Gratuité de l'enseignement primaire.
Extension d'un mouvement de grèves et d'occupations d'entreprises amorcé en 1971.

Mars : Création d'un Comité pour l'application du code de moralité des dirigeants.

Août : Décision de transférer à terme la capitale à Dodoma.

Novembre : Début de la campagne de villagisation obligatoire.

1974

12 février : Le Major-Général Samuel Sarakikya entre au gouvernement.

Juin : Congrès de la TANU.

Octobre : Interdiction d'utiliser les véhicules privés le dimanche afin de limiter les importations de pétrole.

Novembre : Réunion du Comité Exécutif national de la TANU à Dodoma. Extension du champ d'application du code de moralité des dirigeants.
Décision de réaliser l'enseignement primaire universel en 1977.
Décision de faire du parti l'organe suprême du gouvernement.

1975

Mai : Un comité mixte TANU/ASP est constitué pour préparer les cérémonies de l'Indépendance du Mozambique.

Juin : Amendement constitutionnel entérinant la suprématie du parti.

Août : Loi institutionnalisant et définissant les villages et les villages Ujamaa.

Septembre : Appel de Julius K. Nyerere à la fusion de la TANU et de l'ASP.

Octobre : Elections présidentielles et législatives.

1976

Février : Opération Maduka (nationalisation du petit commerce), arrêtée en mai par Julius K. Nyerere.

Mai : Dissolution des coopératives.

Juin : Opération Kila mtu afanye kazi (chacun doit travailler), rafle des chômeurs de Dar es Salaam.

Juin : Réunion du Comité Exécutif national, appel au renforcement de la lutte contre la corruption.

Décembre : Abolition des cliniques privées.

1977

5 février : Fusion de la TANU et de l'Afro-Shirazi Party, naissance du Chama Cha Mapinduzi.

13 février : Edward Sokoine est nommé Premier Ministre en remplacement de Rashidi Kawawa.

19 février : Fermeture de la frontière avec le Kenya.

Mars-Octobre: Elections dans le CCM.

26 avril : Proclamation de la nouvelle constitution.

Octobre : Julius K. Nyerere annonce des encouragements à l'initiative privée dans l'économie.

1978

- Janvier : Lancement par Julius K. Nyerere d'une nouvelle campagne anti-corruption.
- Octobre : Agression ougandaise dans le saillant de la Kagera. La guerre durera jusqu'en avril 1979.
- “Tunayo kazi moja tu, watanzania sasa. Ni kumpiga. Uwezo wa kumpiga tunao. Sababu ya kumpiga tunayo. Na nia ya kumpiga tunayo.”

1979

- 25 juillet : Début du retour des soldats tanzaniens ayant combattu en Ouganda.
- Octobre : Démission d'Edwin Mtei, ministre des Finances, en désaccord avec Julius K. Nyerere sur la conduite à tenir face au FMI.

1980

- Octobre : Elections présidentielles et législatives.
- Novembre : Cleopa Msuya succède à Edward Sokoine qui a demandé à être libéré de ses fonctions de Premier Ministre à cause de sa santé.

1982

- Janvier : Congrès extraordinaire du CCM. Modification de la constitution du parti. Dissociation des fonctions de Commissaire de région et de zone et de celles de secrétaire de région et de district du parti.
- 26 février : Détournement d'un avion d'Air Tanzania.
- 4 mai : Adoption d'une loi prévoyant la reconstitution des coopératives.
- Octobre : Congrès du CCM. Création de départements spécialisés au sein du secrétariat, Rashidi Kawawa est élu Secrétaire Général.

1983

- Janvier : 19 officiers et une dizaine de civils sont arrêtés pour avoir préparé un coup d'Etat.
- Février : Edward Sokoine retrouve son poste de Premier Ministre
- Mars-Mai : Campagne contre le sabotage économique (Wahujumu uchumi).
- Mars : Rétablissement des conseils de district.
- Octobre : Opération Nguvu Kazai, rafle des chômeurs de Dar es Salaam.
- Novembre : Réouverture de la frontière avec le Kenya.

1984

- 29 janvier : Démission de Aboud Jumbe, Président de Zanzibar, vice-président de l'Union. Il est remplacé par Ali Hassan Mwinyi.
- 12 avril : Décès dans un accident de la circulation de Edward Sokoine, Premier Ministre. Salim Ahmed Salim lui succède.
- Juin : Institution d'un droit d'écolage dans le secondaire. Suppression des subventions gouvernementales à la farine de maïs (base de l'alimentation de la population tanzanienne).
- 23 août : Un congrès extraordinaire du CCM désigne Ali Hassan Mwinyi comme Vice-Président du parti.
- Octobre : Adoption par le Parlement de plusieurs amendements constitutionnels aboutissant à l'augmentation du nombre de députés élus à l'Assemblée Nationale, au renforcement des pouvoirs du Parlement, à la limitation du nombre de mandats présidentiels consécutifs autorisés pour une même personne à deux.

Novembre : Julius K. Nyerere est élu Président en exercice de l'Organisation de l'Unité Africaine.

1985

11 janvier : Julius K. Nyerere indique qu'il ne se représentera pas aux élections présidentielles.

Août : Echange des billets de banque.

15 août : Le congrès du CCM désigne Ali Hassan Mwinyi comme candidat présidentiel unique. Idris Abdul Wakil est choisi pour être candidat à la présidence du Zanzibar.

13 octobre : Idris Abdul Wakil est élu Président du Zanzibar.

27 octobre : Ali Hassan Mwinyi est élu Président de la République Unie de Tanzanie.

5 novembre : Ali Hassan Mwinyi prête serment. Il nomme Premier Ministre Joseph Warioba, ancien ministre de la Justice, et Salim Ahmed Salim ministre de la Défense et Vice-Premier ministre. Idris Abdul Wakil est second Vice-Président.

1990

Août : Nyerere abandonne toutes ses fonctions à la tête du Chama Cha Mapinduzi où il est remplacé par Ali Hassan Mwinyi.

1991 : Le Président MWINYI désigne une Commission, présidée par NYALALI pour recueillir les points de vue des Tanzaniens, sur le Multipartisme et formuler des recommandations.

1992

1er juillet : Commencement du Multipartisme en Tanzanie.

ANNEXE II
MWONGOZO

MWONGOZO(1)

DIRECTIVES DE LA TANU POUR LA SAUVEGARDE, LA CONSOLIDATION ET L'EXTENSION DE LA REVOLUTION EN TANZANIE ET EN AFRIQUE

INTRODUCTION

1- Aujourd'hui, notre continent africain est un point chaud de la lutte pour la libération. Cette lutte oppose ceux qui, depuis des siècles, ont pillé les ressources naturelles de l'Afrique et asservi les populations de ce continent et les populations de l'Afrique qui, après avoir pris conscience de leur faiblesse et de leur exploitation, ont décidé d'engager la lutte pour se libérer.

C'est une lutte à la fois opiniâtre et de tous les instants : elle est parfois silencieuse, explosant à l'occasion comme de la poudre à canon, et parfois le succès et les résultats obtenus par les populations leur échappent.

Telle a été l'histoire de l'Afrique depuis 1960, où plusieurs Etats africains ont obtenu une indépendance nominale. Depuis lors, maints gouvernements africains légitimes ont été renversés par la force et remplacés

(1) MWONGOZO veut dire, en kiswahili, "guide" ou "directive".
Traduit de l'anglais : TANU Guidelines 1971, printed by the Government
Printer, Dar es Salaam, 1971, 11 p. La traduction est de Sylvain URFER.

par d'autres. Récemment, des bouleversements subits ont été imposés en Ouganda, où la marionnette Amin et le groupe de ses comparses militaires se sont insurgés contre le gouvernement de la Révolution UPC dirigé par le président Obote.

Les forces armées dans leur majorité n'ont pas accepté l'insurrection, et plusieurs d'entre eux, surtout des officiers supérieurs, ont été exterminés par les marionnettes. Il va de soi que les partisans de l'insurrection sont les adversaires de la politique de l'UPC visant à instaurer l'unité et le socialisme et à extirper le tribalisme et l'exploitation.

C'est la raison pour laquelle il incombe à notre Parti de définir les objectifs de la révolution en Tanzanie et en Afrique, et d'identifier les ennemis de cette révolution, de façon à prendre des décisions politiques et stratégiques qui nous permettront de sauvegarder, de consolider et de faire progresser notre révolution.

2- Les révolutions sont des changements sociaux rapides, changements qui arrachent à la minorité le pouvoir qu'elle exploitait à son propre bénéfice (et à celui des exploités étrangers), pour le remettre aux mains de la majorité de sorte qu'elle puisse promouvoir son propre bien-être. Le contraire d'une révolution est une contre-révolution : c'est-à-dire des changements rapides et soudains qui arrachent le pouvoir à la majorité et le remettent aux mains de la minorité dans le but de mettre un terme au progrès de masses.

3- L'objectif majeur de la révolution africaine est de libérer l'Africain. Cette libération n'est pas un cadeau du ciel, elle s'acquiert dans la lutte contre l'exploitation, le colonialisme et l'impérialisme. Elle n'est pas non plus apportée par des spécialistes ou des experts. C'est nous, qui avons été humiliés, exploités et opprimés, qui sommes les experts de cette

libération. Aucune nation au monde ne saurait enseigner aux Africains l'art de se libérer eux-mêmes. L'obligation de nous libérer réside en nous-mêmes et les techniques indispensables s'apprendront dans la lutte elle-même.

4- Plus encore, la situation actuelle de l'Afrique est telle qu'aucun peuple, en quelque Etat africain que ce soit, n'a atteint le stade de libération totale. L'Afrique est un continent dont les populations souffrent encore de la faiblesse inhérente au fait d'avoir été exploité et humilié. C'est pourquoi les partis politiques révolutionnaires des Etats africains indépendants, tel la TANU, sont encore en réalité des mouvements de libération.

5- La révolution africaine, dont l'objectif est la véritable libération de l'Africain, s'oppose aux politiques d'exploitation, de colonialisme, de néo-colonialisme, et d'impérialisme. La raison d'être du colonialisme, du néo-colonialisme et de l'impérialisme est de faire en sorte que les richesses de l'Afrique profitent aux capitalistes d'Europe et d'Amérique, au lieu de profiter aux pays africains eux-mêmes. Participer à la révolution africaine, c'est par conséquent participer à la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme.

6- Les pays impérialistes qui n'ont cessé d'exploiter et d'opprimer l'Afrique depuis des siècles sont ceux de l'Europe occidentale, nommément la Grande-Bretagne, la France, le Portugal, la Belgique et l'Espagne. Ces pays sont en réalité les seuls à s'opposer aux populations africaines sur la question de la libération de l'Afrique. Différentes tentatives pour faire dévier le progrès de la révolution africaine s'enracinent dans les intrigues des impérialistes européens dont l'intérêt est de maintenir et de poursuivre leur exploitation séculaire.

7- Pour ce qui concerne la Tanzanie, il doit être bien entendu que les ennemis impérialistes auxquels nous avons à nous affronter sont

l'impérialisme britannique, le colonialisme portugais, le racisme et l'apartheid de l'Afrique du Sud et de la Rhodésie. Pour des raisons d'ordre historique, géographique et politique, ces impérialistes n'hésiteront pas à nous attaquer à la première occasion favorable.

8- L'invasion de la République de Guinée par le Portugal est une sérieuse leçon pour nous. La Guinée a été envahie par les impérialistes portugais (en novembre 1970, N.d.T.), d'abord à cause de sa politique d'égalité et son opposition à l'exploitation, ensuite à cause de son soutien ferme et sincère aux combattants de la liberté de la Guinée-Bissau et de l'Afrique. Pour ces mêmes raisons, les impérialistes pourraient un jour essayer d'attaquer la Tanzanie. Mais la Guinée nous a enseigné que lorsque le peuple et l'armée résistent la main dans la main, il n'est point d'impérialiste qui soit capable de venir à bout de leur indépendance.

9- La leçon que nous avons tirée de l'Ouganda est une leçon de trahison et de contre-révolution. Elle montre qu'au lieu d'envahir le pays pour renverser le gouvernement révolutionnaire, l'impérialisme préfère se servir des marionnettes du pays pour renverser le gouvernement légitime et le remplacer par un gouvernement de 'contre-maîtres' ou de marionnettes. Un gouvernement de ce genre laissera les impérialistes piller les richesses nationales, en complicité avec la bourgeoisie locale.

Le peuple doit apprendre des événements de l'Ouganda et de la Guinée que l'impérialisme, bien qu'il soit encore puissant, n'est en mesure de faire tomber un gouvernement révolutionnaire qu'en fonction principalement de l'appui qu'il trouvera auprès des marionnettes contre-révolutionnaires nationales pour l'aider à contrecarrer la révolution.

10- Nous, Tanzaniens, nous apprécions notre indépendance nationale parce que c'est à partir de là qu'ont débuté notre libération et nos

aspirations à une lutte de libération menée de pair avec d'autres peuples africains. Pour cette raison, nous avons le devoir de prendre toutes les mesures nécessaires qui nous rendront capables de préserver notre indépendance et par ce moyen d'aller de l'avant dans notre révolution, et ainsi de faire de la Tanzanie un exemple vrai de la révolution africaine.

POLITIQUE

Le Parti

11- La responsabilité qui incombe au Parti est celle de diriger les masses et leurs diverses institutions, dans l'effort visant à sauvegarder l'indépendance nationale et à faire progresser la libération des Africains. Le devoir d'un parti socialiste est de guider toutes les activités des masses. Les organisations gouvernementales, para-étatiques, nationales, etc..., sont des instruments au service de la politique du Parti. La brève histoire de notre indépendance a révélé les problèmes qui peuvent se poser lorsqu'un parti ne maîtrise pas ses instruments. Le moment est venu pour le Parti, maintenant, de prendre les rênes et de mener toutes les activités du peuple.

12- La première tâche de la Direction politique est de définir les priorités nationales. Ceci a été compris et le Parti a déjà accompli ce devoir. Notre but est de construire le socialisme en Tanzanie. Mais pour atteindre cet objectif, le Parti doit fournir les orientations politiques et les directives touchant aux différents aspects des activités du peuple. Le Parti a déjà donné des directives sur le socialisme dans les régions rurales, sur l'éducation en vue de l'indépendance, etc... Il est encore besoin de clarifier les orientations

politiques du Parti sur d'autres sujets, tels le logement, la condition ouvrière, les politiques de l'argent et du crédit etc.

13- Mais l'exposé des objectifs et des décisions politiques ne constitue pas à elle seule une bonne Direction. Une bonne direction implique également l'organisation du peuple. C'est au Parti qu'il revient de décider de la structure à donner au gouvernement, aux diverses institutions, à l'Armée, etc. De plus, le Parti devrait donner des directives sur les méthodes et l'esprit du travail, ainsi que sur la manière de prendre les décisions.

La vérité est que nous n'avons pas seulement hérité d'une structure gouvernementale de type colonial, mais que nous avons encore adopté des habitudes de travail et des méthodes de commandement de type colonial. A titre d'exemple, nous avons hérité, dans le gouvernement, les industries et les autres institutions, de l'habitude qui veut qu'un seul homme donne des ordres et que les autres se contentent d'obéir. Si vous ne faites pas participer le peuple à l'élaboration des plans de travail, le résultat sera le suivant : le peuple aura l'impression qu'une institution nationale n'est pas son bien, et par conséquent les travailleurs adopteront des habitudes d'employés salariés. Il est du devoir du Parti d'insister sur sa responsabilité en ce domaine.

14- Outre l'organisation du peuple, une Direction implique le contrôle de l'exécution des directives du Parti. Il faut trouver les moyens de s'assurer que le Parti contrôle les activités et la bonne marche de ses agents d'exécution. Qui dit Direction dit aussi vérification des résultats de cette exécution. Il faut s'assurer que le Parti évalue les conséquences de l'exécution de ses directives, telle qu'elle a été entreprise par ses agents. C'est là le seul moyen d'être sûr que le peuple participe à l'élaboration de solutions pour ses problèmes, que ce soit dans les bureaux, les institutions, l'armée, les villages, les industries etc...

15- *En même temps que le problème de faire participer le peuple à la résolution de ses problèmes, se pose aussi la question de l'attitude des dirigeants dans leur travail et dans leur vie quotidienne.*

Il doit y avoir un effort délibéré pour établir l'égalité entre les dirigeants et ceux qu'ils dirigent. Car un dirigeant tanzanien doit se voir interdire toute arrogance, toute extravagance, tout mépris et tout abus de pouvoir. Le dirigeant tanzanien est une personne respectueuse des gens, qui dédaigne le faste et ne soit pas tyrannique. Il doit incarner l'héroïsme, le courage et se faire le champion de la justice et de l'égalité.

De la même façon, le Parti a la responsabilité de combattre l'esprit vindicatif de certains de ses agents. Une telle attitude, loin de promouvoir le Socialisme, enfonce plutôt un coin entre le Parti et le gouvernement, d'une part, et le peuple, de l'autre.

16- *À l'heure actuelle, certains responsables ne remplissent pas encore ces conditions. Ils ne tiennent aucun compte du Code des dirigeants, dont ils contournent astucieusement les exigences. Le moment est venu, pour le Parti, de surveiller la conduite et la mentalité des dirigeants.*

La politique étrangère.

17- *Notre politique étrangère est celle du non-alignement. Nous sommes disposés à coopérer dans un esprit d'amitié avec tout pays qui veut bien de nous, qu'il soit de l'Est ou de l'Ouest. Le deuxième aspect important de notre politique étrangère est de renforcer nos relations avec les authentiques Mouvements de libération en Afrique, et de leur accorder notre soutien agissant. Nous avons dit plus haut que même notre propre Parti n'est encore qu'un Mouvement de libération.*

En ce moment, les Mouvements de libération sont, en Afrique, l'avant-garde de la lutte contre le colonialisme et l'impérialisme. En renforçant notre coopération, conscients du fait que leur guerre est notre guerre, nous doublerons notre force pour faire aboutir la libération totale de l'Afrique. Le Parti doit prendre les mesures nécessaires à l'établissement de ces liens révolutionnaires avec les Mouvements révolutionnaires d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

De la même façon, il est de notre devoir de nouer des liens révolutionnaires et fraternels avec ceux des citoyens américains qui luttent pour la justice et l'égalité humaine.

18- En outre, nous avons le devoir de consolider la coopération et la solidarité avec les pays africains révolutionnaires, car nous sommes tous embarqués sur le même navire, et notre destination est la même. Si nous restons unis dans un esprit de franche collaboration, nos ennemis ne pourront pas nous détruire un à un comme ils le font habituellement maintenant.

19- Au sein des Nations Unies et des autres organisations internationales, il est nécessaire de mettre l'accent sur la coopération avec tous les pays révolutionnaires, socialistes et amicaux d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine.

L'Ouganda et la Communauté d'Afrique de l'Est

20- Nous apprécions les avantages politiques et économiques résultant de la coopération entre les Etats membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est. Par conséquent, la situation nouvelle créée par la marionnette Amin lorsqu'il a renversé le gouvernement légitime de l'UPC

nous alarme au plus haut point ; car elle a fait naître des difficultés dans la coopération et la bonne marche des activités de la Communauté.

Si la situation se prolonge telle qu'elle est, elle pourrait rendre extrêmement difficile le maintien du progrès et des activités de la Communauté et affaiblir la coopération dans son attitude à l'égard de l'Ouganda et de la Communauté est-africaine. Bien qu'il appartienne au seul peuple de l'Ouganda de décider des affaires relatives à la libération de l'Ouganda, il est du devoir du peuple tanzanien d'appuyer les efforts de leurs frères ougandais qui veulent se libérer eux-mêmes.

DEFENSE ET SECURITE

*'Et pour la défense de notre nation,
il faut que nous soyons vigilants
à l'égard des hommes de paille qui,
à l'intérieur, pourraient être utilisés
par nos ennemis de l'extérieur qui
cherchent à nous détruire'.*

(Déclaration d'Arusha)

21- La base du développement de la Tanzanie est le peuple lui-même - chaque Tanzanien, en particulier chaque patriote et chaque socialiste. La défense et la sécurité de la Tanzanie dépendent des Tanzaniens eux-mêmes - de chaque Tanzanien, en particulier de chaque patriote, de chaque socialiste.

22- Notre parti eût-il été contraint d'engager une guerre de libération, chaque membre de la TANU aurait été soldat, soit dans l'armée, soit à l'endroit où il était. Tout membre de la TANU aurait été soldat et tout soldat membre de la TANU. Ce n'est donc pas seulement le Parti qui aurait été un Mouvement de libération, mais l'Armée aussi aurait été une Armée de libération - le poing et le bouclier du Mouvement de libération.

23- Notre Parti ne fut pas contraint à mener une guerre de libération. Il fut Mouvement de libération sans Armée de libération. Mais depuis 1964, nous avons mis sur pied les Forces de Défense populaire de Tanzanie (TPDF). Et de même que la TANU est encore un Mouvement de libération, la Force de Défense populaire de Tanzanie est l'Armée de libération du peuple tanzanien.

Les relations de la TANU et de la TPDF devraient être celles d'un Parti du peuple et d'une Armée du peuple. Il revient donc à la TANU de faire en sorte que l'Armée populaire soit à la fois celle de la libération et celle de la défense du peuple. La responsabilité de la TANU est de s'assurer que la tâche principale de l'Armée en temps de paix soit de permettre au peuple de préserver son indépendance et sa politique de 'Socialisme et de compter sur soi'.

24- Le Comité exécutif national insiste sur la mise en pratique de la Déclaration d'Arusha, et particulièrement sur le besoin de voir s'affirmer la conscience politique ; de sorte que chaque Tanzanien connaisse notre contexte national et comprenne l'importance qu'il y a à sauvegarder la sécurité et les vies des populations, ainsi qu'à défendre notre ligne politique, notre indépendance, notre économie et notre culture.

25- L'éducation politique tendra à éclairer le peuple sur les ennemis de notre nation et sur les stratégies qu'ils déploient pour renverser nos orientations politiques, notre indépendance, notre économie et notre culture. Pour rendre le peuple capable de faire face à l'ennemi, il faut qu'il soit informé de la puissance de l'ennemi à tous points de vue : armée, entreprises commerciales, mode de vie ; et qu'il sache de quelle manière ces éléments vont à l'encontre de nos convictions et de nos aspirations.

26- Pour qu'il soit capable d'affronter nos ennemis, le peuple doit comprendre qu'il est lui-même le bouclier de la nation. Cela signifie que les questions de défense et de sécurité doivent être remises aux mains du peuple lui-même. Nous n'avons pas les moyens d'entretenir de grandes armées régulières pour protéger l'ensemble du pays. Notre armée doit être l'Armée du peuple, servant à enseigner au peuple la manière de se défendre lui-même là où il se trouve, et à lui permettre d'intervenir en matière de sécurité nationale. Commencer à former une milice pour l'ensemble du pays est donc impératif. Puisque cette milice couvrira tout le pays, en coopération avec l'armée régulière, elle aura le devoir de défendre nos frontières territoriales, notre espace aérien, ainsi que de démasquer les traîtres et les ennemis -le tout en coopération avec notre Armée régulière.

Le Parti comme à l'Armée

27- L'enrôlement dans la milice et dans l'armée doit être contrôlé très attentivement, et, supervisé par le Parti. Assurer la coopération entre l'armée et la milice, et pourvoir à l'éducation politique de l'une et de l'autre, est une des responsabilités majeures du Parti. Le Parti devra créer un sous-comité chargé de la défense et de la sécurité au sein du Comité central.

ECONOMIE ET PROGRES

'Le développement d'un pays est réalisé par le peuple'

(Déclaration d'Arusha)

Le progrès du peuple.

28- Pour un peuple qui a été réduit en esclavage, ou qui a été opprimé, exploité et humilié par le colonialisme, 'développement' veut dire 'libération'. Toute action qui aboutit à lui donner un plus grand contrôle sur ses propres affaires est une action en faveur du développement -quand bien même elle ne lui vaudrait pas une meilleure santé ou davantage de pain. Toute action qui minimiserait sa voix dans la conduite de ses propres affaires ou dans le déroulement de sa propre existence n'est pas un développement et même retarde celui-ci -quand bien même cette action lui vaudrait une santé un peu meilleure et un peu plus de pain.

Pour nous, développement signifie à la fois l'élimination de l'oppression, de l'exploitation, de l'esclavage et de l'humiliation, et la promotion de notre indépendance et de notre dignité humaine. Par conséquent, dans la réflexion sur le développement de notre nation et dans la préparation des plans de développement, notre principale préoccupation de tout instant devrait être le développement des gens et non pas celui des choses. Si le développement doit profiter aux gens, les gens doivent participer à l'examen, à l'élaboration et à la réalisation des plans de développement.

Le rôle du Parti n'est pas d'imposer au peuple l'exécution de plans décidés d'en haut par une poignée d'experts et de dirigeants. Le rôle du Parti est de s'assurer que les dirigeants et les experts exécutent des plans étudiés et adoptés par le peuple lui-même. Là où la décision du peuple exige une information qui n'est accessible qu'aux dirigeants et aux experts, le devoir des dirigeants et des experts sera de rendre cette information accessible au peuple. Mais il n'est pas normal que des dirigeants et des experts usurpent le droit du peuple et tranchent un problème pour la simple raison qu'ils en ont la compétence.

29- Pour susciter l'enthousiasme du peuple à défendre son pays, il est de première importance pour le gouvernement de la TANU d'accorder une attention extrême à l'amélioration des conditions de vie du peuple.

La structure économique dont nous avons hérité, et qui a maintenu beaucoup de gens à l'écart des principaux courants économiques, doit être immédiatement remplacée par des programmes destinés à intensifier les opérations de développement et à diffuser les investissements à travers toutes les régions. Le Fonds régional de Développement a contribué à susciter les activités économiques et a apporté ainsi des avantages tangibles au peuple. Il sera avantageux d'accroître les crédits à ce fonds et de donner à ces dépenses une priorité spéciale lorsque sont votées les finances publiques. Le Parti doit insister sur la participation du peuple aux divers projets visant à l'édification de la nation.

L'épargne

30- Le Parti doit également sensibiliser le peuple sur l'importance de l'épargne auprès des institutions nationales telles que la Caisse d'Epargne et la Banque nationale du Commerce, au lieu de conserver simplement son argent auprès de soi.

L'Economie nationale

31- Tout en affermissant le développement du peuple, le besoin se fait sentir à présent de construire et de promouvoir le marché intérieur. Bien qu'il en ait été question dans le Deuxième Plan quinquennal, cela n'a pas été mené activement, de sorte que les résultats n'en sont pas visibles. Les

marchandises produites dans le pays doivent également être protégées d'une concurrence étrangère inutile.

Le Commerce extérieur

32- Dans notre commerce extérieur, nous devons éviter d'utiliser nos réserves de devises pour l'achat d'articles qui ne sont d'aucune aide à notre économie. Le gouvernement et ses Régies doivent servir d'exemple -ce qui n'a pas encore été le cas. Nos Compagnies d'importation doivent être dotées de directives conformes à notre politique de Socialisme et d'Indépendance, et ces directives doivent être suivies. C'est le devoir de tout Tanzanien, surtout s'il est dirigeant, de se rappeler que le manque de devises étrangères affaiblit notre économie et met notre Indépendance en danger.

Les Institutions para-étatiques

33- La gestion et les activités des Institutions para-étatiques doivent être envisagées de telle sorte qu'elles aident effectivement à faire progresser notre politique de Socialisme et d'Indépendance. Les activités des institutions para-étatiques doivent être une source de satisfaction et non de mécontentement. Le Parti doit veiller à ce que les Institutions para-étatiques ne fassent pas de dépenses extravagantes pour des articles qui ne contribuent pas au développement de l'économie nationale prise dans son ensemble.

Les excédents

34- *Le gouvernement doit contrôler et orienter l'utilisation des excédents qui résultent des activités économiques des Institutions parastatistiques.*

35- *'Nous avons été amplement opprimés, nous avons été amplement exploités et nous avons été amplement méprisés. C'est notre faiblesse qui nous a conduits à être opprimés, exploités et méprisés. Nous nous proposons maintenant d'opérer une révolution -une révolution qui mette un terme à notre faiblesse, de sorte que nous ne soyons plus jamais exploités, opprimés ou humiliés à nouveau.'*

ANNEXE III
PASSING ON THE TONGS

PASSING ON THE TONGS

Excerpts from a speech by Mwalimu Julius K. Nyerere, to Parliament in Dar es Salaam on July 29, 1985.

Today, as it is the last time I shall be addressing this House, I propose to look at some of the things which we have done since I was first entrusted with the task of leading our independent country. I want to look at these in the context of the objectives we set ourselves in 1961, 1962, and 1964.

I wish to offer an account to the people who consistently re-elected me to lead this country. And I wish to indicate my own provisional assessment of those national achievements and problems which I shall be passing to my successor to deal with in cooperation with the next Parliament.

The single most important task which I set out in my Inaugural Address in December 1962 was that of building a united nation on the basis of human equality and dignity. And the theme of unity was my central point when I again addressed Parliament on April 25, 1964, asking for the ratification of the Agreement to unite the two independent countries of Tanganyika and Zanzibar.

In this most basic of all our objectives we have after less than 25 years, great reason for pride. We do have a Nation a united Nation... a nation based on the principles of human equality.

Central to the development and safeguarding of our national unity is the fact that by the Constitutions of our nation and of our Party, as well as by firm and consistent practice, this is a secular state. Individuals have their own religion, which is fully respected, and which they are absolutely

free to follow in accordance with our laws. But the state itself has no religion ; and the Party itself has no religion. Our leaders are elected, and continue in their positions, regardless of their personal religious beliefs. They are chosen on the basis of their own qualifications, actions, ad commitment to the service of our people and our nation.

Half of our people are youngsters who do not know, and many adults have forgotten, that at independence we were a people divided by race and by religion. Our new nation inherited legal and customary discrimination both of race and of religion. There were racially separate education and health facilities, racial representation in this Parliament, racial residential areas, and so on. Employment opportunities were influenced by race ; there were few Gouvernment schools and Mission Schools were reserved for the followers of their particular religion.

All that discrimination went very quickly after the independence of Tanganyika and the Revolution in Zanzibar. And the Bill of Rights which is incorporated in the new Constitution outlaws any racial or tribal or religious discrimination. We are now a nation of citizens absolutely equal before the law in theory and in practice

A tougher and in some ways a harder task is that of preventing the growth of new gross inequalities of income between the citizens of this country, and of reducing those we inherited. Our strategy has been that of socialism. We have fought against the exploitation of man by man by such methods as public ownership of the major means of production and exchange, through promoting equal access to social and public services, and through fiscal, monetary, and income policies as well as through our whole economic planning system.

We have had considerable success ; one indication of this is that the ratio of urban disposable personal income after tax has changed from an estimated 18.8 to 1 in 1962, through 15.7 to 1 in 1966, and 4.9 to 1 last year. This means that in 1962 the highest income was nearly 19 times that of the lowest ; last year the highest was nearly five times the minimum wage. This is a big step forward. But this is a struggle which does not end ; our work has to continue.

The unity of our country has also been enhanced by the deliberate and successful further development of Swahili as our national language, and by the deliberate revival of our traditional dances. Provided we maintain our present efforts to improve the speaking and teaching of Swahili our language and culture are now sufficiently secure for us to pay renewed attention to the teaching of the Swahili of the world, which is English.

We are now a nation. And by the deliberate choice of our two peoples, we are a United Republic. Our nation consists of Tanzania mainland and the Tanzanian islands. It is a proud nation, and one which has earned respect internationally through its policies of Non-Alignment and anti-colonialism, as well as by its domestic endeavours.

Our nationhood is now not just a matter of internationally recognised boundaries, a flag, a national anthem, and a 21 gun salute for the President. We are actively involved in our country's governance, its development, and its national integrity became very evident when Tanzania was invaded in 1978. Nor is our nationhood, or the respect and future of our nation, dependent upon the character and abilities, of one man ; be it Julius Nyerere or Ali Hassan Mwinyi or another.

Over the short period since the independence of our states and the establishment of our United Republic, we have created systems and

institutions through which we together govern and run our country. Our President is important ; but he is not Tanzania. The Vice-President and President of Zanzibar is important ; but he is no Tanzania. All of our people organised together are Tanzania.

At independence, Government was something which 'administered' and kept the peace. It was not organised for the development of the people or the economy ; and it was not democratic. The situation is very different now. Government leads and guides the development of Tanzania.

Our Union Government, the autonomous Zanzibar Government, our Union Ministerial structure, our Cabinet and Revolutionary Council systems, our Decentralised Administration, and our public service are organised accordingly. These systems are very different (as well as inevitably much larger) from what they were in 1961 or 1964.

Out of an imitation westminister model multi-party system of Government and Legislation, we have developed for ourselves a system of One Party democracy which is appropriate to the conditions of our United Republic. Our Party, Chama Cha Mapinduzi, lays down the direction, the priorities, and the principles of Government and Development. The Government and Parliament translate those principles into legislative and executive reality, being accountable both directly to the People through adult-suffrage elections and to the Party through over-lapping and constant consultation on major issues.

We did not reach our current constitution or administrative structure at one bound ; nor is the present position immutable. We have amended the Constitutions of both Party and nation on several occasions either as new needs developed, or as deficiencies or faults became obvious.

The same is true of the Development and Administrative structures. Sometimes we made mistakes which had to be corrected later.

We started independent life with a highly centralised administrative system in order to use to the maximum the few educated citizens we had. This weak but distant structure had dangers for freedom, especially in the absence of any institutions dedicated to opposition for its own sake.

In 1965 we created the Permanent Commission of Enquiry to prevent abuses of office. This continues to do useful work, receiving something like 2,500 written complaints a year. The majority of these either have no basis or the complainants have no exhausted other means of rectification, but some 15 per cent of the cases are both considered and satisfactorily settled. Since 1980, this Commission has covered the whole Union.

In 1972, after localisation of staffing had made some progress, we decentralised Central Government administration to Regional and District level, at the same time abolishing the old Local Government system. In 1975, through the Villagisation Act we laid the basis for Village Governments. But by 1982 we realised that we had made a major error in abolishing Local Government; this Parliament therefore passed legislation to re-establish Local government at District and Urban level, leaving the other systems basically intact.

Despite many changes, however, the constitutional and administrative thrust has been consistent since independence. And with all their faults, which must continue to be corrected as necessary, our systems of government and development planning have worked, and do work, in the desired direction.

What that direction is became clearer as we gained experience. For despite abolishing Freehold Land in 1963, and Nyarubanja in 1965, we found by the end of 1966 that economic and social inequalities between our citizens, as well as other divisive attitudes, were beginning to develop.

To correct this, TANU then spelled out in the Arusha Declaration of 1967 the meaning of Socialism and Self-Reliance for Tanzania. It has been our compass since then, supplemented by Mwongozo of 1971 and Mwongozo of 1981.

In February 1967 we nationalised the private financial institutions. These actions made possible our fairly steady economic progress until the late 1970s, and the strength with which we have been able to withstand the difficult period since then.

In 1966 we had already taken the crucial step of establishing the Bank of Tanzania and had issued our own notes from that date. It was after the Arusha Declaration that we were able to expand commercial Bank service beyond a few urban areas. As against 64 Bank Offices in 1967, the National Bank of Commerce alone now has 381. In addition, we have three Investment Banks ; one for Cooperative and Rural Development, one which concentrates on industrial development, and the Housing Bank,

The Post Office Savings Bank also continues, and Zanzibar has its own publicly owned Peoples Bank. In addition, we have our own Insurance Corporation and National Provident Fund which serve Tanzanians' personal interests while enabling their savings to be used for our development until they are needed by their owners.

In 1967 or soon after, we also either nationalised or pulled into joint ownership such few economically important production and trading establishments as existed. By these actions we emphasised the principle that

the purpose of economic activities is the welfare of the people, not private profit for capitalists. But the real economic development of the nation followed those actions ; there had been very little productive investment before the Arusha Declaration.

Thus, within six years of mainland Tanzania's independence, we were in a position from which we could seriously conduct that war against the poverty of our people which we had declared in December 1961. And our achievements are not small.

In constant 1966 prices (i.e. taking account of inflation), the per-capita National Income in 1964 was 510.8 Tanzania Shillings per annum ; in 1966 (an exceptionally good agricultural year) it was 557.1 Shillings. After eleven years of socialist policies, during which we experienced two drought years and an oil price rise from about one dollard and 50 cents (U. S. Currency) to about 13 Dollars a barrel, by 1978 the per-capita income had reached 680.1 Shillings. And from 1967 to 1978 our population had grown from about 11,700,000 to about 17 million. Thus, even with a big increase in populatin, the per-capita income in Tanzania was increasing year after year, despite great difficulties.

From 1977, however, our economy received a series of devastating and expensive blows from which we have not yet been able to recover. The break up of the East African Community caused very expensive economic dislocation ; in order to correct this, essential and urgent investments costing an estimated 2,000 millon Tanzania Shillings had to be added to our Development plans.

In 1978 our country was invaded ; the estimated total cost of the consequent war was approximately 4,000 million Tanzania Shillings. And beginning in 1979, the price of the oil we have to import for transport and

energy went up again ; this time from about 13 U.S. Dollars a barrel to about 36 U.S.Dollars in 1982.

From 1979 for several years in succession we had bad crop weather so that agricultural production fell very greatly ; in the three crop seasons from 1980 to 1983, we were forced to import 632,600 tons of maize (as well as rice and wheat) in order to feed the urban areas and those rural areas where the crop had failed.

In addition, the ever-increasing chaos of the international economy has hit Tanzania as it has hit all other poor countries.

It is hardly surprising that the period of this Parliament has been marked by a terrible fall in the per capita National Income. In 1983, (still in 1966 prices) it was 589.4 Tanzanian Shillings lower than at any time since 1968. Thanks to almost superhuman efforts by our Government and People, by last year the rate of decline had been arrested ; indeed, as the Minister for Economic Affairs and Development Planning reported to this House, there was a 2.5 per cent increase in the Gross Domestic Product in 1984. Unfortunately, our population simultaneously increased by 3.3 per cent, so the per capita income continued to decline.

At independence there were in the whole of mainland Tanzania only 220 factories or plants which employed more than 10 workers and had a capital of over 200,000 Shillings ! We determined to change this situation and to develop our own industrial structure and not one consisting only of links in a chain of transnational enterprises.

Some slight progress had been made as a result of the efforts of Government and the National Development Corporation which we established in 1965. But by February 1967 there were still only about seven industrial enterprises which were so strategic to our development that it was

necessary for us to take them into public ownership or control. The real progress was made between then and the late 1970s, through the deliberate development efforts of successive Government and the Parastatal Corporations which have been established.

We now have the textile capacity to produce almost enough cloths for our needs if we could keep the factories working.

Since 1975 we have been trying to implement a 'Basic Industry Strategy' which will give more emphasis to the establishment of industries which can lead to greater industrial and manufacturing self-reliance. With the help of small Industries Development Organisations, as well as the activities of our Districts and Villages and individual initiative, we now have about 1,230 small industries in the rural areas, as well as those in our towns.

In constant prices, the output of our manufacturing sector rose from 572 million Shillings in 1967 to 1,429 million shillings in 1978 ; an increase of almost 150 per cent. Unfortunately, in developing the sector we did not pay enough attention to choosing technology which was appropriate to our economy, our level of development, and our transport constraints. And we did not and still have not established efficient links between the different industries or with other sectors of our economy. Nor did we pay attention to the need for continuing maintenance expenditure. Therefore, when the foreign exchange problem became severe, the output of almost all our factories fell drastically. They are able to produce to only about 30 per cent of their capacity or sometimes less because they depend on imports for spare parts or vital ingredients, and there is no foreign exchange to finance those imports.

In 1983 the Gross Product of the manufacturing sector (again in 1966 prices) had fallen to 603 million Shillings ; which is only 5.4 per cent above the 1967 level !

One of the constraints on any industrial development is the availability of energy, and Government has given a high priority to this sector.

The amount of electricity generated and sold in Tanzania has increased by 420 per cent since 1961, and the total installed capacity has increased by 577 per cent. Further, we are rapidly developing a national Grid for the distribution of that electricity, which will greatly ease the problems of industries in towns far from our ports. All these developments together have eased the problem which follows from our having been forced by the foreign exchange problem to reduce our oil imports from 815,000 a year in 1972 to 687,000 tons in 1984 which we still have difficulty in financing.

At the same time, we have been searching for our own oil. Between 1969 and 1984, the Tanzania Petroleum Development Corporation in cooperation with external financial help drilled 23 exploration wells. We have found extensive gas deposits, but unfortunately we have not yet located oil. The average cost of these wells has so far been 15.2 million U.S. Dollars each ! While continuing to explore for oil, we are also trying to raise the finance for the exploitation of the gas by the production of ammonia and urea fertiliser.

Transport and Communications are other infrastructural developments of vital importance. After the break up of the East African Community we were faced with a disastrous situation in this sector.

We had the 1,860 kilometre track of the Uhuru Railway to Tunduma, which we had built in cooperation with Zambia and with the very generous help of the Chinese people. But for the rest of our railway system we found ourselves at the beginning of 1977 with old and worn out rolling stock (of the 140 locomotives, 94 were steam), a track which was not only very old mostly built during German rule but had not been maintained, and with no effective facilities for training or rolling stock maintenance.

From time to time I do see people queueing for tickets at Dar es Salaam Railway Station, and sometimes sleeping there to be first the next morning ; I know that there are delays in the movement of goods by rail. But I still think some congratulations are due for the recovery which has been made since 1977, especially in the light of the difficulties of the period.

Harbours development did take place under the East African Community ; eight new Deep Water Berths and a Headquarters were built between 1967 and 1977. Unfortunately it has not been possible to carry out the further planned development since then ; the World Bank Loan for the purpose was not released until 1984 after the dispute about E.A.C. assets and liabilities had been settled.

The break up of East African Airways meant that Tanzania had virtually no scheduled air service in February 1977. When A.T.C. was created within a few months, it inherited two Fokker 27 planes which could be used plus a D.C.9 which had to be sold. After the Twin Otter crash in 1984, it now has ten planes only eight of which are at present in working condition. Minor maintenance facilities have been established, but major overhauls which must be done regularly still have to be done abroad at a high cost of foreign exchange.

Postal and Telecommunications Services have also expanded greatly, and the facilities have been modernised. We now have 44,000 telephones in the country as against 19,000 at independence, and 719 Post Offices and Sub-Post Offices as against 185. After being deprived of the use of the East African facility, we have built an earth satellite station of our own.

A national Trade infrastructure has also been established since the Arusha Declaration.

Until the end of the 1960s Tanzania had small surpluses on its foreign trade account ; we exported more goods in terms of Shillings than we imported. This was a sign of our lack of development activity ; in those years we were to a large extent still preparing ourselves for the war against poverty. But the value of our exports continued to rise until 1977 ; it fell in 1978 and rose to a new peak in 1981 before beginning a decline which continues until now.

The monetary value of imports, on the other hand, continued to rise until 1980 although the volume was already decreasing very greatly. By 1984, our exports were only financing about 41 per cent of our imports which are absolutely inadequate to keep our economy running efficiently.

There is no sign that the terms of our international trade are turning in our favour. On the contrary, they are likely to continue to move against our interests. For example, between March this year and now, the world market coffee price has fallen by more than 25,000 Tanzania Shillings a ton ; and the cotton price has also fallen. That is the reality of the world in which we have to try to do business. It is also the reality behind our declining productivity, our shortages and the price rises in our shops. The foreign exchange shortage affects everything. There is no escaping it.

No one else will solve this problem for us. We must become more efficient in production and distribution. And we have to do this in every field, and urgently.

This applies to agriculture as to everything else. The productive use of our land is the key to our future. And in this area, our success has been very limited indeed. Our peasants work very hard. But almost 24 years after I first spoke as President to this Parliament about the vital need to modernise by the use of ploughs and tractors, it has been estimated that 79 per cent of our cultivation is still being done with the hand hoe. Further, very little fertiliser is being used ; even worse, the use of compost, manure, and even natural land regeneration methods, has declined. And our woodlands are being cut very much faster than new trees are being planted.

These things have not taken place through failure to implement our policies.

It is not true that we inherited a flourishing agriculture sector at independence. Tanzania has always had to import food during bad years. But although production has greatly increased, our population has increased faster. Now we have to import food every year ; even this year which looks like being much better than at any time since 1978 we are unlikely to produce enough to feed all our growing urban population. And the production of most of our major cash crops has greatly declined.

At the 1982 C.C.M. National Conference I spoke at great length on the problems of agricultural production, and the need to put this sector at the centre of all our economic planning. That turn-around has begun. The agricultural sector now receives a very much higher percentage of our Development Budget. The Cooperative Unions have been reintroduced. Their abolition was the other most serious mistake of the past years ; and the

activities of the other Ministries as well as of the Districts and Regions are being increasingly oriented towards service to the needs of the peasants.

The peasants constitute something like 80 per cent of the population of our country ; they cannot be prosperous while the nation is in economic trouble for reasons beyond our control, any more than the nation can be prosperous if it ignores the need of the peasants. They are the bulk of the nation.

And from the peasant's point of view the picture is not all gloom. We have had considerable success in our rural development policies and in our taxation policies. It was rural children who used not to go to school and who can now do so, who had no access to medical treatment and who now have it. The real income of the average peasant is now higher than that of the urban minimum wage earner ; in areas where there is a good cash crop a successful peasant can earn very much more than most of the civil servants and he will not pay the same tax either !

But the fact remains that our agriculture must be modernised. We shall not be able to increase the production of food and of cash crops simultaneously unless we move away from reliance on the hand hoe. And the answer for the peasants is not, in the near future, the tractor.

The output of the peasant will greatly increase, and his burden will be immensely lightened, if we expand the use of ploughs in production, and carts for village transport and simple tools for threshing, etc... It is the job of the leadership to ensure that such things are easily available, and that the peasants are shown how to use them and look after them. Also, the productivity of our land will be greatly increased if we increase the use of manure and compost, including green compost, as well as appropriate

spacing, inter-cropping and other natural methods of fighting pest infestation.

It is also necessary that, together, we pay more attention to afforestation. On this too, some very useful work has been done. Apart from the tree planting connected with the Mufindi Pulp and Paper Mill (which the local people say has increased the amount of rain in the area), we now have 93,570 hectares of national industrial forests as against 3,340 hectares at independence. And tree planting in the villages has been advancing at an average rate of 7,500 hectares a year since 1975.

Tanzania's good reputation comes from our achievements in providing social services for our people. Even our enemies after criticising us and sometimes abusing us, are forced to recognise that in the social services our nation has made great progress. We ourselves decided to struggle against ignorance and disease as one aspect of our efforts to give reality to human equality ; it has thus been part of our nation building activity. For a citizen's real income consists health, education, and other public services.

In 1961 the total number of children in our primary schools was 486,000. At present, 3,660,000 children attend these schools. It is a tremendous achievement of our country and one which is unmatched elsewhere in Africa.

The education given at these schools is now much more adapted to the needs and aspirations of Tanzania than was the case at independence.

I want to express my own appreciation, and that of the Government, to our teachers and our primary school teachers in particular. They serve the whole nation, and sometimes in very difficult conditions. I do get disturbed when I discover that villages and Districts, or the Ministry of Education in the case of Secondary Schools, are not providing a decent house

for all the teachers. I also question whether all of us understand the meaning of education when villages including Party members collect money for private Secondary Schools while leaving primary schools without desks or chairs or other basic teaching equipment.

We are cheating our children when we send them to a Secondary School without having provides a good groundwork at primary level, or without providing teachers with basic human and work facilities.

As we expand educational provision, we must give emphasis to technical education. This is official policy, but it is the one area in which we have not been very successful. Only 6,700 pupils are enrolled in postprimary technical centres ; most of the 316 centres exist only on paper because they do not have any equipment or lack teachers or usually both.

I hope that the next Parliament will be more aggressive on the technical and vocational training aspect of our education service, although we have to recongnise that a big constraint is that until now almost all the necessary machines have to be imported.

My emphasis on Primary Education does not mean that Government has been inactive on the other kinds of post-primary work. On the contrary ; in the first years after Self-Government we put great emphasis on Secondary Education. We did this deliberately, because without doing so we could not have expanded primary education. Whereas 11,832 pupils were enrolled in Public Secondary Schools in 1961, 40,617 were enrolled ; in 1984, which is almost double the rate of population increase. Whereas only 236 of these were in Form V in 1961, the enrolment in this Form in 1984 was 125. There has also been a notable advance in the proportion of female Secondary School and University students.

At Independence we had a University College which had been started by the Internal Self-Government TANU Administration ; it had 14 students. We now have two full Universities with a total enrolment of about 3,400.

This list does not mark the end of our achievements in education. The Adult Education system of classes, radio, rural newspaper, libraries and correspondence courses, has converted a position where about 80 per cent of our adults were illiterate, to one where out of a very much larger number of people all except about 15 per cent are literate. We have the highest adult literacy rate in Africa.

Apart from the Teacher Training institutions of the Ministry of Education, every Ministry, and every Parastatal Corporation, has training programmes for its staff. Most run their own specialised institutions. Jeshi la Kujenga Taifa (national Service) is in part a training institutions ; the Army provides Secondary Schools as well as technical training ; there are the Institute of Finance Management, the Police Colleges, the Ministry of Agriculture Training Institutions and so on. And there are an endless number of Seminars ! All of this is part of the process of upgrading our capability and our efficiency.

In 1961 about 11 per cent of our ten million people had access to clean water that is, something like 1,100,000 people. Now, just under 50 per cent or over 10 million people have clean water within 40 metres of their homes. It is not good enough. It means that half the people do not have accessible clean water. But it is a tremendous achievement.

The figures for direct Health Services are also impressive. At independence we had 98 hospitals, we now have 149 ; we had 22 Rural Health Centres, we now have 239 ; we had 975 Dispensaries and we now

have 2,644. Of these services, 67 Hospitals, tow Health Centres, and 386 Dispensaries have benne built by and are run by Voluntary Agencies with the help of subventions avaraging almost 44 million Shillings a year over the last five years.

The number of trained Tanzanians working in the Health Secotr has also expanded out of all recognition. We starded with just 12 Tanzanian Doctors for our more tha 10 million people that is, one Doctor for over 830,000 people. We now have 782 Tanzanian doctors trained to international standards i.e., one Docteor for every 26,000 people. Some of these Tanzania Doctors are Specialists. In addition, we have the service of 283 expatriate Doctors. At independence we had 32 Assistant Mecical Officers ; we now have 436 who have been trained to a higher level. If you add the Doctors and Assistant Medical Officers together, we began national life with one Docteor for every 227,000 people ; today we have one for something like 16,400 ! This is still not enough ; but it marks a big step forward.

Our medical service is to a large extent responsible for the improvement in Tanzania's basic health indicators. At independence, our Infant Mortality Rate was 225 babies for every 1,000 born alive. It has fallen to 137. And the expectation of life, which was about 35 years when we began, is now estimated at 51 years. This infant mortality rate of 137 babies for every 1,000 born alive is still very much too high, and an expectation of life of 51 years is very much too low. But if we make comparisons with where we came from, the advance 's not small.

I paid a tribute to the teachers. Our Doctors and Nurses also deserve a very big tribute. We have first class Doctors and Nurses working in this

country. They too have been working, and continue to work, under very difficult conditions.

We must remember that the biggest causes of death and suffering in this country are malaria and common illnesses which cause diarrhoea many of which are related to malnutrition or bad water. We have a health system by which people with more unusual and very serious illnesses can be referred upwards to the Consultant hospitals. But Primary Health care is the key to improved health in Tanzania. We must give that and particularly the preventive care aspect of it the top priority in the allocation of our Health Budget.

Our publicly provided Social Service provision is still rudimentary, and we are indebted to Voluntary Agencies for many of our orphanages, our schools for handicapped children, and other programmes which give help and relief to individuals who have a right to our care. But the Service has begun, and gives very helpful service to individuals with problems ; the Government gives financial assistance to the Voluntary work.

Workers take for granted the Security of Employment provisions which are laid down by law, and their right to severance pay when they are discharged through no fault of their own. But these conditions rest upon legislation passed by our first post-independence Parliament. This also established the National Provident Fund which ensures that workers in both the public and private sectors have at least a little money when they retire. The Permanent Labour Tribunal was established in 1967, and does valuable work in protecting worker's interests. Many other Manpower Planning services affect our lives and our economy but are only noticed when they fail to do all that we would like to have done !

About the various services which defend our country and law and order within it, there is little that it is appropriate for me to say. Our People's Defence Force is small, as befits a poor country. But it is now well organised and built up the relevant technical units, so that it protects all our borders from strategic centres. And it is reasonably well equipped although like everything else it has suffered from the down-turn of our economy in recent years. This Force, ably supplemented by volunteers in the Militia which it trained, proved its capabilities durint the 1978-1979 war and has been wise enough since to learn from that experience.

The T.P.D.F. has also contributed to the extension and defence of African freedom in other countries through its training contributions both within Tanzania and elsewhere. And Jeshi la Kujenga Taifa does valuable tasks in providing basic military and political training to all members, and in its production activities.

Our Police Service is now entirely manned by Tanzanians ; and it is now a much better educated Force than we inherited. It gives real service to the people of this country. It is still very small ; taking the country as a whole there is only one policeman to every 1,000 people ! Yet the number of crimes reported increases year by year.

Stock theft has always been a problem in this country ; but now the thieves sometimes attack in daylight and use guns. 1,554 cases of stock theft were reported in 1984 ! And unfortunately armed robbery of all kinds has become a problem. The Police wage endless war against the possessors of illegal arms ; 897 such weapons have been seized since 1976 often with the help of public cooperation. But as welle as cooperating with the Anti-Corruption Squad, the Police also have these days to deal with more sophisticated crimes ; things like fraud, theft of public money or goods by

those entrusted with them, and so on. We need them to do better in all fields of crime prevention and detection ; but rather than apologising for their deficiencies ; we have every reason to be proud of the good job they do under very difficult conditions and with completely inadequate resources.

Police successes as well as deficiencies are in part the reason for the terrible overcrowding with which our Prisons Service is trying to cope ! In accommodation which by laid down standards would give room to 19,000 prisoners, there are 29,000 convicts and 12,000 people on remand at any one time !

It is imperative that we do something about these conditions. We do not like having criminals, but criminals are human beings and they must be treated decently if our objective of reforming them is to have any chance of success. And that is the attempt which is still made. It is done through the system of Open Prisons most of which are an example of good agricultural husbandry and through the provision of education and training for first-offence prisoners with a sentence of more than six months.

The Police and Judiciary must between them speed up the consideration of cases, for this is a very black spot on our law enforcement machinery.

Mr. Speaker ; there are very many other services provided by our Government and Public Enterprises to which I have made no reference today. This does not mean they are unimportant ; nor does it mean a lack of achievement in those fields. But a complete book would be insufficient to tell all that we have done, as well as another to re-state what remains to be done.

There is, however, one other arena of Tanzanian activity which I must mention. On your behalf I stated at the United Nations in December

1961 that we intended to use our freedom internationally to learn, to cooperate with others, and to contribute to the search for world peace and the dignity of man. I believe we have carried out that promise.

This country has earned very widespread international respect for his active and principled policies of Non-Alignment and support for the United Nations ; it has given exemplary service to the cause of African Liberation and Unity, both directly and through the Organisation of African Unity. We are renowned for our stand against colonialism and apartheid in words and in action. We have made respected contributions to the institutions of South-South cooperation and to the international campaign for a New International Economic Order. We have world-famous Tanzanians in these fields, and our Ministers are very active and informed participants in numerous important but often technical Ministerial Meetings and Commissions. They are ably backed up by some first class Tanzanian Civil Servants.

Tanzania has 29 Missions outside the country headed by an Ambassador. These Missions are accredited to a total of 79 countries or international institutions.

We also receive the cooperation of 56 Resident Ambassadors in Dar es Salaam, as well as having 25 other Ambassadors accredited to our United Republic but with their Embassies elsewhere. And there are 12 International Organisations with offices in our capital city. I thank these Representatives of friendly nations and Organisations for their consistent cooperation with our Government.

I thank the many friendly countries which have given, and still give, Development Assistance to this United Republic. The amount of Aid we have received is sometimes exaggerated by those who wish to decry our own

efforts and achievements, but it has still been very considerable and absolutely invaluable.

We have learned how to walk by beginning to walk ! We have learned how to develop our country by trying to develop it. We never pretended to have any special wisdom about the means of developing our country ; we just knew where we were trying to get to. It is not surprising therefore that sometimes we made false starts, or mistakes ; we have not always foreseen problems of which we needed to be aware. But we have had the courage, and the wisdom, to do what could be done to correct our mistakes or deal with the problems as soon as we recognised them. And because of the unity we have built up, and maintained despite all the recent hardships, we can be confident that on the basis of our past experience we shall be able further to develop ourselves and our country.

The priority at present and in the next few years has to be that of expanding production, and in particular agricultural production. We must produce enough food for our own needs every year ; dependence on others for food endangers our independence. And we must increase our exports. Both of these things are essential... two aspects of the same priority. For a food surplus in one part of the country and starvation in another could occur if we do not earn the foreign exchange necessary to move it from one area to another. And nor do our people live just on bread or ugali !

My successor and the successors of some of you in this House will have immense problems to deal with. It will be clear from what I have said today that Tanzania's economic difficulties do not stem from our socialist policies, but on the contrary it is our socialism which has given us the strength to contend with them in unity, understanding, and with hope. And despite the encouraging signs which are beginning to be seen, our economic

situation remains very bad, and it will continue to be bad for a long time to come.

We are very heavily in debt to international institutions, to other countries, and to supplying firms, and have arrears of due payment which cannot quickly be paid off. And the world economy in which we operate shows no sign of improving. Even the I. M.F. and the World Bank predictions for the next five years are that the poorest countries of the world which includes Tanzania will continue to suffer from causes beyond their control. And the combination of a decline in internationalist attitudes, and aggressive ideological stands by major Powers, will continue to add to the problems of the world's poor.

On the internal political front I pass responsibility to my successor without worry. It will be always necessary for us to defend and extend the reality of the freedom and dignity which we have established for our citizens, and to adjust our practices and our systems as circumstances change. 'The price of liberty is eternal vigilance' domestically as well as internationally. Our nation has to fight against the corrupt practices which have crept in during our difficult years, and intensify the practical recognition that all citizens have duties to the society as well as rights in it.

All these assessments I offer to our people, and to our future leaders. And I do so with personal humility in respect of the things we have not yet done for our development, but at the same time with pride in our country. Our achievements are very great indeed. In particular, our people now move in dignity and with self-confidence. And they have a justified pride in being Tanzanians.

Ever since I was given the privilege of leading our country, both before and after independence, my fellow-citizens have given me very great

honour and very great help. How could they give me anything more ? It is a very great honour to be used in this position of President by our country and its people. It is not an honour which anyone can claim to deserve. What I have tried do to is to guard the honour which has been accorded to me, knowing that the honour of the Presidency belong not to me but to our country.

The best thanks I can give to Tanzanians for all this honour and all this assistance is to make a new promise. It is that I will continue to work for our country and its people with all my heart and to the best of my ability ; and that as an individual and as Chairman of our Party I will give unstinting loyalty, respect and assistance to my successor according to the Constitution of our nation. I shall always continue to work with all my colleagues to build and to consolidate our policy of Socialism and Self Reliance.

To pass on the tongs is to sustain and perpetuate the blacksmithery.

ANNEXE IV

**ALLOCUTION DE KINGUNGE NGOMBALE
MWIRU AU COLLOQUE D'ARUSHA AU 20^e
ANNIVERSAIRE DE LA DECLARATION
D'ARUSHA**

Discours du camarade

Kingunge-Ngombale-Mwiru

*Membre du Comité Central du CCM, chef du
département de l'idéologie de l'éducation
politique et de la formation et Ministre de
l'Administration locale et des coopératives*

Nous membres du Parti nous nous félicitons de la tenue de la conférence et nous attendons ses débats pour deux raisons : Premièrement, parce que le Chama Cha Mapinduzi et le peuple tanzanien qui suivent cette conférence avec grand intérêt, s'attendent à profiter des contributions qui seront apportées par des intellectuels réputés, qu'ils soient nationaux ou étrangers, dans le domaine de la théorie et la pratique du capitalisme. Ils profiteront de leurs riches et diverses expériences de participants engagés dans la lutte pour le socialisme dans leurs pays respectifs.

Deuxièmement, nous autres en tant que membres du parti et même de la société en général nous avons débattu de la Déclaration d'Arusha et de sa mise en application au cours de toute la période de la Déclaration d'Arusha. Nous n'avons jamais évité de discuter notre politique socialiste et notre politique d'auto-suffisance et nous n'avons eu, en tant que membres du Parti, crainte ni de l'esprit critique ni de l'analyse critique de notre ligne politique. La première critique majeure concernant la mise en application de la Déclaration d'Arusha, la politique socialiste et l'auto-suffisance, fut l'oeuvre du Président Julius NYERERE, président du parti lui-même à l'occasion du Xième anniversaire de la Déclaration d'Arusha et de la fondation du Chama Cha Mapinduzi. Vous connaissez probablement tous '10 ans après la Déclaration d'Arusha' de Mwalimu NYERERE. L'autre critique majeure de notre politique socialiste, et de notre politique d'auto-suffisance et de nos imperfections dans l'exécution est constituée par les directives du Chama Cha Mapinduzi élaborées en 1961. En ce qui concerne les directives de 1981, nous nous sommes soumis sans menagement au parti, au creuset de la critique, et de notre auto-critique et avons recommandé son organisation et à sa construction. Dans son discours d'ouverture ce matin, le Président Ali Hassan Mwinyi a adopté la même

méthode critique. Tout en établissant le bilan de nos succès, il n'a pas maché ses mots lorsqu'il mentionna nos échecs et nos problèmes.

C'est pourquoi, nous vous invitons à nous faire connaître nos erreurs puisque vos critiques s'ajouteront au trésor d'analyses qui est déjà à notre disposition à la seule différence que cette fois-ci elles proviendront des autres, de ceux qui ne sont pas membres du parti.

Camarade Président, votre conférence évaluera d'une façon ou d'une autre et analysera les succès que nous avons obtenus en appliquant la politique socialiste et celle de l'auto-suffisance. Le Président Ali Hassan Mwinyi a suffisamment abordé ce sujet. Toutefois, j'aimerais bien ajouter une ou deux perspectives aux débats à propos de nos succès dans l'application du socialisme et de l'auto-suffisance en Tanzanie. La Tanzanie a été l'un des pays du Tiers-Monde d'avant-garde en ce qui concerne l'unité nationale et la stabilité politique. Nous avons élaboré un système démocratique pratique qui permettra aux gens de la base d'exprimer leurs points de vue et de prendre part à la prise de décisions par l'entremise des gouvernements de leurs villages, des sociétés de coopératives primaires aussi bien que des cellules et des filiales du parti. Grâce à une politique juste et ferme, nous sommes parvenus à lutter efficacement contre toutes les formes de discrimination basée sur la race, la religion, la tribu ou le sexe. Nous avons développé avec succès le kiswahili en une véritable langue nationale, en un véhicule de l'interaction sociale et de l'éducation, en un instrument d'intégration efficace, aussi bien au plan politique que culture, de notre peuple au sein de cette riche diversité qui n'est autre que celle de la République Unie de Tanzanie. Pouvez-vous vous imaginer cette dimension

des succès de la Tanzanie en dehors du contexte de la Déclaration d'Arusha et de la politique du parti axée sur le socialisme et l'autosuffisance ?(1)

Une critique de nos erreurs et de nos imperfections

La Tanzanie éprouve des difficultés économiques graves. Cette situation dure depuis plusieurs années. L'objectif de l'édification du socialisme est fondé sur la satisfaction des besoins élémentaires du peuple, à la fois pour aujourd'hui et pour demain. Au cours de la période écoulée caractérisée par la crise économique, nous n'avons pas satisfait pleinement les besoins élémentaires de notre peuple comme nous avons pu le faire dans le passé, c'est pourquoi nous devons reconnaître de sérieux revers et échecs de la part du parti et du gouvernement. Nous avons reconnu cette imperfection bien avant et je la reconnais aussi aujourd'hui. La crise économique que notre pays éprouve et la situation difficile que subit notre peuple sont utilisées par les ennemis du socialisme comme preuve de l'échec de la politique socialiste et de celle de l'auto-suffisance. Accordez-moi un peu plus de temps afin que je puisse vous exposer les causes de nos échecs et de nos imperfections dans le domaine économique, à la lumière de ce débat sur la Déclaration d'Arusha.

Je ne vais pas mentionner les causes extérieures à l'exception de l'impact négatif, des termes injustes de l'échange, de l'ordre économique international inéquitable, sans oublier les prix exorbitants d' pétrole, qui se

(1) Mis en caractères gras par l'auteur de cette thèse.

sont maintenus plus d'une décennie jusqu'à tout récemment et qui ont influencé notre économie. Les causes intérieures à nos problèmes économiques sont celles qui nous intéressent ici et en particulier celles qui sont évidemment pertinentes aux débats de cette Conférence autrement dit : la Déclaration d'Arusha et la politique du Socialisme et celle de l'auto-suffisance.

Toutes les preuves (théoriques ou empiriques) disponibles nous poussent à conclure que, les calamités naturelles et les impondérables (tels que la rupture de la Communauté Est Africaine et la guerre patriotique de défense contre des forces d'agression d'Idi Amin dans la région de Kagera) mis à part, les causes de nos difficultés économiques proviennent de notre incapacité à appliquer correctement et méthodiquement la politique du socialisme et de l'auto-suffisance.

Je vais mieux évoquer quelques domaines à cet égard pour vous expliquer nos imperfections.

Tout d'abord, notons nos imperfections en matière de dialectique théorique concernant l'édification du socialisme. Mwalimu avait dit dans les premiers mois de 1976 que nous essayions d'édifier un système socialiste sans socialistes. Je suis sûr aussi qu'il voulait dire que nous avons commencé sous un jour désavantageux si nous nous placions au niveau de la théorie et de la méthode d'édification du socialisme. Et il n'aurait pas pu en être autrement compte tenu de notre origine principalement paysanne et de l'expérience intellectuelle limitée disponible au cours de cette période. Mais cette faiblesse aux niveaux de la théorie et de la méthode s'est faite sentir. Par exemple, la Déclaration d'Arusha a beaucoup contribué à la propriété publique dans le

secteur industriel, le commerce, les institutions financières, le secteur d'assistance sociale, etc... C'est une grande victoire au crédit du socialisme. Mais, puisque nos idées à propos de la dialectique de l'édification du socialisme étaient bornées, nous n'avons pas pu achever le processus.

En faisant un retour sur le passé, nous nous rendons compte très clairement que les directives du CCM de 1981 avaient à juste titre stipulé que la propriété publique, en tant que source de production, était une condition nécessaire dans le processus de l'édification du socialisme mais ce phénomène doit aller de pair avec le processus de rééducation des hommes et des femmes dans les entreprises, en leur inculquant une nouvelle attitude vis à vis du travail, une nouvelle morale socialiste ; bref, il s'agit du processus de socialisation du secteur public. Nous n'avons pas étudié à fond et à temps cet aspect de l'édification du socialisme, et comme résultat, nous sommes maintenant contraints de mener une guerre sans merci contre l'irresponsabilité, la corruption, l'indiscipline, l'incompétence etc..., dans le secteur public les vrais vices que le socialisme doit extirper. Ces mêmes vices ont été dans une large mesure l'origine des performances médiocres dans beaucoup d'entreprises publiques et au sein de l'appareil de l'Etat. Elles ont contribué aussi à l'échec du processus de l'accumulation socialiste, nécessaire à la croissance du développement économique.

Une autre imperfection dans le domaine de la dialectique théorique s'est retrouvé dans notre méthode d'édification du socialisme. C'est un fait bien connu que l'on ne peut pas édifier le socialisme du jour au lendemain. L'expérience des pays socialistes l'a amplement démontré. Par conséquent, cela veut dire que le secteur socialiste est contraint de coexister pendant une période raisonnablement longue avec le secteur privé capitaliste. Le problème lui-même ne réside pas dans les coexistences des secteurs socialistes et

capitalistes au cours de la période où le mouvement socialiste est introduit. Le problème crucial est celui de la méthode à appliquer. L'expérience des vingt ans après la Déclaration d'Arusha a convaincu plusieurs membres du parti que la méthode correcte pour résoudre la contradiction de cette coexistence est celle de la transition de l'économie mixte. Je me sens obligé de reconnaître que nous nous sommes rendus compte que nous avons appliqué jusqu'à aujourd'hui, de fait un système d'économie mixte bien que nous ne l'ayions pas déclaré publiquement. Après tout ce qui compte c'est ce que vous faites ou ce que vous ne faites pas et non ce que vous dites. La transition vers l'approche socialiste est sûre et scientifique parce qu'elle soumet le développement et l'expansion du secteur socialiste aux objectifs et priorités définis dans le cadre du plan de développement tout en assignant au secteur capitaliste des tâches spécifiques de la planification dans les domaines où l'état socialiste n'est pas en mesure de s'engager efficacement. Ainsi, il est possible de garantir un développement planifié et prémédité tout en contrôlant et en soumettant efficacement le secteur privé.

La politique de l'économie mixte s'est révélée être une menace pour les orientations de la politique socialiste décidée par la Déclaration d'Arusha. Le problème de cette politique est qu'elle considère en pratique la coexistence de secteurs publics et privés comme un phénomène social permanent et ignore la nature antagoniste de ces deux formes de propriété. Et puisque le développement du secteur public n'est soumis ni à un plan ni à d'autres objectifs bien définis, l'expansion du capitalisme est à la merci des initiatives du secteur commercial et même à une situation chaotique où une augmentation des affaires verbeuses est à l'ordre du jour, et celles-ci concourent à exploiter au maximum les travailleurs. Cette situation favorise l'attitude du 's'enrichir du jour au lendemain' aggravant davantage

l'influence de la corruption, le détournement des fonds publics par les fonctionnaires, l'indiscipline et l'irresponsabilité.

Camarade Président, je répète encore une fois que la politique d'économie mixte que nous avons menée, a contribué d'une façon significative à la démobilisation politique du peuple travailleur et même d'un grand nombre de cadres du parti puisqu'elle a refroidi la raison d'être des luttes en faveur du socialisme et de l'auto-suffisance. En conséquence, cela produit un impact négatif sur la performance de l'économie en général

L'AGRICULTURE EST LA BASE ET LES PAYSANS SONT LA FORCE STRATEGIQUE

Camarade Président,

Les participants à la conférence auront certainement le temps d'examiner nos performances dans le domaine de l'agriculture, à la lumière de la Déclaration d'Arusha. Cela est un domaine où nous nous sommes mal acquittés de notre tâche non pas parce que la politique socialiste et celle de l'auto-suffisance a été appliquée et a ensuite échouée, mais plutôt parce que nous n'avons pas exécuté cette politique d'une façon créatrice, délibérée et à la lettre. En conséquence, la transformation rurale socialiste stipulée par le Développement Rural Socialiste n'a pas encore eu lieu.

Les idées contenues dans le texte Socialisme et Développement Rural de Mwalimu Nyerere se sont révélées correctes en pratique. Des villages qui ont des dirigeants responsables et compétents et qui ont persévéré dans leurs efforts de construire l'Ujamaa en tenant compte des principes de coopératives productrices sont aujourd'hui des exemples éclatants d'une

prospérité socio-économique relative. Des coopératives villageoises comme Magamba Kwalukonge à Tanga, Isanza, Isange et Itumpi à Mbeya et Makonga et Lulanzi à Iringa pour n'en mentionner que quelques unes, sont parvenues à améliorer l'agriculture et ont introduit la mécanisation, ce qui a augmenté la production par zone et assuré un revenu et un niveau de vie relativement élevé de leurs membres. Quelques-unes de ces coopératives villageoises comme Isanga et Magamba Kwalukonge ont atteint un niveau où elles assurent à leurs membres une rémunération monétaire régulière égale au niveau minima payé aux ouvriers ; mais d'autres avantages matériels ne sont pas compris.

Jusqu'à présent, nous n'avons pas encore réussi la transformation socialiste à la campagne parce que pendant longtemps nous n'avons pas compris comment la politique du socialisme et du développement rural pouvait occuper une place stratégique dans la mobilisation générale pour l'édification du socialisme. Il n'y a pas eu un plan du développement des coopératives socialistes. Toute l'entreprise a été abandonnée aux initiatives des paysans eux-mêmes avec peu ou pas d'assistance matérielle de l'Etat.

Par ailleurs, les efforts de la production axée sur les coopératives de paysans ont subi de sérieux revers au milieu des années 1970 au cours du programme de villagisation quand des éléments anti-Ujamaa se sont emparés des gouvernements villageois et ont par la suite, introduit des fermes gérées par des gouvernements villageois à la place des efforts de coopératives qui ne demandaient qu'un engagement volontaire de la part de leurs membres.

À mon avis, notre manquement à appliquer la politique du socialisme et du développement rural est l'explication la plus importante de nos problèmes actuels et notamment la faible production de produits vivriers

et de produits de rente, la migration continue par milliers de jeunes gens et de femmes vers les villes et le chômage qui en découle. Ceci explique aussi pour une large part la carence aiguë de devises que connaît la nation.

Depuis deux ans, le parti a méticuleusement examiné la question de la transformation socialiste des régions rurales et a élaboré des directives concernant l'organisation des coopératives de production. Ce programme envisage d'organiser les paysans selon le principe de l'affiliation volontaire au sein de coopératives de production ; leur objectif serait de populariser des méthodes scientifiques modernes en agriculture parmi leurs membres et d'introduire dans le même temps, d'une manière systématique, de meilleurs outils de travail. L'exécution du programme a commencé avec la formation des équipes dirigeantes parmi les villages choisis dans les districts de la Tanzanie continentale. Cette politique de villages sélectionnés élaborée par le parti sera aussi appliquée à Zanzibar. Cette stratégie et d'autres une fois élaborées, procureront des solutions aux imperfections et aux échecs du passé dans le domaine du développement rural socialiste.

LE PARTI ET L'APPLICATION DE LA DÉCLARATION D'ARUSHA

Camarade Président,

Le parti est l'architecte du succès obtenu dans la mise en application de la Déclaration d'Arusha. Nos succès obtenus dans l'éducation primaire universelle, dans l'éducation des adultes, dans les services sanitaires étendus au profit du peuple, dans l'approvisionnement en eau potable de la population, les succès réalisés dans le domaine de la défense nationale, résultent de l'application de décisions spécifiques du parti visant à traduire en actes la politique du socialisme et de l'auto-suffisance. Dans le même

ordre d'idées, les problèmes, les imperfections, et les échecs essuyés dans l'application de la politique du socialisme et de l'auto-suffisance sont imputables au parti en qualité d'éducateur, mobilisateur et organisateur de notre société.

Vingt ans après la Déclaration d'Arusha, le parti (qui était constitué auparavant de deux partis, le TANU et l'ASP, desquels découle la CCM) a connu un développement impressionnant aussi bien sur le plan théorique que structurel. Les idées sur le parti qui figurent dans la Déclaration d'Arusha et dans les directives du parti de 1971 et 1981 ont renforcé notre parti sur le plan idéologique et organisationnel. Notre compréhension des oeuvres du parti s'est sensiblement développée et la nouvelle structure du parti depuis le niveau régional jusqu'au niveau national, introduite par la constitution du parti en 1982 commence à avoir une incidence positive.

Cependant la qualité d'affiliation au parti laisse beaucoup à désirer sur le plan de la composition de classe qu'au niveau de la conscience politique et du dévouement au socialisme. Nous n'avons pas encore appliqué les postulats de la Déclaration d'Arusha concernant un 'parti des travailleurs et des paysans' et le principe de 'la qualité au lieu de la quantité'. Cette situation de la plupart des fonctionnaires du parti qui tendent à adopter la méthode bureaucratique en s'acquittant de leurs devoirs. Voilà quelques-uns des facteurs qui ont contribué à une vie et à des activités médiocres du parti au niveau régional et national.

Depuis décembre 1985, le parti a lancé un mouvement de rectification visant à édifier le parti au niveau de la base autrement dit au niveau de la région et de la cellule. Nous tâchons de faire plus. En vue de transformer les filiales et les cellules du parti en forteresses des activités

révolutionnaires. Nous devons résoudre la question de l'affiliation au parti selon les classes et nous devons améliorer considérablement la qualité des travailleurs du parti et la performance du parti. Renforcé par une formation systématique, idéologique, politique et technique des cadres dans les usines et dans les villages, le parti pourra jouer efficacement son rôle de dirigeant dans la coopérative villageoise, dans l'usine, dans l'unité de l'armée, à l'école, etc... En somme au sein de notre société toute entière.

Remarques de conclusion

Camarade Président et Amis,

Pour conclure mon discours, j'aimerais faire les observations suivantes : la Déclaration d'Arusha a inauguré une nouvelle époque en Tanzanie. Elle a amorcé un mouvement de lutte pour le socialisme. Vingt ans après la Déclaration d'Arusha la Tanzanie n'est pas encore socialiste ou auto-suffisante. Ici et là nous avons subi des revers depuis que nous avons commencé la longue marche vers l'Ujamaa ; mais en définitive le bilan est positif. Ces vingt ans depuis la Déclaration d'Arusha ont été une école où nous avons appris à construire le socialisme, à élaborer la stratégie et les tactiques, à étudier ce qui constitue le rôle dirigeant du parti, la révolution et la contre-révolution, le néo-colonialisme et l'impérialisme. Nous sommes tous passés par ce processus et le parti et le peuple.

Les vingt ans de la Déclaration d'Arusha ont renforcé la détermination du parti de perséverer dans la lutte d'avant-garde vers le socialisme et l'auto-suffisance. L'expérience précieuse acquise au cours de ces années constitue un bien d'une grande importance pour le parti pour ses préparations du 3ième congrès qui se tiendra en octobre 1987. Les débats au

cours de cette conférence contribueront sans doute d'une façon significative à cette expérience inestimable acquise par le CCM.

Enfin, Camarade Président, j'aimerais saisir cette occasion pour rappeler aux délégués l'atmosphère des débats sur le socialisme qui régnait à l'université de Dar Es Salaam à la suite de la publication de la Déclaration d'Arusha. Professeurs et étudiants participaient activement aux débats. Cette atmosphère a depuis longtemps disparu.

ANNEXE V

DECLARATION RECENTES DE NYERERE SUR LA DEMOCRATIE, LE MULTIPARTISME ET L'IDEOLOGIE DU CCM

- 1- Democracy is more than adult suffrage
(NYERERE JK, in "Daily News" 12.02.1992)
- 2- Local reasons exist to justify multi-partyism
(NYERERE JK, in "Daily News" 09.03.1992)
- 3- CCM devoid of ideology is a junk market
(NYERERE JK, in "Daily News" 11.03.1992)

*LOCAL REASONS EXIST
TO JUSTIFY MULTI-PARTYISM(1)*

(1) NYERERE JK, in "Daily News" 09.03.1992

First I wish to express my thanks to you, and to the National Executive Committee, for giving me this opportunity to address this Special National Conference. It has been called to discuss the idea of moving from our One Party System of democracy to a system of multi-party democracy. Under your leadership, the National Executive has prepared a very good paper, which shows that the time has now come for us to begin a multi-party system in Tanzania. I would like to congratulate the NEC on the validity of its reasoning and the lucidity of its explanation. And I want to say immediately that I completely agree with the National Executive's recommendations. What follows is simply my reasons for reaching the same conclusions. It is my hope that all delegates to this meeting, and Tanzanians citizens generally, will accept those recommendations wholeheartedly. That will give Chama Cha Mapinduzi a new opportunity to lead our country in peace and stability through another phase of its development.

When the people of Tanzania struggled for the freedom of our countries, it was the freedom to make their own decisions about their own affairs which they were demanding. And for the people to be free within an independent nation, democracy is essential. There must be institutional machinery through which the citizens can influence and ultimately control their own national and local affairs. That is to say, they must set up for themselves institutional machinery which will enable them to govern themselves. Only when this kind of democracy exists can there be peace and stability in the country. And only if there is peace can there be development for people.

(1) Comme dans les textes de cette 5e annexe, la mise en caractères gras est l'oeuvre du DAILY NEWS.

The kind of democratic machinery in any country which works to the satisfaction of its people will depend upon a nation's culture, its geography, its history -and even the level of development of the country and of the people themselves. When a country is very large and heterogenous its democratic institutions and mechanism may have to be different from those in a country which is small, and where all the citizens have a basically similar culture. And when a nation's communications are poor, or people are illiterate, it will be necessary to have different arrangements for the expression of their views and choices than when they are literate or when there are good and reliable means of communication.

The most efficient system of democracy in any nation -in other words, the right machinery for that nation- will therefore vary from one country to another at any particular time. And even within one country the approximate machinery will vary from time to time. Democracy is not like coca cola which you can order with foreign exchange from another country, all the countries drinking exactly the same kind of coca cola -and woe to the country which has no foreign exchange !

In 1965, the decision to establish a democratic One Party system was necessary if democracy was to exist in Tanzanian's circumstances at that time. In the Mainland, there had been multiparty elections in 1960 and 1962 ; but the vast majority of voters wanted TANU. The only constituency in which voters had a real choice was that in which a TANU member had opposed the official TANU candidate -and they elected the TANU challenger. Zanzibar, on the other hand, had the year before gone through a popular Revolution, made necessary by a deliberate colonial bias towards the Sultan's Party in the organisation of the 1963 election. A multi-party

system in that part of the United Republic then would merely have given an easy opportunity for the enemies of the Revolution to stir up trouble.

For 12 years, Tanzania continued to have two Parties, each operating in a different part of the Union. In 1977 TANU and ASP decided to merge and form Chama Cha Mapinduzi. The Single Party thus continued under the leadership of CCM.

In 1987 I said to the Party Conference that his system had served our country well -and was continuing to do so. Along with Kiswahili and the Arusha Declaration, the one party system had built and strengthened national unity while still providing the citizens of Tanzania with an effective means of choosing their leaders and their governments. It is rare for a Government Minister to be defeated in the British democratic electoral system ; and it was difficult for a Minister to be defeated in Tanzania before we adopted our system of one party democracy. But since we implemented this system, many ministers have been defeated in elections ; indeed there is no such thing as a 'safe seat' for any MP. Members of Parliament know that very well indeed !

The case of change

National unity is still vital for Tanzania. It is our main strength - if not our only strength. But times and circumstances are not different from what they were in 1965, or even five years ago.

First, Tanzanians are now better educated. They are more aware of the possibilities of change in their lives ; they have more confidence in themselves. They are also more actively aware that they do not have to accept petty injustices which occur within a basically just system. No longer do people attribute poverty, or illness, or bad conditions of life just to 'the will of God' or 'Bad Luck'. And further, the majority of Tanzanians were

born since Tanzanians were born since Tanzania's independence : they have greater expectations than we had in the past.

Secondly, for a long time now we have been struggling with severe economic problems, which did not exist in the same way in the 1960s and 70s. Tanzania now has more social and economic infrastructure than at the time of independence -even although it remains absolutely inadequate. However, the severe economic problems mean that the infrastructure is now in a worse condition than it was at the end of the 1970s. Our new roads have deteriorated ; our enlarged rail system is unable to deal efficiently with the increased demands of a larger and more active population ; our schools are now short of books and other essential equipment ; and many of our dispensaries and hospitals are short of basic medicines. Even the service given to our people by the public services has deteriorated.

'Njoo kesho' was always a problem but it now a disease. And despite the continuing efforts of the president and some of his colleagues, the poison of corruption remains a major problem. Previous to about 1978 corruption was very rare in Tanzania. This changed as we began to experience shortages consequent to the collapse of the East African Community and the war against Amin, rapidly followed by the tripling of the oil price and the collapse of commodity prices in the early 1980s. By now corruption has become almost endemic in this country -and all of us know it. Its worst victims are the honest, and the poor.

And, rightly or wrongly, some of our people have begun to wonder whether all these problems would continue or be so widespread if we had a different system of political organisation in the country. The majority of the people do not blame our one party system or its ideology ; they blame the leaders. But if the problems continues to worsen, they too will begin to

blame our system of democracy, in the belief that it cannot throw out bad leaders.

Those are all internal reasons for looking again at our democratic machinery. There are also external reasons none of those is the outrageous and arrogant demand by some countries of the north that we adopt a multi-party system this arrogance of imperialism must be dismissed with the contempt which it deserves.

Any imperialist country rejects the equality of Man. It is in accordance with the nature of imperialism that these countries now believe other people lack the ability to set up their own system of self-government. Countries which only the other day opposed us and threw us into jail opposed us and threw us into jails for having the effrontery to demand our political freedom : How can they now be our teachers or our example of true democracy ? Why don't they first wait until our generation has died before they begin to make fools of themselves so openly ? For myself, I treat such nauseating hypocrisy with scorn. Tanzania is an independent country ; at all costs we shall defend our right to make our own decisions about our own system of self-government.

Yet Tanzania lives in the world ; it cannot avoid the effects of world events. The world economy has for over a decade been very hostile to us, making the nation poorer by its operations. Most of the economic difficulties I referred to earlier have their roots in the bad state of the world economy, which is beyond our control.

In the light of these conditions, some changes in our economic and social policies are necessary ; indeed they cannot be avoided. That need to deal with new problems and new opportunities as they arise is, I believe, accepted by all of us. And there have been very many policy changes in recent

years, with more planned. But we may still differ about the kind of changes there should be.

Indeed, such differences are perhaps inevitable in view of the complexity and difficulty of the problems facing us. Consequently, any policy changes intended to deal with the present economic difficulties will be a matter of controversy, and will please some of the people while angering some of the others.

Until now any differences of opinion on controversial decisions have been discussed within the democratic discussion mechanisms of our single party system. But as our difficulties continue to increase, so our differences of opinion on how to deal with them are also increasing. Outside the Party, the Arusha Declaration itself is now occasionally being branded as being irrelevant or harmful to Tanzania's development. And even within CCM itself, there are members who see Arusha Declaration and its policies of socialism and self-reliance as an obstacle to the development of our country. But they cannot denounce it. Other members have developed doubts about the commitment of the Party to the Arusha Declaration ; they think the Party is ashamed of it. But they cannot say this. And there are other members perhaps the majority -who accept the Arusha Declaration but differ among themselves about the interpretation and implementation of the declaration's policies of socialism and self-reliance.

All of these people, despite their different opinions, are genuine members of CCM, and patriotic Tanzanians. Welcome or unwelcome, all these developments and divergencies of opinion are facts of our political life now. And there are now enough people who believe that the only way a full democracy can exist in this country under these circumstances is for it to be governed under a multi-party system.

CCM, being responsive to the people's changing mood, initiated open discussion of this issue almost tow years ago. In 1991 the President wisely appointed a Commission to collect the views of Tanzanians and to make recommendations. Mr. President, I would like to congratulate you for that action.

*DEMOCRACY IS MORE
THAN ADULT SUFFRAGE(1)*

(1)NYERERE JK, in "Daily News" 12.02.1992

The most succinct definition of democracy -and I think the most universally acceptable- was that given by Abraham Lincoln : government of the people, by the people, and for the people. Under that definition, democracy is based on two main principles. The first of these is that all human beings -all the people- have equal rights and equal duties in the society. The second is that a society is constituted by all of the people together. If either of these two principles is denied by the structures of governance then democracy does not and cannot exist.

Lincoln's definition, however, says nothing about how people organise themselves for their own governance. Perhaps he thought that the people of each country could best determine for themselves how they could implement the principles in their own circumstances. If so, he was less arrogant than most of today's northern and western advocates of democratic change.

The truth is that democracy requires much more than adult suffrage -with or without a multitude of parties.

Democracy requires security of life and liberty. It is nonsense to talk about democracy when warring groups -nowadays with modern weapons- contend for power within a state. What meaning has democracy for a woman in Mogadishu who cannot take her malnourished child to an emergency feeding centre because she and the child might be killed or maimed on the way ?(1)

(1) Tout texte souligné l'a été par Buhendwa Eluga Essy, l'auteur de cette thèse.

Democracy requires the general acceptance of an enforceable rule of law. To ordinary peasants and workers, almost any system of law enforcement is better than none. But for democracy to exist, the rule of law has to be the servant, not the master of justice. It must be enforced equally against rich and poor and against the educated and less educated by an independent judiciary not the vagaries of an election system.

Ultimately only a just political system, with just laws, is sustainable. Men and women will always rebel against intolerable oppression whenever the opportunity occurs.

Democracy requires a culture which encompasses tolerance -a culture which has to evolve, or be built up, if it does not exist. People have to agree to live together, or to co-exist within the society- and to work out a mutually acceptable system which provides for that. Further, the people of the majority view have to accept the rights of the minority to express their opinions without intimidating social pressure, and indeed must accommodate those views as far as possible. The people of the minority view, at the same time, have to abide by the laws enacted by the majority.

In particular, democracy requires freedom of religion. Some persons can be forced to conform to the outward rites or ceremonies of a religion in which they do not believe. Others, however -as history shows very clearly- would rather die or suffer torture. And if a sizeable group of people adhere in their hearts to a suppressed minority religion, they will constitute an ineradicable source of potential instability.

A functioning democracy also requires a reasonable degree of stability within the society. the vast majority of the people must be basically satisfied with its structures and organisation, and have the possibility of changing them by peaceful means -for stability is not the same as

stagnation. Yet very rapid change in social or economic conditions is difficult for people to assimilate and to adjust peaceably if rapid change occurs in all areas at once.

Democracy requires both that there be a basic level of food, clothing, and shelter available to every person, and that -at least while this level is very low- there is a severe limit to economic inequalities within the society. Poverty shared may be an insult to human potentiality absolute poverty in the midst of plenty is inconsistent with political freedom.

It is this requirement of democracy which makes it both so essential and so extremely difficult to attain (or at least to sustain) in the least developed countries of Africa and elsewhere. The first priority of a hungry person is food -for themselves and their children. To get it they will lie and steal they will also vote for any half-way credible candidate who bribes them with food today and promises them food tomorrow. They will accept with acclamation any military coup leader or other dictator who appears (for however short a time) to have an explanation for and a solution to their suffering.

This list of the requirements of democracy is very far from exhaustive. In particular, it omits any mention of education -an education which leads people to some understanding not just of their own needs, but also of their duties and capacities, and of the world's economic and other conditions within which their society is operating and which indirectly affect them.

And while it talks of freedom, the list given here omits reference to the inevitable limits of freedom in any society -for political liberty does not and cannot mean the freedom to do anything you want. Freedom must be limited by the obligations of duty and by the needs of the society as a whole.

For the needs of a democratic society come down to the need of each member to live in an organised and just community for their individual and their common good. It is within that context of limits that individuals in a political democracy are given the maximum possible freedom to live their own lives as they wish.

One thing, however, is very clear : the organisation of political democracy -its mechanisms, structures and conventions- must be appropriate to and determined by the history, geography, culture, and economic conditions of the society in which it operates. It is not only nonsensical, but also dangerous to democracy, for politicians and others from the old developed and wealthy nations to put pressure on governments and people in new, underdeveloped, and poor nations to adopt particular kinds of democratic machinery.

And it is particularly obscene for leaders of the North to tell the South : 'be democratic, be responsive to the people, be pluralistic, allow a free press', while simultaneously calling upon them to adopt extremely unpopular policies (laid down by the north) of 'structural adjustment', under which the people of the south are exposed to the negative effects of an unjust international economy which the North controls in its own interests.
It is just possible that another condition for democracy, especially for those who like to pontificate about it, is a little bit of honesty.

In the end, political democracy must be international, so that it can exist sustainably in its various forms within each nation. And democracy everywhere must encompass control of economic factors as well as of politics.

*CCM DEVOID OF IDEOLOGY IS
A JUNK MARKET(1)*

(1)NYERERE JK, in "Daily News" 11.03.1992

...AND outside a CCM of that type there would be a multiplicity of useless parties, standing for nothing. If we are seriously and whole-heartedly introducing a multi-party system, then we must want to see parties which the people of Tanzania could chose to form their future government. The National Executive is not asking us to unleash a plague of lice masquerading as parties. Who wants such parties ?

Even so, some CCM members might shrug their shoulders and say in effect 'So what -get the Helle' ! And they will start a party of parties and accept the abuse of those who stay in CCM. The result will be mutual insults ; we will have laid the foundation for hostility and bitterness. Who wants parties which hate each other to the point of fighting ? I know that there are people who think that political parties are mutual enemies. My hope is that such people are not in CCM. In that case, let us not take actions which would help such people, or make us look like them.

We now discuss our differences within one Party. Sometimes we simply mumble over these differences and politely gloss over them. The differences remain, but we do not quarrel even ten. In the future, without changing our ideas, and in the genuine belief that we can promote these ideas more effectively, we may find ourselves in two different parties. Why should that make us quarrel or insult each other when we have not done so until now ? It is true that we shall then be forced to bring our differences into the open, and to the public, so that the people can understand us. That is the normal thing in a multi-party democratic system ; but it does not have to make us violently quarrelsome.

Nor is it a matter of treason. Who would be betraying whom ? And what is he betraying ? For a mature person who has self-respect, and who respects others, the real treachery in such matters is to suppress your own

opinion because you are afraid of being criticised or losing your position. But to promote the same ideas in a different environment -that is not treachery. The permission we are being asked by the National Executive to grant cannot be all right for all other Tanzanians, but anathema or treason for CCM members.

What is important for our country, and for this Party, is that we have worked together for a long time, and we have learned to argue without disrespect. We have acquired the habit of arguing without quarrelling, of havin different views without becoming enemies, of the minority accepting the views of the majority, and the majority respecting those of the minority. These are practices of vital importance in any system of democracy. Therefore, if any members do leave and form or join other parties, I hope and believe that both those who stay in CCM, and those who leave, will carry over into the new conditions the attitudes and practices of toleration which we have developed in our one party system of democracy. For they will be even more important under a multi-party system. If we carry these practices over without grudges of ill feeling, intelligent people will be very thankful to us. But if we who are used to one another begin to call each other thugs or traitors, what will we call others ?

'I beg you all : do not let us hang on to a sham kind of unity ; don't let us regard people who leave CCM as traitors ; don't let us view other political parties as enemies'.

There is another similarly sensitive and important aspect of a change to a multi-party system which I feel I must also explain at some length. Until now it has been our practice to require membership of CCM before entry into the armed forces. This has given us a good and loyal defence force, and one which has participated in the political life of our country

while crating good relations between the armed forces, the Party and the Government. And in relation to its special task of defending our country, Idi Amin -if he had any sense- could explain the difference between a patriotic people's army and an Army of Mercenaries ! Our armed forces are something we can be very proud of. But the elders have a saying ; if you see a boat which is floating well, it has been well made and looked after. We cannot praise our army without also praising the history of how it has been built. That history cannot be ignored -and we should not try to ignore it, for it has served the nation very well. It is a history we can be proud of.

If we decide to introduce a multi-party system, it would be advisable for all political parties formed by intellingent people to accept and respect that history. But it is obvious that requiring membership of CCM as a condition for entry into the armed forces would be incompatible with a multi-party system of democracy. And neither can existing members of the forces be forced to resign from CCM and refrain from joining any other party. All existing members of the forces, like all other citizens, should be free either to continue as CCM members, or to leavec CCM and join another party, or to decide not to be a member of any party at all.

Perhaps it is easier to see the importance of not regarding a resignation from CCM as treachery, and not thinking that political parties automatically hostile groups, when it is realised that we cannot force every member of the forces to continue to be a CCM member after the introduction of a multi-party democratic system. Yet it is obvious that if soldiers are free to change their party or to leave the party, it must be understood and agreed that this does not bring hostility within the army. This is of vital importance to the peace and stability of our country. From now on, peace and stability will depend upon all of us wholeheartedly

accepting that being in different political parties does not mean being enemies. Our nation's peace cannot depend upon all of us -either within the army or outside the army- remaining members of one party. That now would be a dangerous dream.

But for new entrants into the armed forces, I advise that the requirement should be simply their patriotism. And over time, the identification of a soldier with any political party will die out. Even so, our constitution could still provide a means by which representatives of the armed forces can take part in some national political bodies -for example, parliament.

The major requirement for all members of the armed forces -both those who are now in the security services and those who join in the future- must be absolute loyalty to the constitution and to the Head of State- regardless of the party membership of either the soldier or the President. Our army will continue to be a people's army. The important thing for our national stability and peace is that the people should choose a president and commander in chief in accordance with the constitution : and that all the armed forces protect, guard and obey him without regard to the party he comes from.

Nonetheless, being authorised to carry guns on behalf of the nation means that members of the armed forces -and other branches of the security services- have agreed to assume certain special duties which require that they accept certain unusual conditions of service. It will therefore still be necessary to work out the detailed implications in a multi-party system of the special responsibilities of the armed forces. I suggest this be done later, following consultation between the government, any serious parties which

will be formed, and the armed forces themselves. It is not a matter of great urgency, nor one which this conference can usefully discuss.

There is one other matter relevant in a change in Tanzania's political system which cannot be done immediately. The nation's electoral law was designed to safeguard the citizens right of choice under a one party system ; it will therefore have to be amended to serve the same purpose under a new system. However, this is among the matters which can only be dealt with after there has been an opportunity for new parties to establish themselves properly. They will wish to make their contribution to a decision about the most appropriate and fair electoral system for Tanzania in the future.

For example, if more than two parties come into existence the people come into existence the people could find that the result of an election in any constituency is that the top candidate gets less than half the votes cast. It can be said that he has won the election. But more than half the voters rejected him or her. That system prevails in some Northern countries. The party which now rules Britain, for example, has governed for more than eleven years, but it never won more than 42 per cent of the British vote in any of the three elections concerned. It was to avoid such a possibility of anyone winning a seat on a minority of votes that we decided in 1965, on two TANU candidates standing in each constituency, rather than having three TANU candidates as the Presidential Commission on a one party systems had recommended.

Many countries operating a multi-party system in Europe, Latin America, and Asia, also reject the British system for themselves. They have various alternative electoral systems each with its own advantages and disadvantages. But many result in coalition governments, or governments consisting of a mixture of allied parties. Sometimes this can be a good thing;

but very often the result is a weak and shaky government, which is not a good thing -especially for a young country like ours. So this is a serious and quite complex issue, a decision on which could help or hinder the success of any new democratic system which we want to introduce.

Therefore, our new electoral law needs to be drawn up after serious thought, and after wide consultation with experts and people of differing political views. Other than stressing the importance of this matter, there is nothing which this special conference can do. At some future time, CCM will need to give serious consideration to this matter, and announce its own views.

Furthermore I suspect that apart from the electoral law, there will be other provisions of the constitution which need revision as a result of introducing a multi-party system. All those matters will need time.

BIBLIOGRAPHIE

BIBLIOGRAPHIE SELECTIVE

I - OUVRAGES GENERAUX

01 - ALTHUSSER Louis
Montesquieu, la Politique et l'Histoire
Paris, P.U.F 1959, 126 p

02 - ALTHUSSER Louis
Réponse à John Lewis
Paris, Lib Maspéro, 1973, 101 p

03 - ALTHUSSER Louis
Positions
Paris, Editions Sociales, 1976, 185 p

04 - ALTHUSSER Louis
Lénine et la Philosophie
Paris, Lib Maspéro, 1972, 90 p

05 - BALANDIER Georges
Le Pouvoir sur scènes
Paris, Ed Balland, 1980, 188 p

06 - BALANDIER Georges
Sens et puissance
Paris, P. U. F, 1981, 334 p

07 - BALANDIER Georges
Anthropologie politique
Paris, P.U.F, 1967, 240 p

08 - BALANDIER Georges
Sociologie des Brazzaville noires
Paris, P.F.N.S.P, 1985 (3e éd.) 306 p

09 - BAIROCH Paul
Le Tiers-Monde dans l'impasse
Paris, Ed Gallimard, 1971, 372 p

- 10 - BARTHES Roland
Mythologies
Paris, Ed du Seuil, 1957, 247 p
- 11 - BENOT yves
Qu'est-ce que le développement ?
Paris, Lib Maspéro, 1973, 185 p
- 12 - BENOT Yves
Idéologie des Indépendances Africaines
Paris, Lib Maspéro, 1972, 538 p
- 13 - BOURDIEU Pierre
Le métier de Sociologue
Paris, Ed Mouton, 1983, 357 p
- 14 - BOURDIEU Pierre
Leçon sur la leçon
Paris, Ed de Minuit, 1982, 56 p
- 15 - BOURDIEU Pierre
Questions de Sociologie
Paris, Ed de Minuit, 1984, 268 p
- 16 - BRECHT Bertolt
Dialogues d'Exilés
Paris, Ed de l'Arche, 1972, 142 p
- 17 - COT J.P, MOUNIER J. P
Pour une Sociologie Politique
Paris, Ed du Seuil, 1974, 187 p
- 18 - DE JOUVENEL Bertrand
De la politique pure
Paris, Ed Calman Lévy, 1963, 306 p
- 19 - DUMONT R., MOTTIN MF,
L'Afrique Etranglée
Paris, Ed du Seuil, 1980, 283 p

- 20 - DURKHEIM Emile
Le Socialisme
Paris, Ed Retz-CEPL, 1978, 253 p
- 21 - DUVERGER Maurice
Introduction à la politique
Paris, Ed Gallimard, 1964, 382 p
- 22 - EMMANUEL Arrighi
L'Echange inégal
Paris, Lib Maspéro, 1972, 422 p
- 23 - ENGELS Friedrich
Socialisme utopique et Socialisme scientifique
Paris, Ed Sociales, 1977, 214 p
- 24 - ENGELS Friedrich
Ludwig Feuerbach
Paris, Ed Sociales, 1979, 212 p
- 25 - GOUSSAULT Yves
Crise et réforme des structures agraires
Thèse de Doctorat d'Etat Paris I (1972)
Service de Reproduction des thèses
Université de Lille III, 1974, p 741 p
- 26 - GOUSSAULT Yves
Interventions éducatives dans les développements agraires
Paris, P. U. F., 1970, 257 p
- 27 - GUICHAOUA André
Destins Paysans et Politiques agraires (I & II)
Ed L'Harmattan, 1989, 208 et 190 p
- 28 - GURVITCH Georges
Dialectique et Sociologie
Ed Flammarion, Paris 1962, 307 p
- 29 - GUTELMAN Michel
Structures et réformes agraires
Paris, Lib Maspéro, 1974, 200 p

- 30 - KHAMEI Anvar
Le Révisionnisme de Marx à Mao
Paris, Ed Anthropos, 1976, 423 p
- 31 - LABICA Georges
Le Marxisme aujourd'hui
Paris, P.U.F, 1973, 95 p
- 32 - LACAN Jacques
Ecrits I
Paris, Ed du Seuil, 1966, 289 p
- 33 - LEVI-STRAUSS Claude
Anthropologie Structurale
Paris, Ed Plon, 1958, 480 p
- 34 - MACCHIAVEL Nicolo
Le Prince
Ed Flammarion, 1980, 219 p
- 35 - MAUSS Marcel
Sociologie et Anthropologie
Paris, P.U.F, 1950, 482 p
- 36 - MAUSS Marcel
Essais de Sociologie
Paris, Ed de Minuit, 1969, 252 p
- 37 - MEMMI Albert
L'Homme dominé
Paris, Ed Gallimard, 1968, 232 p
- 38 - MILLS C. Wright
L'Imagination Sociologique
Paris, Lib Maspéro, 1967, 235 p
- 39 - OBENGA Théophile
Les Bantu
Paris, Présence Africaine, 1985, 376 p

- 40 - PLATON
Apologie de Socrate
Paris, Ed Flammarion, 1965, 187 p
- 41 - PLATON
La République
Paris, Ed Flammarion, 1966, 510 p
- 42 - POULANTZAS Nicos
L'Etat, le Pouvoir, le Socialisme
Paris, P.U.F, 1978, 300 p
- 43 - ROSANVALON Pierre
La crise de l'Etat-providence
Paris, Ed du Seuil, 1981, 183 p
- 44 - REY Pierre-Philippe
Les Alliances de classe
Paris, Lib Maspéro, 1973, 221 p
- 45 - ROUSSEAU Jean Jacques
Discours sur l'origine et les fondements de l'inégalité
Paris, Ed Gallimard, 1985, 185 p
- 46 - ROUSSEAU Jean Jacques
Du Contrat Social
Paris, Ed du Seuil, 1977, 313 p
- 47 - SIMONIS Yvan
Claude Lévi-Strauss ou la passion de l'inceste
Paris, Ed Flammarion, 1989, 395 p
- 48 - STAVENHAGEN Rodolfo
Les Classes Sociales dans les sociétés agraires
Paris, Ed Anthropos, 1969, 402 p

II - OUVRAGES ET ARTICLES CONCERNANT NYERERE, L'UJAMAA
ET LA TANZANIE

- 49 - ALI A. Mohammed
Kuzaliwa kwa Chama cha Mapinduzi
DSM, Tanzania Publishing House, 1979, 138 p
- 50 - BAILEY Martin
Les relations extérieures de ZANZIBAR
"Revue Française d'Etudes Politiques Africaines", Mars 1972, 65-83 p
- 51 - BARONGO E.B.M
Mkiki Mkiki wa Siasa Tanzania
DSM, East African literature bureau, 1966, 294 p
- 52 - BRYCESSON Dereck
Tanu Policy
"The Times", October 02, 1958
- 53 - CRANFORD Pratt
The critical phase in TANZANIA
Cambridge, Cambridge University Press, 1976, 309 p
- 54 - EISENSTADT S.N
L'Analyse sociologique des sociétés complexes
"Cahiers internationaux de Sociologie", (60), 1976, 05-41 p
- 55 - FRANCES Steward
Politiques économiques et performances agricoles
Paris, OCDE, 1986, 136 p
- 56 - FREUND WILLIAM M
Class conflict, political economy and the struggle of Socialism in TANZANIA
"African Affairs", October 1981, 483-499 p
- 57 - HORRUT Claude
Les décolonisations est-africaines
Paris, Pédone, 1971, 231 p

- 58 - KAGWEMA Prince
Fear of unknown : quo vadis TANZANIA ?
 DSM, Three Stars Publication, 1985, 119 p
- 59 - KANDORO Saadan Abdu
Liwazo la Ujamaa
 DSM, Tanzania Publishing House, 1978, 70 p
- 60 - KIMAMBO I. N., TEMU A. J
History of TANZANIA
 Nairobi, East African Publishing House, 1969, 276 p
- 61 - KITCHEN Helen
Why did Julius NYERERE resign ?
 "Africa report", Feb 1962, 7 p
- 62 - MAFEJE Archie
The ideologie of Tribalism
 "Journal of modern african studies", (8, 2), 1971, 253-261 p
- 63 - MAPUNDA H
Historia ya Mapambano ya Mtanzania
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1979, 224 p
- 64 - MARTIN Denis-Constant
TANZANIE : l'invention d'une culture politique
 PFNSP & Karthala, 1988, 318 p
- 65 - MARTIN David
TANZANIA reveals its split personality
 "The Gardian" 1964, November 06, 3 p
- 66 - MIHYO Paschal
Expériences autogestionnaires dans l'industrie tanzanienne
 "Politique Africaine", 1982, 44-60 p
- 67 - MITI Katabaro
L'Opération Nguvu Kazi à Dar es Salaam
 "Politique Africaine", 1985, 88-104 p

- 68 - MHINA G.A
Utenzi wa kumbukumbu za Azimio la Arusha
 DSM, Prinpak Tanzania ltd, 1979, 35 p
- 69 - MODERNE Franck
 Suffrage universel et moralité socialiste...
 "Politique Africaine", Mai 1982, 32-44 p
- 70 - MODERNE Franck
 Le Panafricanisme et la politique extérieure de la TANZANIE
 "Revue d'Etudes Politiques Africaines", Fév 1971, 81-99 p
- 71 - MRINA B.F
 Mapambano ya Ukombozi ZANZIBAR
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1980, 134 p
- 72 - MUSHI J.J
 Foreign Policy of TANZANIA
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1981, 327 p
- 73 - MZINDAKAYA C.M
 NYERERE, mkombozi wa TANZANIA
 DSM, Printpak TANZANIA ltd, 1985
- 74 - NCHIMBI John Alfonso
 Mapambano ya fikra : Plato mpaka NYERERE
 DSM, Education Service Center ltd, 1988, 112 p
- 75 - NYERERE J.K
 Education for Self-reliance
 DSM, The Government Printer, 1967, 26 p
- 76 - NYERERE J.K
 Ujamaa ni Imani : kufanya kazi pamoja
 DSM, East African Publishing House, 1976, 43 p
- 77 - NYERERE J.K
 Ujamaa ni Imani : uwezo tunao
 DSM, East African Publishing House, 1980, 113 p

- 78 - NYERERE J.K
La déclaration d'Arusha dix ans après
 Paris, L'Harmattant, 1978, 59 p
- 79 - NYERERE J.K
 Ujamaa
 DSM, Oxford University Press, 1968, 188 p
- 80 - NYERERE J.K
 Binadamu na maendeleo
 DSM, Oxford University Press, 1974, 138 p
- 81 - NYERERE J.K
 Speeches in United Kingdom
 March 1985
- 82 - NYERERE J.K
 Azimio la Arusha baada ya miaka kumi
 DSM, National Printing, 1977, 56 p
- 83 - NYERERE J.K
 Tujisahihishe
 DSM, National Printing, 1962, 14 p
- 84 - NYERERE J.K
 The Arusha déclaration teach-in
 DSM, TANZANIA International Marketing, 1967, 12 p
- 85 - NYERERE J.K
 Socialisme, Démocratie et Unité Africaine
 Paris, Présence Africaine, 1970, 109 p
- 86 - NYERERE J.K
 Freedom and Unity, Uhuru na Umoja
 A selection from writings and speeches 1952-1965, London, O.U.P, 1967, 366 p
- 87 - NYERERE J.K
 Freedom and Development, Uhuru na Maendeleo
 A selection from writings and speeches, 1968-1973, DSM, O.U.P, 1973, 400 p

- 88 - NYERERE J.K
Freedom and Socialism, Uhuru na Ujamaa
 A selection from writings and speeches, DSM, O.U.P, 1968, 422 p
- 89 - NYERERE J.K
Will the Democracy work in Africa ?
 "Africa report" February 1960
- 90 - OMARI C.K et Alii
Misemo na methali toka TANZANIA
 Arusha, Eastern African Publications ltd, 1982, 62 p
- 91 - OTTO Bischofberger
The generation classes of the Zanaki (TANZANIA)
 Fribourg, University Press, 1972, 112 p
- 92 - PHILIPPSON Gérard
Etude de quelques concepts swahili dans les oeuvres de Julius NYERERE
 "Cahier d'Etudes Africaines", 1970, 530-540 p
- 93 - RUHUMBIKA G (Ed)
Towards Ujamaa
 DSM, East African Literature Bureau, 1974, 308 p
- 94 - SAMOFF Joel
Education in TANZANIA : class formation and reproduction
 "Journal of Modern African Studies", March 1979, 47-69 p
- 95 - SAMOFF Joel
Crises and Socialism in TANZANIA
 "Journal of Modern African Studies", XIX, 2, June 1981 p
- 96 - SAMOFF Joel
Bureaucrats, Politicians and Power in TANZANIA : the institutional context of class struggle
 "Journal of Modern African Studies", 1983, 84-96 p
- 97 - SAUL John
TANZANIA transition to Socialism
 "Canadian Journal of African Studies", Tome XI (2), 1977, 313-339 p

- 98 - SCOTTON M.M
Some Swahili Political words
 "The Journal of Modern African Studies", 3 (4), 1965, 527-541
- 99 - SOZIGWA Paul
Kujenga Ujamaa
 DSM, Printpak TANZANIA ltd, 1977, 272 p
- 100 - STREN Richard
L'Etat au risque de la ville : pouvoir et société urbaine en Afrique de l'Est
 "Politique Africaine", Mars 1985, 74-97 p
- 101 - Tanzania Standard ldt
NYERERE / 1961 - 1985 ... Passing on the tongs
 DSM, Peramiho Printing Press, 1986, 62 p
- 102 - University of Dar es Salaam
Debats on class, state and imperialism
 DSM, TANZANIA Publishing House, 1982, 310 p
- 103 - URFER Sylvain
Socialisme et Eglise en TANZANIE
 Paris, L'Harmattan, 1975, 168 p
- 104 - URFER Sylvain
Une Afrique socialiste : la TANZANIE
 Paris, les Editions Ouvrières, 1976, 235 p
- 105 - WILLIAM Edgett Smith
NYERERE of TANZANIA
 Victor Gollancz ltd, London, 1973, 207 p
- 106 - WILLIAM Tordoff
Government and Politics in TANZANIA
 Nairobi, East African Publishing House, 1966, 257 p
- 107 - YILMA Makonen
The NYERERE doctrine of state succession and the new states of East Africa
 Arusha, Eastern Africa Publications ltd, 1984, 188 p

III - PERIODIQUES

- 108 - Africa (London)
- 109 - African business (London)
- 110 - Africa Now (London)
- 111 - Africa Today (London)
- 112 - A letter to my superiors (Dar es Salaam)
- 113 - Annuaire des Pays de l'Océan Indien (Aix-en-Provence)
- 114 - Daily News (Dar es Salaam)
- 115 - La Lettre Internationale (Paris)
- 116 - Le Mois en Afrique (Paris)
- 117 - Mbioni (Dar es Salaam, Kivukoni)
- 118 - Mzalendo (Dar es Salaam)
- 119 - Ujamaa, gazeti la wajenda nchi (Dar es Salaam)
- 120 - Uhuru (Dar es Salaam)
- 121 - Urafiki TANZANIA (Paris)
- 122 - Weekly Review (Nairobi)